

## La « chimie » de Genève

« Le plus important est que les deux hommes ont pris complètement les choses en main. (...) La durée, l'intensité, la franchise et l'ouverture de leurs entretiens en tête à tête au coin du feu sont allées au-delà de tout ce que nous attendions. (...) C'était réellement ce que nous étions venus chercher, et cela a été très fructueux. »

Ce commentaire de George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, résume au mieux le bilan que l'on dresse aujourd'hui non seulement à Washington mais dans la plupart des capitales du sommet Reagan-Gorbatchev de Genève. « La chimie a bien fonctionné », comme on dit aux Etats-Unis, en d'autres termes le président américain et le nouveau numéro un soviétique semblent s'être découverts des atomes crochus : ce sont essentiellement en effet la durée des entretiens confidentiels mais aussi le climat — beaucoup plus amical que prévu — de la rencontre et de ses à-côtés qui ont constitué la surprise.

Car pour ce qui est du fond, tout semble indiquer, du moins en l'état actuel des informations, que l'on en reste sensiblement au même point. Le désaccord sur l'initiative américaine de défense stratégique (IDS) est ouvertement admis, et si un accord de principe a été confirmé pour une réduction de 50 % des armements nucléaires offensifs, les divergences demeurent les mêmes tant sur le mode de comptage que, semble-t-il, sur le préalable posé par Moscou à sa réalisation : l'abandon de l'IDS. Selon des indications américaines, M. Gorbatchev n'aurait même pas été intéressé par l'offre de M. Reagan de se conformer au traité ABM de 1972 pour les tests de son bouclier spatial : c'est l'arrêt pur et simple de la recherche et l'interdiction de tout essai qu'il continuait d'exiger.

Cela dit, il reste à voir si quelques ouvertures n'ont pas été faites dans les conversations au coin du feu. M. Gorbatchev est un réaliste ; la principale leçon de ce sommet est précisément qu'il a décidé de vivre avec des désaccords et de renouer avec les Etats-Unis non seulement un dialogue suivi mais aussi des relations bilatérales beaucoup plus intenses : impressionnante au moins par son volume, la liste des accords conclus dans ce domaine en marge du sommet donne l'impression de se retrouver dans les années 1972-1974, au temps de la « grande détente » Brejnev-Nixon.

Sans doute le dirigeant soviétique joue-t-il sur la durée : il peut espérer que l'IDS, du moins dans sa forme actuelle, ne survivra pas au départ de son initiateur de la Maison Blanche dans trois ans, que l'opinion américaine se lassera et que le Congrès refusera les crédits. Mais, dans l'immédiat, il a pris le risque de conforter les « durs » de l'équipe Reagan, en leur donnant à penser que leur fermeté a été payante. Le président des Etats-Unis, s'il n'a fait aucune concession de fond, a dû pour sa part modérer son langage, oublier l'« empire du mal » et créditer son interlocuteur de sincérité dans la recherche de la paix.

Dans les deux cas, les principaux acteurs du sommet de Genève devront certainement affronter dans les mois qui viennent les critiques ou manœuvres d'obstruction des membres les plus rigides de leur entourage. Mais la réaction des opinions devrait les encourager à maintenir la « chimie » de Genève. En URSS comme aux Etats-Unis, les peuples préfèrent bien entendu la paix, mais aussi le dialogue.

(Lire nos informations page 3.)

## A LA VEILLE DU SYNODE DES EVÊQUES

### Jean-Paul II souligne la primauté du pape

Avant même que ne se tienne à Rome, du dimanche 24 novembre jusqu'au 8 décembre, un synode extraordinaire réunissant cent soixante-cinq évêques, le pape a voulu rappeler le jeudi 21 novembre les Eglises locales à la discipline.

Au cours d'une assemblée plénière de cardinaux — la troisième de son pontificat — réunie pour parler de la réforme de la curie romaine, Jean-Paul II a qualifié d'« aberrantes » les conceptions qui tendent à l'opposer à la curie « comme s'il s'agissait d'un pouvoir parallèle, d'une espèce de diaphragme qui obstrue ou filtre » l'activité du pape. Même si elle est souhaitable, a-t-il ajouté, « la diversité dans l'Eglise ne doit pas entraîner des tendances isolationnistes et centrifuges ».

Jean-Paul II a voulu ainsi marquer les limites de la collégialité épiscopale et rappeler la primauté

du pape, évêque de Rome, symbole de l'unité de l'Eglise universelle. Il répond à certaines conférences épiscopales qui, dans leurs rapports préparatoires au synode, avaient critiqué l'interventionnisme des organismes de la curie. Intervenant à la veille du synode, le pape a rappelé à l'ordre du pape, ne manquera pas de marquer cette assemblée, consacrée au bilan du concile Vatican II. La question de la collégialité épiscopale et celle des rapports d'autorité dans l'Eglise seront au centre des discussions.

(Lire page 17 l'article d'HENRI TINCQ.)

## + 17 % EN UN MOIS A LA BOURSE DE PARIS

### Les étrangers jouent les valeurs françaises

Les cours des valeurs françaises s'envolent depuis un mois à la Bourse de Paris : les investisseurs étrangers, notamment anglo-saxons, s'intéressent à la France, après l'Allemagne et les Pays-Bas. Vendredi 22 novembre, pour le nouveau mois boursier, cette hausse a atteint + 2,7 %.

Un étrange phénomène vient de bouleverser la Bourse de Paris, laissant tous les professionnels absolument pantois, perplexes... et ravis : les cours des valeurs françaises viennent de bondir de près de 17 % en un mois, l'indice moyen battant tous ses records, le tout dans une activité fébrile, avec des volumes de transactions impressionnants. Une hausse électorale, l'épargne et les capitalistes jouant le succès de l'opposition aux prochaines élections ? Pas du tout : il y a un mois à peine, la corbeille faisait grise mine, les cours baissaient régulièrement depuis le

mois de juin, les échanges se contractaient, et les professionnels, le syndicat des agents de change en tête, prédisaient un marché « plat » et morne jusqu'au scrutin, en raison de l'incertitude planant sur l'après-mars 1986 et la cohabitation. Au surplus, la hausse continue des cours depuis le début de 1982, avec, même, une explosion en 1983 (50 %) prouve que la Bourse n'a jamais été aussi prospère que sous le règne de la « rose ».

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 22.)

## Vers la cohabitation flottante

### Après les élections de 1986, M. Mitterrand modèlera ses exigences en fonction du rapport des forces

M. Mitterrand a réuni, le jeudi 21 novembre dans la salle des fêtes de l'Elysée, la quatrième conférence de presse de son septennat. Il a demandé aux Français de « faire bloc » pour défendre les acquis sociaux et les acquis de liberté.

« Avec le sourire, mais avec fermeté », voilà comment il convient, selon M. Mitterrand, de conduire une bataille politique, toute séduction dehors, les pieds « bien accrochés au sol », stoïque dans la « bourrasque ». On croit John Wayne dans L'homme qui tua Liberty Valance.

« Cessons cette mauvaise plaisanterie », comme dirait le chef de l'Etat, qui, face à quatre cents journalistes, en a placé quelques-uns, drôles et parfois féroces. Des sourires et de la fermeté, les Français en ont ramassé à la pelle.

Fermeté dans le langage et sur le fond du discours. Lorsqu'il appelle les Français à « faire bloc » autour des acquis des dernières années (acquis sociaux, de liberté, et sur l'immigration), M. Mitterrand finit de s'adresser à tous, mais parle essentiellement à la gauche. Dans la zone de « consentement général » qu'il aimerait, ou aurait aimé, susciter, le chef de l'Etat situe l'essentiel de son bilan, c'est-à-dire tout ce qui caresse l'oreille des socialistes.

On peut s'entendre, certes, à droite et à gauche, sur la retraite à soixante ans, le minimum vieillesse, une augmentation « raisonnable » du SMIC, la cinquième semaine de congés payés, voire la semaine de trente-neuf heures. M. Mitterrand a raison de dire qu'il s'agit là d'un programme d'entente « assez modeste », au risque de banaliser des acquis sociaux dont la paternité lui

revient. Nul ne propose d'y toucher, note M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. « On va les protéger », dit M. Mitterrand. Mais nul n'a l'intention de les mettre « cul par-dessus tête », remarque M. Toubon.

Pour le reste, la zone de consentement définie par M. Mitterrand est plus incertaine. Droite et gauche sont-elles d'accord sur les lois Auroux, sur l'abrogation de la loi anti-casseurs, et sur la suppression des tribunaux d'exception ? Droite et gauche peuvent-elles s'entendre sur la défense du secteur nationalisé, devenu « propriété de la nation » ? Droite et gauche mélangeraient-elles leurs efforts pour refuser la dénationalisation, dont M. Mitterrand estime qu'elle serait « une dilapidation du patrimoine national » ? Tous les Français sont-ils disposés à reprendre à leur compte la belle formule de politesse que le chef de l'Etat les invite à n'utiliser

envers les immigrés en situation régulière : « cher ami, cher monsieur ou chère madame, vous êtes ici chez moi, donc vous êtes chez vous » ?

M. Mitterrand n'a certainement pas une vision naïve du consentement. L'union sur tout et l'importance qu'il serait, remarque-t-il, une « absurdité ». Sans doute a-t-il, plus prosaïquement, une idée conflictuelle de la cohabitation entre une majorité de droite et lui-même au lendemain des élections législatives de 1986. Au domaine classique de la cohabitation, celui que lui « réserve » la Constitution ou la pratique des institutions — défense, action extérieure, — il ajoute un domaine moderne, étendu *grasso modo* à ce qui a été fait depuis 1981.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10

et page 12 l'article

de PAUL FABRA :

« Le véritable accord

entre la droite et la gauche ».)

## LA SUISSE FACE A L'IMMIGRATION

### Le ras-le-bol des « vigilants »

De notre envoyée spéciale

Genève. — A l'heure où vingt-cinq mille frontaliers rentrent chez eux, en France, pour y passer la nuit, à quoi pense un électeur de Vigilance, coincé dans un embouteillage, entre une voiture du corps diplomatique garée en double file et une Mercedes à chauffeur transportant un prince oriental ? Il pense que Genève n'est plus ce qu'elle était au temps où l'on se promenait à vélo et où l'on se sentait bien chez soi. Il rêve, peut-être, d'un logement plus près de son travail ; mais des appartements à louer, il n'y en a pas, on bien à des prix tels qu'il faudrait être un fonctionnaire international grassement payé et exonéré d'impôts, ou alors un émir pour pouvoir y songer.

Les émirs, d'ailleurs, ne se contentent plus des appartements, ni des quarante-cinq hôtels à quatre ou cinq étoiles de Genève : ils achètent des villas au bord du lac. Et ils viennent faire les bijouteries pendant que leurs femmes se promènent dans nos rues, voilées de noir jusqu'aux yeux. Il paraît que tout ce beau monde contribue au développement de la ville. Alors, se dit-il, on bâtonne, on grignote ce qu'il nous restait de champs et de forêts dans le canton. Et plus

on bâtonne, plus on a besoin de main-d'œuvre étrangère.

Non qu'il soit raciste, ce brave homme, mais 35 % d'étrangers dans la ville (1), il trouve que cela fait trop. Parce que, non seulement il y a les riches qui sont en train d'acheter la Suisse, non seulement il y a ceux qui prennent notre travail, mais maintenant il y a les pauvres, enfin les faux pauvres, parce qu'en réalité ils sont payés à ne rien faire, mieux que nos retraités. Il y en a même qui sont logés à l'hôtel ! Des « réfugiés » soi-disant, ce qui ne les empêche pas de faire de la musique toute la nuit et de terroriser tout le monde. Et les partis traditionnels ne trouvent rien de mieux à faire avec l'argent du contribuable que de leur construire une salle de gymnastique à la prison de Champdollon. Un comble !

Voilà comment un mouvement d'extrême droite qui eut l'astuce (si l'on peut dire) de faire campagne sur un seul slogan (« Ras-le-bol ! ») se retrouva, le 13 octobre, au soir des élections cantonales, premier parti de Genève et premier parti d'un tel score (près de 20 % des voix). Vigilance, c'est tout sauf une grosse machine électorale : quelques centaines d'adhérents, deux minuscules pièces en étage, avec une épiso-

de standardiste. M. Arnold Schlaepfer, le candidat « vedette » du parti, ne reçoit d'ailleurs pas au siège (il n'a guère le temps d'y passer), mais dans son cabinet d'avocat : une pièce vieillotte plongée dans la pénombre d'une seule lampe de bas voltage et dans le froid glacial que ménage un système de chauffage plus que parcimonieux.

« Pourquoi votre mouvement s'appelle-t-il Vigilance ? — Ça veut dire qu'on essaie de surveiller les autorités, pour les empêcher de faire des baveries », répond-il, en son parler genevois. « Et votre programme ? — Nous tromperions les électeurs si nous leur promettions des merveilles. C'est pour cela que nous avons distribué des salades avant les élections en disant aux gens : les autres partis vous racontent des salades ; nous, nous vous les donnons. Et puis c'était une campagne bon marché pour nous qui avons peu de moyens. »

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 2.)

(1) Genève compte 155 000 habitants et le canton 350 000. Le nombre très élevé des étrangers s'explique par la présence dans la ville du siège de nombreuses organisations internationales.

romancier, sémiologue, star.

## UMBERTO ECO



Intarissable, fascinant Umberto.

Eco est toqué. Non, Eco est

okay. Frédéric Ferney/

Le Nouvel Observateur.

## LA GUERRE DU FAUX. LECTOR IN FABULA.

GRASSET



## étranger

## EUROPE

## La Suisse face à l'immigration

(Suite de la première page.)

Xénophobe, M. Schlappacher ? Il s'en défend, bien sûr. C'est sans doute par lapsus que cette expression « la lutte contre les étrangers » qui revient comme une litane dans ses propos, avec le même naturel tranquille qu'il évoquait la lutte contre le cancer ou tout autre calamité. Et c'est sans doute par hasard si, dans l'imagerie du parti Vigilance, un petit personnage-mascotte, en costume traditionnel, incarnant l'immensité des valeurs helvétiques, se trouve si fréquemment aux prises avec des personnages menaçant au faciès très typé et à la peau très sombre.

Genève serait-elle sans dessus dessous parce que cet avocat folot, avec le célèbre major Trovon, chargé de la sécurité à l'aéroport, et quelques autres piliers du parti Vigilance ont canalisé le 13 octobre tous les mécontentements ? Ce parti a vingt ans. En 1964, s'appuyant à l'étranger, il célébrait le cent cinquantième anniversaire du rattachement de Genève à la Confédération, la municipalité commanda une série de manifestations parmi lesquelles un spectacle de Walter Weidell, le Banquier sans visage, pièce aux accents brechtien qui choqua le patriotisme de certains.

L'un de ces patriotes offensés lança une pétition sous le sigle Vigilance, qui recueillit en trois jours plus de 15 000 signatures. Le mouvement était né. Il trouva peu après l'occasion de se compter en déposant une « initiative populaire » (2) contre le projet du gouvernement cantonal visant à subventionner une société chargée de la construction des immeubles des organisations internationales. L'initiative fut repoussée mais, aux élections de 1965, Vigilance obtenait suffisamment de voix pour être représenté au Parlement du canton où il garda dès lors à une législature près - sept députés en permanence.

En fait, derrière tout cela montait une vague xénophobe qui se répandait dans le pays. En 1971, M. James Schwarzenbach, dirigeant zurichois de l'Action nationale, lançait une initiative au niveau fédéral, proposant de réduire à 10 % la proportion des étrangers en Suisse. L'initiative fut repoussée (surtout par les cantons, qui, économiquement, avaient le plus besoin des étrangers, comme Genève), mais à un si faible score qu'elle incita le gouvernement à définir une politique de l'émigration plus restrictive. Cette politique a eu pour effet de quasiment bloquer depuis dix ans le nombre des étrangers vivant dans ce pays (un million environ sur six millions d'habitants).

Rien de bien nouveau donc sous le ciel genevois, si ce n'est l'apparition, depuis quelques années, d'étrangers d'un autre type - infiniment moins nombreux que les Italiens, les Portugais, les Yougoslaves, qui, à force de saisons dans l'hôtellerie ou dans la construction, finissent par obtenir un permis de séjour permanent - mais autrement plus visibles : ils sont bruns, noirs ou jaunes, Turcs, Ethiopiens, Zaïrois ou Tamouls, et ils demandent l'asile.

Alors, on a commencé à débiter au pays de cocagne. Une partie de Genève s'est mise à redouter la crise, alors que le chômage ne touche pas 1 % de la population ; elle s'est mise à avoir peur, alors que tous les chiffres démentent l'existence d'un pro-

blème de criminalité ; elle s'est imaginée envahie. Et la question des réfugiés, devenant une affaire fédérale, a servi de catalyseur à toutes les récriminations. Genève s'est mise à haïr le développement économique, l'internationalisation du commerce et des affaires, et le développement urbain, comme si, « à cause des étrangers », le canton allait étouffer dans des frontières imaginaires. Parce qu'on croit moins bien, parce que les transports publics sont défectueux, parce que les étrangers font monter le prix des loyers, la ville a été prise d'un accès de mauvaise humeur. Et comment l'exprimer dans un canton où tous les partisans traditionnels, y compris le Parti communiste, participent au gouvernement ? En votant Vigilance.

Et puis, trois semaines après ce coup de grogne poujadiste et xénophobe - plus marqué, comme tou-

**La question des immigrés a servi de catalyseur à toutes les récriminations, et le pays de cocagne s'est mis à délirer...**

jours, chez les gens modestes, âgés ou naturalisés d'assez fraîche date, - Vigilance a recueilli à l'élection du gouvernement cantonal, le 10 novembre, et le candidat Schlappacher n'a pas été élu. Une façon pour l'électorat de confirmer que voter Vigilance, c'est seulement voter « contre ».

Le mouvement cependant n'est pas éteint. À la ville de Calvin, l'Action nationale, son pendant en Suisse allemande et dans le canton de Vaud, est devenue la troisième parti à Berne aux élections municipales du printemps. A Lausanne, le mois dernier, elle a remporté seize sièges alors qu'elle n'avait présenté que douze candidats aux élections municipales. Quinze jours plus tard, elle n'avait toujours pas trouvé de volontaires pour occuper ces quatre postes supplémentaires.

## Des modèles en France...

Vigilance et l'Action nationale ont respectivement un et quatre députés (sur 250) au Parlement fédéral, où ils se sont alliés pour former un groupe parlementaire. Mais ils n'ont pas d'implantation ailleurs que dans les villes, ils ne tiennent pas de meetings et n'ont guère de dirigeants d'envergure. Arnold Schlappacher à Genève, James Schwarzenbach à Zurich, sont des espèces d'anti-Le Pen, effacés, réservés, terribles et précautionneux dans leurs propos, détestant les coups de gueule. Ils représentent les gros bataillons du mouvement : ceux des patriotes nostalgiques, imprégnés d'une mentalité préventive, portés vers un repli sur soi économique et bien ordonné, et détestant tout à la fois le changement, l'étalage de la richesse ou l'extrémisme verbal.

Quelques durs à leur côté se font une idée plus paramilitaire de l'Action nationale. Sans même parler des jeunes militants musclés du mouvement Sang neuf, qui se comptent sur les doigts des deux mains, il est clair que les instructeurs de la protection civile sont nettement surreprésentés parmi les élus genevois de Vigilance. Et puis, il y a les jeunes loups, comme Eric Berninat, président de Vigilance, ou Mario Soldini, député

à Berne, fascinés par Jean-Marie Le Pen et qui s'étaient d'ailleurs trouvés une place à la tribune lors du dernier congrès du Front national. De la même famille, le jeune dirigeant de Berne, Markus Ruf, qui vit chez papa-maman, mais qui a résolu de s'imposer en politique, au moyen notamment de déclarations tonitruantes sur les étrangers. Lui, n'a pas peur des mots ni hante du racisme.

L'autre forte personnalité de l'Action nationale en Suisse allemande, c'est Valentin Buben, par qui l'écologie a rencontré l'extrême droite. Ce chercheur en agronomie qui est retourné à la terre et à l'agriculture biologique annonce la catastrophe écologique planétaire et prédit que les petits pays, s'ils savent se prémunir, s'en tireront mieux que les autres (« small is beautiful »). Il est contre le nucléaire, contre une croissance incontrôlée, contre la vivisection. Il est aussi un farouche militant contre le « bradage du sol national » (l'achat de propriétés par les non-Suisses) et l'antenne de l'une des « initiatives » les plus sauvages contre les étrangers, puisqu'elle visait rien moins que de bouter hors de Suisse environ 500 000 personnes.

Et puis, un peu à part, car elle est intégrée au parti démocrate-chrétien, l'extrême-droite du Valais, qui, elle, trouve ses modèles en France, chez Mgr Lefebvre et Jean-Marie Le Pen qu'elle avait d'ailleurs invité il y a un an. Ce courant intégriste s'est constitué en mars dernier en Mouvement conservateur et libéral au sein du parti démocrate-chrétien valaisan, pour tenter de faire pièce, dans ce parti, à l'alle chrétienne-socialiste dont l'influence grandit. Il est contre l'avortement, contre l'égalité des sexes à la tête de la famille, contre l'école publique, contre « l'idéologie anti-chrétienne que véhiculent les médias, et contre la démocratie partout où elle n'est pas « adaptée » à la situation. Le parti démocrate-chrétien fédéral a laissé les Valaisais à leurs querelles internes, estimant qu'il s'agit là d'une affaire purement cantonale.

La société suisse, comme d'autres, porte en elle en permanence ce courant conservateur et poujadiste. Il se manifeste sur la xénophobie à chaque fois que des mutations économiques ou sociales engendrent un malaise, parce que ce sont les étrangers qui, dans l'ordre du fantasme, symbolisent le mieux le changement. Il échoue cependant à chaque fois que la xénophobie va trop dangereusement à l'encontre des intérêts économiques de ce pays. Les particularités de la démocratie suisse, notamment la pratique des initiatives populaires, donnent à ce secteur de l'opinion de fréquentes occasions de se compter sur des thèmes précis. En outre, l'abstentionnisme abaisse en général à une surdimension de son importance réelle : Vigilance a certes obtenu 20 % des suffrages en octobre à Genève, mais moins de 40 % des électeurs s'étaient déplacés ce jour-là. Enfin, nul autre parti n'envisagerait pour l'instant de faire alliance avec ces mouvements dans un exécutif. Leur force, plus insidieuse réside donc plutôt dans le fait qu'aucun de ces autres partis n'ose, à certains moments, les prendre clairement à contre-pied.

CLAIRE TRÉAN.

(2) Tout citoyen peut provoquer un référendum à condition de rassembler un certain nombre de signatures à l'appui de son « initiative ».

## L'Assemblée nationale a voté le projet de loi sur l'élargissement de la CEE

## L'opposition s'est abstenue

L'Assemblée nationale a voté, ce vendredi matin 22 novembre, vers 4 heures, le projet de loi sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne, après avoir repoussé la question préalable posée par M. Robert Montdorant (PC, Val-d'Oise). L'adoption du projet a été acquiescée par

291 voix contre 47, sur 477 votants (le RPR avait annoncé qu'il s'abstiendrait). Annaparavant, dans la soirée de jeudi, les députés avaient ratifié deux autres accords relatifs à la CEE, portant respectivement sur les ressources propres de la Communauté et sur les avances non remboursables.

Le résultat du scrutin final et la longueur des discussions ne doivent pas faire illusion : le débat sur l'élargissement de la Communauté européenne, d'ailleurs fort desservi par le calendrier politique et diplomatique (puisque l'ouverture du jour de la conclusion du sommet de Genève et à l'issue de la conférence de presse de M. Mitterrand), n'a guère fait recette. Et, compte tenu de la présence d'une délégation de députés espagnols dans les tribunes du public, on avait parfois l'impression que les Cortes étaient majoritaires sous l'auguste verrière du Palais-Bourbon. Annaparavant, le vote ne pouvait pas réserver de surprise. Du moins les explications qui l'ont précédé ont-elles permis de faire la synthèse des trois grands types de réactions que suscite dans la classe politique française l'adhésion du Portugal et de l'Espagne.

Pour les orateurs socialistes, à commencer par le rapporteur, puis le président de la commission des affaires étrangères, MM. André Belloin (Alpes-de-Haute-Provence) et Claude Estier (Paris).

Ainsi, bien entendu, que les différents membres du gouvernement qui devaient défendre le projet : Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, tout juste revenu de la réunion de l'OTAN à Bruxelles, et M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture.

Trois arguments ont principalement été invoqués en faveur de l'adhésion : celle-ci est utile à la Communauté tout entière, elle consolide deux régimes démocratiques encore à l'orée de leur deuxième décennie ; enfin elle a été préparée avec beaucoup plus de soin, ont insisté les trois ministres, que ne l'ont été les deux autres accords de l'Union européenne, qui ont été conclus à la hâte, sous la pression de la situation internationale.

Contre, sans appel et sans nuances : les communistes. Pour des raisons de principe : la CEE, c'est « l'Europe des marchands, des sémurs d'illusions et des bureaucraties », a estimé M. Combastel (PC, Corrèze), tandis que son collègue des Pyrénées-Orientales, M. Touré, allait jusqu'à évoquer « cette monstruosité qu'est le Marché commun ». Et pour des raisons circonstancielles : tous les orateurs du PC, en particulier les deux derniers cités, devaient insister sur l'iniquité des petits producteurs agricoles du Midi, dont les fruits, les légumes, le vin, sont, selon eux, très gravement menacés par l'arrivée des produits concurrents espagnols ; de même pour les pêcheurs.

Ce tableau parfois apocalyptique n'en est pas moins souvent accompagné de protestations d'amitié à l'égard des peuples espagnol et portugais, et du rappel de la solidarité à eux manifestée par les communistes français dans la lutte contre le franquisme ou le salazarisme.

Entre ces deux attitudes bien tranchées, l'opposition avait choisi

de s'abstenir. Attitude moins confortable qu'il n'y paraît, du moins pour certains de ses représentants, visiblement partisans de l'élargissement, au moins dans son principe. M. Couve de Murville lui-même (RPR, Paris), après avoir présenté une critique très argumentée des conditions dans lesquelles cet élargissement a été négocié, devait conclure : « Les raisons d'opportunité nous amènent à conclure que nous ne pouvons pas approuver les accords qui nous sont présentés, mais nous n'entendons pas émettre un vote négatif qui pourrait donner à penser, notamment à Madrid et à Lisbonne, que nous sommes hostiles au principe » de leur adhésion à la CEE.

M. Cointat (RPR, Ille-et-Vilaine) et plusieurs autres orateurs ont exprimé, en même temps que leurs craintes pour un certain nombre de producteurs français et pour l'équilibre général du système,

notamment budgétaire, celle de voir « nos amis espagnols et portugais » se méprendre sur le sens de leurs réserves. Il ne semble plus question, en tout cas, de renégocier le traité d'adhésion lui-même en cas de victoire de l'opposition en mars 1986 - ce qui serait d'ailleurs constitutionnellement impraticable, selon M. Dumas - mais tout au plus certaines modalités d'application, sur lesquelles on est resté vague.

Quant aux « amis », en question, qui suivaient le débat en observateurs, ils se sont consolés de certaines réactions suscitées par l'adhésion de l'Espagne en constatant, comme M. Miguel Angel Martinez, vice-président de la commission des affaires étrangères de la Chambre espagnole et élu du PSOE, que « de part et d'autre des Pyrénées, c'est grâce aux socialistes que nous sommes entrés dans l'Europe ».

BERNARD BRIGOUDEX.

## Grande-Bretagne

## La municipalité de Liverpool est quasiment en état de cessation de paiement

De notre correspondant

Londres. - An bord de la faillite depuis plusieurs mois (le Monde du 23 octobre), la municipalité de Liverpool devrait se trouver définitivement en état de cessation de paiement à partir de ce vendredi 22 novembre. Les trente et un mille fonctionnaires de la ville (voies, écoles, services de santé, etc.) auront touché leur dernier salaire cette semaine et sont désormais condamnés au chômage technique, à moins que l'on ne trouve très rapidement une ultime solution de compromis au conflit opposant depuis le conseil municipal - qui contrôle le conseil municipal - qui contrôle la direction du Parti travailliste et à la plupart des syndicats.

Une nouvelle opération de « secours » organisée par l'association des principales municipalités

travailleurs du pays semble avoir échoué. Au cours d'une réunion qui a eu lieu jeudi à Londres, les représentants du conseil de Liverpool ont rejeté les conditions de l'aide que l'association est prête à leur accorder : un prêt de 3 millions de livres, sous réserve de la recherche d'un équilibre budgétaire au prix d'une augmentation de 5 % des impôts locaux (en plus des 9 % déjà admis) et une réduction substantielle de certains projets à caractère social, notamment dans le domaine du logement. Les élus de Liverpool, qui devaient confirmer leur décision vendredi, ont, a priori, refusé de faire de telles concessions. Ils continuent de faire porter la responsabilité de la situation sur le gouvernement, qui, ces dernières années, a fixé des limites très strictes aux dépenses des collectivités locales. Ils considèrent, d'autre part, que l'aide offerte est insuffisante. « Il nous faut 25 millions de livres », a déclaré M. John Hamilton, le leader travailliste de la municipalité, et en tout cas, dans un premier temps, près de 10 millions.

M. Neil Kinnock, leader national du Labour, a accusé les dirigeants de Liverpool de jouer la « politique du pire », et a affirmé qu'il s'agit d'un « cas d'urgence au sein du mouvement syndical et travailliste ».

Les élus de Liverpool et le groupe Militant paraissent maintenant complètement isolés, l'aile gauche du Parti travailliste s'étant, en fin de compte, plus ou moins rangée à l'avis de M. Kinnock.

FRANCIS CORNU.

## Belgique

## VINGT-CINQUIÈME ATTENTAT DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES

Bruxelles. - 15 h 45, jeudi 21 septembre : un homme fait irruption dans les bureaux de Motorola-Belgium, filiale belge d'une firme américaine de radio-communication. Il jette une poignée de tracts avertisseurs d'une explosion dans la demie-heure qui suit. L'immeuble est aussitôt évacué. Trente minutes plus tard, très exactement, une bombe explose, qui ravage les deux étages des bureaux de la société. La salle des ordinateurs est en ruine. L'attentat est signé et revendiqué : les terroristes des Cellules communistes combattantes (CCC) viennent de commettre leur vingt-cinquième « coup » en un peu plus d'un an.

Le jour et l'heure de l'attentat étaient partiellement bien choisis, puisque, trois quarts d'heure auparavant, Ronald Reagan arrivait à Bruxelles pour la réunion de l'OTAN. Des dispositifs exceptionnels de sécurité avaient été mis en place dans la capitale belge. Plusieurs milliers de gendarmes, deux cents policiers et, pour la première fois depuis 1960, des soldats des troupes d'élite avaient été mobilisés. (Corresp.)

## Italie

## Deux responsables de l'hebdomadaire « Panorama » poursuivis en justice

De notre correspondant

Milan. - « Vous venez pour l'affaire ? » Dans le grandiose immeuble des publications Mondadori, construit par Niemeyer, il n'est qu'un sujet de conversation ces jours-ci : l'inculpation pour « révélation d'informations » de deux enfants de la maison : le directeur et le rédacteur en chef de Panorama, le plus important hebdomadaire d'informations générales de l'Italie (400 000 exemplaires).

Tout remonte au 13 octobre, date à laquelle Antonio Carlucci, rédacteur en chef, publie un article intitulé « Ne pas répondre aux questions ». Il fait état d'une directive envoyée par le président du conseil, M. Bettino Craxi, aux responsables des différents services secrets sur la conduite à tenir face à d'éventuelles demandes d'éclaircissements formulées par des juges à l'occasion d'une enquête. En résumé, ils doivent, en

toutes circonstances ou presque, invoquer le secret d'Etat.

Le fait d'avoir révélé cette directive - qui portait la mention « Réserve » - tombée sous le coup d'une loi, datant de l'époque mussolinienne, destinée en substance à punir les traitres et les espions ? D'un point de vue pratique, fait-on remarquer dans l'entourage des inculpés, la « réserve » concernant la note de M. Craxi aurait évidemment volé en éclats dès la première fois qu'un agent se serait trouvé obligé d'en faire état devant un juge !

Toutefois, c'est que Claudio Rinaldi, le directeur de Panorama, et son collaborateur risquent une peine de prison de trois à quinze ans. La presse italienne a vivement réagi en consacrant d'énormes titres de « une » à cette affaire. Les mandats d'arrêt contre les deux journalistes n'ont pas été exécutés, mais l'un et l'autre devront se présenter tous les quinze jours au commissariat de leur domicile pendant la durée de l'enquête.

JEAN-PIERRE CLERC.

**MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ÉTRANGERS !**

Toutes les grandes marques de **PARFUMS** PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

**MICHEL SWISS**

**16, RUE DE LA PAIX - PARIS**

Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

**261-71-71**

**OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION**

de 9 h à 18 h 30



M. C.

De notre envoyé spécial

Genève. - M. Gorbatchev, le nouveau dirigeant de l'Union soviétique, a fait des propositions de communication à la presse - à la fois par le biais de la presse soviétique et par le biais de la presse occidentale - c'est trop ! Il a contesté le droit de la presse occidentale de publier des informations sur la situation en Union soviétique, ce qui est une violation de la liberté d'expression. Il a également déclaré que la presse occidentale ne doit pas se mêler de la politique intérieure de l'Union soviétique. Ces déclarations ont été perçues comme une tentative de contrôler l'information et de limiter le rôle de la presse internationale.

## Moscou

De notre correspondant

Moscou. - M. Gorbatchev, le nouveau dirigeant de l'Union soviétique, a fait des propositions de communication à la presse - à la fois par le biais de la presse soviétique et par le biais de la presse occidentale - c'est trop ! Il a contesté le droit de la presse occidentale de publier des informations sur la situation en Union soviétique, ce qui est une violation de la liberté d'expression. Il a également déclaré que la presse occidentale ne doit pas se mêler de la politique intérieure de l'Union soviétique. Ces déclarations ont été perçues comme une tentative de contrôler l'information et de limiter le rôle de la presse internationale.

Dans son allocution de clôture, le secrétaire général a évoqué en termes élogieux l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne. Il a souligné que cette décision était une étape importante dans le processus d'élargissement de la CEE et qu'elle renforçait la coopération entre les pays membres.

M. Gorbatchev a voulu, en u... (text truncated) ...

Les dirigeants des pays frères au grand complet : MM. Jivkov (Bulgarie), Kadar (Hongrie), Honecker (RDA), Jaruzelski (Pologne), Ceausescu (Roumanie) et Husak (Tchécoslovaquie) affirment « à l'unanimité » que « la discussion de Genève est indispensable et que ses résultats sont utiles ». M. Gorbatchev a donc éprouvé le





## LE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN DE GENÈVE



### M. Gorbatchev diplomate

De notre envoyé spécial

Genève. — M. Gorbatchev est un homme. Il lui reste encore à faire des progrès en matière de communication (une heure d'exposé introductif à une conférence de presse — alors que M. Mitterrand se contenta, le même jour, d'une dizaine de minutes — c'est trop !), mais il est incontestablement doué. Il maîtrise plusieurs registres de l'émotion : l'indignation, sans oublier l'humour, qu'il lui faudra cependant perfectionner...

La démonstration de jeudi matin fut un modèle du genre. Le problème que le secrétaire général avait à traiter pouvait se résumer ainsi : expliquez pourquoi vos relations avec les Etats-Unis se sont considérablement améliorées bien que vous n'ayez rien obtenu à propos de la « guerre des étoiles » que vous exécutez ? La solution choisie, bien qu'un peu longue, fut efficace : elle consistait à dénoncer, dans une langue pas toujours de bois, les dangers de la course aux armements, tout en reconnaissant la bonne foi de M. Reagan.

Les discussions avec le président américain, explique M. Gorbatchev, furent « parfois dures, parfois même extrêmement dures », mais cependant « productives ». (...) Le fait même qu'elles aient eu lieu est d'une très grande importance. (...) Le problème qui se pose aujourd'hui est de choisir entre la survie et la destruction réciproque. (...) Reassurant à souhait, M. Gorbatchev poursuivait : « J'emploie le mot « survie » à dessein, non pas pour terroriser mais pour faire prendre conscience des dangers de la situation actuelle. (...) C'est pour cela que nous ne pouvons pas renoncer à rechercher une solution » au problème de la course aux armements. « Nous ne sommes arrivés au moment où il faut nous arrêter sur cette voie et réfléchir ».

Ayant ainsi préparé le terrain et l'atmosphère, M. Gorbatchev concentrait son tir contre l'initiative de défense stratégique (IDS). Le discours vise moins les Américains que les opinions publiques européennes. « L'Union soviétique », dit-il, « est favorable à la conclusion d'accords assurant une sécurité égale avec les Etats-Unis. (...) Un peu plus tard, il va parler de « parité stratégique ». Bon principe, il ira jusqu'à affirmer que le Kremlin n'a aucun intérêt à s'assurer un avantage militaire sur les Etats-Unis, mais c'est pour ajouter aussitôt : « Nous escomptons la même approche de la part des Etats-Unis. Nous n'admettrons pas que les Etats-Unis obtiennent la suprématie. (...) Personne ne doit faire quoi que ce soit qui ouvre la porte de l'espace à la course aux armements. Si tel était le cas, l'ampleur de notre rivalité augmenterait de façon incommensurable, et le cours aux armements prendrait un caractère irréversible qui coûterait cher à nos peuples ».

#### « Nous ne sommes pas des simplistes »

La critique que fait M. Gorbatchev de l'IDS n'est pas nouvelle. Il la reprend avec vivacité, parfois gravité ; malgré tous ses efforts, malgré son « ouverture d'esprit » lors de ses entretiens avec M. Reagan, il ne croit pas à la nature strictement défensive de cette nouvelle catégorie d'armes. Si le projet est mené à son terme, il ne pourra que déboucher sur la militarisation de l'espace. Car l'URSS ne restera pas inactive, avertit-il. « C'est une fausse idée, explique-t-il, que de croire que nous n'avons pas les moyens de relever le défi. Nous avons des moyens considérables. Nous ne sommes pas des simplistes. Nous trouverons une réponse efficace, plus économique et plus rapide. Mais nous ne voulons pas en arriver là, car notre objectif reste de résoudre le problème ».

M. Gorbatchev, qui veut donner une impression à la fois de fermeté et de bonne volonté, évite d'entrer dans les détails de la guerre des étoiles et ne parle que de l'installation d'armes dans l'espace, alors qu'une bonne partie des composants de l'IDS pourraient être installés au sol. Il laisse même entendre que l'URSS est prête à un compromis sur les missiles stratégiques à condition que la fenêtre de l'espace soit hermétiquement fermée. Et à plusieurs reprises il prend soin de rappeler qu'il ne soupçonne pas M. Reagan de noirs desseins : tout comme lui-même, le président des Etats-Unis comprend que la guerre nucléaire est inacceptable, mais il se trompe sur l'IDS comme il se trompe en voyant « la main de Moscou » dans des crises régionales qui ne traduisent que des « processus sociaux ». « Que disent les Etats-Unis, demande le secrétaire général, si demain le Mexique ou le Brésil explosent du fait du fardeau de la dette ? Dira-t-on que c'est la faute de Moscou ? » Mais, un peu plus tard, M. Gorbatchev prendra le risque de dire oui à un journaliste qui lui demande si l'URSS pourrait coopérer avec les Etats-Unis dans la lutte contre la famine, le terrorisme et le cancer...

Conclusion : « Le monde est plus sûr après notre rencontre, même s'il y a aujourd'hui autant d'armes de part et d'autre qu'il y avait au sommet », car c'est le dialogue qui vient de s'ouvrir offre des possibilités d'aller de l'avant et de voir le bon sens l'emporter (...). Une amélioration des relations américano-soviétiques est tout à fait possible. Elle est encore plus souhaitable si l'on veut sauver le monde de concert ».

Qui donc avait dit que M. Reagan était un fauteur de guerre ? Mais peut-être, il est vrai, ne s'agissait-il pas alors du même Reagan.

JACQUES AMALRIC.

### M. Reagan : Nous avons pris un nouveau départ

De notre correspondant

Washington. — « Nous avons appelé à un nouveau départ et nous avons pris ce départ », a déclaré, jeudi 21 novembre, M. Reagan en allant, sitôt descendu d'avion, présenter au Congrès les résultats « constructifs » du sommet de Genève. Souriant et en pleine forme physique, malgré le décalage horaire et la fatigue de ses trois dernières journées, le président américain a été longuement applaudi par les sénateurs et les représentants — particulièrement lorsqu'il a confirmé qu'il accueillerait l'année prochaine M. Gorbatchev à Washington, avant de se rendre lui-même à Moscou en 1987.

Malgré une tonalité générale très positive et une allusion à « certains progrès faits » dans le domaine des armes nucléaires, rien ne dissimulait, cependant, dans le discours de M. Reagan, que cet « important et très bon accord » sur la nécessité de « continuer à se rencontrer » constituait l'unique acquis véritablement concret de ses entretiens avec le secrétaire général du PC soviétique. Les interrogations qui peuvent demeurer sur l'évolution prochaine des rapports entre les deux superpuissances ont donc — dès lors qu'on sortait des ovations de courtoisie — pesé sur les réactions du monde politique américain.

Si personne, en dehors des groupes pacifistes, n'a totalement critiqué M. Reagan, rares sont, en effet, ceux qui ont félicité sans réserves. « Peu de chose à montrer », « seulement une première étape », « nous devons applaudir même les améliorations portées », « le monde est plus sûr aujourd'hui mais il reste à voir s'il le sera demain », entendaient-on, par exemple, dans les couloirs du Congrès, dont les témoins avaient également l'enthousiasme brisé. « Ravi » de ce que MM. Reagan et Gorbatchev se soient fixés de nouveaux rendez-vous et « encouragé » par leur déclaration commune sur la réduction des armements nucléaires, le speaker démocrate de la Chambre, M. Tip O'Neill, aurait ainsi « espéré plus de progrès substantiels sur le contrôle

des armements, les traits de l'homme et les conflits régionaux ».

Le leader de la majorité républicaine du Sénat, M. Dole, n'a, quant à lui, parlé d'un « travail bien fait » que pour le qualifier modestement de « début porteur d'espoirs », tandis qu'un démocrate connu pour sa modération, M. Michael Barnes, représentant du Maryland, semblait résumer le sentiment général en déclarant : « L'euphorie ne coule pas à flot ».

Curieusement, c'est encore dans les rangs de ceux qu'avait consternés l'annonce du sommet — les républicains les plus conservateurs — que la satisfaction était la plus nette. « La bonne nouvelle est que ça aurait pu être pire », disait une des personnalités de la nouvelle droite, M. Howard Phillips, auquel l'un des idéologues de ce courant, M. Richard Viguerie, donnait raison en ces termes : « La gauche n'a eu ce qu'elle voulait, des rencontres et beaucoup de spectacle (...). Mais il n'y a tout simplement pas là de substance. La guerre des étoiles reste sur les rails ».

#### Classicisme

Dès mercredi, le responsable du programme d'Initiative de défense stratégique (IDS), le général Abrahamson, avait, de fait, estimé que, en revenant de Genève, M. Reagan demanderait qu'on aille « encore plus vite de l'avant » dans les recherches. Le secrétaire à la défense a jugé, lui, « significatif et vital » que ces recherches sur les systèmes anti-missiles « continuent sans faiblir ». « Je suis très heureux des résultats de [cette] rencontre », a ajouté M. Weinberger, dont la presse avait publié la semaine dernière, à la suite d'une fuite, une lettre adressée à M. Reagan pour lui recommander la fermeté face à son interlocuteur soviétique.

Cette satisfaction des plus durs et cette déception de ceux qui le sont moins ou pas du tout tiennent l'une comme l'autre au fait qu'aucune évolution de fond des positions de la Maison Blanche n'est apparue, ni dans les résultats officiels de Genève ni dans le discours de jeudi soir. La

tranquille sérénité avec laquelle le président américain a indiqué au Congrès que les discussions sur l'IDS avaient suscité un « échange de vues très direct » entre M. Gorbatchev et lui-même laisse au contraire pressager de grandes difficultés dans la poursuite des pourparlers sur ce dossier, que M. Reagan a plaidé sans changer un mot à son argumentation habituelle.

Le chef de l'Etat américain était tout aussi fidèle à lui-même en exprimant son pessimisme sur l'« expansionnisme soviétique » (« peu de chance de voir un changement immédiat ») ; en réaffirmant le soutien des Etats-Unis aux « combattants de la liberté » ou en soulignant que les « droits de l'homme n'étaient pas un problème moral abstrait, mais une question de paix ».

Ce classicisme n'a pourtant pas fait oublier qu'un tournant a bel et bien été pris. Car le Ronald Reagan de l'Amérique à vu sourire, deux jours durant, à M. Gorbatchev ; qu'elle a entendu, jeudi soir, expliquer que le sommet avait été engendré par un « nouveau réalisme » ; qu'il avait permis « une meilleure compréhension de part et d'autre » ; que sa partie la plus riche avait été les conversations à deux, et qu'il y avait « toujours place pour du mouvement, de l'action et des progrès quand les peuples se parlent au lieu de parler l'un de l'autre » — ce Ronald Reagan-là n'était plus du tout celui qui parlait autrefois de l'« empire du mal ».

Pourtant, il faudra bien — comme le soulignait dans un débat télévisé M. Eagleburger, l'ancien sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques — que les choses bougent d'ici à juin 1986, date supposée de la visite de M. Gorbatchev à Washington. Si l'on comprend bien la déclaration commune de Genève que l'allusion de M. Reagan aux « progrès » enregistrés sur les armes nucléaires, c'est par ce dossier qu'on commencera — avant de chercher une formule de compromis sur la « guerre des étoiles ». Chercher n'est pas trouver, et la tâche sera, en tout état de cause, ardue. Mais Reagan l'a bien cédé la place, cette semaine, à Reagan II.

BERNARD GUETTA.

### Moscou : Si un sondage était réalisé...

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev va peut-être devoir expliquer à ses militaires pourquoi il a décidé d'amorcer de bons rapports politiques avec les Etats-Unis sans avoir obtenu de M. Reagan, à Genève, la moindre concession sur la question des armes nucléaires et encore moins spatiales. Mais il n'aura aucun mal à convaincre la population du bien-fondé de son attitude.

Dans son allocution de clôture, le secrétaire général a évoqué en premier lieu « l'amélioration des relations entre l'URSS et les Etats-Unis » et révisé la seconde place la nécessité d'« éviter la course aux armements offensifs dans l'espace », qu'il avait inlassablement présentée jusqu'ici comme sa priorité. Cet accent mis sur l'instauration de rapports moins conflictuels avec Washington est très largement partagé ici, selon les premières réactions de Soviétiques recueillies sur le vif devant leur petit écran. L'idée d'un partage du monde entre les Deux Grands est d'ailleurs elle-même plutôt populaire...

M. Gorbatchev a voulu, en un premier temps, appuyer avec la réunion de l'OTAN à Bruxelles, « l'Inform » des jeudi 21 novembre les dirigeants du pacte de Varsovie rassemblés à Prague des résultats du sommet de Genève. Les pays-frères ont « approuvé sans réserve » la position adoptée par le numéro un face au président américain, ce qui ne constitue pas vraiment une surprise. Mais, là encore, le communiqué publié à Prague met en avant le retour au dialogue Est-Ouest et oublie significativement les réminiscences tout récemment contre le « militarisme » de Washington et ses projets spatiaux. La rencontre de Genève « crée des possibilités plus favorables pour l'assainissement du climat international et pour un retour à la détente », estime ce document.

Les dirigeants des pays frères au grand complet (MM. Jivkov (Bulgarie), Kadar (Hongrie), Honecker (RDA), Jaruzelski (Pologne), Ceausescu (Roumanie) et Husak (Tchécoslovaquie) affirment « à l'unanimité » que « la discussion franco et directe » qui n'en finit pas de Genève était « indispensable » et que ses résultats sont « utiles ». M. Gorbatchev a donc éprouvé le

besoin de faire proclamer par un forum, il est vrai acquis d'avance, l'« utilité » de ce « retour à la détente » et le caractère « indispensable » de la rencontre elle-même. Il enfonçait ainsi un peu plus le clou pour ceux qui n'auraient pas encore compris.

#### Une photo significative

Le secrétaire général n'est pas resté de Prague à Moscou jeudi soir comme prévu, peut-être en raison de mauvais temps. La presse soviétique de ce vendredi matin ne se hasarde donc pas, en l'absence du numéro un, à un quelconque commentaire.

La Pravda publie cependant en première page un document significatif. Il s'agit d'une photo de taille considérable qui montre MM. Gorbatchev et Reagan assis côte à côte, dans une pause détendue, sous leurs emblèmes nationaux respectifs, lors de la cérémonie de clôture. Les deux hommes sourient et bavardent tranquillement. Un tabou de l'iconographie soviétique est même brisé. Le numéro un est en effet tourné vers le président américain et recueille avec bienveillance ses propos. D'habitude, c'est plutôt le secrétaire général qui parle tandis que les autres l'écoutent respectueusement...

La Pravda publie d'autre part en première page la déclaration conjointe soviéto-américaine et le communiqué du pacte de Varsovie. Le texte intégral de la conférence de presse donnée à Genève par M. Gorbatchev commence également en « une ». En revanche, la visite aux Etats-Unis du numéro un soviétique, l'un prochain, n'est indiquée nulle part.

#### Un second souffle

La télévision soviétique, pour sa part, n'a diffusé en direct, ce qui est tout à fait exceptionnel, aussi bien la cérémonie de clôture (avec la signature des accords bilatéraux) que la conférence de presse. Toutes ces images qui rompent avec bien des traditions (c'était la première fois, par exemple, qu'on voyait si longuement M. Reagan sur les écrans soviétiques) ont été montrées à nouveau au journal télévisé du soir, qui a ainsi duré près de deux heures.

Les Soviétiques ont été frappés par les rides du président américain,

preuve, s'il en était besoin, qu'ils n'avaient guère eu l'occasion jusqu'ici d'observer son visage. D'autre part, même les citoyens les moins bien disposés à l'égard de M. Gorbatchev estiment que ce dernier a apporté la preuve que le développement économique du pays — et non la course aux armements — était sa préoccupation principale. Si un sondage était réalisé ces jours-ci dans la population, il donnerait sans doute un taux d'approbation considérable à la politique étrangère du secrétaire général. Pour M. Gorbatchev, qui n'est, il est vrai, au pouvoir que depuis deux cent cinquante-trois jours, l'état de grâce dure encore. Le sommet de Genève vient même de lui fournir l'occasion de trouver un second souffle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### L'ESCALE DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN AU SIÈGE DE L'OTAN A BRUXELLES

### « Tout le monde semble content »

De notre correspondant

Bruxelles. — « Everybody seems happy », M. Ronald Reagan, tout sourire, ne mentait pas, jeudi après-midi à Bruxelles, en quittant le siège de l'OTAN. Tout le monde, en effet, semblait content à l'issue de cette réunion extraordinaire, et exceptionnellement courte, du conseil de l'Organisation atlantique. Principal satisfait : le président américain lui-même. Une petite demi-heure pour mettre ses alliés « au parfum » de ses entretiens de Genève avec M. Gorbatchev, moins d'une heure pour répondre à leurs questions et le tour était joué.

« Jamais l'alliance », commentait M. Hans Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, n'avait tant soutenu les Etats-Unis sur un problème aussi important. « Symbole de cette harmonie : le numéro un américain fut même applaudi par ses pairs après son exposé introductif. Le plus euphorique fut sans doute M. Helmut Kohl. « Grand succès », « une chance que l'on attendait », « le fondement de nouvelles bases », tels sont quelques-uns des termes employés par le chancelier ouest-allemand pour qualifier la rencontre de Genève.

Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, ne fut pas non plus avare d'éloges : « grand espoir », « esprit d'ouverture », « esprit de réalisme ». Si le ministre belge des affaires étrangères, M. Leo Tindemans, se disait très satisfait que des liens personnels aient été créés, le premier ministre norvégien, M. Caare Willoch, estimait, pour sa part, que la rencontre de Genève « avait brisé la glace entre l'Est et l'Ouest ».

Quant à M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères (1), il salua, pour être dans la note, la « performance » du président américain à Genève. Avant de poser « ses » questions à M. Ronald Reagan, il tint toutefois à réaffirmer quelques-uns des principes essentiels de la politique française, notamment le maintien de la dissuasion nucléaire ou la nécessité de tenir compte, pour les Etats-Unis, de la présence des alliés et de la particularité de l'Europe. « Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev ont essayé de créer un climat, mais ils ne sont pas entrés dans les détails », déclara le ministre français. Selon lui, les vraies discussions commenceront plus tard. M. Dumas qualifia, enfin, de très « utile » la réunion de Bruxelles.

JOSÉ FRALON.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-06-81  
Tél. (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Robert Boute-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

LE MONDE PUBLICITÉ SA  
5, rue de Montessmy, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-25-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

#### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 371 F 1 932 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par avion) :  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
L - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

#### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$ ; G.-R., 66 p. ; Grèce, 90 dr. ; Inde, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 din.

### VOUS AVEZ DIT CONSENSUS ?

Paul Quilès

La politique n'est pas ce que vous croyez

Photographies de Xavier Lambours  
Éditions Robert Laffont, Collection "Franc Parler".

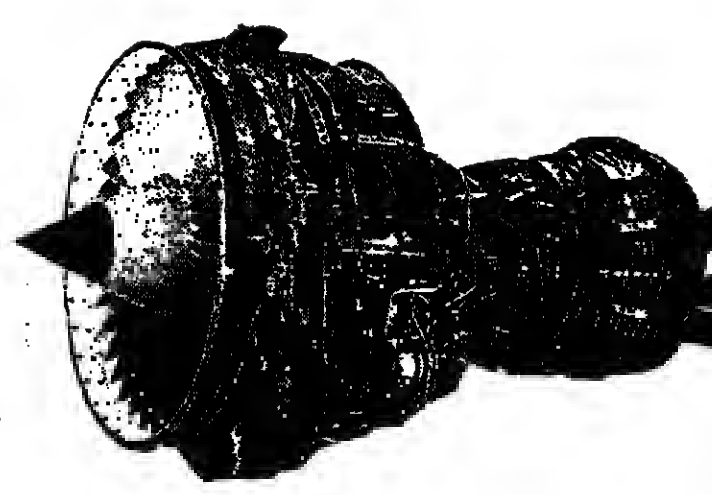
PAUL QUILES. LA POLITIQUE N'EST PAS CE QUE VOUS CROYEZ

مَكْنَزَا مِنْ الْأَصْلِ

2.000.000  
D'HEURES DE VOL

PLUS DE 2.000  
MOTEURS COMMANDÉS

1.000  
MOTEURS LIVRÉS



**CFM 56**

Les moteurs de la famille CFM 56, étudiés et produits à 50/50 par la SNECMA en collaboration avec **GENERAL ELECTRIC** USA, équipent les avions DC8 super 70, Boeing 737 - 300, Airbus A320, les ravitailleurs KC135 et C135 FR, les AWACS, les E6, E3 et ravitailleurs associés KE3.

cfm  international

FILIALE COMMUNE DE SNECMA, FRANCE ET DE GENERAL ELECTRIC, U.S.A.

**SNECMA**

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

agat/cvpp

Les « refus

De notre correspondant

Jerusalem. — Pour paradoxe, qu'on se souvienne que l'homme n'a guère de temps à consacrer à la politique. Cinq manifestations ont eu lieu au fil de la semaine à Jérusalem et à Tel-Aviv. Elles n'ont pas drainé plus de mille personnes. Cet apparent désintérêt du public contraste étrangement avec l'ardente solennité avec laquelle les Israéliens en faveur de la paix ont manifesté.

Le symbolisme de ces manifestations, un défilé entre l'Église de la Vierge et le Mercaz, a regroupé à peine mille manifestants, issus de toutes les couches de la population, celle des jeunes, celle des religieux. Dans ces manifestations, on parlait presque exclusivement en hébreu, les Américains présents en Israël ou immanquablement, étaient restés silencieux. Il y avait aussi des Éthiopiens agitant des drapeaux de David et des drapeaux du slogan : « Le peuple est mon peuple ». Sans do-

Pas de racisme

De notre correspondant

Jerusalem. — Le racisme n'est pas un sujet sur lequel on ne peut pas parler. L'équipe nationale de football — ou à tout le moins de la ligue — ou à tout le moins de la ligue. — Shlomo Kirat, l'entraîneur, a déclaré qu'il ne voulait pas d'apprendre que son équipe se déplaçait à ses dépens. Il a déclaré que « onze » israéliens pouvaient tenir des propos déplacés sur le compte de des joueurs arabes, Rifki, Zaki et Zaki Amel.

Cette interview publiée le lendemain par le quotidien israélien, Shlomo Kirat avait déclaré tout à trac : « Les joueurs israéliens ne doivent donner le même traitement quand ils ont des partenaires arabes à leur côté. Les membres de l'équipe nationale doivent représenter l'État. Ce n'est pas le cas d'un joueur et Zaki ».

Ces petites phrases, maladroites, ont aussitôt soulevé un tempête dans le monde du sport israélien et au-delà. Depuis la naissance de l'État hébreu, on a vu des Juifs et Arabes cohabiter sans encombre dans toutes les disciplines sportives. Particulièrement, le football et le basket-ball. Le rabbin et député Meir Kahane — lequel prône l'expulsion massive des Arabes israéliens — Shlomo Kirat avait l'audace de pérorer un tabou.

L'association israélienne de football a donc décidé séance tenante d'exclure le joueur mé-

**L'AM**



CHOC

CHIR  
LES ENQU



## PROCHE-ORIENT

### Israël

#### Les « refuzniks » ne font plus recette

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour paradoxal ou étonnant que cela puisse paraître, la cause des juifs soviétiques n'a guère mobilisé, ces jours-ci, l'homme de la rue en Israël. Cinq manifestations de solidarité ont eu lieu au fil de la semaine à Tel-Aviv et à Jérusalem. Elles n'ont pas drainé plus de dix mille personnes. Cet apparent désintérêt du public contraste étrangement avec l'ardente solennité des appels politiques en faveur des « refuzniks ».

La plus symbolique de ces manifestations, un défilé entre l'église russe de Jérusalem et le Mur des lamentations, a regroupé à peine un millier de manifestants, issus en grande partie d'une catégorie bien précise de la population, celle des jeunes sionistes religieux. Dans cette foule où l'on parlait presque autant l'anglais que l'hébreu, les Américains, étudiants en Israël ou immigrants de fraîche date, étaient représentés en force. Il y avait aussi quelques juifs éthiopiens agitant en silence l'étoile de David et des ballons badigeonnés du slogan : « *Laissez partir mon peuple* ». Sans doute

se remémorant-ils les souffrances de leur propre exode. En voyant s'étaler sur l'esplanade les portraits des vingt et un « prisonniers de Sion », qui croupissent dans les geôles ou les camps de travail soviétiques, on se prenait à imaginer la réaction de ces militants, s'ils avaient pu contempler ce trop modeste rassemblement, auquel ne participaient que bien peu de Soviétiques. On était passé les cent soixante mille juifs soviétiques installés en Israël depuis douze ans ?

Les raisons ne manquent pas pour expliquer cette relative indifférence. Selon M. Avner Szolay, l'un des rares députés — membre du Parti national religieux — à s'être joint au rassemblement, il faut la mettre sur le compte des traces qui, en ces temps d'austérité et de sacrifice, assaillent l'Israélien et lui font un peu oublier la douleur de ses frères lointains. « *Nombreux sont ceux, ajoute-t-il, qui ont préféré marquer leur solidarité avec les juifs d'URSS en priant dans les synagogues.* » Il n'empêche qu'aucun des grands partis n'a jugé utile d'appeler ses membres à manifester en masse.

Directeur du Centre d'information et d'éducation sur le judaïsme

soviétique, M. Shmouel Azarkh a beau se féliciter du « succès » qu'a remporté, selon lui, la campagne en faveur des « refuzniks » : la déception qu'on lit dans son regard vient démentir l'optimisme de ses propos. Quant à M. Yaacov Tsur, ministre de l'intégration des immigrants, il n'a déploré jeudi 21 novembre le caractère « décevant » et le « manque de coordination » des manifestations de solidarité organisées en Europe en marge du sommet de Genève.

Certaines causes semblent davantage faire recette que celle des juifs d'URSS. Ainsi les orthodoxes de Bnei-Brak, le quartier religieux de Tel-Aviv, ont mobilisé sans efforts mercredi quelque quinze mille manifestants. Ils entendaient protester contre la tenue des matchs de football le samedi, en violation du repos sabbatique.

J.-P. LANGELLIER.

### SELON LA REVUE « JANE'S »

#### L'Iran et l'URSS ont établi une étroite coopération militaire

L'Iran et l'URSS entretiennent secrètement depuis la chute du chah une « coopération militaire étroite », beaucoup plus étendue qu'on ne l'estime généralement, croit savoir le magazine britannique *Jane's Defense Weekly* dans sa dernière livraison. Cette coopération revêt des formes diverses, notamment la possibilité pour des cadres de l'armée iranienne d'aller s'entraîner en URSS, en échange de la faculté pour les Soviétiques d'étudier le matériel militaire américain dont dispose l'Iran. Quelque trois cents officiers iraniens, indique le magazine britannique, publication spécialisée dans les questions militaires, sont envoyés chaque année à Prague, Kiev et Leningrad pour y être formés par des instructeurs soviétiques.

En outre, l'Iran envoie en URSS pour « examen » ses vieux chasseurs américains Tumbler F-14 et ses Phantom F-4, cependant que des techniciens soviétiques ont été autorisés à visiter les anciennes stations d'écoute de la CIA en territoire iranien. Des experts des pays de l'Est aideraient à transformer les milices des Gardiens de la Révolution en une véritable force militaire, au moins aussi puissante que l'armée régulière, dont le régime se méfie.

Enfin, le *Jane's* relève que si l'URSS continue à fournir des armes à l'Irak, elle livre aussi des blindés et des avions à l'Iran par l'intermédiaire de la Corée du Nord, de la Libye et de la Syrie. — (AFP, AP.)

## AFRIQUE

### Tunisie

#### LA CRISE AU SEIN DE L'UGTT

#### L'offensive contre les partisans de M. Habib Achour s'intensifie

De notre correspondant

Tunis. — La mesure d'isolement — prise voici deux semaines à l'encontre du secrétaire général de l'UGTT, M. Habib Achour, n'aura pas suffi à désamorcer la crise sociale, et un nouveau pas vient d'être franchi dans le processus d'éviction de l'ensemble de la direction de la centrale syndicale.

Réunis jeudi 21 novembre à la bourse du travail de Tunis, les représentants des « comités provisoires » qui ont été constitués un peu partout dans le pays, avec l'approbation, si on l'accorde, des autorités régionales, pour évincer les dirigeants des structures en place, ont formé « un bureau national de coordination » en vue de la préparation d'un congrès extraordinaire.

Saluant la personne du président Bourguiba, « le premier travailleur-bâtisseur de la Tunisie moderne et garant de l'unité nationale », les participants ont affirmé leur volonté de ramener la centrale « dans le droit chemin » et ont prononcé « l'exclusion définitive de toutes les structures et activités de l'UGTT » de M. Habib Achour. Désireux de « travailler avec toutes les bonnes volontés », ils n'ont pas fermé la porte à des discussions avec l'actuel bureau exécutif, si toutefois celui-ci se désolidarise de son secrétaire général. Mais là n'est apparemment pas l'intention des adjoints de M. Habib Achour qui dément d'ailleurs toute légitimité aux « comités provisoires ».

MICHEL DEURÉ.

● Visite officielle du roi Hassan II à Paris du 27 au 29 novembre. — Initialement prévue pour le 12 novembre, la visite du roi du Maroc suivra celle du président sénégalais, M. Abdou Diouf, les 25 et 26 novembre.

● Condamnation au Ghana de quatre « espions » de la CIA. — Quatre Ghanéens ont été condamnés, mercredi 20 et jeudi 21 novembre, par les tribunaux d'Accra, à de lourdes peines de prison pour espionnage au profit de la CIA (services de renseignements américains). MM. Félix Peasah, ancien agent des services secrets ghanéens avant d'être membre des services de sécurité de l'armée des États-Unis à Accra, et Stephen Ofose-Addo, commissaire principal des services secrets, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité ; M. Theodore Atiedu, inspecteur de police, a vingt-cinq ans de prison, et M. Robert Appiah, agent des PTT, a vingt-deux ans de prison. — (Reuters.)

### VIOLENTS COMBATS A BEYROUTH-OUEST

#### Chiïtes et druzes s'affrontent dans la « bataille du drapeau »

De notre correspondant

Beyrouth. — Une nouvelle « petite guerre » avait éclaté à Beyrouth-Ouest, le mercredi 20 novembre, à propos du refus du PSP (druze) de voir flotter le drapeau de l'État libanais sur les bâtiments publics.

Depuis jeudi, elle embrase tout le secteur musulman de la capitale, prenant des proportions alarmantes.

Ce vendredi 22 novembre, en milieu de matinée, jour du quarante-deuxième anniversaire de l'indépendance du Liban, les milices belligères de Beyrouth-Ouest, d'un côté le PSP et de l'autre le tandem Amal-société brigade de l'armée (chélite), continuaient à se livrer des combats acharnés.

Selon la radio des Forces libanaises (milices chrétiennes), les affrontements ont fait dix-sept morts et soixante blessés.

La violence de la bataille est telle que, pour la première fois, les trois

principaux journaux libanais, tous trois édités à Beyrouth-Ouest — *An-Nahar*, *As-Safir* et *l'Orient-Le Jour*, — n'ont pas pu paraître, fût-ce de personnel.

La radio des Forces libanaises fait état de dix-sept morts et soixante blessés. Des avions ont survolé le théâtre des combats à deux reprises. La population s'est terrée dans les appartements et souvent dans les sous-sols.

Revenu à Beyrouth pour traiter l'affaire des otages américains, le négociateur des États-Unis, M. Thierry Waite, a eu toutes les peines du monde à franchir la rue séparant l'agence Associated Press, où il se trouvait, de son hôtel. Il a annoncé qu'il restait beaucoup à faire, en dépit de « progrès », pour parvenir à la libération des quatre Américains enlevés (sur six) et qu'il n'avait aucune information concernant les autres otages, notamment les quatre Français.

Ce n'est certes pas la première fois que les « alliés », que sont en théorie le PSP et Amal, en viennent

aux mains et s'affrontent au canon dans les rues de Beyrouth-Ouest. Toutefois, jamais la bataille ne fut aussi longue ou n'eut une cause politique aussi définie — la contestation du drapeau par le PSP et sa défense par Amal, — soutenue par des dirigeants, au sein de la communauté chiïte, qui n'ont pas hésité à accuser le parti de M. Jumblat d'agir pour le compte, ou du moins au profit, d'Israël.

La Syrie, en la personne de son vice-président, M. Khaddam, est intervenue en force auprès de ses alliés pour les ramener à la raison, sans succès du moins, jusqu'à ce vendredi en fin de matinée.

La façon dont est ainsi « célébré » l'anniversaire de l'indépendance du pays illustre son état avancé de désintégration. Dans son message à la nation, prononcé sur la seule des trois chaînes de Télé-Liban à fonctionner, le président Amine Gemayel s'est efforcé de proclamer sa foi en l'avenir d'un Liban profondément réformé et lié à la Syrie.

LUCIEN GEORGE.

#### L'OLP réaffirme son refus de reconnaître sans contreparties les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité

Bagdad (Reuters). — Les dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont confirmé, jeudi 21 novembre, leur rejet des résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient qui reconnaissent le droit à l'existence de l'État d'Israël.

Un porte-parole de l'OLP a annoncé que la centrale palestinienne avait décidé de s'en tenir fermement au rejet des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité à l'issue d'une longue réunion du comité exécutif de l'OLP et du comité central du Fath, principale composante de l'organisation.

Dans un communiqué publié après la réunion, l'OLP s'élève des « rumeurs » faisant état de pressions exercées sur elle pour l'amener à accepter les résolutions de l'ONU. Le sujet « n'a même pas été inscrit à l'ordre du jour de la direction palestinienne », et nous sommes étonnés par les rumeurs d'exigences arabes et non arabes visant à nous faire accepter ces résolutions », dit le communiqué qui ajoute : « Pour négocier sur la base de résolutions internationales, notamment les 242 et 338, il faudrait être en

accord avec toutes les décisions internationales concernant la question palestinienne, dont la plupart reconnaissent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. »

Le communiqué indique cependant que l'OLP souhaite toujours être reconnue par les États-Unis et demeure attachée à l'accord Hussein-Arafat de février dernier, ainsi qu'à une conférence internationale dans le cadre de laquelle serait déterminée une solution pacifique. Il indique, à ce propos, que la reconnaissance américaine constituerait « un facteur encourageant, porteur de sérieuses possibilités d'évolution vers une paix juste dans le cadre d'une conférence internationale. »

[De source diplomatique arabe, on indiquait avant la réunion de Bagdad que le roi Hussein de Jordanie avait demandé à M. Yasser Arafat, président de l'OLP, de faire pression pour une nouvelle approche de la paix par la centrale palestinienne et que l'acceptation des résolutions de l'ONU avait été envisagée. De même source, on précisait que le souverain hachémite avait menacé d'interrompre sa collaboration avec l'OLP dans le cadre des efforts de paix. Amman a accepté les résolutions 242 et 338.]

#### Pas de racisme sur les stades

De notre correspondant

Jérusalem. — Le racisme ne passera pas... sur les stades d'Israël. Vedette de l'équipe nationale de football — où il jouait au poste de libero, — Shlomo Kirat vient d'apprendre cette bonne nouvelle à ses dépens. Il a été radié du « onze » israélien pour avoir tenu des propos peu amènes sur le compte de deux coéquipiers arabes, Rifat « Jimmy » Turk et Zahi Arneli.

Dans une interview publiée dimanche dernier par le quotidien *Hadashot*, Shlomo Kirat avait déclaré tout à trac : « Les joueurs juifs ne peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes quand ils ont des partenaires arabes à leurs côtés. Les membres de l'équipe nationale doivent représenter l'État juif. Ce n'est pas le cas de Jimmy et Zahi. »

Ces petites phrases méchantes ont aussitôt soulevé une tempête dans le monde du sport israélien et au-delà. Depuis la naissance de l'État hébreu, en effet, juifs et Arabes cohabitent sans encombre dans toutes les disciplines sportives. Partisan avoué du rabbin et député Meir Kahane — lequel prône l'expulsion massive des Arabes israéliens, — Shlomo Kirat avait à l'évidence piétiné un tabou.

L'Association israélienne de football a donc décidé séance tenante d'exclure le joueur médi-

sant. Pour M. Yossef Mirimovitch, l'entraîneur national, les critiques de Shlomo Kirat — outre leur caractère outragant — sont d'autant moins acceptables que les deux footballeurs visés « figurent parmi les meilleurs et les plus motivés ». Ils ont, par exemple, marqué davantage de buts que leurs camarades lors de la récente phase éliminatoire de la Coupe du monde. Leur combativité n'a pourtant pas suffi à qualifier le « onze » israélien, qui n'ira pas à l'an prochain à Mexico.

Zahi Arneli, bon prince, a pris l'affaire avec dignité. « Laissons tout cela maintenant », a-t-il dit, et concentrer-nous sur le football. « Non sans avoir regretté que Turk et lui-même n'aient pas, comme d'autres, passé leur temps dans les night-clubs ou avec des strip-teaseuses lors des stages d'entraînement et pendant leur dernière tournée en Australie. »

Nombre de supporters israéliens ont manifesté leur sympathie et leur solidarité aux deux joueurs arabes. Shlomo Kirat, lui, a exprimé un peu tard quelques regrets, sans se rétracter. Il pourra continuer à jouer sous les couleurs du Maccabi de Rehovot, dont il reste le plus glorieux capitaine. Un porte-parole du club n'a déploré l'« atmosphère de lynchage » dont le joueur a été, selon lui, victime.

J.-P. L.

## LA VIE FRANÇAISE

AU SOMMAIRE  
SAMEDI 23 NOVEMBRE



**BOURSE**  
+ \$

COCKTAIL EXPLOSIF

**Banques**

LA RENTABILITÉ : UN MOT D'ORDRE

CHOC

**CHIRAC "PLUS"**  
LES ENQUÊTES EN HAUSSE

En vente 12 F  
Chaque samedi,  
chez votre marchand de journaux

## ANNE DE TINGUY AUX EDITIONS COMPLEXE



Pour comprendre  
l'enjeu de la rencontre  
Reagan - Gorbatchev

EDITIONS COMPLEXE  
Diffusion FUF

## TOUT N'EST PAS POLITIQUE



Photographies de Xavier Lambours  
Editions Robert Laffont Collection "Franc Parler"

PAUL QUILES. LA POLITIQUE  
N'EST PAS CE QUE VOUS CROYEZ



# L'AFFAIRE GREENPEACE

## APRÈS LA CONDAMNATION DES « ÉPOUX TURENGE »

### Le commandant Mafart et le capitaine Prieur devraient être expulsés avant trois mois

#### De notre correspondant

Auckland. — Déçus les faux époux Turenge ? Pas vraiment, malgré leur condamnation à dix ans de réclusion décidée vendredi 22 novembre. Peu importe le montant de la peine, leur expulsion selon l'entourage de la défense — devrait intervenir avant trois mois.

Il reste que, en prononçant une condamnation plus lourde que prévu (on s'attendait à une peine de quatre à huit années au maximum) et, surtout, en refusant de recommander l'expulsion des deux officiers français, le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart, le juge Sir Ronald Davison, qui est le plus important magistrat de Nouvelle-Zélande, a voulu marquer l'indépendance de la justice face au pouvoir politique.

Du côté de la défense, si l'on a tendance à déplorer ce qui peut apparaître comme un semi-échec du strict point de vue juridique, on reste sceptique. « Cette condamnation n'a pas le sens qu'elle pourrait avoir dans un classique crime de droit commun », estime l'avocat français, M. Daniel Soulez-Larivière. Pour sa part essentielle, cette affaire a été gagnée le 4 novembre, lorsque la charge de meurtre a été ramenée à celle d'homicide involontaire. Il poursuit : « On a tout d'abord évité un procès qui aurait été déplaçant pour la France comme pour les deux accusés ; en outre, il aurait duré huit mois et se serait soldé par une condamnation à vie.

Aujourd'hui, après un procès de trois semaines seulement, on aboutit à une condamnation de dix ans. Objectivement on est gagnant... »

L'avocat néo-zélandais, M. Gerald Curry, qui a plaidé devant la Haute Cour d'Auckland, a davantage de raisons d'être déçu. A plusieurs reprises, ce magistrat écossais a été, au cours des deux heures quarante qu'ont duré les débats, que le verdict serait moins sévère.

Lorsque vers 10 h 40, sur tout début de l'audience, Sir Ronald lui donne la parole, M. Curry sait que les dix-neuf feuillets de sa plaidoirie ont toutes les chances d'inciter le chef justice à faire preuve de clemence. Il commence d'un ton ferme sa lecture. D'abord les faits.

#### La cornemuse du commandant

Ses deux clients ne sont pas les auteurs directs du sabotage du *Rainbow Warrior*. « Les accusés agissaient sur ordre et croyaient que leur action était dans l'intérêt de la France », souligne M. Curry. La désapprobation se lit sur les visages des membres de Greenpeace présents à l'audience.

Avec un certain brio, M. Curry parvient même à décrier son auditoire, lorsqu'il évoque la personnalité de ses clients : « La commandante Mafart s'intéresse à la qualité de l'environnement, et surtout à l'écologie marine, épique-t-elle. Pendant ses temps libres, il a fait une étude

**La justice néo-zélandaise a renoncé à prononcer l'expulsion des deux officiers français. Elle en laisse la responsabilité au pouvoir politique. Les diplomates vont prendre le relais.**

particulière sur les baleines ; il a observé, au Mexique, les baleines grises et a nagé avec elles pendant leur période de reproduction. » Une digression, qui arrache à David McTaggart, le président de Greenpeace, un sourire crispé ; assis derrière lui, les écologistes semblent agacés.

Puis, enchaînant sur les goûts culturels du commandant Mafart, M. Curry conclut : « Depuis son incarcération en Nouvelle-Zélande, il a élargi ses horizons littéraires à la poésie néo-zélandaise (...) et a commencé à apprendre la cornemuse. » Si tel que dans le box des accusés, Alain Mafart semble apprécier la plaidoirie de son avocat.

Dominique Prieur est aussi décrié comme très doué intellectuellement. « Ses qualités de chef lui ont fait faire plusieurs premières pour une femme dans l'armée française, y compris le fait de devenir la première femme membre du service Action de la DGSE. »

Sûr de son fait, l'avocat ajoute : « Avant son incarcération, elle faisait, comme beaucoup d'autres femmes, la cuisine, elle tricotait et faisait des confitures. » Plus personne ne sourit lorsque M. Curry évoquera, un peu plus tard, le lourd tribut à la dernière guerre payé par la famille Prieur, une manière pour la défense d'expliquer l'engagement de la jeune femme au sein de l'armée. Pour compléter sa démonstration, l'avocat évoque la seconde guerre mondiale et compare les passés historiques de la France et de la Nouvelle-Zélande, « qui ont mêlé leur sang pour la défense de la liberté ».

Au-delà de ces rappels historiques, il faut maintenant à M. Curry passer à l'offensive juridique. Heureux hasard, cette audience a lieu un mois et demi après l'entrée en vigueur de nouvelles mesures pénales visant à « éviter les effets destructifs de l'emprisonnement ». L'article 7 du Criminal Justice Act sur lequel la défense entend s'appuyer pour obtenir une peine minimale précise : « La Cour doit, en considérant la peine qui devrait être imposée, tenir compte du fait qu'il est préférable de garder les accusés au sein de la Communauté, pour autant que cela soit praticable et conforme à la sécurité de la Communauté. » Mais cet article ne s'applique pas si « la cour est convaincue que, lorsque le crime a été commis, l'accusé a utilisé des moyens violents ayant mis en péril la sécurité d'autrui ».

Pour M. Curry, l'article 5 important des restrictions ne concerne pas ses clients dans la mesure où, d'après lui, ils n'ont pas posé les bombes, « et qu'ils croyaient à la sécurité de leur mission ». Ce sera la seule erreur de l'avocat néo-zélandais de croire que la cour accepterait ce point de vue. Enfin,

M. Curry termine sa plaidoirie en demandant au juge de recommander l'expulsion : « Les accusés ont déjà passé quatre mois dans les prisons néo-zélandaises. Dans ces circonstances extraordinaires, cela doit suffire à satisfaire la réprobation publique. » Il ajoute, argument de poids : « Prolonger l'incarcération serait, en outre, un fardeau pour le contribuable néo-zélandais. »

#### Une « opération hautement dangereuse »

Lorsqu'il prend la parole cinquante minutes plus tard, le *Crown Solicitor* (avocat de la Couronne), M. David Morris, s'empresse de dénoncer « le degré de gravité élevée » des actes dont répondent les deux accusés, ainsi que leur totale implication dans « une opération illégale et hautement dangereuse », responsabilité qu'ils ont acceptée en décidant de plaider coupables, le 4 novembre dernier. Afin d'étayer sa demande d'une sanction exemplaire pour cet acte sans précédent, dans la paisible Nouvelle-Zélande, le procureur fait appel à une jurisprudence britannique. David Morris, qui n'est pas réputé pour son sens de la mesure, prend comme exemple plusieurs affaires de terrorisme survenues en Grande-Bretagne ces dernières années. L'un des auteurs, accusés comme les Turenge d'homicide involontaire, avaient été l'objet de lourdes condamnations.

La réponse de M. Curry est cinglante : vos exemples sont extrêmes, dit-il en substance, ces affaires relèvent du terrorisme meurtrier et sont sans commune mesure avec le sabotage du *Rainbow Warrior* ; de plus, c'étaient les auteurs directs des attentats qui comparaisaient, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Il est alors midi. Le juge ordonne une suspension de séance. Dans le camp de la défense, on est alors plutôt confiant, persuadé d'avoir fait un parcours sans faute. Mais c'est compter sans la haute idée que le plus haut magistrat néo-zélandais se fait de la justice de son pays.

Après le procès du 4 novembre, il avait été indigné que l'on ait pu envisager un instant une quelconque influence du pouvoir politique sur le système judiciaire. Il a été tout à fait irrité du « débailage » des négociations qui avaient précédé les *preliminary hearings*. Sachant mieux que quiconque que l'administration — par l'intermédiaire du ministre de l'Immigration, M. Kerry Burke — peut expulser les Turenge quand elle le verra, il va décider une sorte de harcèlement d'honneur à l'usage de l'opinion publique locale.

Pour commencer il dresse un bilan sévère aux arrangements qui ont abouti à la déqualification des charges pesant sur les deux agents français. Puis il souscrit aux thèses

de la Couronne sur la responsabilité pleine et entière des Turenge quant aux risques qu'ils ont fait courir à l'équipage du *Rainbow Warrior*. Il termine, enfin, son intervention en assimilant le sabotage du navire amiral de Greenpeace à du terrorisme « dont la Nouvelle-Zélande doit absolument se préserver ».

#### « Maintenant on va parler du mouton »

En écoutant le vénérable juge chacun comprend. Imperceptiblement, Alain Mafart s'est tassé sur son siège, tout comme Dominique Prieur, dont les traits trahissent l'inquiétude. Son mari a compris, lui aussi, l'imminence d'un verdict sévère. Tandis que le policier Alan Galbraith, qui a mené toute l'enquête, semble plus préoccupé que jamais, l'avocat français M. Soulez-Larivière, à qui l'on doit l'essentiel du montage juridique du

4 novembre, s'agite. « Voici la sentence », annonce Sir Ronald Davison : « Je condamne les accusés à dix ans de réclusion pour homicide involontaire et à sept ans pour incendie volontaire, les deux peines étant confondues. » D'une expulsion, il n'est pas question. Le juge n'a pas voulu la recommander. L'autorité politique lui aura gré d'une telle décision. Celle-ci laisse aux négociateurs qui vont maintenant prendre le relais des juristes toute latitude pour faire monter les enchères de la contribution financière que va exiger le gouvernement de Wellington. Évoquant l'expulsion prochaine de Dominique Prieur et d'Alain Mafart, Sir Ronald a cette phrase révélatrice : « It's up to the ministers » (c'est du ressort des ministres). Plus prosaïque, M. Soulez-Larivière note : « Maintenant, et maintenant seulement, on va parler du mouton. »

FRÉDÉRIC FILOUX.

## A TRAVERS LE MONDE

### TCHÉCOSLOVAQUIE

#### M. Dubcek sort de son silence

Sortant d'un très long silence, M. Alexandre Dubcek, premier secrétaire du PC tchécoslovaque à l'époque du « printemps de Prague », a adressé une déclaration au quotidien *Unita*, organe du Parti communiste italien. Le texte, publié en première page de l'*Unita* du 21 novembre, est essentiellement une réponse à des affirmations faites par un membre de la direction tchécoslovaque, M. Vassil Bilek, dans une récente interview à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*. M. Bilek, considéré comme l'un des dirigeants tchécoslovaques les plus inconditionnellement prosoviétiques, affirmait que le 3 août 1968 (deux semaines avant l'intervention armée de l'URSS et de ses alliés), M. Dubcek avait approuvé la signature au bas d'un document rédigé lors d'une réunion du pacte de Varsovie et soulignant que « la Tchécoslovaquie [vivait] sous le mensonge d'une attitude contre-révolutionnaire ». M. Dubcek précise que cette expression ne figurait pas dans le texte de la déclaration et conteste d'autres propos tenus par M. Bilek. Exclu du parti en avril 1968, l'ancien premier secrétaire travaille dans une entreprise forestière de Slovaquie. — (Reuters.)

### GRÈCE

#### Graves tensions dans le Parti socialiste

La démission, jeudi 21 novembre, du ministre de l'information, M. Costas Laliotis, et de son adjoint, est le premier signe grave des tensions existant actuellement au sein du Parti socialiste (PASOK) au pouvoir à Athènes. M. Laliotis, trente-quatre ans, fut en 1973 l'un des dirigeants de la révolution étudiante qui a précédé de quelques mois la chute des colonels. Il occupa le poste de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports dans le premier gouvernement Papandréou, avant d'être nommé à l'information l'été dernier. Il était considéré, pendant la première législature du PASOK, comme l'un des poulains de M. Papandréou, représentant la jeune garde du parti et son aile gauche. La démission de M. Laliotis et de son adjoint a été suivie de celle des quatre responsables de la première administration dans la capitale grecque, qui ont pris sa décision dimanche, le jour où un jeune manifestant a été tué par la police à Athènes, à l'issue du rassemblement qui marque chaque année l'anniversaire du soulèvement de l'Ecole polytechnique en 1973. Lundi, la télévision avait diffusé un reportage sans précédent, montrant les heurts entre étudiants et policiers dans les rues d'Athènes. La semaine dernière déjà, M. Laliotis avait publiquement pris à partie des membres du cabinet de son ministre du Travail, M. Yannopoulos, après que des membres du cabinet de ce dernier eurent exigé un droit de contrôle sur les informations qu'il avait diffusé la télévision à propos de la grève de vingt-quatre heures.

### SOUDAN

#### Washington commence à évacuer ses diplomates

Les Etats-Unis ont décidé de réduire leur représentation diplomatique à Khartoum et à conseiller à leurs ressortissants d'éviter de se rendre dans la capitale soudanaise du fait « de la présence dans cette ville de terroristes notoires susceptibles de menacer les intérêts américains », a indiqué, mercredi 20 novembre, un porte-parole du département d'Etat. Il a expliqué que ces « terroristes » étaient « pour la plupart des Libyens », tout en se refusant à être plus précis sur leurs activités. Certains diplomates ont commencé à quitter Khartoum jeudi. Il y a environ quatre cents ressortissants américains dans la capitale soudanaise. Le porte-parole a indiqué que les Etats-Unis avaient fait part, il y a quelques temps, de « leurs préoccupations » à ce sujet au régime qui s'est installé au pouvoir depuis le coup d'Etat du 6 avril dernier. Mais celui-ci n'en a pas tenu compte, a estimé le département d'Etat. Une des premières initiatives du nouveau régime soudanais avait été d'améliorer ses relations avec la Libye et de permettre à des « comités révolutionnaires libyens » d'installer un bureau à Khartoum, ce qui avait immédiatement suscité la méfiance de Washington. — (UPI, Reuters.)

### RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

#### Nelson Mandela sera-t-il prochainement libre ?

Le gouvernement sud-africain a donné son accord, jeudi soir 21 novembre, à une rencontre entre M. Nelson Mandela, dirigeant du Congrès national africain (ANC), emprisonné à vie, et ses avocats. L'un d'eux, M. Ismail Ayob, a indiqué que le ministre sud-africain de la justice, M. Coetzee, avait accédé à la requête de M. Mandela, qui a manifesté le souhait de rencontrer d'urgence ses défenseurs, au moment où des rumeurs d'une intensité sans précédent font état de sa prochaine libération. Cette entrevue a eu lieu, dès vendredi matin, à l'hôpital du Cap où le chef historique de l'ANC se remet d'une opération de la prostate. Le président sud-africain, M. Pieter Botha, a souligné, pour sa part, qu'aucune décision n'a été prise. Ces rumeurs sont actuellement alimentées par le fait que M. Mandela n'a toujours pas réintégré sa prison, alors que, selon son épouse, M. Winnie Mandela, qui lui a rendu visite, il est en parfaite santé. « Quoi qu'il fasse à l'hôpital, a-t-elle indiqué, ce n'est certainement pas pour une raison médicale. » — (Reuters.)

### BIBLIOGRAPHIE

#### « Coulez le Rainbow-Warrior ! »

de CLAUDE LECOMTE

Chef du service politique de l'Humanité, Claude Lecomte a tout lu sur l'affaire Greenpeace et en a tiré un profit qui n'exclut ni la verve ni le sens du récit. Le livre qu'il vient de rédiger en un temps record est une compilation réussie sur cette tendéreuse affaire. Ceux qui auraient marqué un ou plusieurs épisodes du feuilleton de l'été ne s'ennuieront pas à la lecture de *Coulez le Rainbow-Warrior* !

Pour déblayer les zones d'ombre de l'affaire, Claude Lecomte a choisi le récit-fiction qui commence là où, pour lui, s'arrêtent les faits connus : à Cala nous vaut un chapitre alerte, au titre évocateur (« De la vase dans la piscine »), où l'on voit un mystérieux sous-marin s'approcher des côtes néo-zélandaises pour y déposer ruissellement deux nequeurs de combat qu'il récupérera un peu plus tard. A terre, les quatre couples de faux fourreaux, agents des services secrets, dont Claude Lecomte laisse au lecteur le soin d'imaginer à quoi il peut occuper ses longues soirées, en plein hiver austral.

L'affaire ayant lamentablement échoué, c'est à qui, du général Pledolou, patron des services secrets, ou premier ministre, ouvrira le plus large parapluie. Crocs-an-jamba, manœuvres tortueuses, ce ne

sont pas des enfants de chœur au sommet de l'Etat. Surtout, le ministre de l'intérieur qui n'hésitera pas à « mouiller carrément son collègue et néanmoins ami », ministre de la défense, « en balançant sans hésiter un bon dossier à des journalistes amis. Qui en feront leurs choux gras et un gros tirage de leur quotidien l'Univers ». Refrain déjà entendu que Claude Lecomte donne, lui au moins, pour ce qu'il est : une fiction.

Tout n'est pas de la même veine humoristique dans *Coulez le Rainbow-Warrior* ! Mais les pages sur la politique nucléaire de la France et sur les retombées internationales de l'équipée contre Greenpeace montrent quel jugement les communistes peuvent porter sur cette affaire. Jugement au demeurant nuancé à l'égard du chef de l'Etat et du premier ministre, que Claude Lecomte évite, en conclusion et sous bénéfice d'inventaire, de mettre directement en cause : « Qui a donné l'ordre ? Qui a dit un jour : « Coulez le Rainbow-Warrior » ? Cala, nous conduisons à l'ignorer ». Ce qui l'incite à réclamer la vérité vraie, c'est pour l'honneur de notre pays et de son peuple ».

B. L. G.  
★ Claude Lecomte, *Coulez le Rainbow-Warrior* ! Messidor/Éditions sociales. 169 pages. 70 F.

## ASIE

### Afghanistan

#### Plus de Médecins sans frontières chez les résistants

Peshawar. — L'organisation Médecins sans frontières a déclaré, jeudi 21 novembre, qu'elle n'enverrait plus d'équipes de volontaires en Afghanistan cet hiver parce que le principal parti de la résistance, le Jamiat-I-Islami, ne peut pas garantir la sécurité des médecins femmes. Depuis l'invasion soviétique de 1979, des équipes d'environ cinq médecins et infirmières passaient plusieurs mois en Afghanistan en se relayant.

Juliette Fournot, membre de MSF, a déclaré à la presse que son organisation ne pouvait pas accepter la proposition du Jamiat de recevoir une équipe composée exclusivement d'hommes. « La grande majorité de nos patients sont des femmes et des enfants. S'il n'y avait que des hommes parmi nos médecins, ces femmes et ces enfants seraient privés de toute aide », a-t-elle souligné. Pour des raisons de « morale religieuse », beaucoup d'Afghans refusent

sent que leurs femmes et leurs filles soient examinées et soignées par des hommes.

Un porte-parole du Jamiat a, cependant, démenti que les intégristes de ce parti soient opposés à la présence de médecins femmes dans les hôpitaux de campagne. — (Reuters.)

### Pakistan

#### Une lettre de l'ambassade à Paris à propos de M. Bhutto

A la suite de l'entretien que nous a accordé M. Bhutto (le Monde du 9 novembre), M. Khwaja Ijaz Sarwar, conseiller près l'ambassade du Pakistan en France, nous écrit : « Le zèle déployé par M. Bhutto pour évoquer la situation au Pakistan tendrait plutôt à prouver que les élections de mars 1985 ont été libres et se sont déroulées dans le calme. Les textes législatifs devant permettre la fin de la loi martiale sont pour ainsi dire adoptés. Certes, cer-

taines restrictions aux activités politiques demeurent en vigueur pour permettre une transition en douceur d'un Etat à l'autre ; ainsi notre pays se dirige-t-il dans le calme vers une autre forme de gouvernement. M. Bhutto n'a été placée en résidence surveillée que parce qu'elle organisait, au mépris des lois, des démonstrations de force et des émeutes, sous couvert d'un quelconque débat politique. »

### Philippines

#### Sept partis d'opposition soutiennent M. Aquino

Manille. — Sept formations d'opposition, dont certaines opposées au maintien des bases américaines aux Philippines, ont constitué jeudi 21 novembre une nouvelle coalition favorable à la candidature de M. Corason Aquino à la prochaine élection présidentielle.

Cette coalition, qui regroupe des mouvements du centre et de la gau-

che, porte le nom — Laban (combat) — du parti fondé par le sénateur assassiné.

Le soutien apporté à sa veuve par l'aile gauche de l'opposition au régime semble sceller la rupture des négociations engagées entre M. Aquino et le sénateur Salvador Laurel, chef de file des conservateurs pro-américains, en vue d'une candidature commune contre M. Marcos.

M. Laurel n'a pas apprécié, semble-t-il, de n'être que candidat à la vice-présidence. La candidature officielle de M. Aquino paraissant très probable, la perspective se dessine d'un affrontement triangulaire Marcos-Laurel-Aquino.

Par ailleurs, le président Marcos a déclaré, jeudi, qu'il envisageait un « sabotage » des élections par les guerilleros communistes.

Nombreux sont ceux qui pensent que, contrairement aux Etats-Unis à des élections où il a plus à perdre qu'à gagner, le chef de l'Etat cherche un prétexte pour éviter qu'elles n'aient lieu. — (AP, Reuters, UPI.)

### 23 SPORT

L'envoi du bicross en les rebonds du trampolins.

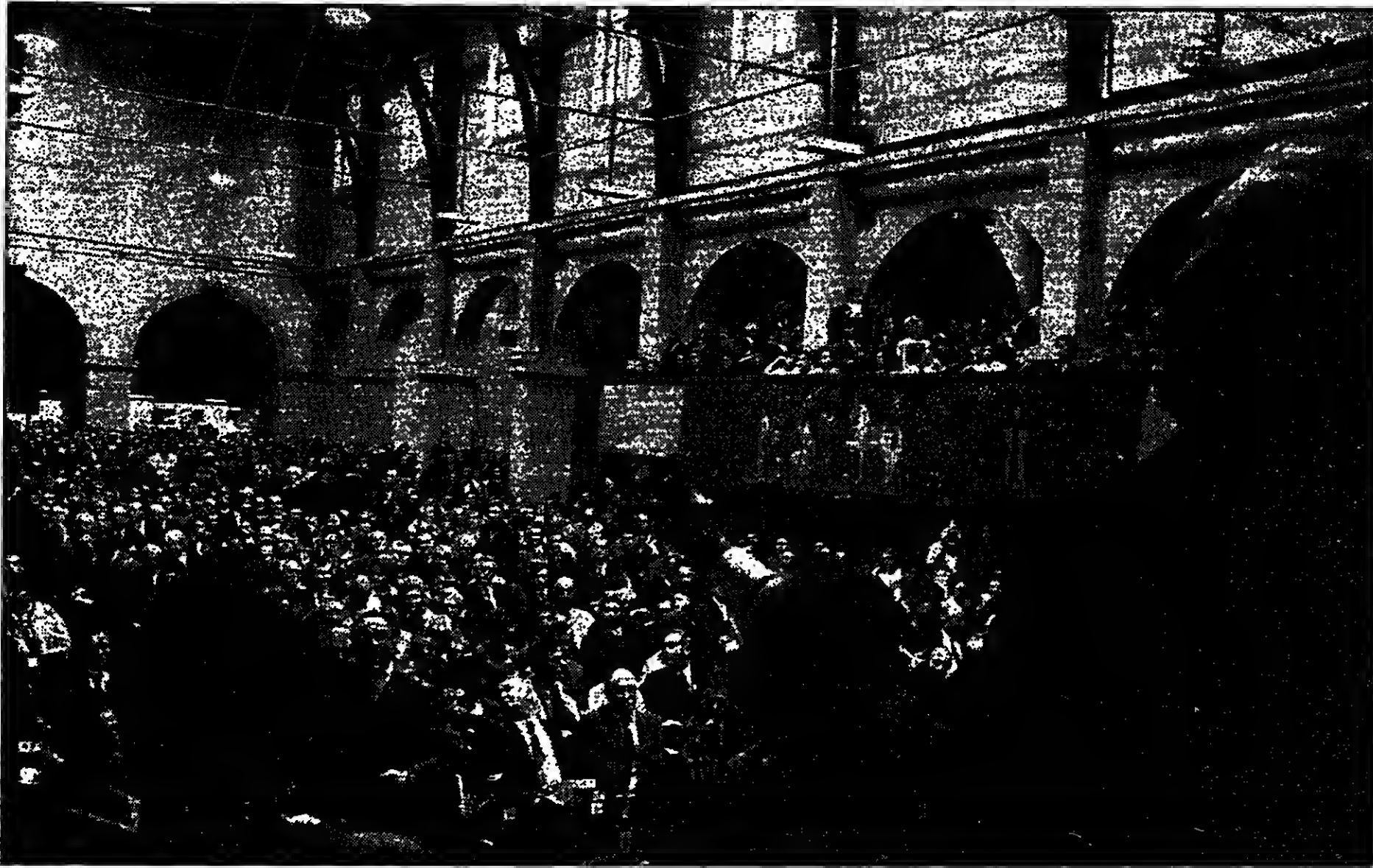
### 4. TABAC

Les rituels du havane.

Supplément au n°  
Ne peut être vendu séparément.



## Le Monde LOISIRS



### La Beaune année

Au nom des grands crus bourguignons, la charité à prix chocs.

**L**OT n° 1, sept pièces de savigny-lès-beaune, cuvée Forneret, adjugée à 48 000 F la pièce à la maison Patriarche Père et Fils, de Beaune. Le marteau du commissaire-priseur retombe avec un bruit sec, tandis qu'un frémissement commence à passer sur l'assistance, acheteurs français et étrangers, curieux, journalistes, réunis à l'occasion de la cent vingt-cinquième vente annuelle des Hospices de Beaune. La plus grande vente de charité du monde, dit-on.

A 48 000 F la pièce de 228 litres, le prix de départ de la bouteille s'établit à 160 F, et celui d'arrivée à Dieu sait combien, d'autant que, l'année précédente, cette même cuvée avait été adjugée 13 600 F la pièce. Mais un bond de 250 % n'avait pas de quoi effrayer l'adjudicateur, M. André Boisseaux, petit homme de soixante-seize printemps, au regard vif et au visage ridé comme une pomme, chef de la maison Patriarche. Depuis plus de trente ans, il se fait un point

d'honneur d'enlever le premier lot à la vente des Hospices.

La vente. Cette grande messe annuelle du vin de Bourgogne avec le commissaire-priseur architecte, les bougies du premier et du second feu, et l'évêque du lieu, pardon, le président, cette année, le professeur Roger Guillemin, prix Nobel de médecine.

#### « Humier le plot »

La veille, tous ces braves gens ont « humier le plot » au chapitre des vendanges de la joyeuse et vaine confrérie du Tastevin, dans le grand cellier du château du Clos-Vougeot. De toute façon, pour l'adjudicateur, c'est une bonne publicité, peu coûteuse au demeurant, qu'en 1976 M. Henri Maire, qui a établi sa réputation avec le « vin fon » d'Arbois, avait osé lui souffler. Mais l'année suivante M. Maire était resté dans son Jura natal. Et tout était rentré dans l'ordre. Un ordre qui voulait naguère qu'après cette enchère initiale spectaculaire

laire les cours reviennent à des niveaux raisonnables. Mais cette fois-ci, point du tout.

Le lot suivant, les quinze pièces du corton, cuvée Docteur-Peste (je n'invente rien), fut enlevé avec une hausse de 100 %. Même scénario pour les suivants au point que les quatre cent soixante-quinze pièces de vin rouge furent adjugées avec une hausse moyenne de 86 %. Pour les vins blancs, l'augmentation fut plus modeste, 33 % « seulement » : il est vrai qu'en 1984 elle avait été de 58 %. Résultat, les Hospices de Beaune vont encaisser 25 millions de francs contre un peu plus de 16 millions de francs l'an dernier. Tous records battus.

Nicolas Rolin, chancelier du duc Philippe de Bourgogne, qui, en 1443, pour se faire pardonner une fortune rapide et se constituer un petit capital dans l'autre monde, fonda l'hospice avec sa bonne épouse Guigone de Salins, peut dormir tranquille : son œuvre, poursuivie au cours des siècles par de nombreux donateurs de vignobles, y compris de nos jours, est prospère, même si, la Sécurité sociale aidant, les Hospices sont devenus un musée.

En revanche, M. Arthur Girard, qui légua une partie de ses biens en 1936, se retournerait dans sa tombe s'il savait que le savigny-lès-beaune 1981 servi aux journalistes étrangers, au déjeuner traditionnel, était « bouchonné ».

Disons-le tout net : une hausse des prix était prévue dans le vignoble avant les enchères : « Le cru 1983 est tellement bon que tout le monde voudrait en acheter », prédisait un négociant, d'autant que le cru 1984 avait été médiocre et que la récolte, cette année, s'est trouvée réduite en quantité. Le gel de février a commencé par l'annuler de 10 %, puis le temps très médiocre, en mai, et surtout en juin, a fait « couler » un peu la fleur, avec du retard pour la formation du fruit.

Mais après, morbleu ! quatre mois de soleil quasi ininterrompu, jusqu'à la fin des vendanges, ont donné au millésime 1983 un caractère assez exceptionnel, moins agressif que le millésime

1983, autre « grand », mais très « dur » en raison de sa richesse en tanin. Cette année, l'arôme est « intense » et « typique du terroir », « la structure est bien équilibrée et harmonieuse » et le « moelleux donne beaucoup de richesse et d'amplitude ». Au-delà de la littérature officielle du Comité interprofessionnel, pour une fois totalement « claire », mais que souvent il faut « décoder » (un millésime médiocre est dit « de petite garde, à boire rapidement »), il est parfaitement vrai que le vignoble bourguignon est peu favorisé depuis 1979.

Après les « petites cuvées » de 1980, 1981, 1982 et 1984, — au contraire du bordelais, qui a aligné les « grands » 1981, 1982 et le très bon 1983, — le vignoble tient enfin un autre grand millésime.

#### « Le petit Jésus »

Pour M. Claude Bouchard, de la Maison Bouchard Père et Fils, le 1985 s'apparente au 1959 (« merveilleux ») et au 1964 (« magnifique »). Pour M. Robert Drouhin, de la Maison Drouhin, il est meilleur que 1962 et 1966 et ressemble plutôt à 1962 (« tout à fait excellent, c'est vrai »). Quant à M. d'Angerville, de Volnay, il parle de 1945, et mieux de 1929, illustissime année entre toutes : il est vrai que son clos-de-chênes est très « robuste » pour un volnay, vin au principe plus léger.

De fait, la veille de la vente, à l'exposition des vins à l'hôtel de ville, où tous les crus et climats sont représentés, l'auteur de ces lignes, entendant un vigneron dire à un autre, avec un solide accent bourguignon : « Va donc goûter les cortons, c'est le petit Jésus en culotte de velours », alla vérifier.

Effectivement, les cortons étaient robustes, ronds, et un nez ! Tout à fait le petit Jésus en question. Cela explique, en partie, le bond enregistré à la vente des Hospices. Ajoutons-y les achats des Suisses, très bons clients en 1985 comme en 1984, des Anglais, de certains Scandinaves, de M. Boisseaux, qui persévère (mais moins cher) et, tout de

même, des Américains, malgré une baisse du dollar de plus de 15 % depuis la vente de 1984.

Pour le reste, « je dis que c'est fou, dingue, irréaliste : gare aux retombées et aux Américains ! ». Qui parle ainsi ? M. André Gagey, chef de la Maison Jadot à Beaune, rachetée cette année par son distributeur américain, Kobrand, et qui exporte 85 % de ses vins, dont 50 % vers les Etats-Unis. « Les Californiens ont des stocks, une très bonne récolte, et les journalistes de là-bas sont prêts à nous tomber dessus pour le rapport prix-qualité si nos tarifs montent trop ».

Effectivement, les vins californiens, devenus plus coûteux que les vins européens au début de l'année avec la hausse du dollar, au point que leurs producteurs demandaient encore récemment une protection, vont redevenir plus accessibles aux consommateurs locaux.

Certes, admet M. Gagey, et avec lui les négociants précédemment cités, les prix du bourgogne

rouge avaient pris du retard, la pièce de gevery-chambertin n'ayant retrouvé qu'en 1984 le niveau de 8 000 F atteint en 1979, après avoir fléchi à 6 000 F en 1982 et 7 500 F en 1983. « Mais le rattrapage actuel (on est à 12 000 F d'ores et déjà, à la propriété) arrive au plus mauvais moment : en France, c'est la désinflation, et, aux Etats-Unis, je crains un blocage, plus manifeste sur les rouges que sur les blancs ».

De toute façon, bonnes gens, on ne pourra guère boire le 1985 avant cinq ou six ans en rouge et deux à trois en blanc, pas plus que 1983 (peu avant dix ans et cinq ou six ans respectivement). D'ici là, buvez des crus moins chers : dans l'ordre, en rouge, du 1980, du 1982 et du 1981. Si votre bourse est plate, rabattez-vous sur les côtes-du-rhône, dont la qualité monte, et sur les beaujolais 1985, meilleurs que l'an dernier et dont le prix n'a pratiquement pas changé.

FRANÇOIS RENARD.

#### LIRE

##### 2-3. SPORT

L'envoi du bicross et les rebonds du trampolino.

##### 5-8. RADIO-TV

10. JEUX

##### 4. TABAC

Les rituels du havane.

##### 11. GASTRONOMIE

Les sucres du chocolat.

Supplément au numéro 12 698

Ne peut être vendu séparément. Samedi 23 novembre 1985.

**CET HIVER**

## AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Palma	à partir de 1 130 F*
Tunis	à partir de 1 465 F*
Marrakech	à partir de 1 690 F*
Tel-Aviv	à partir de 2 150 F*
New York	à partir de 2 490 F*
Montréal	à partir de 2 990 F*

\*Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours - Conditions générales dans le catalogue Air Havas.  
En vente chez Havas Voyages - 138, av. Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY - Tél.: 47 47 50 33 et dans les 248 agences Havas Voyages.

**HAVAS VOYAGES**



كذا من الأصل

# Tout-terrain

Quand le bicross sort des sentiers battus du cyclisme.

## Partir

### Tour de France du tennis

Pour la seconde année consécutive, un Tour de France du tennis est organisé jusqu'au 15 décembre prochain. Dominique Bedel, Pascal Portet, Jérôme Potier et Thierry Tulasne se produiront successivement à Aurillac le 23, Tarbes le 24, Colmar le 27, Montbrison le 28, Valence le 29, Toulon le 30, Montpellier le 31 décembre, Arles le 4, Saint-Quentin le 6, Auxerre le 7, Arras le 8, Châteaubourg le 10, Brest le 11, Saint-Nazaire le 12, Troyes le 14 et Saint-Anand-Montbrion le 15.

Dans chacune des vingt villes visitées, les spectateurs pourront assister à deux simples et un double, et participer à des « cliniques » pour les meilleurs jeunes joueurs de la région.

### Le Sénégal à petites foulées

Vitapop Organisation, en collaboration avec la Fédération sénégalaise d'athlétisme, organise du 1<sup>er</sup> au 7 décembre la première Trans-Sénégal, une course à pied par étapes entre Dakar et Saint-Pierre.

Programme varié pour les coureurs-touristes : les 20 kilomètres de Dakar, sur macadam, le premier jour ; une étape de nuit dans la brousse illuminée (18 km) par des bidons d'essence enflammés ; un cross avec dénivelé et sable (19 km) ; pistes de latérite, pelouses et châteaux pour la quatrième étape (20 km) ; 10 circuits y compris la montée autour d'un village de pêcheurs, et enfin 20 kilomètres pour un final en Technicolor (le bleu de la mer, le jaune du sable, le rouge des pistes).

Il y aura beaucoup de classements pour les fanes, du soleil pour le moral et les ailes pour la récupération.

● Renseignements et inscriptions : agence de voyages de la Maison de l'Afrique, 10, rue des Mondes, 75001 Paris. Tél. : 16 (1) 42-61-35-56.

### Les cités siamoises

Jumbo propose une voiture climatisée et confortable avec un chauffeur pour voyager en liberté et en sécurité à travers le nord de la Thaïlande jusqu'aux confins des frontières laotienne et birmane. Les hôtels sont réservés selon un itinéraire hors des grandes voies touristiques. Pour les sites les plus importants, le voyageur dispose de cassettes explicatives en français. Prix : 8550 F par personne, sept nuits, une voiture avec chauffeur durant sept jours et l'avion aller et retour.

● Catalogue Jumbo dans toutes les agences.

### Le fleuve des dieux

Une semaine sur le Nil. Abou-Simbel, Edfou et Louxor. Mais avant d'embarquer on aura visité, au Caire, le musée et les mosquées sans oublier, bien sûr, les célèbres pyramides. Départ à partir du 7 janvier. Prix : à partir de 7 950 F.

● Destination du monde, 18, rue de Fisy, 75008 Paris. Tél. : 45-22-72-23.

### Le Brésil traditionnel

Salvador-de-Bahia, Rio, Brasília et Belo-Horizonte. Douze jours pour découvrir le Brésil traditionnel. Au cours de ce circuit, visite également des cités coloniales de Congonhas-do-Campo et Ouro-Preto. Une balade est aussi prévue le long des chutes de l'Iguazu. Prix : 15 200 F. De Paris à Paris.

● Voyages et Tourisme, 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42-60-32-23.

### Un guide du tourisme associatif

Hôtels, villages de vacances, maisons familiales, camping-caravaning, appartements à louer ou maisons mobiles : mille cent quarante lieux ou formules de vacances proposés dans le cadre du tourisme associatif et recensés dans un guide Vacances nouvelles. Pour tous et pour tous les goûts : différents niveaux de confort, de multiples prestations (pension, demi-pension, garderie d'enfants) et des activités pour tous les âges.

● Le guide Vacances nouvelles, vendu uniquement par correspondance (Édites, 64-70, rue des Chantiers, 75000 Versailles) au prix de 60 F, plus 15,50 F de frais de port.

### Réveillon andalou

Fêtes de fin d'année à bord de l'Andalou Express, un train qui parcourt l'Andalousie. On accueillera l'an neuf à Cordoue, l'ancienne résidence des califes. On visitera aussi Grenade, Séville et Jerez. Du 27 décembre au 7 janvier 1986. De Paris à Paris : 12 100 F.

● Marsans International, 7, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris. Tél. : 43-59-72-36.

(Publicité)

Société commerciale Immobilière et Loisirs (mer-montagne)

Cherche 4 excellents vendeurs agents commerciaux.

Commissions et honoraires très importants.

Téléphone pour rendez-vous :

(93) 24-62-09

(93) 59-04-67

heures de bureau.

HAUTES-ALPES

STATION DE SKI ALPIN, FOND

Locations tous types. Tarifs avantageux.

Ag. Nicolas CHAILLOU, 1000, T. 92-50-48-45.

62540 SAINT-MICHEL-DE-CHAILLOU.

NORD GIRONDE

Maison bourgeoise 13 pces + grand chai :

sans ou avec 20 ha terres, prés, vignes.

Bordeaux supérieur, sources abondantes.

BELLOT, 33620 LARUSCADE.

ADJ-EN-PROVENCE - 5<sup>e</sup> du centre,

propriété de très grand standing avec piscine,

pool house. Composée de 4 chambres,

s-de-bus et douches, grand séjour avec

cheminée, salle à manger, bureau, lingerie,

salle de jeu, très grand garage. Arrosage automatique, portail électronique.

Px 3 150 000 F. Notice et photos sur demande.

Sélection de plusieurs terrains, maisons de village, villas, propriétés.

CHEETHAM IMMOBILIER

2, ROUTE D'ADJ-EN-PROVENCE, 13410 LAMBESC - 42-92-88-92.

## «RIDERS, ready ?

Go ! Au signal du speaker, ils sont huit, gants, casques et barres de cuir, à s'élancer au guidon de leur machine rutilante, à plonger au coude à coude sur le plan incliné de départ. Trois cents mètres, quelques bosses, et, deux virages plus loin, la ligne d'arrivée. Franchie d'un ultime coup de reins. Trente secondes de course. Les hurlements du public ont-ils étouffé la pétarade de ce sprint d'enfer ? Non, car les motos ne sont pas des motos. Ce sont des BMX, traduction littérale de l'américain : bicyclettes de motocross. Autrement dit : vélos de bicross.

Alors, course pour rire, enfantillage ? Les dadas de dix-huit ans qui tricotent à perdre haleine sur des vélos trop petits pour eux sont-ils des farceurs, des attardés ou des recalcés du motocross ? En fait, ce sont des enfants de la première génération du bicross français. Saisis par le virus il y a quatre ou cinq ans, ils n'ont pas guéri. Ils sont l'illustration de ce phénomène, débarqué des États-Unis comme n'importe quelle mode, mais qui perdure, enfle et se répand.

En 1980, René Nicolas était gérant d'un magasin de motos à Beaulieu (Côte-d'Or). Dans sa vitrine, quelques exemplaires de ces drôles de vélos, récemment découverts outre-Atlantique, et qu'un constructeur local doué d'un bon flair s'est mis à fabriquer. Dans un souci de promotion, René Nicolas organise une course : les enfants de ses amis sont invités et l'on prête des vélos aux possesseurs du coin. Cinq ans plus tard, il est l'un des cinq permanents de l'Association française de bicrossing (AFB), dont le siège est toujours à Beaulieu mais qui rassemble désormais 8 441 licenciés répartis dans plus de 350 clubs.

« A sa naissance, en 1981, l'AFB ne comptait qu'une centaine de pratiquants », se souvient R. Nicolas. Avec 2 250 licenciés en 1983, les choses sont devenues sérieuses. Il a fallu découper la France en ligues, organiser des épreuves de sélection, etc. Depuis le 7 octobre dernier, l'AFB, tout en gardant son autonomie, a rejoint le giron de la Fédération française de cyclisme, dont les effectifs faiblissent. « Il y a une création de club par jour en ce moment », indique M. Nicolas, pour qui l'explosion du bicross s'explique : « C'est le seul sport mécanique qu'un enfant peut maîtriser complètement, il peut bricoler sa machine, la préparer, s'entraîner physiquement, apprendre des rudiments de diététique. Le bicrossing est une activité globale ».

Autre signe : les parents sont contaminés. Bernard Boutin, responsable du Club de la Chapelle à Orléans, constate : « Les trois quarts des parents de nos 80 licenciés ont parcouru plus de 5 000 kilomètres dans l'année ».

## TRANSIT AUTO INTERNATIONAL

17, avenue de Friedland, 75008 Paris

Tél. : (1) 42.55.44.44 - Tél. 646 206 CARSHIP

Transports internationaux d'automobiles

World Wide Car Shipping Service

USA, Canada, DOM-TOM, Afrique,

Afrique du Nord, Asie, Moyen-Orient, etc.



## pour accompagner leurs enfants.

Et à force d'assister aux 400 courses d'une journée de compétition, certains n'y tiennent plus, ils sautent en selle. « De plus en plus d'adultes viennent à cette forme de loisir », admet René Nicolas. Mais, responsable du développement sportif à l'AFB, il préfère faire évoluer le bicrossing « vers le haut niveau, afin d'en faire un sport à part entière ». Pour lui, la compétition nourrit la passion.

Le syndrome de la planche à roulettes, dont le mode est retombé comme un soufflé, guide la politique de l'AFB, soucieuse de maîtriser le développement du bicrossing. L'industrie française du cycle est un allié objectif : 90 % des vélos d'enfant vendus en France sont des bicross. « Tant que les ventes progressent, nous ne craignons rien », dit René Nicolas, qui se préoccupe surtout de trouver des formules de compétition attrayantes, des règlements plus simples et des vedettes pour captiver le public.

L'assise populaire du bicrossing est assurée : les municipalités équipent de plus en plus leur commune de pistes en terre. A Montgeron (Essonne), où le club regroupe 150 licenciés, une piste a été aménagée en 1983 : coût, 300 000 F. « Cette année, nous allons la remanier pour répondre aux nouvelles exigences de ce sport en pleine mutation », indique le maire, M. Alain Josse. Coût : à nouveau 300 000 F. D'ores et déjà, l'éclairage, des tribunes modelées dans le paysage, et des locaux techniques sont prévus pour les exercices 1986-1987. « Au début, j'étais circonspect, mais je suis sûr maintenant qu'il ne s'agit pas seulement d'une mode », estime M. Josse, regrettant l'absence de subvention départementale pour de tels équipements, « dont l'utilité sociale est évidente, ne serait-ce que dans le cadre de la prévention contre la délinquance. Mieux vaut se

quatre heures de préparation physique par jour et près de deux heures de technique au guidon de la machine. Xavier compte consacrer sa vie professionnelle au bicross « par le biais du montage ». L'AFB a en effet créé sa propre école afin de former des cadres pour les prochaines générations de bicrosses.

Fabien, lui, ne sera jamais un champion. Mais, à treize ans, il est tout fier d'avoir accédé à la catégorie Expert. Au dernier Salon des sports mécaniques d'Orléans, il était parmi les jeunes qui quinquagenaient des autographes à Claude Vuilleminot et Xavier Redois. Il casserait volontiers sa tirelire pour une garniture mousse ou des gants signés St. Thomsen, un Américain qui est en blond au bicross ce que Giacomo Agostini est en brun à la moto. Les petits bicrosses ont leurs idoles : les sprinters, qui jouent leur titre en une fraction de seconde, mais aussi les artistes du « free style », capables des figures les plus spectaculaires. Et le marché du cycle, ressuscité par l'invention de gamins bricoleurs d'une bourgade de Californie, se double aujourd'hui d'un florissant business de l'accessoire.

Souvent trentenaires et quelque fois millionnaires en dollars, les stars du bicross sont pour l'instant américaines. « Notre approche du bicrossisme reste prudente », dit René Nicolas, mais d'ici trois ans il y aura sûrement des écuries professionnelles en France. « A ce moment-là, il n'aura plus besoin d'aller chercher outre-Atlantique son « plateau » du bicross de Bercy : tous frais et voyage payés, 8 pilotes américains se partageront, dimanche 24 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy, une prime de 5 000 dollars. Pour quatre-vingt-dix secondes de course.

## JEAN-JACQUES BOZONNET.

● Le deuxième Bicross international de Paris-Bercy, rassemblant trois cent cinquante pilotes amateurs et professionnels de douze pays, aura lieu au POPB, 8, boulevard de Bercy, le dimanche 24 novembre, à partir de 10 heures. Entrée : 50 F et 70 F.

● Association française de bicrossing, 81, Laubourg Saint-Nicolas, 21200 Beaune. Tél. : 80-22-43-01.

● Ecole française de bicrossing, à Craissac (Aude). Tél. : 68-49-01-55 (apprentissage, perfectionnement, entraînement intensif).

## Le vélo punch

Le bicross est au cyclisme ce que les 4 x 4 sont à l'automobile. Des engins tout-terrain synonymes de loisir et d'évasion. Donc dans le vent.

Originaire des États-Unis, le vélo bicross ou bicrossing a fait depuis quelques années une percée spectaculaire : il occupe aujourd'hui un segment qui représente un tiers des ventes de bicyclettes. Ce chiffre varie selon les constructeurs. Il atteint 40 % chez Raleigh, l'un des grands spécialistes du BMX, et 15 % chez Peugeot, qui livre chaque année près de cinquante mille vélos tout-terrain, mais 85 % de bicyclettes d'enfants produites par le firme de Sochaux sont des bicross.

Les principales marques de cycles, MBK, ex-Motobécane (50 % de la production française dans ce secteur), Peugeot, Lajuma, Gitane, Berrin, Raleigh en Angleterre, Beisteigul Hermanos en Espagne, proposent des gammes extrêmement diversifiées — dix à trente modèles — dans une fourchette de prix de 500 à 3 500 F. Toutefois, on peut trouver dans les grandes surfaces des bicrosses de provenance d'Italie ou d'Allemagne de l'Est, voire d'Extrême-Orient pour 400 F environ.

L'architecture de ces machines bizarres nous est maintenant familière : petit cadre avec une garde au sol surélevée,

roues à bécans, guidon de moto et brquets minuscules qui permettent de mouliner : condition indispensable pour évoluer dans le rythme et la fantasia. Car, le bicross, c'est d'abord le vélo dynamique et acrobatique.

Le profil de la clientèle ? Essentiellement les jeunes de six à dix-huit ans. L'événement de cette nouvelle façon de pédaler ? Difficile à dire. D'autant que le bicross a engendré le « mountain bike » ou vélo des montagnes, du tout-terrain puissance dix, et le « free style », réservé aux cascadeurs cyclistes. Des adolescents dont on a apprécié la virtuosité durant les entractes des Six Jours de Bercy.

Les constructeurs de cycles en conviennent : le bicross est constitué une promotion efficace pour une industrie qui traverse des jours difficiles sans qu'on puisse entrevoir la sortie du tunnel. Sa mode passera comme le reste. Mais, en attendant, on s'efforce d'en tirer le maximum. Raleigh a présenté au Salon du cycle un bicross original conçu pour les enfants. Inspiré par l'automobile, il comporte sur une petite console un ordinateur de bord indiquant la vitesse ainsi que la distance parcourue, un auto-radio et un synchroniseur de paroles. Un modèle qui fait du bruit au sens figuré comme au sens propre.

JACQUES AUGENDRE.

ES le premier contra plaisir l'emporie. C bisse sur le tramp on permet sa position ou c de l'ou. Une petite poussé les pous on décolle sans e Pour pratiquer le trampolin peut d'un long apprentissage pous comme dans d'au spirit. Foin de s'offense ! décoller la partition. Ici l'amusant tout de suite.

« Dans notre discipline, aucun blocage du dé... tout de suite pro... réserve Pierre Blois, d... technique nationale de fédérale. De fait, on assie... vers le mouvement de bras... de moulin, qui facilite l'en... ne atteint immédiatement... des premiers exerci... ment difficile ou délicat.

En revanche, ils apportent... le plus souvent inc... nus dans groupés et écarts d

## « Ava

RESSE des pistes, existe : les élongation... chaquages et autres fr... tures aussi... Pour tous les ap... et surtout, non sportifs... s'habituer à arriver en bon... forme physique aux spor... et pouvoir ainsi pratiqu... ment leur sport favo... la chaîne des Gymnase-Club... croise un entraînement phy... que plus particulièrement a... sur la préparation au ski (ski... tond et sk alpin).

Pour être efficace, cette pr... d'abord doit débiter deux mil... avant le séjour et corporel... séances d'entraînement... nécessaires de quatorze... minutes, plus un footing... week-end, soit seize séances e... et huit footings. Effectué sous l... contrôle de moniteurs profes... sionnels ce programme a pour... objectifs l'assouplissement et le... renforcement musculaire (grâce... à des techniques « à la carte »... selon le niveau d'entraînement),... ainsi que l'endurance, par le... biais du footing. Ce dernier... esèque marche et course à pied... et continue, notamment, une... bonne introduction au ski d... fons.

En plus d'une préparation... générale le travail musculaire... donne sur les dorsaux, peu solli... cées lors des activités sélec... taires (30 % des personnes... souffrent du dos), la ceinture... abdominale et les muscles des... membres inférieurs, particulie...

Alberthorn

Au camp... rénové... rants, bi... phone, r... sfc 78... peut dé... p... m... m... à partir d... pour 14 j... Arrangem...

Alberthorn - Alberthorn

Château d'Oex

Office de Tourisme

CH - 1654 Leysin

Tél. : 1641 25 34 22 44

Tél. : 456 155

Office de Tourisme

CH - 1654 Leysin

Tél. : 1641 25 34 22 44

Tél. : 456 155

Office de Tourisme

CH - 1654 Leysin



## Rebonds

Par le trampoline, le corps découvre les sensations de l'apesanteur.

DÈS le premier contact, le plaisir l'emporte. On se hisse sur le trampoline, on affermit sa position au centre de la toile. Une petite poussée sur les pieds : on décolle sans effort. Pour pratiquer le trampoline pas besoin d'un long apprentissage de gestes comme dans d'autres sports. Foin de solfège pour déchiffrer la partition. Ici, on s'amuse tout de suite.

« Dans notre discipline, il n'existe aucun blocage au départ et l'on peut tout de suite progresser », observe Pierre Blois, directeur technique national de la Fédération. De fait, on assimile très vite le mouvement de bras, en aile de moulin, qui facilite l'envol, puis on atteint immédiatement le stade des premiers exercices. Ceux-ci n'ont rien d'exceptionnellement difficile ou délicat.

En revanche, ils apportent des sensations le plus souvent inconnues. Sauts groupés et écarts don-

nant l'impression d'évoluer dans l'espace avec aisance. Tomber sur le fessier ou sur le dos, rebondir puis reprendre de l'altitude, c'est le début d'un petit enchaînement. Ajoutez à cela la volupté de sentir son corps s'enfoncer mollement dans la toile, puis se remettre d'aplomb comme sous l'effet d'une force mystérieuse.

Les difficultés viennent beaucoup plus tard. Il existe deux caps plus difficiles à passer, selon Lionel Pioline, le champion du monde en titre : le saut périlleux d'abord, puis la vrille et le saut périlleux enchaînés. Ces deux étapes correspondent aux premières prises sérieuses de risque. On ne peut nier que le trampoline soit un sport d'acrobatie. « Mais il n'est pas dangereux si l'on est bien encadré et que l'on suit une progression normale », rétorque Bernard Ammon, le président de la Fédération française de sports au trampoline (FFST).



Au demeurant, le débutant ne risque rien puisqu'il ne va pas très haut et ne saute guère à plus de 1 mètre la première année. Par la suite, les figures sont étudiées phase par phase pour réduire au maximum le danger, cette méthode constituant une des particularités du trampoline.

On peut donc commencer à pratiquer très tôt. Il est même conseillé de le faire. Dans cette discipline où l'audace tient une bonne place, la valeur n'attend pas le nombre des années. Lionel Pioline a débuté à neuf ans pour devenir champion à dix-huit ans. Richard Tison, son illustre devancier, est devenu numéro un mondial à dix-sept ans.

La FFST estime que l'on ne peut pas pratiquer intensivement avant sa douzième année, notamment pour des questions de solidité de la colonne vertébrale. Par contre, il n'est pas interdit de commencer bien avant. « Le trampoline correspond aux besoins de dépense physique, de rêve et d'imagination des enfants », affirme Michel Rouquette, l'entraîneur national. De plus, si physiquement c'est un jeu économe, il développe bien les fonctions cardiovasculaires. « C'est l'ogre idéal pour le développement de la motricité et des sensations chez les jeunes, car il nécessite une coordination parfaite des gestes dans l'espace et ornée ainsi à la maîtrise du corps », renchérit Eric Blois, qui enseigne

Lorsque l'on enchaîne les figures, vrilles et sauts se succèdent, tout se complique. Concentration et réflexe prennent alors une extrême importance. « Dans les enchaînements, chaque détail s'ajoute et compte. On doit surveiller les jambes, le tronc, les bras, les pieds et se rattraper très vite si l'on est mal parti », note Michel Rouquette. Quand on sait qu'au cours d'une présentation les meilleurs exécutent vingt-deux sauts périlleux et dix-huit vrilles en une vingtaine de secondes, on imagine la force d'attention nécessaire.

Encore faible en effectifs (3 500 licenciés), la FFST cherche à s'étendre et oriente beaucoup ses efforts vers les milieux scolaires. Mais elle se heurte encore à la faiblesse de ses structures. Elle ne compte qu'une cinquantaine de clubs et manque cruellement d'un nombre suffisant de cadres techniques.

Elle dispose cependant d'une section sport-études au lycée Albert-Camus de Bois-Colombes, le berceau du trampoline national. C'est là qu'elle puise les éléments d'une élite dont elle fait tout pour favoriser l'éclosion. A défaut d'avoir les moyens d'une politique de masse, la FFST a depuis longtemps opté pour l'élite. Créée en 1965, elle a obtenu sa première grande consécration internationale en 1973 avec le titre européen de Richard Tison, suivi de deux couronnements mondiaux du même en 1974 et 1976.

Depuis, ce dernier a fait école. Ses succès mais aussi sa qualité d'exécution et son génie créateur ont fait rêver la génération montante. Aujourd'hui, Laurent Manfray, Gilles Soigny, Hubert Barthod, et surtout Lionel Pioline, tiennent le haut du pavé. Leurs adversaires les plus redoutables ? Assurément les Soviétiques ; à un moindre titre, les Britanniques. Ils les retrouveront sur leur route les 23 et 24 novembre à Antibes pour la Coupe des champions puis en octobre 1986 à Bercy pour le championnat du monde.

Depuis trois ans maintenant, les internationaux français sont regroupés en permanence au centre national d'entraînement à Antibes. Ils s'y entraînent sous la direction de Michel Rouquette. A leur programme deux heures au moins de pratique, de la natation pour détendre le dos (les vertèbres des champions se tassent d'environ 2 centimètres par séance intensive), et du footing. Le reste du temps est consacré aux études ainsi qu'aux nombreuses démonstrations qui contribuent à faire vivre le centre

(une quinzaine de pensionnaires sont totalement pris en charge par la fédération).

Dès à présent à Antibes on prépare le rendez-vous d'octobre 1986. Les figures sont disséquées, assimilées morceau par morceau puis répétées à l'infini. Leur exécution doit être mécanique. N'est-ce pas trop pour ces jeunes ? « Non, répond Lionel Pioline, ou trampoline, on éprouve toujours la même grisaille. »

PATRICK DESAVE.

● Fédération française des sports au trampoline, 19, rue de la Laucette, 75012 Paris. Tél. : 43-43-73-71.

### ADRESSES

Société suisse de gymnastique, gymnase Léon-Mutti, Paris-12<sup>e</sup>. Tél. : 43-07-61-43.

Club sportif municipal du Pecq, gymnase municipal, bd de la Libération. Tél. : 39-16-37-50.

Enseigne : SCA 2000 - fosse de l'Agora - Evry. Tél. : 60-77-50-91.

Hauts-de-Seine : Bois-Colombes Sports, gymnase Smirlian, 7, rue Hoche, Bois-Colombes. Tél. : 32-42-42-93.

Vallée d'Oise : Association sportive sevranaise des sports au trampoline, gymnase Victor-Hugo, avenue de la République, Sevrans. Tél. : 63-83-72-47.

Vallée de Marne : Espérance de Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48-75-67-92.

## « Avant-ski »

L'IVRESSE des pistes, ça existe : les elongations, claques et autres fractures aussi. Pour tous les sportifs et, surtout, non sportifs qui souhaitent arriver en bonne forme physique aux sports d'hiver et pouvoir ainsi pratiquer intensivement leur sport favori, la chaîne des Gymnase-Clubs propose un entraînement physique plus particulièrement axé sur la préparation au ski (ski de fond et ski alpin).

Pour être efficace, cette préparation doit débiter deux mois avant le séjour et comporter deux séances d'entraînement hebdomadaires de quarante minutes, plus un footing le week-end, soit seize séances et huit footings. Effectué sous le contrôle de moniteurs professionnels, ce programme a pour objectifs l'assouplissement et le renforcement musculaire (grâce à des techniques « à la carte » selon le niveau d'entraînement), ainsi que l'endurance, par le biais du footing. Ce dernier associe marche et course à pied et constitue, notamment, une bonne introduction au ski de fond.

En plus d'une préparation générale, le travail musculaire porte sur les dorsaux, peu sollicités lors des activités sédentaires (80 % des personnes souffrent du dos), la ceinture abdominale et les muscles des membres inférieurs, particulière-

ment sollicités dans la pratique du ski. En complément, il est prévu, entre chaque séance, des exercices à faire « à la maison ». Les adeptes des cours collectifs se voient également proposer de la culture physique traditionnelle (en musique éventuellement) et du stretching postural.

Parmi les activités complémentaires, citons la gymnastique, particulièrement recommandée aux personnes souffrant du dos et, pour les sportifs déjà entraînés, des cours de sautelles de force (très efficaces pour la musculature abdominale et des muscles des jambes) et des cours de lest gym, qui consistent en mouvements effectués en musique avec des poids de 500 grammes à chaque bras et 1 kilo aux jambes.

● Où se préparer : pour les adhérents (2 050 F le forfait annuel), dans tous les Gymnase-Clubs (huit à Paris, une ouverture à Grenoble et des salles multisports à Nancy, Mundolsheim, Charleville-Mézières, Reims et Lyon) avec, pour les non-adhérents, la possibilité d'un forfait mensuel (400 F) ou trimestriel (1 000 F). Renseignements : GC Monceau, 24, rue de Chazelles, 75017 Paris. Tél. : 47-64-14-52.

### Victoria-Laubert-Horn Wengen Berner Oberland

Au centre de Wengen, hôtel de famille de 1<sup>er</sup> cat. totalement rénové. Séjour agréable garanti, grand confort, cuisine raffinée, bar et café accueilli. Chambres avec baignoire/WC, télé-réveil, radio, descente-poussoir, ascenseurs avec chaises, sfc. 79.-/105.- selon saison, séjour et saison. Buffet riche de petit déjeuner, du buffet aux chandelles. Arrangements de ski avantageux : deux-pièces, trois/WC, remontées aux chaises, incl. abonnement pour 22 remontées mécaniques sfc. 587.-/7 jours ou bien à partir de sfc. 1235.- pour 14 jours. Arrangements forfaitaires en été.

Hôtel Victoria-Laubert-Horn  
CH-3823 Wengen, Tél. 1841/36 58 51, Tél. 823 232, Fax. S. + H. Casaleini

### Alpes suisses

Votre lieu de rencontre hivernal

**CHATEAU D'EX**  
Office du Tourisme CH - 1837 Châtel d'Ex  
Tél. 1941/29 47 78 Tél. 94 00 22

**Diablerets**  
Office du Tourisme CH - 1865 Les Diablerets  
Tél. 1941/25 53 13 Tél. 456 175

**VILLARS**  
Office du Tourisme CH - 1884 Villars  
Tél. 1941/25 35 32 33 Tél. 456 200 200 ch

**LEYSIN**  
Office du Tourisme CH - 1854 Leysin  
Tél. 1941/25 34 22 44 Tél. 456 186

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME, 11 bd. rue Schiller, F-75005 Paris  
Tél. 27 42 45 45

### VOS PROCHAINES VACANCES ?

#### A Bordighera Riviera ligure (Italie)

Ville de séjour climatique et balnéaire de la Riviera des Fleurs, qui s'est développée vers la moitié du dix-neuvième siècle pour le séjour hivernal des hôtes anglais.

Ville des palmiers, la température moyenne d'hiver 10°C en hiver, tandis qu'en été elle ne va pas au-delà de 24°C. La température moyenne de la mer est de 14,6°C en janvier et 23°C en juillet. Les plages sont rares, concentrées en automne et en printemps. Les heures de soleil sont nombreuses.

Elle dispose d'un port touristique qui peut accueillir environ deux cent quatre-vingt embarcations et d'équipements sportifs : tennis, ski nautique, bateau à voile, wind-surf, jeu de beach, mini-golf, club de bridge, discothèque, piano-bar, bibliothèque internationale, etc.

Il faut rappeler le « FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'HUMOUR » et le « RALLYE DES PALANES », de renommée internationale, qui ont lieu chaque année au mois de mars. En outre, l'Association de la commune de Bordighera organise des spectacles et des manifestations culturelles. Bordighera, située à 12 kilomètres de la Côte d'Azur et à 12 kilomètres de San Remo, est accessible par la ligne de chemin de fer Côte-Venise, par l'autoroute des Fleurs A 10 et par la via Aurelia SS1.

Les aéroports internationaux les plus proches sont : Gênes (aéroport Christophe-Colomb, 150 kilomètres environ), Nice (aéroport Côte d'Azur, 47 kilomètres environ).

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS : ASS. TO TURISMO - COMMUNE DI BORDIGHERA  
Tél. : 19-39-184/263792  
Tél. : 19-39-184/263823

## ski de fond en FINLANDE

### Noël et Nouvel An au Paradis de la Neige

Hôtel Ounasvaara (en Laponie)

23-28 déc.

F. 6.690

La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie)

20-28 déc.

F. 5.710

26 déc.-2 janv.

F. 5.250

Parc d'Aulanko

28 déc.-2 janv.

F. 4.625

demandez la brochure

"destination Finlande Laponie"

à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle Casanova

75001 Paris

☎ 42.96.59.78

### SAHARA PASSION

Des escapades inoubliables... de dunes en canyons de rêves en rêves... 4 pièces, souvent en 4 x 4 parfois.

**NOMADE**

Brochure à 50.- de - Termes - 75017 PARIS  
Téléphone : 43.22.00.83 (17 h - 20 h)

### EGYPTE

à partir de

# 6800 F\*

PARTEZ EN

**RevVacances**

\*RevVacances vous propose la croisière sur le Nil de 6.800 F à 17.050 F. Ces prix comprennent : transport aérien, croisière, hôtel, tous les repas, toutes les visites, les spectacles, son et lumière, les assurances et même le visa et les pourboires.

Le brochure Rev'Egyp est remise gratuitement dans toutes les Agences de Voyages et au Supermarché Leclercq 40, Bd de Sébastopol, 75003 Paris.



**Rituel : pour bien faire partir en fumée les tabacs cubains.**

Elle règle ainsi ses con-  
sultations. Transposition du n-  
omographique de Marie Cardinal.





كذا من الأصل

	Dimanche 24 novembre	Lundi 25 novembre	Mardi 26 novembre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 La source de vie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 La jour du Seigneur ; 11.00 Messe à la paroisse Saint-Louis-Saint-Gilles (Paris) ; 12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starzky et Hutch.</p> <p>14.15 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Dessin animé : Alice au pays des merveilles.</p> <p>15.30 Tiroc à Auto.</p> <p>15.45 Cyclisme : Bioross international En direct de Bercy.</p> <p>16.45 Scoop à la une.</p> <p>17.30 Les animaux du monde.</p> <p>18.00 Feuilleton : Dailles.</p> <p>18.00 Les méchants persistent et les bons se rebiffent...</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p> <p>Magazine de la semaine de J. Lanzel et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Jean Lanzel.</p> <p>Le grand témoin : Hisanori Isumura, directeur de la NHK, télévision japonaise.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Hôtel des Amériques.</p> <p>Film d'André Téchiné.</p> <p>22.15 Sports dimanche soir.</p> <p>Actualité du week-end.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.30 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTOPE 1 ; 9.30 Canal FIT, en direct de La Villette ; 10.45 La Une chez vous ; 11.00 Challenges 85 ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Le Temps des as.</p> <p>14.50 Les choses du lundi : le SAD 85, un grand millénaire de l'Europe des créateurs contemporains, réunis à l'occasion du Salon des artistes décorateurs.</p> <p>15.35 Cinéma : La vie parisienne.</p> <p>Film de Christian-Jaque.</p> <p>17.10 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricochoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 L'avenir du futur.</p> <p>Emission de J.-P. Hulin.</p> <p>20.40 Cinéma : Les mots pour le dire.</p> <p>Film de José Fina.</p> <p>22.05 Les dernières découvertes de la biologie, avec les professeurs R. Guillemin, prix Nobel de médecine, biochimiste du cerveau, E. Cabanis, chef du service de neuro-radiologie de l'hôpital des Quinze-Vingts, P. Rondot, neurologue, chef de service à l'hôpital Sainte-Anne, M. Jeannerod, neurophysiologiste à l'université Claude-Bernard à Lyon.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTOPE 1 ; 9.30 Canal FIT ; 10.55 Le chemin des écoliers (CNDP) ; 11.00 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : La Conquête du ciel.</p> <p>14.45 Transcontinentale. Magazine des voyages.</p> <p>15.55 Reprise : Infovision (diff. le 21 nov.).</p> <p>17.10 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Expression directe : Force ouvrière ; le Parti communiste au Sénat.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF 1 : Au plaisir de Dieu.</p> <p>Adaptation et dialogues de P. Savatier et J. d'Ormesson. Réal. R. Massey. Avec J. Duménil, P. Colizzi, X. Depraix... (Redif.)</p> <p>La première diffusion de cette saga familiale a eu lieu il y a huit ans. Suffisamment de temps se sera écoulé pour que ceux qui ont déjà partagé les péripéties de la vie de cette famille aristocratique, de la guerre de 14 à mai 68, aient du plaisir à retrouver ces héros. Le duc de Fleiss-Vaudreuil est le gardien vigilant des traditions. Sait-on que c'est grâce au tournage de cette série que le château de Saint-Fargeau a été sauvé de l'abandon ?</p> <p>22.05 Téléfilm : la Princesse Palatine à Versailles.</p> <p>Réal. M. Porta.</p> <p>(Lire notre article.)</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p> <p>23.55 Tiffy, magazine de l'informatique.</p>
ANTENNE 2	<p>9.30 Informations et météo ; 9.45 Les chevaux du tiercé ; 10.00 Récré A2 ; 10.30 Série : Marienne, une étoile pour Napoléon ; 11.30 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série : Le juge et le pilote.</p> <p>15.20 L'école des fous.</p> <p>16.15 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Dessin animé : Voilà Garfield.</p> <p>17.30 Disney dimanche.</p> <p>18.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Musiques au cœur</p> <p>Magazine musical de Eve Roggeri, réal. P. Jourdan.</p> <p>L'opéra-comique : un genre qui a son histoire, ses fanatiques, ses détracteurs. Eve Roggeri propose de redécouvrir « ce qui après tout fit les délices du charme discret de la bourgeoisie » avec des extraits d'œuvres de Boieldieu, Auber, Massenet, Offenbach. A 21 h 50, un concert (en liaison avec France-Musique) : « Les danses slaves », de Dvorak, l'ouverture d'« Orphée aux enfers » et « Le Barcarolle » des contes d'Offenbach, par l'Orchestre national de France.</p> <p>22.40 Magazine : Projection privée</p> <p>Emission de M. Jullian, réal. A. Turtia. Avec Jacques Dufrillo.</p> <p>Faut-il en finir avec le décor aux lignes géométriques très « design » ? Marcel Jullian reçoit cette semaine Jacques Dufrillo pour commenter l'actualité culturelle de la semaine... et s'en échapper !</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.50 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin ; 10.30 ANTOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Histoires, de S. Richard ; Bréfil, à la recherche de l'eldorado ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Questions à la justice : les communes et la justice.</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Ploom ; Chapi-chapi ; Image imagine ; Super doc ; Latulu et Liréli ; Tchaou et Grodo ; Cobra ; Téléchat.</p> <p>C'est la vie.</p> <p>18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>18.50 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Téléfilm : La téléphonie de secours.</p> <p>D'après C. Sobieski et D. Ingalls, réal. J. Thorpe. Avec V. Edwards, C. Brown, M. Larnia.</p> <p>Un jeune policier qui consacre ses heures de loisirs à un réseau d'entraide téléphonique pour les jeunes désespérés est profondément ébranlé à la suite d'un suicide qu'il n'a pu empêcher. Il quitte l'organisation. Mais la presse s'empare de l'affaire...</p> <p>22.10 Série documentaire : La cervelle.</p> <p>De M. Tascio, R. Thomas et J. Lallier, réal. J. Hemingway.</p> <p>N° 5 : Veiller, rêver, dormir. Selon le grand spécialiste du rêve, le professeur Michel Jouvet, ceux qui étudient le sommeil détiennent sans doute la clé de la compréhension du cerveau. Pourquoi la nature a-t-elle mis au point un mécanisme si compliqué (avec des rythmes) ? Comment connaître le contenu et le sens de nos rêves ? Qu'est-ce que l'hypnose ? L'esprit ? Avec de nombreux spécialistes.</p> <p>23.00 Journal.</p> <p>23.25 Bonssoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Les carnets de l'aventure : Douglas Mawson. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Le tremplin des inventeurs : du cintre pour encolures étroites aux fixations anti-recul pour skis de fond. Portes chauffantes, supports pour cannes à pêche...</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Image imagine ; Il était une fois le cirque ; Super Doc ; Latulu et Liréli ; Robinson Crusoe ; C'est chouette ; Les mondes engloutis.</p> <p>18.25 Derby (pronostics).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : Tête à claques.</p> <p>Film de Francis Perrin.</p> <p>Mardi cinéma.</p> <p>Avec Dominique Lavanant, Nastassja Kinski, Gérard Philipe, Lambert Wilson.</p> <p>23.20 Journal.</p> <p>23.45 Bonssoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Musique, Page étrangère : Portugal, Yougoslavie, Maroc ; Magazine, agenda et variétés ; 12.00 Magazine des villages-vacances-famille ; 12.30 Label entreprise ; 12.45 Les consommateurs et aujourd'hui... la diode.</p> <p>13.00 Paris-kiosque.</p> <p>14.30 Magazine 85 émission de la GMP.</p> <p>15.00 Emissions pour les jeunes.</p> <p>Les entrecroisés, l'aventure, Crac-ménage...</p> <p>17.30 Décibels.</p> <p>Avec Cheech and Cong, The Opposition, Nuclear Device...</p> <p>18.00 Culture Clap.</p> <p>Le magazine de la culture : on y parlera du nouveau musée Cantini à Marseille, des bureaux « design », de la reconstruction des archives. Dossier sur l'édition. Invité : Pascale Bruguot.</p> <p>18.30 Jeu : Documents secrets. Avec Pierre Belloc.</p> <p>19.10 Emissions pour les jeunes.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série : Benny Hill.</p> <p>20.35 Macadam.</p> <p>De P. Daniel, réal. G. Pradines.</p> <p>Marinette a quitté Panisse, le boulanger, pour un chameau, il part la chercher à Paris... Un divertissement avec Jean-Pierre Darra, Gérard Hernandez, Corinne Lahaye, le groupe rock Rancœur.</p> <p>21.30 Aspects du cours mdrage français.</p> <p>Casting à Harisson, de J.-P. Limousin.</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.30 Cinéma de minuit : L'Heure du loup.</p> <p>Film d'Ingmar Bergman (cycle hommage à I. Bergman).</p> <p>Prélude à la nuit.</p> <p>Prélude opus 23 n° 5 de Rachmaninov, interprété par Emile Luderer au piano.</p>	<p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : La crise est finie, film de R. Stodmak ; à 17 h 35, Actualités de jadis ; à 17 h 45, La mémoire aux images ; à 18 h 55, La Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>18.55 Dessin animé : Les entrecroisés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Ne nous fâchons pas.</p> <p>Film de Georges Lautner.</p> <p>22.15 Journal.</p> <p>22.50 Tous en scène</p> <p>Le magazine du théâtre de Pierre Laville.</p> <p>Reportages, documents, interviews... Le monde, l'actualité du théâtre. Le Mahabharata, de Peter Brook ; Portrait de Nicole Garcia, et diverses rubriques.</p> <p>23.40 Hommage à Gaston Bachelard : Van Lamsweerde, l'air de rien.</p> <p>A propos du centenaire de la naissance de Gaston Bachelard. L'originalité de ces clips réside dans la conception des images : le mariage entre photographies et ordinateur graphique. Mais il est à noter que Bachelard ne s'y serait pas retrouvé...</p> <p>23.40 Prélude à la nuit.</p> <p>« Winds » de Marius Constant, par les Philharmonistes de Châteauroux, sous la direction de Janos Komives.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Haidouks ; à 17 h 15 Dynastie ; à 18 h 55, La Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les entrecroisés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC). Tabac : voulez-vous arrêter ?</p> <p>20.35 Cinéma : la Maja nue.</p> <p>Film d'Henry Coster.</p> <p>22.30 Journal.</p> <p>22.55 Emissions régionales.</p> <p>Chaque station régionale compose son propre programme.</p> <p>Strasbourg diffusera son magazine bilingue et un reportage sur la nouvelle pauvreté de part et d'autre du Rhin ; Nancy, un concert (ensemble Musique vivante) ; Lille-Amiens, un magazine musical et du hockey sur glace ; Rennes-Nantes-Le Mans, un club de la presse ; Limoges-Poitiers, un débat sur Turgot ; Bordeaux, une émission sur Ravel ; Toulouse-Montpellier, le film les Camisards de René Allia ; Marseille-Nice-Corse, un reportage sur une expérience communautaire ; Lyon-Grenoble-Clermont-Ferrand et Dijon-Besançon leur magazine d'information ; Rouen-Caen, la mer, les maisons en terre ; Paris-Orléans, hockey sur glace et photographies.</p> <p>23.30 Mario Merz, l'homme de feu.</p> <p>Hommage à Gaston Bachelard.</p> <p>Prélude à la nuit.</p> <p>Le premier « Duo pour violon et alto K 423 » de Mozart, par le duo Patterson.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>• RTL, 20 h, Téléfoot : la vengeance aux deux visages ; 21 h 45, Actualités ; 21 h 55, Grand écran.</p> <p>• TMC, 20 h, Série : Madame et ses flics ; 21 h, Mini-série : Détroit ; 22 h 35, Forum RMC ; 23 h, Sky Trax ; 23 h 35, Hour of power.</p> <p>• RTL, 20 h 5, Variétés : Domino ; 21 h 20, Série : l'Australienne.</p> <p>• TSR, 20 h, Série : La vengeance aux deux visages ; 20 h 55, Dis-moi ce que tu lis... ; 21 h 45 : Ma patrie, la nébuleuse du rêve ; 23 h 5, Table ouverte.</p>	<p>• RTL, 20 h, Dynastie ; 20 h 55, Jeu : Le Coffre-fort ; 21 h, Meurtre à double fin, film de Marc Lobet ; 22 h 45, Midi-minuit.</p> <p>• TMC, 20 h, Dynastie ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Il pleut sur Santiago, film de Helvio Soto ; 23 h, Sky Trax ; 23 h 35 Le monde à venir.</p> <p>• RTL, 20 h, Ecran-témoignage : Elephant man, film de David Lynch.</p> <p>• RTL-TELE 2, 20 h 5, Jeu : La chanson retrouvée ; 20 h 45, Théâtre wallon : la Fiesta as Lolas.</p> <p>• TSR, 20 h 15, Spécial cinéma : Fort Sagame, film d'Alain Corneau (première et deuxième partie) ; 22 h 15, Gros plan sur Sophie Marceau ; 23 h, L'antenne est à vous : le droit de mourir dans la dignité.</p>	<p>• RTL, 20 h, Ambulances tous risques, film de Peter Yates ; 21 h 45, Journal ; 21 h 50, Acte de violence, film de Fred Zinnemann ; 23 h 15, Cinéma.</p> <p>• TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21, Eglantine, film de Jean-Claude Brialy ; 22 h 40, Sky Trax ; 23 h 15, Entre amis.</p> <p>• RTL, Théâtre : On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred Muscat ; 21 h 45, Série : Il était une fois la télé.</p> <p>• RTL-TELE 2, 20 h, Variétés : Rox-Box ; 21 h, Ciné-club : Heimal, d'E. Reitz (8 épisodes).</p> <p>• TSR, 20 h 10, Série : Vice à Miami ; 21 h 5, Document : Le bateau de la dernière heure ; 21 h 55, Cadences : la Banque à Malis ; 22 h 55, Hockey sur glace ; 23 h 10, Herbie Hancock et the Rockit Band.</p>

M

7.45 RFE : BNP - CNDP  
chez vous ; 10.  
jours heureux ;  
13.00 Journal.  
13.30 Série : Mon ami  
13.30 Les trois premiers  
13.30 La chance aux ch  
13.30 Salut les petit  
13.45 Feuilleton : S  
13.45 Jeu : Anagram  
13.45 Loto sporti  
13.45 Cocoricochoboy  
13.45 Tirage du t  
13.45 Journal.  
13.45 Tirage du t  
13.45 Téléfilm : Co  
Scénario Ch. Rémy  
Dans ce troisième  
pour une liaison  
Jacky Méri, qu  
l'enfant terrible d  
23.26 Le Louvre  
du monde.  
Le temps des phara  
Une énorme  
japonaise NH  
émissions sur  
attendent les  
23.26 Performances  
Magazine d'actuali  
Sous le signe du  
sérieux ; Fabrice  
Jull ; Entretien  
Jull ; Journal.  
23.26 C'est à lire.

6.45 Télématin. 9.15 R  
et Pirlouit... 12.00  
démie des neuf.  
12.45 Journal.  
12.45 Feuilleton : Rancu  
12.45 Téléfilm : les Doux  
Réal. F. Danseur.  
Brassard (Redif.)  
12.45 Récré A2.  
12.45 Schtroumpfs, le  
12.45 Football : Spartak  
12.45 Derby : résumés.  
12.45 Jeu : Des chiffres  
12.45 D'accord pas d'acc  
12.45 Emissions régiona  
12.45 Jeu : La Trappe.  
12.45 Journal.  
12.45 Téléfilm : Evazion  
12.45 De M. Zagor, d'après  
T. Besson, K. Lema  
12.45 L'écroulement de M  
que porte un jeune A  
12.45 Une enquête  
12.45 Journal.  
12.45 Bonssoir les clips.

12.45 Questions au gouvern  
12.45 Télévision régionale.  
12.45 Programmes autonom  
12.45 On verra sur tout le  
12.45 à 30, Fraggie roc  
12.45 à 40, Un journaliste  
12.45 Dessin animé : les Ent  
12.45 Les jeux.  
12.45 La Fête en France (a  
12.45 Réal. B. Margot.  
12.45 Cette fois, c'est FR3-  
12.45 variétés proposées et p  
12.45 stars à l'honneur : l'A  
12.45 Jour des Français, q  
12.45 sportif international, q  
12.45 qu'il est un amateur d  
12.45 Francis Cabrel, Berna  
12.45 Henriette Coulaudrai  
12.45 Thalassa.  
12.45 Magazine de la mer de G  
12.45 Noulargue 85 : l'anné  
12.45 Journal.  
12.45 Néo-par : l'Amour en  
12.45 D'après l'œuvre de J.J. B  
12.45 Hier, M.-B. Vergne, M. Bo  
12.45 On a hald-up avec prie  
12.45 agence bancaire. Un  
12.45 de deux amants.  
12.45 La terre à la Page  
12.45 Hommage à Gaston Bac  
12.45 Prélude à la nuit.  
12.45 Killing leise, main Llad  
12.45 pianiste C. Katsaris.

• RTL, 20 h, Série : Falcon C  
12.45 Frédéric, film d'Alberto  
• TMC, 20 h, Série : Falcon C  
12.45 Frédéric, film d'Alberto  
12.45 Série : Sirke force, de R. L  
12.45 repandez-vous ?  
• RTL, 20 h, Magazine : Dama  
12.45 21 h 50, Coup de films ; 22 h, M  
regard  
• RTL-TELE 2, 20 h, Caméra sp  
12.45 21 h 10, Cinéma... ; 21 h  
12.45 22 h, Football : Coupe l



Mercredi 27 novembre	Jeudi 28 novembre	Vendredi 29 novembre	
<p>7.45 RFE : BNP - CIDL - BP ; 9.30 ANTIOPE 1 ; 10.00 La Une chez vous ; 10.15 Vitamine (et, à 13 h 40) ; 11.30 Les jours heureux ; 12.00 Tournez... ménage.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.10 Série : Mon ami Gaylord.</p> <p>17.00 Les trois premières minutes.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.30 Loto sportif.</p> <p>19.40 Cocoricooboy.</p> <p>19.53 Tirage du t-o-tac.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Tirage du Loto.</p> <p>20.35 Téléfilm : Colosse.</p> <p>Sofarico Ch. Rémy, réal. G. Poinot-Weber, Avec M. Meril... Dans ce troisième épisode, où Colette quitte son mari Willy pour une liaison avec « Misy », l'héroïne est incarnée par Macha Méril, qui met tout son talent à rendre sympathique l'enfant terrible de la Belle Époque.</p> <p>21.35 <b>Le Louvre, le plus grand musée du monde.</b> Le temps des pharaons ou les larmes d'Isis. Réal. D. Lander. Une énorme coproduction de TF1 et de la télévision japonaise NHK sur le plus grand musée du monde. Treize émissions sur les trésors de tous les temps, dont on attendait beaucoup, sont hélas un peu décevantes.</p> <p>22.35 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardon. Sous le signe du business (l'astrologie devient un marché sérieux) ; Fabrique de marque (comment cibler un produit) ; Entretien avec Georges Duménil.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>	<p>10.45 ANTIOPE 1 ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... ménage.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : La conquête du ciel.</p> <p>14.45 Documentaire : les animaux du monde.</p> <p>Canada : l'appel de la mer (2<sup>e</sup> partie).</p> <p>15.15 Quarté en direct de Vincennes.</p> <p>15.30 A cœur ou à raison.</p> <p>17.10 La maison de TF1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Série : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricooboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Questions à domicile : Paul Quilès.</p> <p>Emission d'Anne-Silvain, P.-L. Séguillon et A. Taria. C'est lui qui a remplacé Charles Hernu au ministère de la défense après l'affaire Greenpeace. Ce polytechnicien, qui a pris sa carte du PS en 1972, ancien ministre de l'urbanisme et du logement, a aujourd'hui quarante-trois ans.</p> <p>22.65 Série : Columbo.</p> <p>SOS Scotland Yard, de R. Quina. Avec P. Falk, H. Blackman, J. Williams (réal.).</p> <p>Columbo, à Londres, se trouve face à une mystérieuse affaire.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTIOPE 1 ; 9.30 Canal FIT ; 10.55 Le chemin des écoliers (émission du CNDP) ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... ménage.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : La conquête du ciel.</p> <p>14.45 Temps libres... à la plate-forme (et à 16.30).</p> <p>16.00 Série : Au nom de la loi.</p> <p>17.05 La maison de TF1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricooboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Le jeu de la vérité : Michèle Cotta.</p> <p>Emission de Patrick Sabatier.</p> <p>Surprenant : on voit plutôt des stars, d'habitude, dans cette émission où se sont succédés jusqu'à présent Julien Clerc, Alain Delon, Belmondo, Mireille Mathieu. La présidente de la Haute Autorité va peut-être s'expliquer sur l'indépendance, le rôle et la fonction de cette institution. A moins que les questions posées ne portent sur ses goûts, sa vie privée, comme à l'habitude.</p> <p>22.05 Feuilleton : Balthazar ou le fantôme du Louvre.</p> <p>D'après le roman d'A. Bernède, réal. J. Armand et C. Bazma. Avec J. Gréon, Sylvie, P. Cruchet... (Réf.).</p> <p>Un fantôme dans le Louvre ! Le gardien-chef Sabourel enquête. Rediffusion d'un des plus gros succès populaires de l'ex-ORTF.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.30 Tapisage nocturne.</p> <p>Emission de G. Foucaud.</p>	<p><b>1</b> TÉLÉVISION FRANÇAISE</p>
<p>6.45 Télématin. 9.15 Récré A 2 (Alban, Latulu et Lireli, Johan et Pricou...); 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Téléfilm : les Deux aveux.</p> <p>Réal. F. Dancressa. Avec H. Loinelle, M. Sabourin, G. Turp, G. Brasseur. (Réf.).</p> <p>15.35 Récré A 2.</p> <p>Les Schtroumpfs, Les Pouples, Clémentine.</p> <p>16.55 Football : Spartak de Moscou-FC Nantes.</p> <p>En direct de Tbilisi.</p> <p>18.45 Derby : résultats.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : la Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Téléfilm : Évasion.</p> <p>De M. Zagar, d'après Dwight et B. Worker, réal. R. Lewis. Avec T. Bottoms, K. Lee.</p> <p>A l'adoption de Mexico, la police découvre sous le plâtre que porte un jeune Américain à la suite d'un prétendu accident... une enveloppe pleine de cocaïne. Un « policier » américain.</p> <p>22.10 Magazine : Pay-shaw.</p> <p>De F. Brongnot, B. Bouthier, D. Chappay.</p> <p>Un psychodrame qui met face à face une mère et sa fille, perpétuellement en bagarre. Derrière le conflit psychologique, une longue histoire. Pour Mado, la mère, la vie a basculé en 1939, lorsque le train qui doit la mener en Roumanie chez sa grand-mère quitte Paris. La guerre éclate. La Roumanie ferme ses frontières. Mado, qui est juive, découvre l'exode, le ghetto, les camps...</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin : 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspectateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : l'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Politique : misogynie ou bon sens ? Les partis politiques ne donnent pas de bonnes places aux femmes pour les prochaines élections. Débat.</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A 2.</p> <p>Ploom ; Mes mains ou la parole ; Latulu et Lireli ; Terre des bêtes ; Les mondes engloutis...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.35 Expression directe : CNPF ; PS.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 <b>Cinéma : Liberty Belle.</b></p> <p>Film de Pascal Kané.</p> <p>22.35 Magazine : Planète foot.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>00.00 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin : 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Terre des bêtes (réprise) ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : l'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie. Jean-Jacques Goldmann.</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A 2. Ploom ; Image imagine ; Super doc.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : la Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif (tirage).</p> <p>20.35 <b>Feuilleton : le Génie du faux.</b></p> <p>De P. Madral, réal. S. Kurt. Avec P. Chesnais, S. Orcier.</p> <p>Troisième épisode. Le Midi de la France en 1940. Johann Gelder a abandonné sa carrière personnelle pour se consacrer à son travail de faussaire. Sans soupçon de risque, par pur goût de la provocation, il parvient à vendre un « Vernet » à Goebbing pour une somme fabuleuse ! Librement inspiré de l'affaire Von Mageron, un téléfilm brillant, fascinant, où Patrick Chesnais excite la réflexion, non seulement sur le faux ou le vrai dans l'art, mais sur le goût du « double » dans la vie, l'amour...</p> <p>21.35 Apostrophes.</p> <p>Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : l'envers du décor. Sont invités : Thierry Breton (Vatican III), Claude Duneton (Petit Louis, dit XIV), Thierry Pfister (la Vie quotidienne à Matignon du temps de l'union de la gauche), Jean-Michel Royer (le Roy François, chroniques de la cour et de la ville), Paul Thorez (Une voix, presque méconnue).</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.00 <b>Ciné-club : Mur, murs,</b> suivi de <b>Documenteur.</b></p> <p>Films d'Agnes Varda (cycle : années 60).</p>	<p><b>2</b> ANTENNE 2</p>
<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.</p> <p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecatchers.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La Fête en France (a) : Rhapsodie en vert.</p> <p>Réal. B. Maigret.</p> <p>Cette fois, c'est FR3-Lyon qui a réalisé cette émission de variétés proposée et présentée par Michel Grosjean. Deux stars à l'honneur : l'ASSIS, équipe de foot restée chère au cœur des Français, qui s'apprête à réintégrer l'échiquier sportif international ; et Jean-Jacques Goldmann, parce qu'il est un amateur averti de foot. Mais aussi Yves Simon, Francis Cabrel, Bernard Pivrot, Patrick Bruel, Phil Carmen, Henriette Coulozevat, Jean Gamet.</p> <p>21.35 Thalassa.</p> <p>Magazine de la mer de G. Pernoud.</p> <p>Nioulargue 85 : l'année des maxis.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.50 Néo-polar : l'Angeur un gachetto.</p> <p>D'après l'œuvre de J.-J. Tardieu. Réal. P. Desage. Avec A. Gaudier, M.-B. Vergne, M. Beaune.</p> <p>Un hold-up avec prise d'otages à lieu de nuit dans une agence bancaire. Un « coup » qui, par ricochet, coûtera la vie à deux amants.</p> <p>23.50 La terre à la Pagès.</p> <p>Hommage à Gaston Bachelard.</p> <p>23.55 Prélude à la nuit.</p> <p>« Klinge leise, mein Lied », de F. Liszt, par M. Mesplé et le pianiste C. Katsaris.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecatchers.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma sans visa.</p> <p>Emission de J. Lacouture et Jean-Claude Guilleband.</p> <p>20.40 <b>Film malien : le Vent.</b></p> <p>De Souleymane Cissé.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.40 Témoignage :</p> <p>On parlera des problèmes - financiers et techniques - du cinéma africain, du film de Souleymane Cissé, en présence du réalisateur, de l'éthnologue malien Youssouf Talla Cissé et du journaliste de « Jeune Afrique », Elimane Fall.</p> <p>23.10 Bloop-notes : François Mauriac.</p> <p>Troisième de dix-huit émissions : l'horreur de l'Indochine. Mauriac, notre mémoire, porte un regard sans complaisance sur l'histoire qui se fait.</p> <p>23.25 Prélude à la nuit.</p> <p>« L'ouverture de Freischütz », de Carl Maria von Weber, par l'orchestre philharmonique de Berlin, sous la direction d'Herbert von Karajan.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, le Langage de Stina ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecatchers.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Série : Mandarine et ses filles.</p> <p>Séminaire et dialogues de R. Caron et D. Van Cauwelaert. Réal. R. Bernard. Avec F. Dorner, E. Collin, J.-P. Castaldi.</p> <p>L'affaire Jolitar. Imbroglio dans un supermarché. L'histoire de la réussite d'un patron de grandes surfaces, calquée sur la réalité, est plutôt laborieuse, et Madame le commissaire guère convaincante.</p> <p>21.35 Sécurité routière.</p> <p>Vendredi : La France dans tous ses États.</p> <p>Emission d'André Camy et Albert du Roy.</p> <p>Y a-t-il trop d'État ? Comment modifier les fonctionnements des services publics ? Comment redéfinir les rapports entre les citoyens, les entrepreneurs et l'État ? Sur ces thèmes qui vont dominer la campagne électorale, le magazine « Vendredi » et « L'événement du jeudi » proposent un numéro spécial avec la participation, en direct de Limoges, de M<sup>me</sup> Yvette Chassagne, présidente de l'UAP, M<sup>me</sup> Jean Le Garrec, secrétaire d'État chargée de la fonction publique, Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, Alain Chevalier, PDG de Moët-Hennessy. Des reportages appuieront le débat.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.00 Urbs.</p> <p>Magazine de la ville, de D. Bailland, réal. G. Espinasse.</p> <p>Invitée : Claude Sarraute, notre collaboratrice. Reportages : Une mosquée ? d'accord, mais pas ici ; Jean, Adrienne, Micheline et les autres : les traces de la ville (mobilité urbaine) ; Bastille, ça bouge...</p> <p>23.35 Hommage à Gaston Bachelard : Les Histoires d'eau, de Klaus Rink.</p> <p>23.40 Prélude à la nuit. Ave Maria, de Stanislaw Szarynski.</p>	<p><b>3</b> FRANCE RÉGIONS</p>
<p>RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu : Le coffre-fort ; 21 h, Frailein Doktor, film d'Alberto Lattuada ; 22 h 40, Journal.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Affaire Maricourt, film de Francesco Vancini ; 23 h 5 : Sky Trax.</p> <p>RTL, 20 h, Magazine : Dossiers, la crise ; 21 h, Feuilleton : Miami vice ; 21 h 50, Comp de films ; 22 h, Magazine : Cargo de nuit ; 23 h, Un autre regard.</p> <p>RTL-TELE 2, 20 h, Caméra sports.</p> <p>TSR, 20 h 10, Cinéma... ; 21 h 55, Téléscope : les tremblements de terre ; 22 h 40, Football : Coupes UEFA, matches aller.</p>	<p>RTL, 20 h, Dallas ; 20 h 55, Jeu : Le coffre-fort ; 21 h 15, Patrick Sébastien à l'Olympia ; 22 h 20, Journal.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Espion exotique ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Affaire Maricourt, film de Francesco Vancini ; 23 h 5 : Sky Trax.</p> <p>RTL, 20 h, Magazine : Avant savoir ; 20 h 30, Ronde de nuit, film de Jean-Claude Missiaen ; 22 h 10, Le monde du cinéma ; 23 h 25, Émission politique : Ecole.</p> <p>RTL-TELE 2, 20 h, Document historique : De la Normandie à Berlin ; 21 h, Cinéma.</p> <p>TSR, 20 h 10, Temps présent : USA, le business des prisons privées ; 21 h 20, Dynastie ; 22 h 25, Anciennes règles et nouvelles images.</p>	<p>RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu : Le coffre-fort ; 21 h, Série : L'appel de la gloire ; 21 h, Journal ; 22 h 5, Stormy weather, film de Andrew L. Stone.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu : A la bonne heure ; 21 h, Je suis à Rio, ne m'attendez pas pour dîner, film d'Alain Ferrat ; 22 h 35, Tunnel, film de Massimo Pini.</p> <p>RTL, 20 h 5, Espionne et toi-toi ; 21 h 5, Stavisky, film de Resnais.</p> <p>RTL-TELE 2, 20 h, Les établissements scientifiques nationaux ; 21 h, Je suis à Rio, ne m'attendez pas pour dîner, film d'Alain Ferrat ; 22 h 35, Tunnel, film de Massimo Pini.</p> <p>TSR, 20 h 10, Teuf Quel ; 20 h 45, Cinéma : Fort Saganne (troisième et quatrième partie), film d'Alain Corneau ; 22 h 25, Portrait d'Alvaro Bizaia, cinéaste ; 23 h 10, Octogiciel ; 23 h 40, Herbie Hancock.</p>	<p><b>PÉRIPHÉRIE</b></p>







# La télévision publique du Soleil-Levant

La NHK, face à la concurrence privée, rassure les téléspectateurs japonais.

LA NHK fête, cette année, son sixième anniversaire. C'est une vieille dame de bonne réputation. Puissante (il s'agit du plus grand organisme public de radio et de télévision du monde), revendiquant certes son indépendance mais trop conformiste pour ne pas être sensible aux souhaits du pouvoir (en l'occurrence le Parti libéral démocrate), attachée aux conventions et aux valeurs dominantes, la NHK est quelque peu boudée par les jeunes. Mais elle véhicule une vision finalement rassurante de leur société que les Japonais affectionnent. Elle est en outre respectée par ses concurrents, les cinq grandes chaînes privées de Tokyo, pour la qualité de ses programmes, notamment en matière d'information (1).

Dans ce pays où la télévision, phénomène de masse s'il en fut, est présente non seulement dans les foyers disposant du plus souvent de deux récepteurs mais aussi dans les restaurants, les cafés, certains trains, autocars ou taxis, et fonctionnant sans discontinuer de l'aube à une heure avancée de la nuit, la NHK a deux atouts pour s'assurer des taux d'écoute honorables compte tenu de la concurrence : les émissions d'information et les grands documentaires de qualité (ce fut le cas de la série sur la Route de la soie, coproduite par les Chinois, et de celle sur le musée du Louvre (2), présentée depuis avril dernier au Japon le dernier dimanche du mois).

Sur la chaîne 1, dite « générale » par opposition à la chaîne 3 « culturelle », les informations occupent 37 % des dix-huit heures d'émissions quotidiennes. Les grandes émissions d'information sont celles de 6 h 45 à 8 h 15, de

mi-di et de 19 heures. News Center 9 (de 21 h à 21 h 40) traite en outre quotidiennement de plusieurs sujets en détail. Il y a, d'autre part, pratiquement toutes les heures dans la journée des bulletins d'information de cinq à dix minutes. Depuis 1984, il existe un système de liaison par satellite entre Tokyo et New-York fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et permettant à tout moment d'être informé de ce qui se passe aux Etats-Unis. A 22 h 30 chaque soir, également par liaison satellite, sont donnés les principaux titres des journaux télévisés de ABC, BBC et Antenne 2. Une liaison directe est établie à l'actualité l'exige.

Les journaux télévisés japonais tiennent comme ailleurs du rituel. Bien qu'ils soient présentés déformés par des journalistes professionnels (dont des femmes), ils restent assez statiques, voire guindés. Sans avoir la tradition internationale de la BBC, qui a influencé par exemple la télévision de Hongkong, la NHK cherche à donner une « couverture » exhaustive de l'actualité mondiale : on est en tout cas mieux informé de ce qui se passe à travers le monde à Tokyo qu'à Paris ou à Rome.

## Des sujets tabous

Selon les sondages, la majorité des Japonais estiment que les informations de la NHK sont les plus crédibles et les plus complètes. Lors de catastrophes naturelles (comme des tremblements de terre), c'est inmanquablement sur la chaîne 1 de la NHK que se branchent les Japonais. A peine l'accident du Boeing 747 de la JAL, survolu le 12 août dernier,

et qui fit plus de cinq cents morts, a-t-il été connu que la NHK suspendait tous ses programmes : de 8 heures du soir à 9 heures le lendemain matin, la chaîne nationale a converti sans interruption l'événement (coût de ces treize heures en direct : 420 000 dollars).

La NHK a une extraordinaire capacité de mobilisation sur un événement. Dans ce pays où la concurrence entre les médias est particulièrement forte et a conduit ces derniers temps à un « sensationnalisme » forcé, la NHK s'efforce de maintenir certains critères d'information : évitant jusqu'à un certain point, par exemple, les images les plus pénibles lorsque les secourus sont arrivés sur la scène de l'accident du Jumbo de la JAL, ou cherchant à respecter les droits de l'accusé dans une récente affaire de meurtre (les télévisions privées jouèrent alors un rôle de ministère public sinon de tribunal). Les programmes de la NHK ne sont pas pour autant exemptés des excès des médias nippons. Ses journalistes ont notamment été critiqués, comme ceux des télévisions privées, pour avoir filmé sans intervenir l'assassinat au sabre d'un homme d'affaires vétéran par deux truands.

La NHK n'est pas non plus à l'abri d'autres critiques. Notamment de complaisance vis-à-vis du pouvoir. Ainsi, il y a quatre ans, une interview de l'ancien premier ministre, M. Miki, sur le scandale Lockheed, a-t-elle été tout bonnement supprimée par le directeur de l'information de l'époque, M. Shima (devenu par la suite l'un des directeurs de la NHK) sous la pression vraisemblable de M. Tanaka, ancien premier ministre, compromis dans cette affaire. Les syndicats ont réagi par un

mouvement de grève. Mais quelques mois plus tard, les personnes les plus en vue ayant participé à ces protestations ont été licenciées pour des motifs divers, explique M. Okuda, secrétaire général du syndicat de la NHK (Nipponro).

D'une manière générale, reconnaissent les journalistes et réalisateurs de la NHK, il y a des sujets plus ou moins tabous (la maison impériale, le problème des burakumin, caste discriminée) : plus qu'une censure proprement dite, la NHK fait régoir l'autocensure. Il est préférable en outre d'éviter des émissions sur certains aspects négatifs de la société contemporaine (comme le sort des personnes âgées, par exemple), souligne M. Tsutomu Wada, critique de télévision et ancien réalisateur de la NHK. Compte tenu du manque de crédibilité des chaînes privées, les informations de la NHK, malgré ces lacunes, restent les plus fiables.

Un autre atout de la NHK face à ses concurrents privés est la qualité de ses grands documentaires, souvent présentés dans le cadre des « émissions spéciales » (NHK *tsukushi*) consacrés à un sujet particulier. Ces émissions sont programmées trois jours par semaine de 20 heures à 21 heures. Elles ont un taux d'écoute pouvant aller jusqu'à 25 % (soit 25 millions d'auditeurs).

Jusqu'à présent, la majorité (97 %) des émissions présentées à la NHK sont produites par elle-même. « C'est une situation que nous nous efforçons de changer », nous déclare M. Isomura, ancien correspondant à Paris et actuellement responsable des informations et des affaires internationales à la direction de la NHK. « Une chaîne nationale ne peut

être autarcique. C'est pourquoi nous nous sommes lancés dans des coproductions avec la Chine (sous-titres actuellement en série sur le fleuve Jaune) et avec les Français. Faire des émissions de grande qualité est un des aspects de notre mission de service public. D'ailleurs, ce sont des émissions tout à fait rentables. »

## Récupérer le public jeune

La NHK n'a jamais considéré que son rôle était de divertir. Le divertissement est en revanche un « créneau » qu'exploite avec complaisance les télévisions privées. Les divertissements représentent 21 % du total des programmes de la NHK (la culture 37 %). Ces programmes sont toujours très japonais par leur thème : le Japon est ou des rares pays où les séries « Dallas » et « Dynasty » n'ont eu aucun succès. Ce qui ne signifie pas que les Japonais soient plus réfractaires que d'autres aux stéréotypes : simplement, ils ont les leurs et ceux de l'Occident les émeuvent moins. Les émissions de divertissement de la NHK sont sans doute techniquement de qualité mais le plus souvent d'un conformisme édifiant ou peu pesant : « Ces programmes doivent aider au développement d'un environnement familial sain », peut-on lire dans une brochure de présentation.

Ce genre d'émission, le plus souvent des feuilletons s'étendant sur un an, ont deux tranches horaires privilégiées : le matin à partir de 8 h 15 (le public est alors essentiellement composé de femmes) et le dimanche soir. Il s'agit dans ce dernier cas de drames historiques : *taiga drama* (les Drames du grand fleuve). Ces feuilletons, qui durent depuis de longues années, sont devenus des « classiques » des programmes de télévision au Japon. Ils ont toujours un caractère éducatif. Ainsi l'histoire d'Oshin (1984), qui obtint un taux d'écoute de près de 20 %, racontait la vie d'une femme au début du siècle, mettant en valeur les vertus d'endurance et de confiance. *Mito Tsukushi* (le Chénal), présenté au début de cette année, conte l'histoire des amours contrariées de deux jeunes gens dans le Japon de l'avant-guerre.

Ce genre de dramatique a quelque peu supplanté les traditionnelles aventures de samouraïs (*chambara*) avec leur cortège de sentiments stéréotypés. Ceux-ci trouvent cependant encore leur place le mercredi soir. La chaîne culturelle présente régulièrement des classiques du cinéma international.

Afin de récupérer un public jeune et de ne pas devenir la télévision des plus de quarante ans, la NHK a lancé des émissions qui se veulent « braquées » comme « You » et « Studio L ». Sortes de forum où des personnalités diverses, aimées des jeunes, viennent débattre de problèmes à la mode, ces émissions (qui recueillent un taux d'écoute de 2 % à 3 %) sont concurrentes sur les chaînes privées, qui présentent dans la même trame horaire (après 23 heures) des programmes à prétention érotique d'une affligeante vulgarité.

La NHK assure une fonction de maintien du *statu quo* en privilégiant ce qui unit et non ce qui divise dans la plus pure tradition confucéenne. Elle fait le plus souvent appel aux bons sentiments plus qu'à l'interprétation politique (d'une manière générale, il y a peu de débat politique à la télévision japonaise). Elle donne surtout une image du Japon reconfortante, mettant l'accent, dans ses drames historiques, notamment sur la supposée constance de certaines valeurs culturelles. « Les Japonais veulent croire qu'ils font partie de la classe moyenne et se cachent à eux-mêmes certaines réalités qui les inquiètent : les télévisions privées distordent les jeunes par leur superficialité ; la NHK rassure les plus âgés », commente Tsutomu Wada.

PHILIPPE PONS.

(1) En 1985, la NHK (Nihon Hoso Kyokai : organisme de radio et de télévision japonaises) disposait d'un budget de 1,4 milliard de dollars. La majorité de ses ressources provient des redevances (il n'y a aucune publicité sur les chaînes de la NHK). Le montant des redevances s'élève à 45 dollars par an. Treize millions de familles les payent sur treize-à-dix millions possédant un ou deux postes de télévision. La NHK emploie seize mille personnes.

(2) La diffusion en France de la série coproduite avec TF1 débute le mercredi 27 novembre à 20 h 35.

## DISQUES

### Jazz

#### Barron, Holland, Humair : « Scratch »

« Je voudrais que ma musique n'appelle aucun nom » : on sait que quelques artistes expriment ainsi la douleur ou l'incertitude d'être marqués d'une estampille. Non sans raison parfois sur leur échelle, intelligemment, tel Archie Shepp, qui fut jadis avec Max Roach un magistrat sévère du tribunal du jazz, à leur demande, les critiques de « Down Beat », et qui dit aujourd'hui, en toute simplicité, au cinéaste Franck Cassenti : « Je suis jazz, c'est ma vie ». Daniel Humair, qui a conduit pas mal d'expériences esthétiques variées, n'a jamais, lui, cessé, par ailleurs, de faire du jazz, et de le dire. Et dans « Scratch » il remet ça.

Quelques-uns des meilleurs de Daniel Humair, qui n'est pas

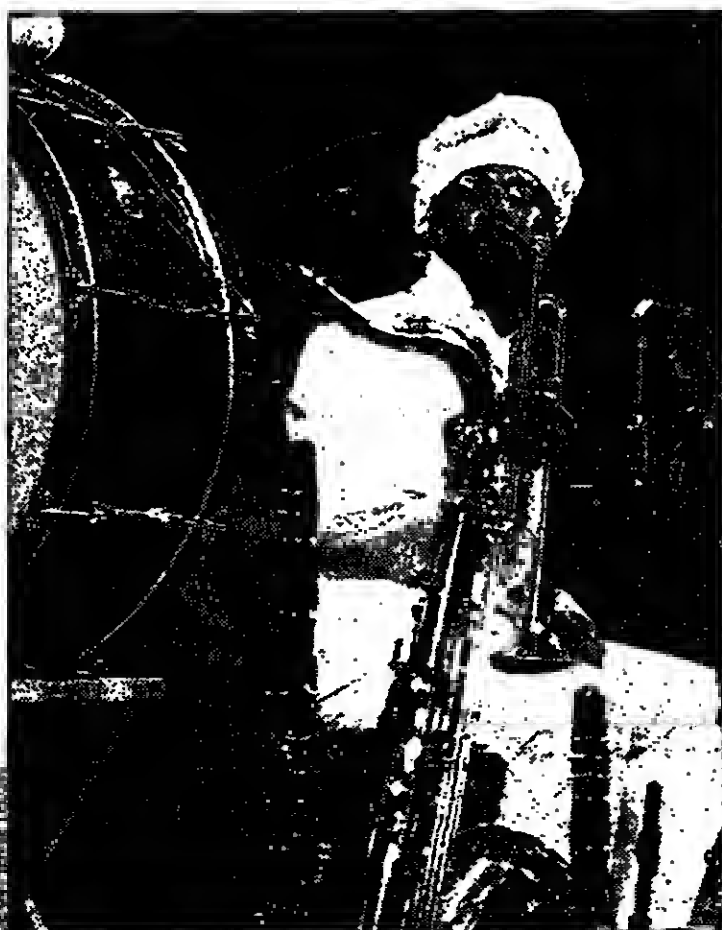
simplement l'accompagnateur idéal du pianiste Kenny Barron, mais, comme le contrebassiste Dave Holland, un soliste flanqué de deux autres solistes, sans que le trio cesse, une seule seconde, d'être une unité organique.

Quant à la liberté rythmique, Humair la connaît bien. Elle est le fruit d'années de travail contraignant. Elle implique la maîtrise souveraine du geste qui rend accessible tout ce que l'on veut faire. Cette liberté apparaît dans le jeu subtil quand elle opte pour la rigueur que quand elle va vers la fantaisie. Elle est le fruit d'une conquête qui, elle-même, permet ces choix.

L. M.

• Exja 4092. Distribution OMD.

#### Lester Bowie : « I Only Have Eyes for You »



Revenir à La Nouvelle-Orléans et ne pas rabâcher, ou démentir par imitation servile ce qui fut explosion et jeunesse d'une musique, telle est la gageure accomplie en 1977 par Charlie Byrd avec son triolet *Sing Me Softly of the Blues*. Tel est le pari tenu et gagné — avec quel brio — par le Dirty Dozen Brass Band dans *My Feet Can't Fall Me Now*. Lester Bowie s'est jeté à lui-même semblable défi. Il en sort grand.

Il n'obtiendra sans doute pas l'accord sans réserves de beaucoup de ses confrères, qui depuis longtemps l'assistent et qui attendent de lui des œuvres à la fois réussies et difficiles. Mais le jazz ne s'adresse pas qu'à eux, n'est pas fait que pour eux. Tout un public

sensible à ce qui incite à la danse devient heureux dès que s'éveille le rythme souple de *Coming Back Jamaica*. Cette paisible rumeur-là, reviviscence de *When the Saints*, délicieusement pâle sous les tentes du reggae, rencontre la sympathie.

Une chose ne trompe pas. Lorsque est diffusé *Coming Back*, à l'intention des jazzophiles, sur les antennes des radios, le téléphone sonne, ou un courrier suit, l'auditoire est immédiatement touché. Il demande la référence précise du disque. Le lecteur la trouvera ici.

LUCIEN MALSON.

• ECM. Compact 82 5902-2 ; Vinyle 82 5902-1. Distribution Phonogram.

### Rock

#### « Cut the Crap », des Clash

Après deux ans d'absence (l'errance ?), les Clash reprennent du service pour mener à bien et les mors aux dents leur combat rock. A charge pour eux de retrouver une cause qui semble, ces jours-ci, perdue pour les rebelles. Car, pour ce qu'on en sait, c'est bien là que se situe le problème de ces territoires de la chose rock. Il y a de la rage dans le nouvel album, de la rage sur toutes les pages. Peut-être trop, jusqu'à tourner au rebroussement. Et l'on ne sait plus si elle est le ton de l'époque ou celui d'une obsession à vouloir remettre du gaz dans l'air : Joe Strummer nostalgique de la punkitude, comme ses textes l'indiquent. Brisant au printemps dernier le silence d'une retraite mal assurée, on avait vu les Clash en Angleterre descendre dans le rue pour jouer acoustique.

Ils reviennent à la charge, déposant d'un rock qui descend du pavé, en écrivant sur la pochette intérieure : « Tout changement social radical commence dans la rue ». Pied de nez ultime, ils étaient allés jusqu'à faire la marche devant la queue d'un concert de The Alarm (des sous-produits de leur veine). Le geste avait du piquant, de la beauté et un cynisme bien dans la manière de leur combat

précité. Mais pourtant, comment aussi ne pas penser que, perdu dans ses doutes et son mal de créer, Joe Strummer fait feu de tout bois pour attiser l'énergie des débuts ?

Ainsi cet album, passé et repassé au mixage, dont la sortie a été repoussée pendant six mois. Douze morceaux au total, chargés à la fois et saisis à plaisir. Un rock chanteur aux mélodies caressées, aux interventions anarchiques. Le chant brailleur, nerveux. Les guitares galvanisées, vindicatives. Parfois entre deux eaux, cherchant l'aventure et trouvant des cils-de-sec mais réussissant pourtant à l'arché des collages contre nature. Nostalgiques, nous la sommes aussi : on aurait voulu voir les Clash conquérants, foudroyants, truffés de manifestes comme en 1980 (London Calling).

Les intentions sont pures, la discorde est dur mais ils semblent hésitants, complexés par leur passé. Un groupe de rock, néanmoins, urgent et plein de morgue, unique dans sa manière flamboyante et risqué-tout, et qui vaut la peine qu'on s'y accorde, même si « Cut the Crap » n'est pas, et ne saurait être, un slogan pour 1985.

ALAIN WAIS.

• CBS, 26601.

## Le spot français fait tilt à New-York

Le film publicitaire français a vampiré New-York. La salle du prestigieux Musée d'art moderne de la ville, le MOMA, où ont été présentés, les 12 et 14 novembre, soixante-sept films sélectionnés pour porter les couleurs de la production française de 1908 à 1985 (le Monde des 10-11 novembre), n'a pas désempli. Chacune des six séances a accueilli plus de cinq cents personnes.

A l'apelludimètre, ce sont les scénarios avec gags, effets spéciaux et références au film noir ou au western qui sont bons premiers, à égalité avec les films fleurant bon la France des villages et des quais de la Seine, devenus les films où l'esthétique le dispute à un érotisme discret. Ainsi, les acteurs des années 20 ou King Kong s'écroulent le façade d'un grand magasin parisien emportant davantage l'adhésion du public new-yorkais que les jambes fuselées d'une jeune française, même si ses bas nylon le font chanter et danser.

New-York ne tarit pourtant pas d'éloges sur l'ensemble de la sélection, qui dure cinquante-deux minutes. Le film français de publicité est nice : à la fois beau, tonique et plein d'humour. Mais toujours étonnant. La part prise de montrer et de raconter, de jouer sur une image plus que d'insister lourdement sur le seul produit déconcente visiblement le public. Comme le déconcerte l'absence de publicités comparatives, qui constituent 10 % du marché du film publicitaire américain. Car ici le message publicitaire, cinématographique ou télévisuel, n'a qu'un seul but : faire vendre. La french touch, plus discrète et plus évasive, est-elle vraiment efficace et rentable ? Agences et annonceurs d'outre-Atlantique en doutent

encore, mais le rétrospectif new-yorkais en a ébranlé plus d'un. Le choc de la différence est finalement plutôt agréable. Et donne des idées.

Couverte par CBS, CNN, Channel 5 et de nombreux journaux professionnels et radios, cette présentation est due à l'entêtement d'une dizaine de membres de la Régie française de publicité, du Centre national de la cinématographie, du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et du jeune syndicat des producteurs de films publicitaires, qui, dès mars 1985, ont imaginé et monté l'opération avec le département cinéma du MOMA. Durant six mois, des films ont été vus, choisis ou écartés. La REP a « pêché » les « réclames » des années antérieures à 1950 dans des archives, les directeurs artistiques des agences ont sélectionné les spots de la décennie 1970-1980, et les producteurs ceux des dernières années. Le MOMA en a écarté certains et réclémé d'autres.

L'opération sera reconduite en 1986 à New-York mais aussi à Los Angeles, voire à Chicago. D'ici là, le Festival de Cannes au printemps 1986 devrait permettre d'autres échanges franco-américains. Reste à signer des contrats. Les agences et les annonceurs américains auront-il davantage envie de travailler avec des producteurs et des réalisateurs français ? Outre la créativité qu'ils ont montrée, les producteurs ont plusieurs cartes en main : leurs films coûtent de 20 % à 30 % moins cher que ceux de leurs homologues américains, et leur catalogue de réalisateurs est riche de noms célèbres.

YVES-MARIE LABÉ.



11



## Les sucres de Moctezuma

Telle une drogue douce, le chocolat européen.

La presse vient de faire écho (oh! timidement) à une déclaration du professeur Michel Hauteouverture reprochant aux Français de consommer « six fois trop de sucre ». Ce n'est pas nouveau. Déjà, au temps de Lussasson (1969), je citais le docteur Carton qualifiant le sucre raffiné d'« aliment mort », le docteur Banting (qui découvrit l'insuline) le considérant comme « un aliment dangereux » et Lelord Korde, enfin, le traitant d'« insecte produit ».

Droge douce à laquelle on s'habitue « doucement », droge aux dégâts terribles, mais à la consommation invisible et qui, je cite encore le professeur Hauteouverture, « tue implacablement dans le silence ouaté d'une nourriture frelatée ».

Les restaurateurs y ont aussi leur responsabilité, accumulant les tentations sur le chariot des

desserts tous plus jolis à voir et tous plus sucrés bien sûr!

Même lorsqu'ils indiquent, pudiquement : « chocolat amer ». Car le chocolat amer est évidemment sucré, plus ou moins selon les fabricants :

— Bitra de Suchard contient 35 % minimum de cacao ;

— Prestige noir de Poulain, 56 % ;

— Prestige amer de Weiss, 62 % ;

et Christian Constant (26, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 42-96-53-53), qui fit un moment une « couverture » (ainsi appelle-t-on le chocolat pour pâtisseries) à 0 % de sucre, dut y renoncer, submergé par les grimaces de ses clients. Du moins vend-il des plaquettes d'un remarquable chocolat artisanal (Fèves d'Indonésie, Venezuela et Trinidad), son Bitter Plus.

Aussi bien le cacahouate sucré que par les Européens.

Moctezuma le respectait mieux, qui le voulait au naturel ou rendu plus fort encore par adjonction d'épices, herbes et aromates. D'où naquit cette sauce indienne, le « molle poblano » (de Puebla), qui accommode là-bas la dinde. Maurice Bernachon, le merveilleux ebénéiste de Lynn (42, cours Franklin-Roosevelt. Tél. 74-52-20-92), vient de publier, chez Flammarion, la Passion du chocolat. Il y donne une recette de pintadeau au cacao que l'on voudrait trouver sur nos cartes restauratrices.

L'aire-doux (qui revient à la mode ici et là), l'aire-doux du Moyeu Age était une association sel-sucre certes, mais du sucre naturel, celui des fruits, du canard à la bigarade (quasi introuvables aujourd'hui, ces merveilleuses oranges amères) au livre aux pruneaux.

Et si ces plats reparaissent aux cartes, peut-être éviteraient-ils de chercher « du sucre » ail-

leurs? Le sucre, qui en 1900 représentait 5 kg de l'alimentation annuelle du Français, est passé en 1985 à 35 kg! Au moins, car d'autres statistiques annoncent 40 kg.

On savait déjà qu'il ne faut pas abuser du sel (combien de gens je vois au restaurant saler le plat apporté sans même l'avoir goûté?). Après cela, comment vous repartir du gentil Sucre et sel? Il s'agit d'une minuscule boutique, ni, aux déjeuners, deux jeunes personnes préparent dans une cuisine mouchoir de poche quelques entrées et plats du jour (des pâtisseries aussi, hélas! qui tentent les habitués du midi ou du thé!). A la bonne franquette, les additions ne violent pas plus haut que 60-80 F, et c'est bien meilleur — et moins sucré! — que la néfaste food! Sucre et sel, 30, rue Salmeuve, dans le dix-septième. Tél. : 42-27-77-47, fermé le soir et samedi midi.

LA REYNIÈRE.

## Vins de mode

Nouveaux, les beaujolais et autres primeurs sont-ils bien francs?

Et si les vins nouveaux tournaient au vinaigre? Si, brutalement, la mode changeait? Si, lassés de surechères, allergiques à l'agro-alimentaire, soucieux de qualité, nos contemporains décidaient d'un coup de dire non au « beaujolais nouveau » et avec lui à tous les vins primeurs d'Alsace, de Touraine ou les côtes-du-rhône qui, par vagues, défilent sur notre horizon de novembre? Le propos, bien sûr, est aujourd'hui quelque peu hérétique. On célèbre religieusement la messe des primeurs. Et l'on sait ce qu'il advient à ceux par qui le scandale arrive. Pourtant, les premiers signes sont là, annonciateurs, dirait-on, d'une nouvelle époque où le beaujolais nouveau et ses copies régionales pourraient retrouver la place qui, de droit, leur revient : celle de vins qui doivent être directement tirés des cuves, et bus au pied de celles-ci.

Pour l'heure, apparemment, tout va bien, ou presque. La règle est respectée qui veut que le produit soit « frais », « fruité » et « gouleyant ». Et surtout meilleur que l'année précédente. Le méca-



nisme de l'horlogerie a comme d'habitude bien fonctionné qui a débouqué, le jeudi 21 novembre à 0 heure, les centaines de milliers d'hectolitres en attente. Une nouvelle fois, l'entreprise à grand spectacle fonctionne qui voit la planète entière battre au rythme de Villefranche-sur-Saône.

Les chiffres de 1985 donnent, une fois de plus, la mesure de cet extraordinaire phénomène. Plus de 500 000 hectolitres commercialisés en « beaujolais nouveau », en France, bien sûr, mais aussi et surtout en Suisse, aux Etats-Unis, en Europe du Nord et au Japon. Une fantastique opération publicitaire, a-t-on l'habitude de dire, la plus belle de tous les temps. Sans doute. D'autant plus étrange que la paternité en revient à un petit groupe de vigneron qui ont à cette occasion découvert sans aide les secrets des publicistes. Des vignerons en phase avec leur époque surtout, commercialisant

un remède pour les citadins de cette fin de siècle, angoissés à l'idée de s'enfoncer dans la nuit de l'hiver sans prendre une dernière bouffée de nature, un dernier bol d'automne. Et il y a quelque chose de touchant, au fond, à voir ces grappes d'hommes et de femmes consommer sur commande et à l'heure dite un produit qu'ils connaissent mal (1).

Tout cela, donc, est fragile. 1985 en témoigne. Il a d'abord suffi que l'on exagère en 1984 (en pratiquant des prix sans rapport avec la petite qualité du millésime) puis qu'on modifie les habitudes (en retardant de huit jours la date du déblocage des stocks) pour que la machine menace de s'écrouler. Le négoce n'a pas oublié qu'il lui a fallu, l'an dernier, compter avec d'importants stocks d'inventures en France et à l'étranger. Aussi a-t-il refusé, cette année, et en dépit de la qualité du millésime, une part notable de ce qui lui était proposé par les vignerons.

Le système a aussi d'autres effets pervers avec lesquels il faudra à l'avenir compter. La concurrence des autres primeurs d'abord. L'emballage du phénomène ensuite, qui voit les consommateurs s'entre-déchirer pendant quelques jours pour le breuvage-miracle, avant, brutalement, de le délaisser, voire de le mépriser. « C'est très net », confie Jean-Christophe Estève, caviste au 10, rue de la Cerisaie à Paris. Il y a peu, on vendait du beaujolais nouveau jusqu'à la Noël. Maintenant, en quinze jours, c'est fini.

Une vraie menace. En tiendrait-on compte? Oserait-on aussi un jour parler sans fard de la qualité du vin proposé? Je suis effaré et scandalisé, commente Jean-Christophe Estève. Cette année, j'ai dû faire trente-deux dégustations pour ne sélectionner en définitive que deux vins. Tout est beaucoup trop chapitalisé. Autrefois, le beaujolais nouveau c'était du jus de raisin avec un peu d'alcool. Aujourd'hui on ne peut même plus en boire une bouteille à deux sans risquer la migraine.

JEAN-YVES NAU.

## Les Tables de la Semaine

La route va trop vite, musardons! Paris-Moulins? Arrêtons-nous ici et là. Sans oublier les grandes adresses, les hélices de Barbizon, les Bézardes, Magny-Cours ou Pouilly-sur-Loire, découvrons...

### La Glandelière à Bagneux-sur-Loire

Passé Nemours (où l'Ecu de France ne dément point) et 6 kilomètres plus loin, cette petite auberge entourée de verdure et de cuisine toute simple. Une andouillette digne de l'AAA. De nombreux menus de 60 F à 130 F et la carte. Fermé lundi soir, mardi, jeudi soir.

● La Glandelière, à Bagneux-sur-Loire. Tél. : 64-28-10-20.

### Le Cerf à Briare

Maison familiale (quelques chambres) et surtout une très honnête cuisine, des spécialités traditionnelles régionales accompagnées des meilleurs vins de Loire, bien choisis. A la carte, comptez 125 F/160 F. Fermé mercredi et fêtes de fin d'année.

● Le Cerf, 22, bd Byssier. Tél. : 54-37-00-80.

### L'Hôtel de Paris à Moulins

Ainsi arrivons-nous à cette grande, vieille et illustre maison familiale des Laustris, François,

le petit-fils, qui tient les rênes de la maison, e su raison garder. Sa belle carte (le chef, Pascal Heuffert, et le sommelier, Jacques Blanc, sont de bons adjoints) propose un déjeuner gourmand à 50 F (prix net), des menus de 150 F à 290 F et surtout une carte de plats bouillonnants exaltants pour la tournée : où trouver aujourd'hui sur les cartes le gigot brayaude, les aiguettes de canard à la du Chambet, le panaché chaud de la Saint-Cochon, le pâté aux tartouilles (pommes de terre, crème double et lardons)? Ce qui n'empêche pas un savoureux fœte-frais de canard à la façon de Bernard Pessevent (le prédecesseur de Bouffier, tragiquement disparu) et, en cette saison, le gibier, admirablement traité. Très belle cave. Une halte indispensable sur cette nationale 7.

● Hôtel de Paris, 21, rue de Paris, à Moulins. Tél. : 70-44-00-55.

### L'Auberge nivernaise à La Celle-sur-Loire

La simple auberge en bordure de nationale. Mais la chef-patron est maître cuisinier et ne mésestime pas le régionalisme, au contraire, des tripes au poireau au saupiquet nivernais. Menus et carte (200 F environ). Ouvert tous les jours au déjeuner.

● Auberge nivernaise. Tél. : 86-28-26-23.

L. R.

## METTES

● LOUIS MAX, le négociant-éleveur de Nuits-Saint-Georges, met en vente une caisse de 12 bouteilles, chacune d'un cru de la Côte d'Or millésimé, chacune à l'effigie d'un grand chef, enfin, plus ou moins grand, correspondant à une recette d'origine. A noter un remarquable gevery-chambertin 1982 avec lequel Claude Peyrot (le Vigneron, 192, avenue Victor-Hugo — tél. : 45-04-04-31) mène une queue de bœuf à la purée de céleris qui est un grand plat.

● PIERRE ROMÉYER, un des grands cuisiniers de Belgique, vient de célébrer ses quarante ans de tournée en un dîner où l'on a été régalié d'un effluve de cabillaud (lui, au moins, ne dit pas morue fraîche, ce qui est une faute!) aux huitres de Colchester, de filets de sole

au muscat d'Huilaart, d'un consommé de coucou de Malines et d'un perdreau en feuille de vigne avant la soufflée Arlequin. Allez l'en féliciter au vus régaler Chez Hameyer, à Huilaart (près Bruxelles) — tél. : 657/05-81.

● LE BISTRO DE PARIS (67, rue du Val de Mayenne à Laval — tél. : 43-58-98-29) a séduit un lecteur de Schaffhouse à juste titre. La cuisine de Guy Lemerrier est en effet remarquable, l'accueil et le service amiable, les prix honnêtes. Il cite le confort du Grand Monarque de Chartres et de l'Hôtel Alexandra à Saint-Malo mais critique un restaurant de Fère-en-Tardenois (qui figure chez Gault-Millau mais pas au Bortin Gourmand.)

L. R.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER  
LE VICTORIA\*\*  
80 chambres SDB/WC  
Pension : 1/2 pension - sélect.  
Jardin. Ascenseur. 2 salons TV - Bar.  
Tél. : 93-01-02-20. Téléc. : 470303 F.

06500 MENTON  
HOTEL DU PARC\*\*\*  
Tél. : 93-57-66-66  
Près mer. Centre ville. Parking.  
Grand jardin. Cuisine réputée.  
Déjeuner sur demande.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER  
Cet hiver sur la Côte d'Azur...  
l'hôtel LE VERSAILLES\*\*\*  
dans un cadre privilégié  
terrasse dominant la mer.  
7 jours/7 nuits ce demi-pension :  
1 600 F/pers. de Noël à Pâques  
et conditions spéciales en janvier  
et séjour de 4 jours.  
Tél. : 93-61-89-56

01410 MLIJOUX (Monts-Jura)  
HOTEL LES EGRAVINES  
Tél. : 50-41-30-65  
Pour vos vacances en hiver  
« SPECIAL NOEL »  
Forfait 12 jours et semaine, accompa-  
gnement et matériel de ski de fond  
gratuits. Réveillon.

05480 RISTOLAS (Hautes-Alpes)  
HOTEL LES ETEROUES\*\*\*  
8 chambres. Cuisine familiale. Accueil  
chaleureux. Skis solés dans le Queyras  
Ti compris Alpin 1 900 F - Food 1 550 F  
Disponibilités tous les jours  
Tél. : 92-45-76-07

05490 ST-VÉRAN (Hautes-Alpes)  
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08  
Ch. et duplex avec cuisinière 2 à 6 pers.  
Plein fond. Jeune. 1 par 450 F pers./semaine.

#### Italie

VENISE  
HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-32-333 VENISE.  
Téléc. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse  
LEYSIN (1300 m) Alpes Vaudoises  
Pour vos sports d'hiver  
HOTEL SYLVANA\*\*\*  
Situation exceptionnelle à 50 m des pistes  
de ski et à 300 m du centre. Toutes les  
chamb. av. bain, w.-c. et tél., balcon sud.  
Fam. L. BONELLI. T. 19-41/25/341136  
CH-1854 LEYSIN.

GRANDS-MONTANA  
Bien situé sur le haut plateau le plus  
ensoleillé d'Europe  
PHOTEL ELDORADO\*\*\*  
offre confort moderne, cuisine fine,  
soignée. Prix avantageux, surtout en  
juillet et août.  
F. BONVIN, CH-3962 MONTANA.  
Tél. 19-41-27/41-13-33.

3020 ZERMATT-VALAIS  
HOTEL HOLIDAY\*\*\*  
Appartenance avec service d'hôtel, 60 lits.  
Situation tranquille à proximité du  
funiculaire Sunnegga. Tous les studios  
avec balcon, cuisinière, réfrigérateur,  
bain, w.-c., radio. Hall d'accueil avec  
bar. Entrée gratuite dans une piscine  
couverte. Prix séduisant dès le jeudi, dès  
70 FS (env. 250 FF), demi-pension.  
Tél. 1941/28/67 12 03 Fam. R. Perren.

TOURISME  
SKI NOËL - FÉVRIER - PAQUES  
De 6 à 17 ans. Encaissement par chèque.  
Tél. : 48-60-54-77 - 48-60-62-39.

**LES ÉCHECS**  
Ouverture  
Gambit dame  
C2. C4. - Les noirs,  
à vous de jouer!  
20 livres d'échecs pour  
joueurs, de tous les niveaux.  
HATIER

**Rive gauche**  
**Le Sybille**  
Menu gastronomique 138 F.S.C.  
NOUVELLE CARTE D'AUTOMNE  
6, rue du Sabot - PARIS 6 - 42-22-21-68  
Saint-Germain-des-Près

**Rive droite**  
**Le Sorladais**  
Menu gastronomique 178 F. S.C. avec  
FOIE GRAS MAISON  
2, rue de Valenciennes - 45-22-22-02 - Paris 11  
Proche du Centre Pompidou  
Menu : vendredi à déjeuner et dîner  
Au conditionnel

**AUX ROSES DE BLIDA**  
Sur commande spécialités plats-mais  
COCAS, MOUNAS,  
SOUBRESSADE, COUSCOUS,  
PAELLA, PASTILLA, TAGINE  
Restaurant le midi, vendredi et samedi soir  
29, rue de Chazelles, 75017 PARIS  
46-22-43-86

**SAN FRANCISCO**  
RESTAURANT ITALIEN  
1, Rue Mithras, 75016 Paris  
Téléphone : 6472544 - 6472489  
Fermé le dimanche

**Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.**  
Fruits, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.  
**LE BAYERN**  
La grande Bratère Bavaroise de Paris  
400 chaudières brûlant du vin blanc  
Place de la Concorde  
3, place de la Concorde, Paris 1  
Réservation : 5444178  
**LA CHAMPAGNE**  
Vins de champagne et de l'Alsace  
31, place de la Concorde, Paris 1  
Réservation : 5444178  
**CHEZ HANSI**  
La grande Bratère Allemande  
3, place de la Concorde, Paris 1  
Réservation : 5444178

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

**ALSACE BOEKEL** DÉCOUVREZ  
ET GRANDS CRUS  
Tarif sur demande  
BP 63 - 67140 METZBERGHEIM  
Tél. : (118) 00-00-91-02

**VINS FINS D'ALSACE** Médailles  
CHARLES SCHLERET propriétaire-  
viticulteur à 68230 TURCKHEIM  
VIN BLANC ROUGE, ROSE  
BORDEAUX  
Direct propriétaire, quelques 75-78  
M. GREFFIER  
Château Lamy, 33790 SOUSSAC

**SAUTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU**  
**CHATEAU LA TOUR BLANCHE**  
**BOMMES 33210 LANGON**  
Tél. : (16) 56-63-61-25  
Tarif sur demande - Vente directe

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHS  
VENTIL 51200 ÉPERNAY. T. 28-58-48-37  
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

**BORDEAUX blanc, rouge**  
Demandeur tarif : de RAIGNAC  
ch. de l'Albany, 33580 SAINT-FÉREME  
**MERCUREY A.O.C.** Vente directe  
12 bouteilles 1982 : 420 F TTC franco dom.  
TARIF SUR DEMANDE - Tél. : 65-47-13-04  
Léon Mercurio, viticulteur, 71500 Mercurio.

**GRANDS VINS MÉDAILLÉS BORDEAUX**  
Direct du producteur au consommateur.  
Vignoble S.A.J. BOIREAU  
ARTICULÉ 33570 LUSSAC

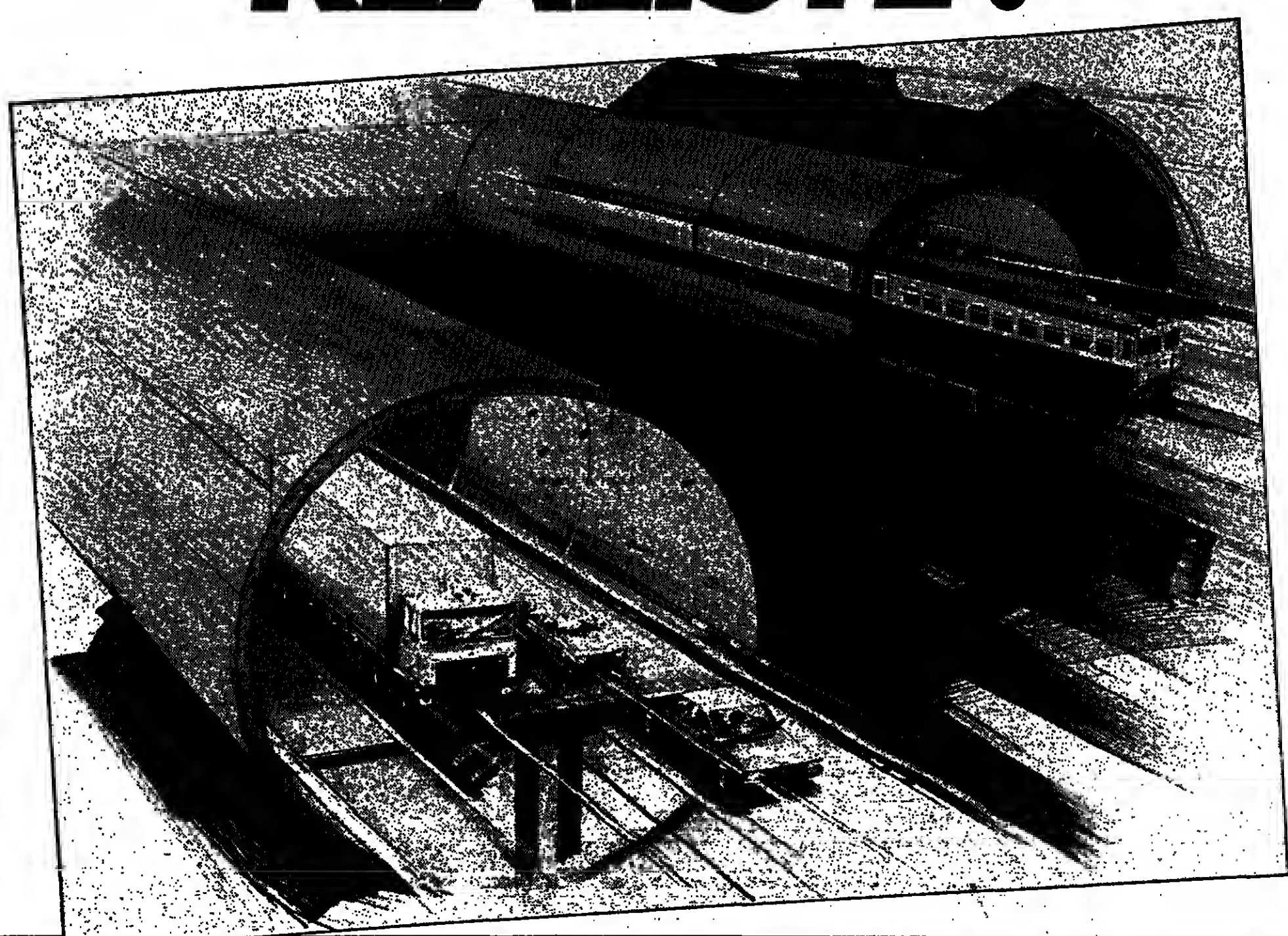
**GLOS LABARDE**  
SAINT-ÉMILION GRAND CRU  
Médaille au Concours International  
de dégustation Vinexpo-France 1985  
Millésimes disponibles : 1978 à 1983  
Documentation et tarifs sur demande :  
RAILLY J. JACQUES, viticulteur  
« Bergat », 33330 SAINT-ÉMILION

**ATTENDEZ-VOUS LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE POUR VOS COMMANDES MONTLOUIS A.O.C.**  
Vin blanc sec, demi-sec, moelleux, méthode  
champenoise. Tarifs sur demande.  
A. CHAPEAU, 15, rue des Alpes,  
Nussey, 37270 MONTLOUIS-S/LORRE.  
Tél. : (118) 47-50-80-84.

**Champagne de Saint-Gall**  
UNION-CHAMPAGNE  
2, rue Pasteur  
51180 AVIZE  
Tél. : (16) 26-67-94-22  
pour commander.  
Découvrez nos cuvées élaborées au cœur de  
la célèbre Côte des Blancs.  
Elles enchantent les connaisseurs.



**TRANSMANCHE  
EXPRESS  
LA SOLUTION  
RÉALISTE!**



**TRANSMANCHE EXPRESS**, le seul projet de tunnel rail/route sans train-navette, ni intempéries, ni attente... vous ne descendrez pas de votre voiture. Il répond au souhait de 3 personnes sur 4. Moitié Français, moitié Britannique, il est appuyé par deux grandes banques de chaque pays, convaincues des qualités techniques mises en œuvre, des

- **une technologie de ventilation ayant fait ses preuves en Mer du Nord et au Japon,**
- **conception et fabrication assurées par des spécialistes à l'expérience internationale,**
- **respect des couloirs de navigation et de l'environnement naturel,**
- **moins coûteux à la réalisation, il sera moins coûteux pour l'usager,**

- voies à sens unique solutionnant les deux modes de conduite,
- animations visuelles et informatives définies par une étude psychologique approfondie renforçant davantage la sécurité des usagers.

**La solution la plus réaliste reste la nôtre! et de plus nous sommes déjà sur place. SEALINK BRITISH FERRIES, les professionnels de la circulation trans-Manche**



**SEALINK** *BRITISH  
FERRIES*

**Informations: A.N. ISKAROS - British Ferries, 38, avenue George-V, 75008 PARIS - Tél : (1) 47.20.39.66 - Télex : 650 055 Paris**

Pour sa quatrième conférence de presse, après-midi 21 novembre à l'Elysée, il a choisi de s'exprimer sur un thème et à l'égard des journalistes, bien connus en cet effet être gratifiés dans les salons du chef de l'Etat de commentaires les plus intéressants, comme s'il voulait faire passer sa mauvaise humeur — voire l'agressivité — de sa précédente conférence de presse.

le chef de l'Etat n'en avait pas mis  
au jour lorsqu'il s'agissait de désigner  
des autorités à poser des questions. C'  
est pourquoi les membres de RTL n'ont pu s'exprimer

Pourtant, l'affaire de la cinquième  
année, pour laquelle la CLT, pro  
Il était candidate, a occupé près  
d'une réunion qui a duré  
minutes. M. Mitterrand  
à justifier dans ses plus petits dé

## L'intérêt de

4. *Harmonizing* pour la quatrième conférence de presse de son mandat le 11 novembre, par la

le sommet de Genève vient de  
monter dans un bon climat nous  
en le met en évidence. C'est ce que  
l'Europe a voulu, et le fait sim-  
ple que le dialogue ait été  
ouvert, pour ceux qui connais-  
sent l'histoire de la paix, un signe

Mais je veux cependant attirer l'attention des Français sur le fait qu'il y a des réalités qui s'imposent après Genève, et qui s'imposent également. Et il faut que les Français prennent leur résolution.

la première de ces réalités, à que, quel que soit le résultat accordé du référendum — si accordé ou non — l'écart entre l'armement de nos deux plus grandes puissances et l'armement des autres, la France, de la Grande-Bretagne, notamment, restera considérable et que ce n'est donc nous inciter à procéder d'après notre volonté à assurer notre sécurité par le biais de la stratégie que nous nous proposons, qui assure notre indépendance nationale. C'est ce que rappelle la stratégie autonome de

Je sais bien que sur ce point une  
majorité de Français en est  
indignée et ne faut pas se dissi-  
muler les événements qui se pro-  
duisent aujourd'hui sur la scène du  
monde ne doivent en rien diminuer

La deuxième réalité, elle est la militarisation de l'espace, qui se prépare, qui se développe ici et en tout cas du côté des deux rives poussant. Elle ne s'arrête

Encore beaucoup de temps, là où sera nécessaire pour parvenir à des accords de limitation de dépenses, sans aller jusqu'à l'effacement. Et, pendant ce temps,

...elle-même s'y prépare; de  
...le relâche ne pourra être  
...aim d'attendre à un poten-  
...dans ce domaine si dif-  
...que si cette conception

Il faut donc s'adapter, se préparer aux technologies qui conviennent à cette perspective et à cette répétition, aux technologies spatiales. Voilà un domaine dans lequel je

**LIFE**  
**NOS COMMENTAIRES**

Pages 2 à 11

Télévision

Greenpeace

**Nationalisations**  
**Revenue minimum**  
**Immigration**

Monnaies	p
Emploi	m
Commerce	s
	m
	q
	g

extérieur  
Défense





هكذا امن النصارى







## Les immigrés sont chez eux

(...) L'afflux massif des immigrants date des années 70 : je crois que même 1970 a battu les records, aviron 90 000 immigrants ramassés de cette façon, arrosés France, et quelque 10 000 autres, c'est-à-dire leurs familles, vous imaginez ! Immigration s'est pesée sérieusement en 1981 (...). Exemple : la ville Dreux (...). Il y avait un peu plus 9 000 immigrants, dont beaucoup vivaient dans la région, à Poissy notamment, et qui habitaient Dreux. En 1981, il y a quelques mois, en 1983, 150 de plus : ce ne

que cela pose des problèmes dans la vie quotidienne.

» Donc, ce n'est pas un problème nouveau, et si problème il y a, la majorité présente ne l'a pas créé.

» Premier point.

» Deuxième point : depuis que j'ai la charge de la présidence de la République, cela a été un de mes soucis constants. J'ai d'abord veillé à un tas de détails pratiques : comment sont-ils logés ? Quelles sont leurs conditions de travail ? De quelle façon sont-ils traités par la police ? Comment s'exercent les contrôles ? Combien de fois par

relations, confiantes. Ils savent que nous nous sommes comportés de façon normale, c'est-à-dire selon la tradition de la France.

» Et puis, on a abordé des problèmes de droit civil. Et puis, on s'est intéressé aux problèmes syndicaux, les droits des travailleurs. Et puis, on s'est intéressé aux problèmes de regroupement familial. L'énumération, c'est bien pour vous faire comprendre que ce n'est pas une préoccupation absente de mon esprit.

» Je résumerai mon propos en disant (...) : si je vais chez vous, si j'importe quelle personne entre chez vous et que vous la recevez, surtout si vous l'avez invitée, vous

leur dites très souvent : « Cher Ami, cher Monsieur, ou chère Madame, vous êtes ici chez moi, donc vous êtes chez vous ». Ce sont des formules de politesse qui remontent à un temps déjà très ancien dans les mœurs françaises.

» Je dis que les immigrés qui sont venus régulièrement en France, qui ont un contrat de travail, qui se sont insérés dans la vie française — et quand il ne l'ont pas fait, c'est souvent qu'ils ne le pouvaient pas, — qui nous apportent leur travail et leur compétence, je dis que les immigrés en France sont chez eux. Quiconque tient un autre raisonnement tient le raisonnement de la haine, ou de la ségrégation, raciste (...).

## VIVE LA COHABITATION !



PLANTU

« Ces 150 immigrants de plus, ça avait créé vraiment un problème différent. Et, pourtant, avant ne parlait pas des immigrés de Dreux. Pourquoi ? Parce que les lois de l'opposition de l'époque — fait dire les choses, parce que c'était un nom noble, — les partis de droite, s'y refusaient et n'ont pas eu le combat sur ce vilain terrain. Mais, cela s'est fait le contraire : on a, à l'ère, ou réveillé, ce problème immigrés en le mélangeant avec celui de la sécurité, et, bien entendu, la partie de l'opinion a été fortement impressionnée, d'autant plus

semaine ou par mois doivent-ils passer dans des bureaux où l'attente est interminable ? Combien durent ces attentes, notamment à Paris. Comment les relations sont-elles établies avec leurs familles ? Est-ce que les protections sociales leur sont assurées ?

» Tous ces problèmes ont été, l'un après l'autre, étudiés et, pour la plupart, résolus. D'ailleurs, vous le savez bien, les relations avec les pays qui nous envoient ces immigrants, surtout en ce qui concerne les pays maghrébins, sont de bonnes

## Fidélité aux «valeurs» de la gauche

» Les gouvernements, depuis 1981, sont toujours restés obstinément fidèles aux valeurs et aux principes dont ils s'inspirent. Vous n'observez à aucun moment un manquement à cette règle de morale fondamentale. (...) Je prétends que nous sommes restés étroitement fidèles aux objectifs que nous poursuivons. Dans deux ou trois cas, il a fallu se rendre compte que, soit nous n'étions pas suivis par l'opinion, soit cela n'était pas encore opportun. Et puis, pour le reste, eh bien, nous avons avancé dans la direction annoncée.

» Souvent on fait un reproche que je crois infondé en disant : com-

ment se fait-il, par exemple, que vous magnifiez l'entreprise, que vous parlez de modernisation, alors que ce n'était pas tout à fait ce que vous aviez dit auparavant ? (...) J'ai souvent dit que si nous arrivions au pouvoir, il ne faudrait pas collectiviser l'économie : il faudrait réaliser un certain nombre de nationalisations, j'en ai même énuméré la liste — celle qui est entrée dans les faits — et pour le reste, il faut marier aussi intelligemment que possible le public et le privé.

» Voilà ce que je voulais vous dire à ce sujet : je plaide pour la fidélité.

## D'abord la désinflation !

» L'inflation s'était installée, dans les sept années précédentes, aux alentours de 9 % à 10 %, avec quelques fois des montées, jusqu'à 13 % ou 14 % ; constamment l'inflation a diminué depuis 1981 pour arriver à cette année, vraisemblablement, autour de 5 %. C'est considérable ! Nous avons obtenu ces derniers mois la moyenne de l'ensemble des pays de la Communauté européenne. Le franc est très solide. Il a résisté à tous les coups de boutoir, notamment à la chute — à la baisse — du dollar et aux capacités d'envol du mark.

taines de milliers de personnes démunies d'emploi.

» Mais cette année, on commence à récolter le fruit d'un travail acharné et d'une politique rigoureuse qui commande tout. Si on arrive à maîtriser les prix, on réglera tous les autres problèmes, y compris celui du chômage, car on améliorera en même temps notre capacité de vendre nos machines et nos marchandises à l'extérieur, et nos entreprises vivront mieux et recruteront au lieu de licencier.

» Cette année 1985, des grands pays d'Europe occidentale, la France est celui qui a connu la meilleure évolution en matière de chômage. Depuis le début de l'année — ce n'est pas grand-chose, mais c'est significatif — le chômage a baissé de 39 000 unités (...). J'observerai que, dans la même période, le chômage en Allemagne a augmenté de 40 000 et le chômage en Grande-Bretagne de 70 000, ce qui veut dire que la politique de ce gouvernement, appuyée sur les efforts du gouvernement précédent, a abouti au meilleur résultat d'Europe occidentale. Je veux dire des grands pays d'Europe occidentale. Cela ne veut pas dire pour autant que nous ayons lieu d'en être satisfaits. Tant qu'il y aura des chômeurs, un gouvernement devra se sentir en dette par rapport aux travailleurs. Et c'est nous.

» J'ai hérité de 62 milliards de francs de déficit du commerce extérieur en 1980 et, en dehors d'une « poussée de fièvre » en 1982, ce déficit extérieur a constamment baissé, pour arriver l'année dernière à un peu plus de 20 milliards et se cantonner cette année, sans doute, à peu près au même chiffre, étant entendu que cette année nous allons équilibrer — je le pense du moins — la balance des paiements.

» Mais c'est vrai que se pose le problème du chômage, et, gravement. Vous avez dit que le chômage s'était accru de 700 000 personnes entre 1981 et 1985. Vous n'avez pas dit qu'il était passé de 400 000 à 1 700 000 ou 1 800 000 dans les années précédentes ! L'augmentation du chômage avait été beaucoup plus rapide. Mais ce n'est pas un succès de faire cette comparaison, qui, de toute manière, se traduit par l'aggravation de la situation de cer-

taines de milliers de personnes démunies d'emploi.

» Les erreurs d'analyse sur le chômage qui ont été faites, depuis 1974 jusqu'à une date récente, tiennent au fait que la réduction du chômage, c'est-à-dire le développement de l'emploi, est la résultante des autres réussites, et non pas la première des réussites.

» Nous nous sommes attaqués à la source, puis nous avons — et, croyez-moi, c'est ce qui, souvent, désorientait une certaine partie de l'opinion populaire, l'éloigne ou, du moins, la fait renvoyer chez soi dans les moments difficiles, les moments des élections en particulier, et l'espérance était immense — retroussé les manches, comme on dit, nous avons fait une politique dite de rigueur. Ce n'est pas une philosophie, la rigueur, c'est une méthode indispensable. Nous avons considéré qu'il fallait absolument que les prix cessent de monter, chaque fois qu'un prix monte, c'est une diminution du pouvoir d'achat du consommateur, et, en particulier, des travailleurs, en particulier de la classe ouvrière. Il faut que cela cesse, et, croyez-moi — et je suis sûr que l'opinion française me comprend — c'est par cela qu'il fallait commencer. Nous l'avons fait, que l'on ne nous en tienne pas rigueur.

(Lire la suite page 10.)

## Nationalisations : la « loi de respiration » du secteur public

Les nationalisations comptent, pour le président de la République, parmi les « bonnes mesures » à « protéger ». Elles ont « très bien réussi », et M. Mitterrand estime qu'une dénationalisation reviendrait à une « dilapidation », en précisant qu'il parle des maisons mères. Les filiales des groupes industriels et bancaires n'ont en effet, aux termes de la loi, pas été nationalisées en 1982 comme le Parti communiste le souhaitait. La vérité, comme l'acquisition, de filiales devait être possible, dans l'esprit des socialistes, et le secteur public devait ainsi « respirer » au gré des besoins stratégiques des groupes.

Mais ils ne furent jamais votés. M. Febius, alors ministre de l'Industrie, craignait qu'un débat parlementaire ne rallume les passions, y compris à l'intérieur du Parti socialiste.

Autrement dit, toutes les décisions qui ont eu lieu depuis 1982 l'ont été dans l'illégalité. M. Febius a indiqué, lors du congrès de Toulouse, qu'un projet serait déposé au cours de la prochaine législature. Pour M. Mitterrand, comme pour les socialistes, le secteur public doit être maintenu : pas de nouvelles nationalisations, mais pas non plus de réduction de la part de 100 % que détiennent l'Etat dans les maisons mères (M. Rocard, lui, ne trouverait pas choquant un retour à 51 %). La souplesse nécessaire à l'activité industrielle doit être obtenue par la « respiration » des filiales. L'opposition veut en revanche dénationaliser toutes les maisons mères du secteur concurrentiel.

## Revenu minimum : une bonne idée... à long terme

A la question qui lui était posée de savoir si le projet du Parti socialiste de créer une « garantie contre les mutations » et un « revenu minimum » était compatible avec la poursuite de la baisse des prélèvements obligatoires, le président de la République a répondu en substance : l'idée est bonne, mais il y faudra du temps car à l'imposer rapidement les finances publiques n'y résisteraient pas.

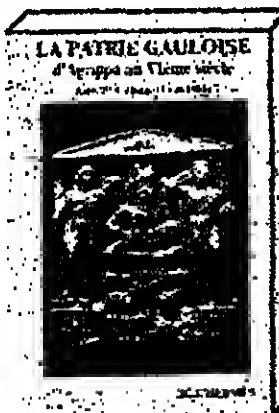
La réponse est habile mais étudie en grande partie le problème que posent au gouvernement beaucoup de militants socialistes qui voient chaque jour sur le terrain les conséquences humaines des restructurations d'entreprises, de la modernisation mais aussi des économies faites sur les prestations sociales depuis la fin de 1982. Au sein du Parti socialiste, beaucoup ne

cachent pas leurs réticences — ou même leur hostilité — vis-à-vis du projet de baisse des prélèvements obligatoires, préférant, et de loin, améliorer notre système de protection sociale. C'est ainsi que la durée des temps a fait imaginer et retarder par le PS la création d'un revenu minimum et celle d'une garantie contre les mutations qui permettrait aux travailleurs des zones très touchées par les conversions industrielles de franchir — grâce à une aide — un cap difficile.

La coût extrêmement élevé de telles mesures — plusieurs dizaines de milliards de francs — a fait dire récemment à M. Strauss-Kahn, chargé des études au secrétariat national du PS : « On ne peut dire à la fois : garantissons un revenu minimum et baissions les impôts. Contentons-nous de les stabiliser. »

Al. V.

## Editions L'HERMÈS



« La Gaule, réduite à l'état de province a-t-elle gardé conscience de son originalité ? »

444 p., ill., 280 F

L'HERMÈS

31 r. Pasteur LYON 7  
23 r. du Départ PARIS 14

**Qui fait des forfaits intéressants sur Israël ?**

**PARIS-NATANYA\* 2.750 F.**  
**PARIS-TEL-AVIV\* 3.090 F.**  
**PARIS-JÉRUSALEM\* 3.230 F.**  
**PARIS-EILAT 3.560 F.**

Ces forfaits comprennent l'avion aller-retour, 7 nuits dans un hôtel 3 étoiles en chambre double, et le petit déjeuner. Votre Agent de voyages est au courant... si vous l'appeliez ?

**EL AL**  
LIGNES AÉRIENNES D'ISRAËL

**la compagnie qui mérite son étoile.**  
24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS. Tél. 47.42.43.70 - 41, La Canebière, 13001 MARSEILLE. Tél. 91.30.27.30.

## LIQUIDATION TOTALE

avant travaux

Guy Dorneuil  
NINO CERRUTI  
Burberrys  
Christian Dior  
francesco smalto  
YVES SAINT LAURENT

**SONT AUX BOUTIQUES POUR LUI**

112, rue de Richelieu Paris 2ème  
Carrefour Richelieu Drouot

**collections automne - hiver**

## CALMER LE JEU

**Paul Quilès**

La politique n'est pas ce que vous croyez

Photographies de Xavier Lambours  
Éditions Robert Laffont. Collection "Franc Parler".

**PAUL QUILES. LA POLITIQUE N'EST PAS CE QUE VOUS CROYEZ**

**Le Brésil**

Hervé Théry

Géographie thématique et régionale du Brésil

1985, 232 p., 130 FF prix public TTC

MASSON

Chez votre Libraire



## la

■ M. Jacques Chirac : une télévision Coca-Cola. — « Les sociétés se précipitent tête baissée vers une télévision Coca-Cola, ils s'approchent à la droite de la construction », a déclaré Jacques Chirac.

Je ne me résigne pas du tout à la décision que je crois mauvaise, même si nous sommes pour une télévision privée. La décision qui a été prise est une mesure de circonstance.



## DU CHEF DE L'ÉTAT

### Proche-Orient : la « réévaluation »

« La politique des contacts directs, vous parlez là d'Israël et des pays arabes, et spécialement d'Israël et de la Jordanie, est celle qui a notre préférence. Car nous pensons que nul n'est mieux placé que les intéressés, que les riverains, pour régler entre eux un problème qui, autrement, inévitablement, s'internationalise et passe dans la main du plus fort. On amène partout ainsi le conflit Est-Ouest ; ce n'est pas une bonne chose. Mais nous avons dû constater, c'est cela la réévaluation, qu'en fait ces contacts directs n'avaient pas réussi.

« Alors, doit-on s'interdire d'élargir le cercle et d'aller de nouveau, cela a été essayé depuis 1948 plusieurs fois, vers une conférence

internationale, un forum international, une consultation internationale, l'intervention des membres permanents du Conseil de sécurité, que sais-je ?

« Eh bien, je dis oui ! Il faut aussi le faire, d'autant plus qu'un forum international peut permettre des contacts directs. Voilà la réévaluation, mais en dehors de cela nous avons approuvé, encouragé, le plan jordanien-palestinien et nous n'avons pas changé d'avis, sauf que nous nous apercevons bien qu'il y a un bêtise et que ce bêtise n'est pas encore levée. (...)

« Le droit des Palestiniens à disposer d'une patrie, je l'ai affirmé du haut de la tribune de la Knesset en 1982. Le retrait [des territoires

occupés], la résolution 242 et quelques autres des Nations-unies, nous y sommes fidèles. Le droit de l'OLP, expression encore employée à la tribune de la Knesset ? C'est la seule force combattante palestinienne que nous connaissons, elle a donc acquis le droit de prétendre dire son mot au nom du peuple palestinien, mais c'est le peuple palestinien qui désignera lui-même ses représentants : pour l'instant, je ne connais pas d'autre interlocuteur, sinon un certain nombre d'élus, de notables ou de maires de communes aujourd'hui en Cisjordanie dont l'avis n'est pas négligeable.

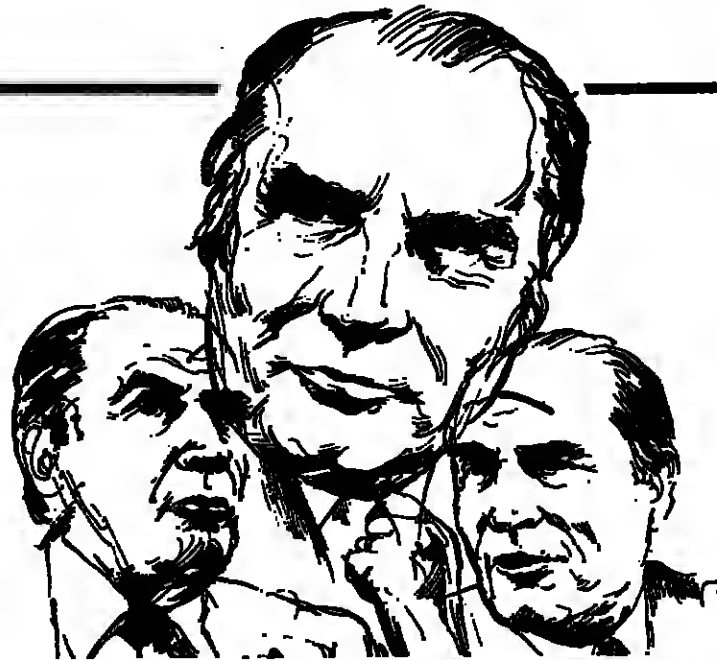
### Les otages français au Liban

« Nous avons eu à connaître, j'ai eu à connaître d'un certain nombre

de cas d'otages, en Birmanie, au Soudan, en Irak, dans le Kurdistan, en Afghanistan, et déjà au Liban, avec M. Peyrolles. Chaque fois, à force de patience et de ténacité, nous avons obtenu au bout de quelques mois la libération de ces otages.

« Il reste nos quatre compatriotes otages au Liban. Dans la confusion des groupes antagonistes, et selon l'autorité extérieure dont se recommande tel ou tel groupe, la diplomatie est plus facile ou moins aisée à conduire jusqu'à son terme.

« Je n'ai pas cessé un seul jour de m'en occuper, et quand on pitié, cela fait mal, et même parfois on croit qu'on arrive, et puis il y a un recul de dernière minute. C'est douloureux, d'abord pour les familles, mais c'est douloureux aussi pour ceux qui les aiment, qui les entourent, c'est douloureux pour la nation française. »



CAGNAT.

### Commerce extérieur : un curieux oubli

Évoquant les problèmes posés à l'économie française par son commerce extérieur encore déficitaire (d'environ 20 milliards de francs cette année), M. Mitterrand a eu cette phrase : « J'ai hérité de 62 milliards de francs de déficit du commerce extérieur. » Sous-entendu : l'équipe précédente faisait plus mal que nous et e laisse aux socialistes un bien mauvais héritage dans ce domaine.

Une telle présentation des choses — qui avait déjà été celle de M. Bérégovoy la veille, au cours de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2 — manque par trop d'objectivité. Le président de la République, comme le ministre de l'économie et des finances, ont un défaut important : le deuxième choc pétrolier.

Si ce choc est plus étalé dans le temps que le premier — survenu fin 1973 —, il n'en a pas moins pesé de façon extrêmement lourde sur la balance commerciale de la France, le pétrole brut (de qualité arabe light) passant de 12 dollars le baril fin 1973 à 13,34 dollars en janvier 1979, puis à 18 dollars en juillet de la même année et poursuivant sur sa lancée : 24 dollars en novembre, 26 dollars en février

1980, 32 dollars en novembre 1980.

Une telle avalanche de hausses a eu très logiquement des effets désastreux sur notre facture pétrolière et énergétique. Lors de la première, elle est passée de 53,9 milliards de francs en 1976 à 73,1 milliards de francs en 1979 et à 111,7 milliards de francs en 1980. Un renchérissement de 57,9 milliards de francs en deux ans, alors même — il faut le souligner — que les quantités de pétrole importées baissent fortement à partir de 1980, revenant pour cette année à 109,7 millions de tonnes contre 126 millions de tonnes en 1979.

Cette réduction des quantités importées qui s'est poursuivie année après année (nous en sommes, en 1985, à environ 75 millions de tonnes), même si le dollar (devises des transactions pétrolières) voyait son cours s'envoler, a facilité le succès du plan de redressement Mauroy-Delors : elle s'explique en partie par le développement de l'énergie nucléaire, aspect positif de l'héritage laissé par la précédente majorité.

La facture énergétique d'ensemble est passée, quant à elle, de 62 milliards de francs en

1976 à 132,9 milliards de francs en 1980 et à 161,6 milliards de francs en 1981. Tels sont les faits, qui ne peuvent être oubliés.

Conséquence : la balance commerciale, tout juste et tout nouvellement équilibrée en 1976 (+ 320 millions de francs), se déséquilibre brusquement et fortement : de 13,5 milliards de francs en 1979, de 56,8 milliards de francs en 1980. Quant à la balance des paiements courants qui prend en compte, outre le commerce des marchandises, les services comme le tourisme, les assurances, le transport... les excédents de 1976 (+ 31,6 milliards de francs) et de 1979 (+ 22 milliards de francs) et 1979 (+ 2 milliards de francs), font place à un déficit de 17,6 milliards de francs en 1980. Tous ces chiffres très officiels (1) montrent que l'économie française avait bel et bien rétabli ses équilibres extérieurs quand survient le deuxième choc pétrolier.

Les statistiques montrent aussi qu'au début de 1981 notre balance commerciale en valeur était en voie de redressement.

AL. V.

1) Rapport annuel de la balance des paiements (Banque de France).

### Défense : l'obsession de l'espace

La défense spatiale de l'Europe est devenue comme une obsession de M. François Mitterrand. En témoignent les déclarations qu'il ont précédé sa dernière conférence de presse et qui ont été provoquées, à chaque fois, par la conviction que la dissuasion nucléaire et la défense spatiale, loin de s'exclure, sont complémentaires dans le temps pour assurer la protection de la France et celle des alliés qui se joindraient à elle.

Février 1984, à La Haye, le chef de l'Etat explique à ses partenaires européens : « Que l'Europe soit capable de lancer dans l'espace une station habitée qui lui permettra d'observer, de transmettre et, donc, de contrer toute menace éventuelle et elle aura fait un grand pas vers sa propre défense. »

Mai 1985, à Brest, le président de la République, assistant au départ en patrouille du sous-marin nucléaire l'Inflexible, n'hésite pas à prophétiser : « De mon point de vue, la stratégie sera nécessairement spatiale durant le siècle prochain. Mais il faudra attendre plusieurs décennies pour que ce soit opération-

nel. Ce qu'on appellera la « sou- dure » entre les deux stratégies peut représenter un demi-siècle, et moi, je suis comptable d'un élément dans ce demi-siècle. »

Aujourd'hui, M. Mitterrand n'a-t-il pas sa profession de foi. La France se montre très préoccupée de maintenir dans l'espace une présence technologique et militaire qui soit la marque même de l'Europe et qui lui permette d'observer, d'écouter, de transmettre en toute autonomie vis-à-vis des Deux Grands.

Le projet de budget militaire de la France pour 1986 traduit cette volonté en allouant des crédits à deux programmes majeurs : un réseau, dit Syracuse, de satellites de communication et un système, dit Hélos, de satellites de reconnaissance. L'ambition demeure, cependant, que l'Europe, à son tour, se décide à emboîter le pas en consentant un investissement — au travers du projet Euréka — en faveur de certaines technologies, comme l'électronique ou l'informatique, à finalité spatiale.

Cela ne préjuge pas l'instauration, dans l'immédiat, d'un quelconque « bouclier » spatial propre

à l'Europe. Mais cela peut y conduire si, entre-temps, les projets de défense spatiale entrent en compte, prenant corps, devant aboutir à accroître la fragilité et la vulnérabilité du continent européen, dès lors que les discussions françaises et britanniques seraient dépassées.

Il faudra beaucoup de ténacité aux dirigeants français pour convaincre leurs partenaires européens de se lancer sur la voie d'une autonomie spatiale vis-à-vis de l'allié américain.

A constater les difficultés de la France pour entraîner, avec elle, le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale, on mesure, à l'avance, les obstacles d'un tel effort communautaire. Les déboires enregistrés sur l'avion de combat européen (au dépit des récentes contre-propositions françaises), sur le char ou sur un satellite d'observation communs à la France et à l'Allemagne fédérale démontrent l'idée qu'une défense européenne, fondée sur des programmes concrets, reste encore une lointaine perspective.

JACQUES ISNARD.

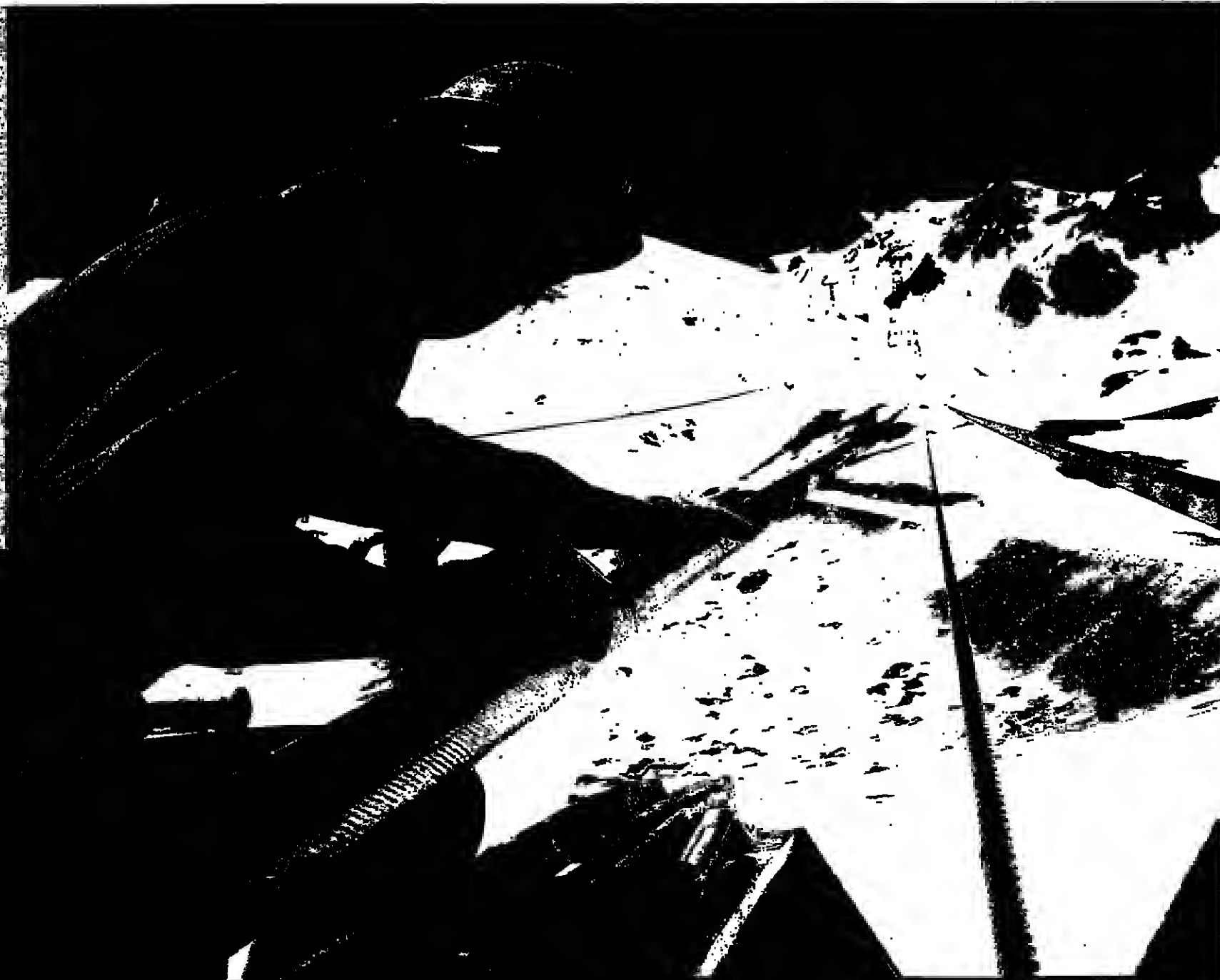
### LA MODERNISATION DES SAVOIR-FAIRE.

UN DÉFI À ASSUMER. L'industrie du Groupe SACILOR, dans le paysage de la haute technologie, est une industrie à l'avenir. Elle vise la modernisation permanente et le confort de l'habitat, aux besoins d'un monde qui change, aux exigences de marchés qui évoluent.

De l'équipement des réseaux ferroviaires à celui des plus hautes stations de montagne, nous sommes présents dans tous les secteurs de la vie économique et de la vie tout court.

C'est pourquoi, la solidarité reste un des piliers de notre modernité.

LE GROUPE SACILOR



# SACILOR: L'ESPRIT D'INDUSTRIE



# LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU

## Le véritable accord entre la droite et la gauche

par PAUL FABRA

Des propos de M. Mitterrand, il ressort qu'il existe bien un large drapeau sur lequel la majorité actuelle au pouvoir et celle qui l'a précédée - pourraient s'entendre - mieux, se sont déjà entendues. Mais cet accord ne porte pas sur le « programme de consensus » dont a parlé le président de la République. Les éléments qu'il a énumérés comme en faisant partie ne sont pas autre chose que les mesures que la gauche a prises ou a développées depuis qu'elle est aux affaires. La retraite à soixante ans, nul doute que beaucoup de Français y trouvent un avantage, mais il ne faudrait pas pousser trop loin certains experts socialistes pour leur faire dire - ils le disent d'ailleurs - que le vieillissement de la population obligera de revenir sur cette « conquête sociale ». S'il est vrai que le SMIC a augmenté de 71 % depuis juin 1981, il est vrai aussi que la politique de revalorisation du salaire minimum de croissance (SMIC) a commencé bien avant mai 1981. La hausse, au cours de la période allant de juillet 1976 à mars 1981, correspondant approximativement à la période du gouvernement Barre, aura été de 77 % (mais l'inflation avait été plus forte).

Le principe selon lequel le gouvernement peut décider par décret une augmentation du salaire minimum supérieure à celle de l'indice des prix a été adopté il y a quinze ans, lorsqu'on a précisément remplacé l'ancien salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) par le SMIC. Cependant, le ralentissement, sinon l'arrêt de la croissance, a eu raison de la facile unanimité

autour de la nation de SMIC. L'existence d'un salaire minimum d'application générale est désormais remis en cause en France. Toute une fraction du patronat et un certain nombre d'économistes y voient un obstacle à l'emploi.

L'argument a si bien fait son chemin que le club Echanges et projets, qu'anime un homme de gauche, M. José Bidegain, directeur de la communication chez Saint-Gobain, a proposé l'instauration d'un salaire minimum plus faible pour les jeunes, le SMIJ, une idée qui n'est pas totalement étrangère à la création des TUC (travaux d'utilité collective).

Il est possible que, dans le feu de la surenchère électorale, ces dissensions disparaissent et que chaque parti de gauche, comme de droite, chantant à l'envi les mérites du SMIC. Tout indique que cet accord serait fondé sur un malentendu.

D'autres déclarations du chef de l'Etat conduisent, au contraire, à se demander à quoi a servi le détour constitué par la politique mise en œuvre pendant les douze premiers mois de son septennat. Peut-être à convaincre les gouvernants de la gauche de la pertinence d'un certain nombre de principes dont les meilleurs de leurs prédécesseurs étaient déjà imprégnés. En quoi a consisté la politique mise en œuvre par le premier gouvernement Mauroy ? Elle reposait sur cette conviction que le gouvernement devait subordonner son action à la fixation d'un objectif de stabilisation progressive, puis de réduction du chômage. C'est ainsi qu'a été cultivée l'illusion qu'il fallait s'attaquer directement à ce mal, par exemple en créant plus de 170 000 postes de fonctionnaires,

sans s'interroger sur les effets indirects d'une telle mesure. Ne devaient-ils pas nécessairement en résulter une aggravation du déficit budgétaire, dont le financement aurait pour effet de priver l'économie productive de nouvelles ressources ?

### Une tentation fréquente

Reconnaissons qu'il s'agit là d'une tentation dont aucun pays n'est jamais à l'abri. En 1946, le Congrès américain avait voté une loi faisant obligation à l'Etat fédéral d'assurer le plein emploi. Cependant, l'expérience a montré que les économistes savaient déjà : la création d'emplois ne se décrète pas, elle est la conséquence indirecte d'une politique visant à encourager les hommes et les femmes à travailler et à permettre à l'épargne de se transformer en capital productif. C'est ce que M. Mitterrand a dit excellemment en affirmant que la diminution du chômage était « une résultante ». C'était dans ces termes que M. Raymond Barre posait déjà le problème.

L'actuel président de la République semble encline à faire bloc avec l'ancien premier ministre quand il déclare que « c'est l'inflation qui commande » et qu'on ne peut espérer combattre le chômage sans luttier efficacement contre elle. Dans le bilan que M. Barre avait en son temps pareillement dressé de sa propre action, (dans un article paru en septembre 1980 dans la *Revue des Deux Mondes*, sous le titre « L'économie française quatre ans après 1976-1980 »), il

écrivait : « J'ai inlassablement répété que l'inflation constituait en réalité la plus grave menace pour la croissance et pour l'emploi ».

C'est ici que l'analyse des faits éclaire d'un jour inquiétant les circonstances dans lesquelles s'opère une convergence d'opinions dont on devrait par ailleurs se réjouir sans mélange. Nul doute qu'après juin 1982 et surtout après mars 1983 le gouvernement de M. Mauroy puis, à partir de juillet 1984, celui de M. Fabius soient parvenus à ralentir considérablement la hausse des prix en France. La décade de l'inflation a suivi celle que l'on avait déjà observée en RFA, au Japon, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, mais elle a précédé celle à laquelle on assiste depuis quelques mois en Italie et en Espagne. Mais comment ce résultat a-t-il été obtenu ?

Si l'on voulait schématiser la phase que traverse actuellement l'économie capitaliste, on dirait qu'elle est caractérisée par la coexistence de deux puissantes forces antagonistes. D'un côté, la machine à produire l'inflation est toujours à l'œuvre : elle consiste à créer des moyens de paiement pour financer d'énormes déficits, notamment d'origine budgétaire. D'un autre côté, l'endettement généralisé qui résulte d'une extension débridée du crédit a fini par déboucher sur une crise financière permanente : les créanciers prêtent moins volontiers ou cessent de le faire ; les entreprises

débitrices sont condamnées à se procurer coûte que coûte les liquidités dont elles ont besoin pour rembourser ou pour survivre. Elles vendent à des prix de plus en plus serrés sur des marchés qui se contractent au fur et à mesure que la reconstitution nécessaire des trésoreries conduit les entreprises à ajourner leurs programmes d'investissement et à débaucher du personnel.

Dans ce sens, la politique de rigueur n'a pas été autre chose que la décision délibérée de laisser jouer ces forces de déflation. Le symbole de cette politique a été la faillite de Creusot-Loire, à laquelle le gouvernement a renoncé à s'opposer par l'octroi de crédits supplémentaires s'ajoutant à tous ceux qui avaient déjà été consentis dans le passé à ce groupe. On ne répètera jamais assez que l'actuel ralentissement de l'inflation n'est pas l'équivalent d'une véritable stabilisation. Le niveau élevé des taux d'intérêt est la preuve de la persistance de tensions malsaines.

L'autre logique consisterait sans doute à pratiquer une politique d'assainissement total. Force est de constater qu'aucun gouvernement, fût-il des plus conservateurs, n'a osé le faire. Reagan ou le cabinet Thatcher ne s'y est risqué. Ne reprochons pas à M. Mitterrand de ne pas avoir fait beaucoup plus mal, mais reconnaissons, hélas, que les chances sont minces de voir cette politique réaliser les espoirs encore mis en elle.

## LES RÉACTIONS

### « Au créneau »

C'est à M. Jean-Claude Gaudin que revient, sans conteste, la palme de l'image la plus expressive, parmi toutes les réactions qu'a suscitées la conférence de presse du président de la République. Pour le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, M. Mitterrand a parlé du fond de la tranchée, figé dans la défense impossible de son bilan. Il est vrai que, si tout le monde voit bien M. Mitterrand en plein optimisme, accablé comme il l'est au terrain, ce n'est pas le jugement des hommes politiques qui permettra de savoir s'il est vraiment sur la défensive ou s'il se prépare à l'offensive. Le président de la République, qui n'aime rien tant que brouter les pistes, s'est une nouvelle fois délecté. Qu'en est-il ?

Pour M. Gaudin, donc, M. Mitterrand est figé au fond de sa tranchée. Au contraire, pour M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, le président « a pris la tête de la campagne des socialistes ». Le bureau exécutif du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert a vu, lui aussi, M. Mitterrand, monter « au créneau ».

Les jumelles de M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, à l'inverse, ne lui ont rien révélé de tel, puisque le président de l'UDF a aperçu un président qui « essaie seulement de disparaître derrière le brouillard des mots ». Ah ! si M. Lecanuet était équipé, comme M. Lionel Jospin, de lunettes à infrarouge qui permettent de percer le brouillard ! Il aurait pu discerner avec les premiers secrétaires du PS un M. Mitterrand qui s'occupe en fait « d'avancer tout en étant réaliste ». M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, confirme : « préserver, défendre, avancer », tout cela fondé bien « la base d'une offensive » pour les socialistes.

Alors, « non-fémelement », comme le dit M. Toubon, ou « mission impossible », comme l'affirme M. Georges Marchais, secrétaire général du PC ? Tout dépend non seulement de la couleur politique des uns et des autres, mais aussi de l'élément que chacun aura privilégié dans le kaléidoscope présidentiel.

« Comme président, d'abord », dit M. Jospin, il a rappelé qu'il est le garant de la République telle qu'elle a vécu et telle que nous l'aimons : avec ses acquis sociaux, ses acquis de liberté, sa tradition d'hospitalité et d'indépendance. Il a affirmé aussi sa fidélité aux valeurs de la gauche.

Que nous répond M. Marchais. Pour lui, le président « a tenté de justifier son bilan et de préparer l'avenir en menaçant la droite ».

« Sur le premier point, continue le dirigeant communiste, il n'a pas convaincu. Sur le second, ses propos ont révélé à quel état d'avancement en sont déjà, pour les dirigeants du pays, les projets de coopération entre le Parti socialiste et la droite ».

M. HERNU, TÉLÉSPECTATEUR ATTENTIF

## Mais c'est mon drapeau !

### De notre envoyé spécial

Villeurbanne. — « Mais, c'est le drapeau que je lui ai offert ! y a un an ! Je suis tout surpris de le voir. Le drapeau tricolore, frangé d'or, vient d'apparaître en gros plan sur l'écran de télévision. Son propriétaire est M. Mitterrand qui, bien sûr, fait son entrée, à côté de son drapeau, et dont la conférence de presse va commencer dans un instant ».

Le donateur, M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, ci-devant ministre de la défense, s'installe devant le récepteur, dans son bureau de la mairie de Villeurbanne. Son couvreur du déjeuner qui vient de s'achever, un ami de longue date, est aussi à ses côtés. Secrétaire et directeur de cabinet le rejoignent bientôt. « Entrez, entrez, asseyez-vous » : les deux gendarmes du GIGN qui font office de gardes du corps sont aussi invités à voir et entendre.

« C'est la réaffirmation du consensus », opine M. Hernu dès les premières phrases du chef de l'Etat. D'un « hum » complice et discret d'homme qui sait de quoi l'on parle, il accueille la sentence présidentielle : « La militarisation de l'espace ne s'arrête pas par miracle ».

Mais décidément, c'est bien cela : « Il étend le consensus ». Avec quelques secondes d'avance sur le chef de l'Etat, son ancien ministre commente : « C'est pas un mot qu'il aime, consensus ; c'est un mot dont il a horreur, c'est pas français ».

La conférence de presse plisse bientôt vers la difficulté évitable 5<sup>e</sup> chaise. « C'est marrant », dit M. Hernu, qui prend quelques notes, les journalistes présents ne se rendent pas compte qu'il a défilé dès le début ce qui ne peut pas être touché après mars 1984.

Questions à ne pas poser : qu'est-ce qui défile vraiment dans la tête du maire de Villeurbanne à la vue du compagnon-président, ou quand la caméra s'attarde un instant sur le visage du premier ministre ou de M. Pierre Joxe ? Elles ne le furent pas. Pas plus qu'il n'avait été, auparavant, question de « l'affaire ».

A quoi bon ? Rien n'est venu autoriser un mot, un regard, un mouvement de sourcil quand la petite assistance se disperse. Dans un court moment, le maire de Villeurbanne va reprendre le programme officiel de la journée : rendez-vous aux petites manifestations de l'ordinaire municipal, comme celles du matin et du lendemain.

De toute façon, c'était dit et redit depuis plusieurs heures déjà, non sans quelque secrète coquetterie : « Ce n'est pas à moi de commenter les propos du président. On me l'a demandé de toute part. J'ai refusé ».

« Il est en forme », dit seulement M. Hernu du président. Avant d'ajouter à ce dernier de réviser à l'avance quelle sera sa conduite dans les mois qui viennent !

Une conférence de presse du chef de l'Etat : il fallait bien cela pour arriver un instant dans son mouvement perpétuel le missile Hernu qui paraît surtout rechercher un hypothétique moment où caser tout ce qu'il n'a pas le temps de faire.

Mais commençons par ce qu'il a le temps de faire, ces fameux « devoirs » de maire dont il parle comme quelqu'un qui les prendrait à cœur : une rapide visite dans le quartier nord de Villeurbanne, le temps de geler, de voir deux ou trois réalisations en cours, de serrer quelques mains et de répondre à quelques doléances.

### Salut au 12<sup>e</sup> RC

Un salut à Bron, où l'on honore un jeune artiste qui vient de décorer les arches de béton d'un viaduc autoroutier. Le jeune peintre landais n'a pas perdu sa journée. C'est le cuisinier Christophe Hudley qui reparait demain dans sa garnison d'Allemagne avec un mot manuscrit louangeur et un « salut au 12<sup>e</sup> RC » de celui qui signe « maire de Villeurbanne ». « Montrez cela à votre colonel : vous aurez peut-être droit à quelques heures supplémentaires de permission ».

Jeter un coup d'œil sur quelques unes des lettres de soutien, près de vingt mille à ce jour, qui continuent d'arriver à la mairie : « Deux mois et un jour après mon départ » ? Ça

c'est encore possible. Chaque supporter se verra gratifié d'une réponse aimable et générale, et seuls les plus accrochés (environ 2 400 pour le moment) apprendront à leur demande comment adhérer au Groupement d'étude et de réflexion militaire et stratégique. Un détail : à l'étriet dans ses locaux du huitième arrondissement de Paris, le GERMES vient de déménager dans le quatorzième.

Réfléchir ? Faisable, là encore. M. Hernu envoie justement à la photocopie ses réflexions sur le projet américain IDS, achevées, paraît-il, quelques heures plus tôt vers une 1<sup>h</sup> 30 du matin. L'esprit ne peut s'empêcher de commenter ce qu'il hésite encore à laisser ou non inédit : « Après Genève, il ne faudra pas une mais deux conférences : une sur les systèmes offensifs et une sur les systèmes défensifs. Sinon, les Américains se feront avoir ».

Mais répondre à « l'énorme mouvement d'affection, d'affectivité, qui se manifeste envers moi depuis quelques semaines », alors là, non, pas possible. Pas possible de se rendre dans les quarante-six fédérations — on apporte à l'instinct la demande de Montélimar, et de quarante-sept

— qui « m'ont demandé d'aller faire des meetings pendant la campagne », peut-être y aura-t-il une exception pour les Voges et Christian Pierret, qui sait toujours prêter main-forte à l'Assemblée, es qualifiés, au ministre budgétaire Hernu.

Le mouvement de sympathie est « national », constate avec un effroiement très maîtrisé le président de M. Paul Quilès. En voilà un, pour parenthèse, qui, révérence parler, aimait bien que « Charles » ferme sa gueule. Un parmi d'autres.

### Présidentiable : une vieille idée

Ce sont ceux qui ne partagent pas cette conviction que M. Hernu a compris. « Oui, si le PS obtient autant de sièges que Raymond Barre, je serai candidat à la candidature à la présidence, sauf si François Mitterrand, le meilleur candidat à mes yeux, se représente ».

Et si c'est trois, et non cinq comme paraît l'exiger ce petit ? « Je tirerais au trait ». Et si c'est quatre ? « On verra ».

Il l'a donc bien en tête cette idée, dont il ne cesse de répéter : « Elle ne m'obsède pas ». Il l'a assurément.

Il l'avait même déjà eue à plusieurs reprises, c'est lui qui le dit lorsqu'il était encore ministre. Et elle a l'air de lui paraître si limpide, cette idée, qu'il ne comprend pas que d'autres se mettent martel en tête.

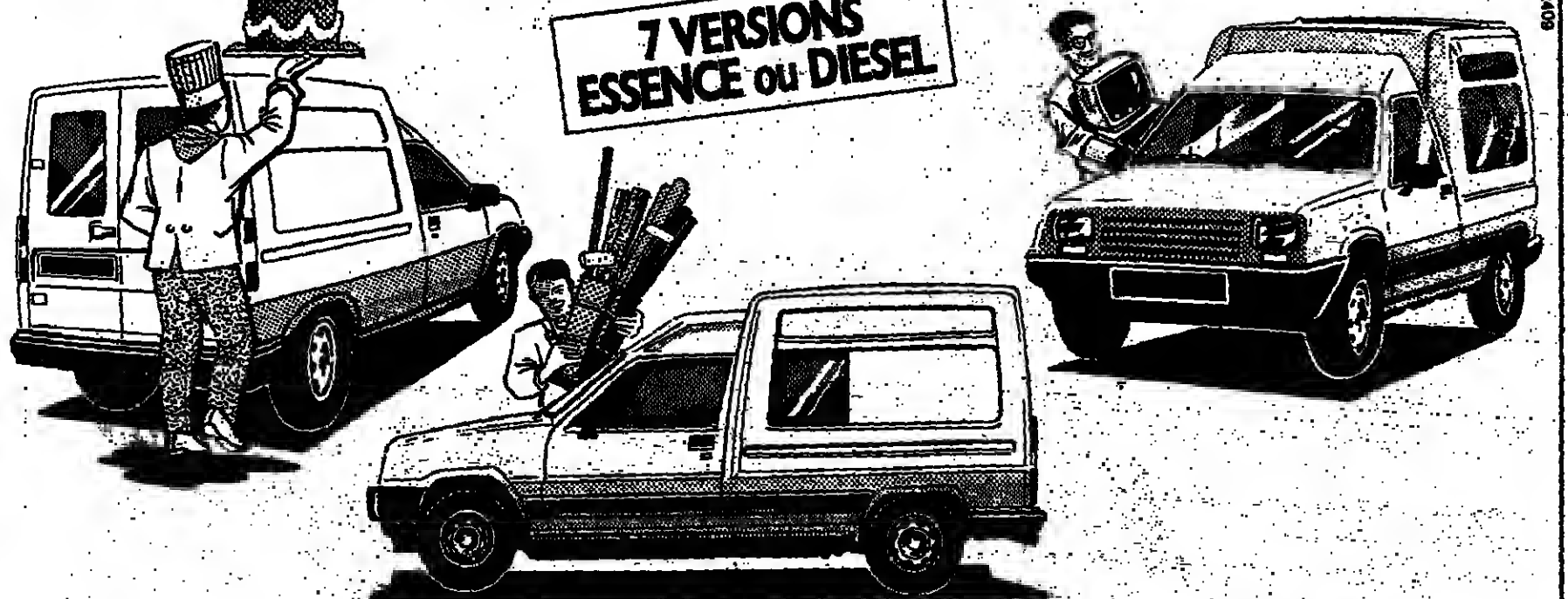
Le reste, la boule de neige médiatique, les épisodes du feuilleton politico-populaire Hernu, le maire de Villeurbanne n'y fait allusion que comme à une littérature d'intérêt moyen, qu'il aurait eue, de temps à autre, sous les yeux, et qui concernerait quelqu'un d'autre.

Non, rien là de bien intéressant. On cherche alors la bonne référence ? A la une du *Parisien* de juin 1944 qui est placée sur l'image mobile et parlante du président qui n'en finit pas de défendre sa cinquième chaîne ? On y lit : « Offensive partout ». Ou bien dans l'*Art de la guerre*, antique traité de stratégie du chinois Sun Tzu posé sur le bureau de M. Hernu ? « En terrain difficile, je brûlerais les étapes », conseille le vieux sage d'Asie.

MICHEL KAJMAN.

## RENAULT EXPRESS: tôlée, vitrée, ou break.

Chacun son boulot.



Du coffre, du nerf, et de la classe, la nouvelle Renault Express existe en 7 versions : ● Express tôlée 1.0 (TVA 18,6 %) : essence ordinaire. 5 CV - 956 cm<sup>3</sup> - 37 ch DIN (26,5 kW ISO), 118 km/h. Charge utile : 475 kg. ● Express tôlée ou vitrée : (2 places, TVA 18,6 %) - Essence : 6 CV - 1108 cm<sup>3</sup> - 47 ch DIN (34 kW ISO) - 128 km/h sur circuit. Charge utile : de 495 kg à 525 kg. - Diesel : 6 CV - 1595 cm<sup>3</sup> - 55 ch DIN (40 kW ISO) - 132 km/h sur circuit. Charge utile : de 495 à 525 kg. ● Express break 5 places : 5 CV - essence ou Diesel.

Renault Express. La fourgonnette de notre génération.

Modèle présenté : Renault Express tôlée 1.0. Prix clés en main Novembre 85. Millésime 86. DIAC : votre financement.

RENAULT DES VOITURES A VIVRE



# CHEF DE L'ÉTAT

EN FRANCE

ou « au fond de la tranchée » ?

Après mars 1986. Sur la justice, sur la liberté, sur les nationalisations, le dossier de M. Mitterrand est trop mauvais, juge M. Marchais, pour que sa « plaidoirie » pro domo puisse être « émise par des faits ».

Communiste aussi, mais « critique », M. Henri Fiszbin, pense exactement l'inverse : le bilan qu'a présenté M. Mitterrand est, dit-il, « effectivement sans précédent depuis la Libération ».

M. Gaudin : « usé »

Pour M. Gaudin, c'est surtout l'usage du président qui est sans précédent : « Content de lui, juge le député UDF, il n'a su trouver que des arguments usés pour défendre une politique de plus en plus rejetée (...) ». Jamais M. Mitterrand n'était apparu aussi usé. De son côté, M. Taubon voit dans le président de la République un adepte du « no future », puisqu'il n'a, selon le secrétaire général du RPR, proposé « aucun avenir ».

Quant au passé, M. Mitterrand a fait mûre d'une « ingratitude (...) attristée » envers les rapatriés, dont une fraction importante avaient voté pour lui, rappelle M. Jacques Rousseau, porte-parole de RECOURS. Ce que M. Rousseau reproche à M. Mitterrand ? D'avoir « exclu » les rapatriés de son bilan et de ses préoccupations.

M. Taubon, lui aussi, regrette que M. Mitterrand « ait » à aucun moment parlé « des Français ». Il est vrai que le député de Paris commente ainsi les propos présidentiels sur l'immigration. Au demeurant, M. Pierre Bana, membre de secrétariat national de PS, chargé des libertés et des problèmes de société, apprécie précisément la force du discours sur les immigrés. « Il n'était pas mauvais, dit-il, de remettre les choses en place aussi clairement et aussi simplement, de façon très pédagogique ».

La réponse du Front national est, elle aussi, très claire : « Les immigrés, affirme le mouvement de M. Le Pen, sont en France (...) des invités, et des invités seulement, qui doivent, si la majorité des Français le souhaitent, rentrer chez eux dans des conditions qui peuvent être parfaitement honorables et humaines ». « Il a oublié, souligne de son côté M. Gaudin, que le « vilain terrain » qu'il dénonce n'est que la conséquence de sa politique incohérente et irresponsable dans ce domaine ». M. Marchais présente une critique plus vive encore : « Comment, dit-il, s'affirmer comme un champion de l'antiracisme quand la situation des travailleurs immigrés et de leurs familles ne cesse de s'aggraver et que le premier ministre, qui, par ailleurs, conduit fort bien le gouvernement, se déclare en accord avec M. Chirac sur le problème de l'immigration ? ».

Autre dossier sensible, et plus difficile à défendre, celui de la cinquième chaîne de télévision, confiée au consortium Seydoux-Berlusconi. Les socialistes, on le sait, font contre mauvaise fortune bon cœur. M. Jospin se contente d'estimer sobrement que M. Mitterrand « développe la position attendue » et ajoute que le PS souhaite que les garanties annoncées soient « précises et fermes ». En face, évidemment, c'est la euryclie. Le sénateur Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, pense que les Français n'auront, comme lui, « rien compris à ce salmigondis sophistique ». Bien vu, juge M. Gaudin, qui souligne que les propos présidentiels, « confus et embrouillés », donnent « la preuve du caractère inadmissible et indéfendable » du projet. M. Taubon, lui aussi, a trouvé M. Mitterrand « bien embarrassé », tandis que M. Marchais demande : « Comment se réclamer de la liberté quand (...) on livre la télévision aux affairistes ? ».

A peu près aussi allusif sur la « cohabitation » qu'il a été prolixe sur la télévision, le chef de l'Etat n'a guère donné de grain à moudre à ses adversaires politiques, qui ronchonnent. Pour M. Gaudin, le président « a refusé d'envisager la seule alternative crédible, celle de l'alternance en mars 1986 » et s'est nettement placé « dans un camp ». M. Taubon est d'accord : M. Mitterrand n'a pas répondu à la question de l'après-1986.

Sans doute plus perspicace, M. Marchais, à lui, tout compris : « Non seulement, il n'a pas appelé à combattre la droite — le mot même n'a pas été prononcé — mais il s'est employé à banaliser son retour au pouvoir (...) ». L'objectif de François Mitterrand est ainsi clairement affirmé : rester et gouverner avec la droite après mars 1986. La boucle est bouclée.

Lancé sur le devant de la scène par M. Mitterrand, M. Laurent Fabius a-t-il été, hier, renvoyé dans les coulisses pour cause d'échec devant M. Chirac ? C'est ce que pense le Mouvement des démocrates, qui note que le président, « avec conviction », est monté au créneau « à la place d'un premier ministre aujourd'hui moins asséché et plus habilement administrateur de l'événement ». Et le mouvement de M. Robert Sinterre sur l'éventualité d'une nouvelle candidature Mitterrand en 1988. M. Lecanuet estime, à l'inverse, avoir eu droit à du « mauvais Fabius ». « Il semble, dit-il, que le disciple ait détesté sur le maître ». Enfin, le Parti radical fait la synthèse : « C'est l'oral de rattrapage de Laurent Fabius, un oral raté ». M. Lecanuet, eût-il le débat par un jugement péremptoire. Pour le président de l'UDF, c'est simple : « La gauche s'est suicidée ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

AVEC ce que vient de dire M. Barre sur le sujet, le ménage est fait. Il aura donc fallu deux ans à la classe politique française pour condamner la racaille et sa parentèle, antisémitisme, xénophobie, intolérance et tout ce qui s'ensuit. Dût-on faire rire, passerait-on pour un innocent, vive la France !

Voilà en effet deux années qu'une élection municipale partielle à Dreux, en septembre 1983, avait fourni l'occasion à M<sup>me</sup> Simone Vallé de dire, avec cette brutalité qu'elle a parfois lorsqu'elle est au comble de sa sincérité, qu'aucune alliance, aucune indulgence ne pouvait être de mise à l'égard du Front national et de ce qu'il symbolise.

Le moins qu'on puisse rappeler est qu'elle ne fut pas sur-le-champ entendue, encore moins approuvée. Du côté de ses amis de la droite — puisque c'est ainsi qu'elle a choisi d'être identifiée — les gémissements furent plus nombreux que les soutiens. Ce n'était pas la première fois. C'est l'élégance de cette dame, le prix de sa liberté peut-être, que d'être un orfèvre de la droite, plébiscitée à gauche. Elle ne l'ignore pas.

Deux années, cela peut paraître beaucoup pour que des dirigeants se retrouvent sur la voie de la raison, pour que soit oubliée la tentation ressentie à gauche, autorisée la tentation ressentie à droite. Il n'est pas interdit, au contraire, de donner un coup de chapeau à ceux qui, quoi qu'il en soit, refusent un bout de gâteau électoral au seul nom d'un principe de morale.

Calcul, bon sens, contrainte, peu importe. Le résultat est là, qui seul compte. Le monde syndical l'éveille à son tour, M. François Guillaume, le président de la FNEA, dont les sympathies ne vont pas à la majorité actuelle, invite tous les dirigeants politiques à parler du monde paysan, mais exclut de son invitation M. Jean-Marie Le Pen.

Or ce résultat n'aurait pas de soi. Combien de pays dans le passé, pour avoir voulu se couvrir les yeux, pour s'être rendus sans combat, pour n'avoir pas osé en parler, pour avoir cru à la vertu de l'étouffoir, ont laissé gagner la pire.

Tel n'est pas aujourd'hui le cas de la France, qui, sans loi, sans vote, sans référendum, a unanimement dit non à ce qui devait la déshonorer, ce qui était déjà trop, mais aussi le mener vers d'autres plus graves folies. Le Front national existe. Le racisme existe. Mais ils n'ont pas d'avenir au-delà d'eux-mêmes. Le péril est assigné à résidence. Il a son périmètre, qu'il convient simplement de surveiller. Chacun en est maintenant d'accord, sans qu'il soit possible de se réviser. La droite ayant communiqué ses méthodes de gestion à la gauche, il était normal que celle-ci, en retour, lui fournît l'une de ses valeurs.

Les plus pessimistes diront que ces dirigeants n'engagent que leur personne, qu'ils ne sont pas « la France », et que leur sursaut restera sans effet. De fait, il est exact que rien n'est encore conjuré. La France fait meilleure figure. Il faut en convaincre une partie de ses citoyens. Mais il serait injuste et médisant de reprocher à certains de s'être un moment laissés séduire, pour ensuite refuser le moindre prix à leur repentir. A moins de penser que les dirigeants ne donnent l'exemple que s'il est déplorable.

Il reste que la lutte à présent conduite pour réduire (dans le sens militaire du mot) le racisme et ce qu'il engendre repose sur un

faux-semblant : l'idée implicite que, « autrefois », naguère ou jadis, la France n'était que bienvenue et hospitalité, qu'elle s'est découverte xénophobe du jour au lendemain, à son corps défendant, par l'effet de « la » crise, comme un athlète serait abattu par une sciatique. Allons donc !

Il n'est pas nécessaire de chercher bien loin pour constater que, dans ce pays, l'étranger a toujours peiné pour se faire accepter, quelles que soient sa couleur, sa race ou sa religion ; que les solennels débats autour de la « deuxième génération » seraient au bien souvent lieu d'être ; que les sobriquets de « rital » ou de « bicot », de « polak » ou de « youpin », de « boche » ou de « rosbœuf », n'étaient pas là pour marquer la sympathie.

A d'autres les petits plets, à d'autres les calinothérapies familiales : petite chèvre à la Daudet, mais moins seule, elle contre-attaque pour deux, convaincue de l'emporter.

Quand elle lance brièvement « Salut ! » (autrement dit : « Au revoir ! ») au mauvais coucheur qui n'a pas loué l'époux, elle fait penser à Marie Casarès, qui, dans l'Orphée de Cocteau, se présentait parallèlement. Leurs visages aussi paraissent cousins, également tendus pour un but unique qui les occupe tous. Mais l'une servait la Mort dont elle portait le nom, tandis que l'autre bataillait pour vivre plus. L'une qui ne souriait jamais était toute faiblesse ; l'autre qui sourit souvent est un paquet de volonté, comme on dit un paquet de nerfs.

## Chapeau !

VOILA bien le paradoxe de ce pays traditionnellement peu encline à l'égard des étrangers, mais qui est né de leur apport. Les patronymes sont là pour l'indiquer. Aujourd'hui à la mode, la généalogie réserve bien des surprises à des Français soi-disant de souche, jusque dans les rangs du Front national. Les mélanges se sont faits. Avec des étrangers, des eubains (alibi natus, né ailleurs), qui n'étaient pas moins rejetés, pas moins jugés inférentiels, que ne le sont, en 1985, des hommes venus de plus au sud.

Sait-on, par exemple, que le droit d'eubain, qui permettait au souverain de recueillir la succession de tout résident étranger qui mourait intestat, n'a été définitivement aboli en France que par une loi du 14 juillet 1819, après l'avoir été une première fois en 1790 par la Révolution, puis partiellement rétabli dans le code civil de Napoléon ?

Lorsqu'en 1985 un personnage accepte, comme par provocation, qu'un immigré (lisez « un Arabe ») puisse être le premier ministre de la France, cela passe pour un exploit digne d'un livre des records. Ce n'est qu'une redite. Necker, abusivement érigé par les Français, fut un chef de gouvernement importé de Genève, point encore suisse alors, mais déjà très hébraïque. Injustement détesté, Mazarin ne venait pas vraiment de France profonde. Légitimement haï, son compatriote Condé n'en était pas plus.

ELLE est crâne, M<sup>me</sup> Fabius. Elle fait face. Son ment n'est pas sorti d'une mauvaise opération médicamenteuse qu'elle fait applaudir « le premier ministre » aux « Douze heures des clubs », dont elle est notoirement l'égérie. Les socialistes n'ont pas cessé de ronchonner, la droite en est encore à se gausser, que « François Castro » — euphémisme d'usage dans ces circonstances — fait ovationner l'époux de Françoise Fabius !

DIABOLIQUE ou époustoufflant, c'est selon : chacun fera son choix. Mais qui pourra dénier à M. Pierre Bérégovoy le prix d'excellence qu'il mérite après son passage à « L'heure de vérité » ? Ses questionnaires en ont, de surcroît, fait les frais.

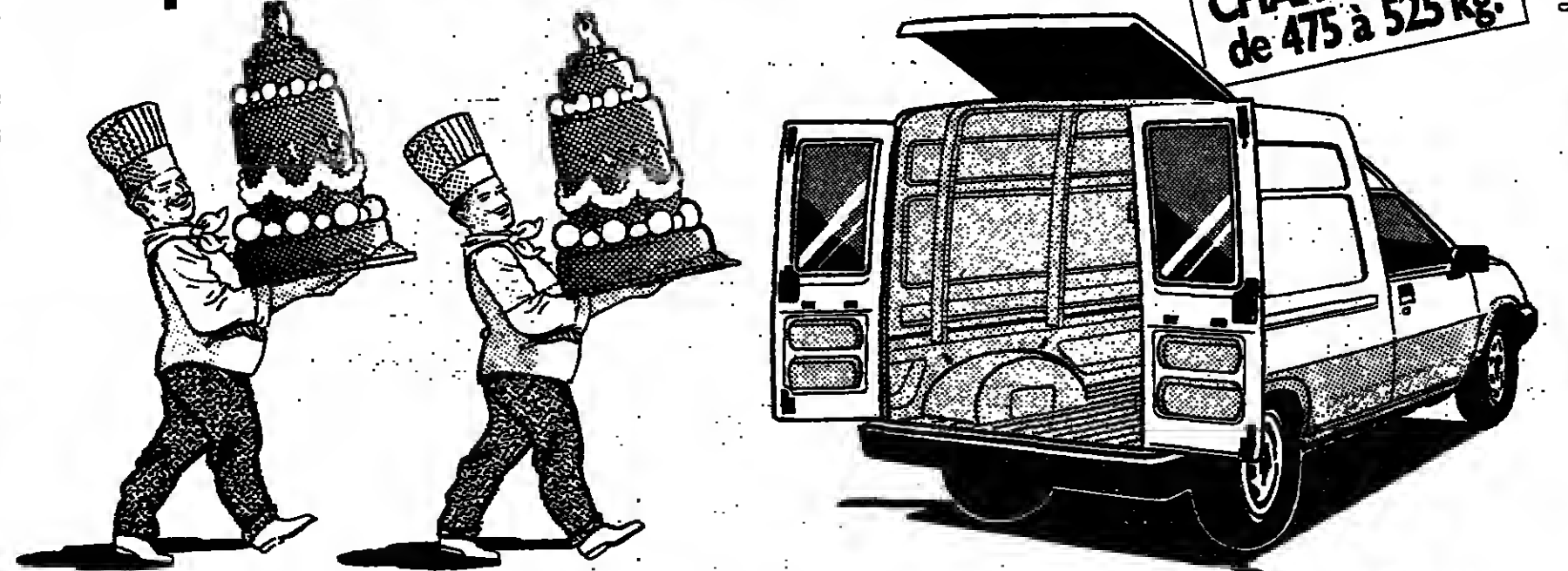
On le disait sans cœur ? Il en a fait montre avec la retenue qui désigne le sincère. Y compris, à propos des immigrés, « l'adresse à ses compatriotes » qui était un modèle du genre, quoi qu'on y ait vu. On la sait fait par lui-même : il eût fallu de plus de savoir qu'un jeune homme cuirassé de diplômes. Jusqu'à ce savoir suprême qui consiste à la transmettre sans accablant l'ignorant. Ou à se dire soi-même ignorant quand c'est manifestement faux. On la dit épris de lui-même : il y a pris garde. Bref, un homme qui réfléchit — enfin ! — la technique avec le politique.

Qu'il pense qu'il ne pense pas à être un jour le successeur de M. Mitterrand, est, au fond, de peu d'importance. Mais si l'idée lui en venait, ou qu'on la lui glisse, ce ne serait pas injuste. Qu'il réitère ce coup, et il faudra compter avec lui.

L'AMATEUR du 9 novembre (« Gogos ») a chagriné un camarade de faculté, qui conteste la phrase : « Il n'est guère d'abomination esthétique qui n'ait ses chances ». M. Piotr Dmochowski écrit à propos du peintre polonais Bekinski, qu'il soutient ardemment : « Pris de quinze mille visiteurs sont venus (en octobre dernier) pour admirer les vingt-deux tableaux exposés » à la galerie Velmay. Pourtant « au vernissage, pas un journaliste de renom, si ce n'est deux journalistes politiques, Michel Tatu et Roger Gicquel. Lors de l'exposition, aucun journaliste d'art n'a cru utile de lui consacrer une chronique si ce n'est... ». « Alors je le répète : vous pèche par excès de pessimisme en soupçonnant les esthètes parisiens de ne pas pouvoir dormir tranquilles, de crainte de « laisser passer » un événement. Ils dorment d'un sommeil des justes ».

De son côté, M. J.-C. Garreta, conservateur en chef de la Bibliothèque de l'arsenal, déplore, fort courtoisement, l'expression « bibliothèque de gare » et estime que « la librairie de gare ferait mieux l'affaire ». D'autant que, précise-t-il, « il commence d'exister de véritables bibliothèques de gare, par exemple à Evry ou à la station du métro Nation ». Plus mécontent, un anonyme correspondant suggère « dépôt de livres », tant il est vrai qu'être libraire ce n'est pas tant à faire le même chose que de vendre des livres.

## RENAULT EXPRESS: 2,60 m<sup>3</sup> De quoi mettre les bouchées doubles.



L'Express ne manque pas de coffre • Volume de soute: 2,60 m<sup>3</sup> • Charge utile: de 475 à 525 kg • Longueur de chargement: 1,71 m • Accès facilité par une porte arrière à double battant • Seuil de chargement particulièrement bas: 0,53 cm • En option: le girafon, une trappe de pavillon arrière permettant de laisser dépasser les objets les plus longs. Renault Express: 7 versions essence ou Diesel, tôlée, vitrée ou break. Renault Express. La fourgonnette de notre génération.

A PARTIR DE 34 050 F HT./40 383,30 F TTC.

Modèle présenté: Renault Express tôlée 1.0. Prix clés en main Novembre 85. Option girafon en sus. Millésime 86. DIAC: votre financement. RENAULT et elf

● L'abolition de la peine de mort. La grande majorité des députés français contiennent de soutenir que la France ratifie un protocole à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, élaboré par le Conseil de l'Europe, qui interdit la peine de mort (le Monde daté 23-24 juin). La majorité sénatoriale, elle, n'accepte pas cette ratification, essentiellement parce que M. Robert Badinter n'a pas institué de peine de substitution à la condamnation à mort (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre). L'Assemblée nationale a donc, le jeudi 21 novembre, en deuxième lecture, confirmé son autorisation de la ratification: seul le RPR s'y est opposé car, selon M. Xavier Deniau (app. RPR, Loiret), « une décision concernant le code pénal ne relève pas d'un traité international ».

### ÉDOUARD VALDMAN

ISADORA  
LES SOLEILS DE LA TERRE  
Poèmes 1977

« C'est très beau. »  
JEAN MALRIEU.

EN SOI LE DÉSERT  
Poèmes 1980

« Cette attente à la fois résignée et tragique postulant du signe qu'il s'inverse. »  
SALAH STETIE.

VIENT DE PARAÎTRE  
LES OISEAUX MORTS  
Conte

LES LETTRES LIBRES, Éditions  
129, rue de Crimée, 75019 PARIS



# culture

## ARCHITECTURE

### Demeures qatariotes à Chaillot

Trois jeunes Français - Claire Hardy-Guilbert, architecte au CNRS, Vincent Aitzagah, photographe, et Vincent Defert, architecte en mission dans le golfe Persique - se sont pris d'amour pour les vieilles demeures de l'Emirat de Qatar (dont le souverain, le prince Khalifa, est cette semaine en visite en France).

Simplex demeures, palais, forteresses, minarets, entrepôts, écuries et même le dernier *badgir* (la « tour à vent », détruite par le climatiseur) de la principauté, construits jusqu'en 1980 dans une architecture arabe très douce en pierre de corail, ont retenu leur attention. C'est à l'heure où Qatar, inondé de pétrodollars, s'abandonne sans frein au béton, sauf en quelques rares réalisations comme l'université ou le ministère de l'Information à Doha, où le mariage art islamique-modernité est réussi et qui ont donc aussi intéressé les trois chercheurs.

Le résultat est une petite exposition de grande qualité (photos, plans, croquis, reproduits dans un magnifique catalogue) sur les architectures de Qatar. Une autre, portant notamment sur le vieil quartier et l'art populaire à Qatar, est organisée en même temps à l'UNESCO.

J.-P. P.-H.

\* Musée des monuments français. Jusqu'au 22 décembre.

## CINÉMA

### « Lune de miel », de Patrick Jamain

Une Française veut rester à New-York où l'homme qu'elle aime est emprisonné pour trafic de cocaïne. Elle n'a plus de visa. Elle achète une licence de mariage avec un Américain inconnu. Mais le « mariage blanc » tourne au noir, puis au rouge comme la robe que porte le plus souvent l'imprudente. L'histoire fait penser à une nouvelle de William Irish, mais c'est du faux Irish, traité avec des scènes de « thriller » téléphoniques, des morceaux de bravoure à n'en plus finir. On s'ennuie bien les téléfilms de Patrick Jamain. Pourquoi s'est-il, jusqu'aux Etats-Unis et au Canada, embarqué dans cette aventure ? Côté acteurs, c'est aussi décevant. John Shea, en psychopathe docile, vire à la caricature ; Richard Berry « percipie » seulement aux scènes de prison. Nathalie Baye a l'air d'une voyageuse en panne d'avion, sortie de l'aéroport pour courir au milieu d'un aile de tous non indiqués sur le plan de la ville.

J. S.

\* Voir les films nouveaux.

## VARIÉTÉS

### « Mimie en quête d'hauteur », à la Potinière

Mimie Mathie, 1,32 mètre et une énorme joie de vivre exprimée dans des sketches et des chansons, s'est fait connaître à la télévision grâce au « Petit Théâtre de Boulevard », dont elle était une des personnalités attitrées.

La voici aujourd'hui en cavalcade dans un spectacle (*Mimie en quête d'hauteur*) où elle descend l'escalier encoffré de plusieurs pour nous entretenir ensuite d'humour, le cin d'œil boulevardier et une légèreté tendresse. Les sketches de Didier Boscia ne sont pas tellement originaux et sans doute tomberaient-ils à plat s'ils étaient portés par un autre personnage. Une soirée courte, à peine une heure et demie, avec du mouvement, du rythme et du sourire.

C. F.

\* La Potinière, 21 heures.

## MUSIQUE

### « LES BEATTITUDES », de Franck, aux Invalides

#### Un chef-d'œuvre inconfortable

Pour parler de César Franck, de sa foi confiante et de sa bonté, on a coutume d'évoquer l'auteur des *Beattitudes*, parce que cet oratorio - composé entre 1869 et 1879 sur une parolaphase poétique assez désastreuse du « Sermon sur la montagne » - est point de convergence de toute une vie de méditation religieuse et artistique, occupe une place de premier plan dans la production du compositeur.

La partition des *Beattitudes*, dont Franck lui-même n'entendit que des fragments, reste cependant mal connue : les enregistrements sont rares - la précédente à Paris, qui remonte à 1979, rompit un silence de plus de quinze années - l'unique enregistrement réalisé en 1962 n'est qu'un document décevant, et sa redécouverte pose, certainement, plus de problèmes que son statut d'œuvre légitime.

C'est à l'initiative de la communauté des radios publiques de langue française (1), en collaboration avec le Festival d'art sacré, que l'on doit la reprise et la diffusion en direct dans quatre pays de ce chef-d'œuvre inconfortable où, de l'aveu même des francophiles les plus zélés, le pire voisine avec le meilleur.

On ne peut donc ni admirer sans réserve les *Beattitudes*, ni se résigner à penser, comme pour les deux opéras qu'il écrivit à la fin de sa vie, que le compositeur a manqué son but. Pour exprimer : « Bienheureux ceux qui sont doux, ceux qui ont faim et soif de justice, ceux qui ont le cœur pur ; bienheureux les pacifiques, les misericordieux, les persévérants », il a su trouver des accents irremplaçables. Sans doute parce qu'il ne voyait là ni paradose ni consolation faciles, mais une attitude d'écrit, une façon d'être, qu'il avait faitesennes, parce qu'en tra-

vaillant sur ce texte il se sentait chez lui, et que son imagination, puissamment stimulée, lui donnait les meilleures de ses idées.

Mais Franck échoue, en revanche, dans la peinture de ceux qui ne pensent pas comme lui, qui convoitent, désespérément, le paradis, alors le contrôle de son style et pastiche les diables d'opéra comique pour faire parler l'Esprit du mal. L'équilibre de l'œuvre en est évidemment compromis, mais la gêne qu'on éprouve moins forte qu'autrefois, car le choc des esthétiques contribue à renouveler l'intérêt : plus grand sera le recul, moins les différences de style seront perceptibles.

La parution prochaine, chez Erato, de l'enregistrement réalisé à l'occasion de ce concert fera encore évoluer les choses et décidera du destin de l'œuvre beaucoup plus sûrement que mille glosses sur la question.

La distribution en majorité francophone réunissant des artistes internationaux, parmi lesquels on remarquait particulièrement le ténor Peter Jelfs, le baryton Marcel Vassallo et la basse François Loup ; le Nouvel Orchestre philharmonique, les Chœurs de Radio-France, étaient placés sous la direction d'Armin Jordan, qui a su imprimer à l'ensemble un ton tour à tour dramatique et méditatif, sans emphase ni mièvrerie, même si l'acoustique de l'église Saint-Louis des Invalides ne permet pas toujours la précision qu'on pourrait souhaiter.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Association réunissant, pour certains projets communs, des stations belges, canadiennes, françaises et suisses.

## OUVERTURE DES RENCONTRES DE METZ

### Pierre Henry en enfer Globokar à la douane

La geige qui tombe sur la Lorraine a été empêchée Parisienne, Alsacienne et Allemande, simples mélomanes ou professionnels, de se retrouver aux Rencontres de Metz. Depuis quatorze ans maintenant, celles-ci restent une des principales manifestations de la musique contemporaine en train de se faire, grâce à l'acharnement de leur fondateur, Claude Lefebvre, et à l'activité permanente du Centre européen de la recherche musicale. Et les spécialistes y obtiennent étudiants et écoliers qu'une politique intelligente a intéressés de longue date.

Pour l'ouverture, Pierre Henry créait, jeudi soir, le troisième volet de sa *Hugo-Symphonie*, le *Feu*, après la *Terre*, à Strasbourg et l'*Air*, à Lille. Il tient le rythme de cette œuvre marathon, et cette nouvelle phase nous l'a montré en pleine possession de son langage, déployant son imagination symphonique autour des éclats crépitants de la poésie hugolienne incarnée par Martine Vialat dans ses prodigieuses monologues lyriques.

Sur le vaste podium du palais des sports, celle-ci évolue entre les haut-parleurs, peuple l'espace de visions étranges qui naissent de la rencontre d'une glace, d'un faucon, d'un aigle royal, d'une route de loterie, d'une machine à coudre avec la fantasmagorique partition de lumière de Francis Mac Coy, la musique hurlante et les strophes échevelées du poète.

Pour évoquer le feu sous tous ses aspects, du pétilllement familier aux incendies tragiques, prophétique on même métaphysique, Pierre Henry a inventé des matériaux concertés et électroniques très riches, auxquels il mélange souvent des citations démo-

niques (« Vous employez l'enfer comme chauffage », dit Hugo), roulant les mots, les cris, les rythmes, les bruits en d'énormes polyphonies explosives où chaque ligne est cependant ciselée avec beaucoup d'art.

« Orgie », « Usine du diable », « Vent de Dieu », « Léviathan », « Soleil de midi », « Le clairon de l'abîme », « Sodome et Gomorbe », ces titres de parties ne peuvent donner que l'idée de ce chaos grandiose.

Le même soir était créé, sous la direction de Diego Masson, « Constellation de la frontière », de Vinko Globokar, troisième partie d'une œuvre consacrée à l'émigration, thème d'une brûlante actualité, traité de manière symbolique : une pantomime de grandes marionnettes fantomatiques autour d'un poste douanier, jouée par la Compagnie Dominique Houdart et soutenue par une trame de longs accords couverts en points d'orgue, assez impressionnante ; puis un texte de Peter Handke, chanté par deux solistes séparés par la « frontière » vivante d'un groupe vocal (le quintette de Ljubljana). A la fin, les frontières tombent ; les chanteurs et les musiciens se répandent à travers le public et remettent aux spectateurs des messages écrits sur l'émigration, sa son mélodieux et pacifique des harmoniques.

Œuvre étrange, très ritualisée, d'une musique à la fois froide et forte, où les lignes vocales et orchestrales ont une couleur très intense, très prégnante, mais la composition d'ensemble reste insuffisamment architecturée pour être tout à fait au niveau de ce projet ambitieux.

JACQUES LONGCHAMPT.

## DANSE

### ENTRE HALLES ET BASTILLE

#### Solos et duos

Ils sont strictement personnels ou s'unissent dans une solitude à deux. Ils sont jeunes, ils dansent. Ils sont passés par Lyon ou Copenhague. Les voici à Paris.

Bernard Glandier, transfuge de la compagnie Baguette, en quête d'impressions enfantines, joue l'oscillation, le déséquilibre, la chute rééquilibrée. Son travail est un peu martial, gymnastique et froid, mais il suffit qu'il en conceive une version à l'usage de Sylvie Giron pour que la danse se mette à palpiter, à vivre. C'est dans la petite danse d'Alice.

L'ail rond, un long on d'oignon sur un corps ramassé, Yves Musard est inclassable. De solo en solo, il marque son territoire. Dans sa nouvelle pièce, *Deux-huit cent quinze*, il soumet deux comparses (Caroline Dudan et Howard Sonnenken) à une stratégie de la marche, appliquée à l'amour et à la guerre.

Dominique Boivin est un pierrot lunaire, si drôle dans ses mines et ses comportements qu'il pourrait s'offrir la lune d'un one man show. Il préfère filer en quête d'amitiés. Changeant comme un caméléon, il est saugrenu avec la compagnie Beau geste ou punk dégligné chez Philippe Decouflé. Cette fois, le voici embarqué, avec *Grand Magasin* (Pascale Martin et François Hiffier), pour la chasse aux fourmis dans le Grand Nord, une dérive topographique, burlesque, fragile comme une bulle de savon (1).

#### Main dans la main

Le choc vient d'ailleurs, du Théâtre de la Bastille, où Mathilde Monnier et Jean-François Dutoit proposent deux pièces, *Indigène* et *Extincte* (2). Deux ans, ils ont travaillé ensemble chez Viola Farber,

au Centre chorégraphique d'Angers - un entraînement de fer. Elle danse chez François Verret, lui chez Pina Bausch, ces deux créateurs vampires qu'il faut quitter de temps à autre pour se préserver.

Duroure, c'est un vil argent, une sorte de Valentin le désempé, qui a réussi à tirer la couverture à lui dans *Kamakhof*. Mathilde - une Chopin blonde, spécialiste des improvisations folles - a obtenu un prix à Bagnolet pour une histoire de viande assez crue.

Ils se sont retrouvés à New-York, en 1984, le temps d'un premier duo, *Pudique*, *acide*, *vénus* comme une nécessité. Esquives, touches furtives et corps-à-corps, ils s'affrontent, se jaugent et se reconnaissent ; ils sont de la même race, de la même planète. Réunis dans leur solitude à deux, innocentes, ils planent dans de grands carrels de sylphides.

Un séjour commun à Copenhague, l'année suivante, leur inspire des allures extatiques. En imperméables sur des tunus mousses, pieds nus, ils flânent sur les rythmes obstinés de Kurt Weill. Atmosphère de film allemand des années 20 ; l'ombre de Pina Bausch plane sur eux, mais s'ils restent fidèles à son humour mordant, ils sont loin de son expressionnisme.

Leur dérive danoise les a conduits, usin dans la main, dans les musées, et ils se livrent à un jeu éperdu de simulacre. Poses languides et pâmées de Pieta, esquisses tourbillonnantes de mise en croix, ils essayent leurs ailerons d'ange sur une musique bouillonnante de Bernard Hermann et semblent baigner dans la béatitude. Ne vous y fiez pas ! Déjà, ils ont perdu leurs signaux et plongent dans un nid de tulle, jambes en l'air. Puis ils se donnent à voir, nus comme le cygne du Lac dépeint de son mythe.

Tout cela est tendre, impertinent, bouffon, rigoureusement réglé dans des lumières d'Eric Wurtz. La danse - car tout est danse dans ce spectacle - est belle, fine, serrée. Elle porte chaque situation à son paroxysme. Il faut, pour parvenir à l'extase, que les corps s'épuisent dans un baroque flamboyant.

MARCELLE MICHEL.

(1) Théâtre contemporain de la danse (rue Quincampoix), les 22 et 23 novembre, à 20 h 30, et le 24 novembre, à 17 heures.

(2) Théâtre de la Bastille, les 22 et 23 novembre, à 21 heures.

## LETTRES

### La mort d'Henri Vincenot

L'écrivain bourguignon Henri Vincenot est mort jeudi après-midi à Dijon. L'auteur de la *Billebaude* et du *Pape des escargots*, qui était âgé de soixante-trois ans, avait été opéré d'un cancer l'été dernier.

#### Le passeur de gué

Une moustache blanche, toute gauchiste, de somptueux gilets brodés, un œil perpétuellement allumé par l'évocation d'un repas heureusement mitonné, par le souvenir d'une expression bourguignonne tout à la fois fine et charmante, ou par la chaleur d'un récit sur terre légère et de vin soûlé : c'est ainsi que le plus grand des Français découvrait un soir sur le plateau d'Apostrophes - Henri Vincenot - et c'est ainsi qu'ils en tombèrent amoureux.

Pendant de l'Est et de la terre de Pier Jabez Holias, Breton et maritime, Henri Vincenot a représenté pendant plus de dix ans les aspirations à la nostalgie de vivre d'une France qui ne s'en remuait pas de devoir quitter ses racines paysannes. A cette France, Vincenot, passeur de gué, offrait un moyen de passage en douceur : Bourguignon de bonne souche, né à Dijon en 1912, il était aussi le porte-parole

des générations symboliques du progrès : son père et son grand-père étaient chimistes.

Henri Vincenot, lui aussi, avait passé l'essentiel de sa vie dans les chemins de fer : élève d'HEC, il avait commencé sa carrière au PLM avant de devenir l'animateur et le chroniqueur de la *Vie du rail*. C'est là que ses dons de conteur, sa verve, son travail d'historien malicieux toujours à la recherche de la vieille maxime qui fait image, du mot rond et oublié qui mériterait sa souvenir tout un wagon de souvenirs heureux et de civilisation perdus, ont été remarqués par Robert Kanters, qui le fit découvrir.

La *Billebaude* fut un extraordinaire succès. Il se trouva que, par surcroît, Vincenot était une étonnante « bête de télévision », la traduction spontanée, éblouissante, de cet archétype du Français rural que nous nous plaçons à imaginer : drôle et grave, paillard et respectueux, malin et naïf, bon vivant et rigoureux, traditionaliste et inventif. Il n'avait pas à se forcer pour séduire : il était tout cela à la fois, comme il était en même temps un écrivain sérieux, affable, sensible, et un auteur parfaitement conscient des devoirs que son talent et sa réussite lui avaient créés : reconstruire un passé qui aide à mieux vivre le présent.

P. L.

#### Dernière sélection pour le Médicis

Cinq ouvrages ont été retenus pour le prix Médicis qui sera attribué lundi prochain au Cercle Interallié, en même temps que le Fémina.

Les auteurs sont, dans l'ordre alphabétique : Michel Brudeau : *Naissance d'une passion* (Le Seuil) ; Pierre Bourgeade : *Mémoires de Judas* (Gallimard) ; Jacques Hénry : *Car elle s'en va la figure du monde* (Grasset) ; Michel Rio : *Les Jungs peurs* (Baland) ; Jean-Philippe Toussaint : *La Salle de bain* (Mimuit).

*Médicis étranger* : Thomas Bernhard (Autriche) ; Béron (Gallimard) ; Joseph Heller (E-U) : *Dieu soit* (Grasset) ; Kazik Heatche (Pologne) : *Liturgie polonaise* (Lafont) ; Thomas Pynchon (E-U) : *L'Homme qui apprend lentement* (Le Seuil).

*Médicis Essais*. Collectif dirigé par Pierre Nora : *Les Lieux de mémoire* (Gallimard) ; Guy Scarpetta : *L'Impureté* (Grasset) ; Michel Schneider : *Volants de mots* (Gallimard) ; Michel Serres : *Les Cinq Sens* (Grasset) - (A.P.P.)

Principaux livres d'Henri Vincenot encore disponibles : *l'Age du chemin de fer*, la *Billebaude*, *les Chevaliers du chaudron*, *les Étoiles de Compostelle*, *le Pape des escargots*, *la Pie soûlée*, *les Voyages du professeur Lorgnon*, *le Sang de l'Atlas* (tous chez Denoël), *les Canaux de Bourgogne* (Rivages), *Ma Bourgogne, le toit du monde occidental* (Éditions universitaires), *Mémoires d'un enfant du rail*, *la Vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX<sup>e</sup> siècle*, *la Vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine* (tous chez Hachette).

\* Ces ouvrages sont en édition de poche, dans la collection « Folio de Gall »-mard.

**FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS**

**HOTEL SCIPION**  
12, RUE SCIPION 75005 PARIS  
N° GONELUX CINEMA-NAUENTON

**JUSQU'AU 5 DECEMBRE**

**DANIEL ZERKI**  
LES TABLETTES DE BUIS  
DE PASCAL QUIGNARD

**LOCATION THEATRE ET CENTRE GEORGES POMPIDOU**  
42 78 99 20

**THEATRE SAINT GEORGES**

**MARIA PACÔME**

**ODETTE LAURE**

**ON M'APPELLE EMILIE** de Maria PACÔME

Mise en scène : Jean Luc MOREAU

Location 878.63 47 etagences

**CRETEIL**  
Maison des Arts

**TALLER AMSTERDAM**  
présente son dernier spectacle :

**La Nuit du Troisième Jour**

les 27, 28, 29, 30 novembre 1985

Jusqu'au 23 novembre

**EMILIA GALOTTI**  
de Lessing  
mise en scène J. Lassalle  
Théâtre National de Strasbourg

Jusqu'au 11 décembre

**LES NUITS ET LES MOMENTS**  
(Crébillon fils/Jules Renard)  
mise en scène Charles Tardjman  
Théâtre Populaire de Lorraine







## SPECTACLES

**RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-30); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Biarritz, 8 (45-62-20-40); Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-32); Eclair, 12 (47-07-28-04); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); - V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Capri, 2 (45-08-11-69); Montparnasse, 14 (45-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**RETOUR VERS LE FUTUR** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-30); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Hancouille, 6 (46-33-79-38); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Champs-Élysées, 9 (47-20-76-32); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11 (45-57-90-41); Bessonne Montparnasse, 15 (45-44-25-02); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); - V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-36-83-93); Française, 12 (47-07-28-04); Nation, 12 (45-43-04-57); UGC Gare de Lyon, 12 (45-43-01-59); Faurville, 13 (45-31-60-74); Paramount Galaxie, 13 (45-80-18-03); Miral, 14 (45-39-52-43); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**LES RIPOUX** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34); UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16).

**LA ROSE POURPRE DU CAIRE** (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Publicis Matignon, 6 (45-39-31-97); - V.F. : UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40).

**SHOAH** (Fr.) : Olympic, 14 (45-43-99-41).

**STOP MAKING SENSE** (A. v.o.) : Eclair Panorama, 13 (47-07-28-04).

**STRANGER THAN PARADISE** (A. v.o.) : Eclair de Bois, 5 (43-37-47-47).

**SUBWAY** (Fr.) : Studio de la Contre-écaille, 5 (45-25-78-37).

**TANCOX, L'EXIL DE GARDEL** (Franco-Argentine, v.o.) : Gaumont

Halle, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Lutin, 4 (42-78-47-80); St-Germain Studio, 5 (46-33-63-20); St-Germain des Prés, 6 (42-22-87-22); Ambassade, 8 (45-59-19-08); Bessonne Montparnasse, 15 (45-44-25-02); V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Faurville, 13 (45-31-60-74); Olympic Ermitage, 14 (45-43-99-41).

**LE TEMPS DÉTRUIT** (Fr.) : Radiet Lema, 5 (45-54-42-34); Radiet Balmes, 8 (45-61-10-60).

**LA TENTATION D'ISABELLE** (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52); 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-36); TERMINATOR (A. v.o.) : Arcades, 2 (42-33-54-58).

**THE SHOP AROUND THE CORNER** (A. v.o.) : Action Christie, 6 (43-29-11-30); Mac Mahon, 17 (43-80-24-81).

**THÉÂTRE** (Fr.) : Paramount Miravert, 2 (42-06-40-40); Montparnasse, 14 (45-25-59-43); - V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-36-83-93); Française, 12 (47-07-28-04); Nation, 12 (45-43-04-57); UGC Gare de Lyon, 12 (45-43-01-59); Faurville, 13 (45-31-60-74); Paramount Galaxie, 13 (45-80-18-03); Miral, 14 (45-39-52-43); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TROIS HOMMES ET UN COUFFIN** (Fr.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-30); Impérial, 2 (47-42-72-52); Richelieu, 2 (42-33-56-70); Hancouille, 6 (46-33-79-38); Ambassade, 8 (45-59-19-08); St-Lazare Paquebot, 9 (45-37-35-43); Georges, 9 (45-62-41-46); Adèle, 12 (45-43-04-57); UGC Gare de Lyon, 12 (45-43-01-59); Faurville, 13 (45-31-60-74); Miral, 14 (45-39-52-43); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TROU DE MÉMOIRE** (Fr.) : Utopia (Hap), 5 (43-26-84-65).

**UNE FEMME OU DEUX** (Fr.) : Rex, 2 (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08); UGC Odéon, 6 (45-25-59-43); 10-30; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Miral, 14 (45-39-52-43); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**VERTICES** (Fr.) : Bonaparte, 6 (43-26-12-12).

**WITNESS** (A. v.o.) : Quinette, 5 (46-33-79-38); George V, 8 (45-62-41-46).

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'AMOUR OU PRESQUE**, film français de Patrice Chéreau : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-30); Quinette, 5 (46-33-79-38); George V, 8 (45-62-41-46); Lumière, 9 (45-46-49-07); Paramount Gobelin, 13 (45-36-23-44); Parnassus, 14 (45-35-21-21); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Images, 18 (45-22-46-01); - V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Capri, 2 (45-08-11-69); Montparnasse, 14 (45-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**LA CAGE AUX FOLLES** N° 3, film franco-italien de Georges Lantier : Gaumont Halle, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Richelieu, 2 (42-33-56-70); Bessonne, 6 (42-25-10-30); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08); Georges, 9 (45-62-41-46); France, 9 (47-07-28-04); Bastille, 11 (45-57-90-41); Nation, 12 (45-43-04-57); Paramount Galaxie, 13 (45-80-18-03); Miral, 14 (45-39-52-43); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**COLONEL REZIL**, film hongrois de István Szabó (v.o.) : Gaumont Halle, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Saint-Germain des Prés, 6 (42-22-87-22); 14-Juillet Bastille, 11 (45-57-90-41); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); - V.F. : Berlitz, 2 (47-42-60-33); Capri, 2 (45-08-11-69); Montparnasse, 14 (45-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**CORBEAUX ET MOINEAUX**, film chinois de Zhen Junli (v.o.) : Miral, 14 (45-39-52-43); 10-30; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Miral, 14 (45-39-52-43); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**FLECHÉ AUX TROUSSES**, film américain de Michael Ritchie (v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); George V, 8 (45-62-41-46); Parnassus, 14 (45-35-21-21); V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**MEMOIRES DE PRISON**, film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Média, 5 (46-33-25-97); Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52); Pagoda, 7 (47-05-24-57); Faurville, 13 (45-31-60-74); Lutin, 4 (42-78-47-80); St-Germain des Prés, 6 (42-22-87-22); Richelieu, 2 (42-33-56-70); Hancouille, 6 (46-33-79-38); Ambassade, 8 (45-59-19-08); St-Lazare Paquebot, 9 (45-37-35-43); Georges, 9 (45-62-41-46); Adèle, 12 (45-43-04-57); UGC Gare de Lyon, 12 (45-43-01-59); Faurville, 13 (45-31-60-74); Miral, 14 (45-39-52-43); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Montparnasse, 14 (45-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Miral, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillo, 17 (47-58-24-24); Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**PASSAGE SECRET**, film français de Laurent Poirier : Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-49-70); Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); George V, 8 (45-62-41-46); Parnassus, 14 (45-35-21-21); V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

**EXTREMATOR II** ("v.o."), film américain de Mark Romzman (v.o.) : Ermitage, 6 (45-63-16-16); - V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelin, 13 (45-36-23-44); Bastille, 11 (45-57-90-41); Montparnasse, 14 (45-20-12-06); Paramount Odéon, 6 (45-25-59-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

**TOYBOY**, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Saint-André des Arts, 6 (43-26-84-65).

## COMMUNICATION

### Troisième jour de grève à l'AFP

L'Agence France-Presse (AFP) est entrée le vendredi 22 novembre dans son troisième jour de grève. A la suite d'un vote organisé par l'inter-syndicale de l'agence (CFDT, SNJ-CGT, FO et SNJ), les services qui rédigent et diffusent les informations destinées aux abonnés français ont cessé le travail depuis le 20 novembre à 15 heures. Lancée en réaction au plan d'économies budgétaires présenté par la direction et adopté par le conseil d'administration de l'Agence, la grève de la rédaction n'a pas fait céder les responsables de l'AFP.

Coincidence : l'assemblée générale de la rédaction de l'Agence France-Presse en ce deuxième jour de grève, jeudi, a lieu à la même heure que la conférence de presse donnée par le président de la République. Mais la centaine de rédacteurs présents dans la salle du conseil central de l'Agence, à Paris, a les yeux rivés sur les journalistes, délégués syndicaux ou non, qui se succèdent au micro afin de commenter l'impact et les développements du mouvement. Rares sont les rédacteurs qui jettent un coup d'œil à l'écran de télévision - d'ailleurs muet - qui retransmet la conférence du chef de l'Etat. C'est que la crise est grave.

Au lendemain de son cent cinquantième anniversaire, l'AFP présente tous les signes d'une malaise chronique. Avec la grève des 6 et 7 novembre (le 9 novembre), c'est la deuxième fois dans le même mois que l'AFP fait taire ses télé. Dès qu'elle a eu connaissance du projet de budget 1986 présenté le 20 novembre par la direction de l'AFP à son conseil d'administration, l'intersyndicale de la rédaction a aussitôt consulté les journalistes en poste à Paris, en province et à l'étranger, 79,9 % des 527 rédac-

teurs qui ont pris part au vote se sont prononcés pour une grève immédiate à durée indéterminée. Mais compte tenu des réactions négatives de certains clients lors de la grève sur l'étranger des 6 et 7 novembre, la majorité des journalistes ont préféré prudemment priver d'informations les abonnés français. Le projet de budget qui n'a mis le feu aux poudres comporte un programme d'économies qui s'élèvera sur trois ans et qui devrait permettre d'éponger le déficit de 38 millions de francs accumulé par l'AFP depuis 1983. Dès 1986, 15 millions de francs d'économies pourraient être réalisés : 4 millions grâce à des mesures diverses (quels sur l'usage du téléphone, des véhicules de l'Agence et sur les transports du personnel) et 11 millions grâce à une réduction de la masse salariale.

C'est la véritable pomme de discorde entre direction, conseil d'administration et rédaction. Sur ces 11 millions de francs, 3 millions seraient économisés grâce à la déstructuration de la « prime spéciale » obtenue en 1983 et à la suppression d'autres primes, dont celle de « minuscule-majuscule » accordée aux journalistes qui doivent ajouter accents et majuscules aux dépêches transmises sur l'écran de leur console informatique. 8 millions de francs proviendraient de la réduction de moitié des heures supplémentaires et des remplacements. Enfin, en 1986, trente-sept salariés de l'Agence qui doivent partir en retraite (douze journalistes et autant d'employés et de techniciens) ne seront pas remplacés.

La rédaction refuse de payer de sa poche ce déficit qu'elle estime dû à des erreurs de gestion du PDG de l'AFP, M. Henri Figeat, et au fait que les pouvoirs publics n'ont pas augmenté les tarifs d'abonnement de l'Agence au niveau où ils l'avaient promis. « Le plan adopté par le conseil d'administration ajoute un journaliste membre du Syndicat national des journalistes CGT, est fait de bric et de broc. Il ne résout pas les problèmes de l'AFP », Syndicats et rédaction reprochent à la direction l'absence d'une véritable politique du personnel et d'une réelle stratégie de développement, ainsi que le poids d'une administration dont les choix surplombent ceux de l'information. « On tente de faire bâter des économies sans avoir de réflexes journalistiques », note un journaliste, qui cite, en guise d'exemples, la suppression de postes dans les bureaux de l'AFP à Lomé et à Johannesburg pour l'étranger, de images pour la province, ainsi que l'absence d'un directeur de l'information qui interviendrait au cours de la journée et non son homonyme, qui est président du conseil général d'Ile-de-France.

### LE « MELTING-POTES » DE SOS-RACISME

SOS-Racisme souhaite apporter deux précisions à son texte publicitaire paru dans le Monde du 22 novembre, à propos du « premier melting-potes » organisé à Paris dimanche 24 novembre.

D'une part, Marguerite Duras, qui a signé l'appel des intellectuels contre le racisme, ne sera pas physiquement présente à cette manifestation. D'autre part, c'est M. Michel Girard, attaché au CNRS, qui interviendra au cours de la journée et non son homonyme, qui est président du conseil général d'Ile-de-France.

## SPORTS

### BASKET-BALL

### La France ne participera pas au prochain championnat du monde

La France a perdu 126 à 130 contre la Grèce, après trois prolongations, au stade d'Équeurdreville-Hainneville (Manche), dans l'épreuve de qualification de championnat du monde de basket-ball. Dans cette partie jouée jeudi 21 novembre, dans la banlieue de Cherbourg, l'écart n'a jamais dépassé cinq points entre les deux équipes, et l'excitation du spectacle a été à la hauteur de l'enjeu : une place aux championnats de Madrid en juillet 1986.

### De notre envoyé spécial

Équeurdreville-Hainneville. — Pour avoir perdu deux des trois matches aller de son groupe (contre la Grèce et la Bulgarie), la France était condamnée à tout gagner pour aller aux championnats du monde. Une épreuve à laquelle les Français n'ont plus participé depuis 1963 à Rio-de-Janeiro (Brésil), ni les hommes de Maxime Dorogé s'étaient classés à la cinquième place. Mais le voyage à Madrid semblait déjà bien compromis à l'issue des sélections championnats d'Europe de Karlsruhe (RFA), en juin dernier, où le moral et la cohésion de l'équipe tricolore se sont effondrés : ce fut le temps des dissensions et des exclusions.

Successeur depuis quelques mois de Jean Luetz au poste d'entraîneur national, Jean Galle s'est efforcé de recoller les morceaux. L'ancien entraîneur de Berek misait sur le court terme. Un match après l'autre, en insistant d'un esprit de commando par un langage très simple et très direct. Ce sens d'efficacité immédiate se retrouvait dans la composition de l'équipe : les hommes en forme du moment et quelques anciens expérimentés au revanchard (comme Apollo Faye, un préretiré de trente-quatre ans, ou Éric Beugnot, qui avait claqué la porte en 1984).

Bref, Jean Galle espérait bien avoir confectionné « un cocktail détonant avec un mélange de

jeuneurs au tempérament de gagnant ». Certes, les Français se sont battus avec énergie. « On a vu la volonté, la fierté, l'orgueil des joueurs », commentait l'entraîneur après le match. Ils n'ont pas à rougir de cette défaite douloureuse. Mais la rencontre ne s'est pas déroulée comme prévu. Malgré ses anges gardiens, l'arrière grec Nick Galis, à l'efficacité diabolique, a marqué 43 points. En l'absence de Passoulas, le meilleur pivot grec, retenu aux États-Unis par son université, Dimitro Kokalatis, avec deux ans et 7 centimètres de plus que Faye, faisait un match de jeune.

Par manque de lucidité, les Français laissent échapper la victoire d'un souffle à la fin du temps réglementaire et lors des deux premières prolongations. Mais le suspense n'aurait pas duré aussi longtemps — deux heures et trente minutes — sans l'adresse exceptionnelles d'Hervé Dubuisson, auteur de 52 points, dont 11 paniers à 3 points.

« Nous avons craqué nerveusement et physiquement », dit Jean Galle. Mais il avoue « un gros sentiment de frustration ». Il a bien conscience de la différence entre les deux équipes. L'uae arrivait d'une tournée aux États-Unis. L'uae n'était réunie que depuis trois jours à Cherbourg. Or le basket-ball est un sport collectif, et les cammardes ne saut guère adaptés lorsque la bataille s'éternise.

Bref, Jean Galle espérait bien avoir confectionné « un cocktail détonant avec un mélange de

mais aussi dissensions au sein de la rédaction, dont les passes d'armes au sein de l'intersyndicale, pendant ces journées de grève, donnent un vivant témoignage. L'unité de la rédaction est en effet relativement factice. Les primes, inégalement distribuées selon les desks, nourrissent des oppositions internes, et l'absence d'un plan de carrière alimente des animosités personnelles. Une récente réflexion de M. Henri Figeat sur « l'AFP à deux vitesses » (un desk parisien qui travaillerait à un rythme inférieur à son potentiel, d'un côté, et des services de reportages qui se tueraient à la tâche, de l'autre) n'a fait que renforcer les divisions.

Cependant, au fil des assemblées générales, une progressive prise de conscience de la gravité de la situation apparaît. Les propositions qui visaient à la démission du PDG ont été repoussées. Et la « lettre ouverte au conseil d'administration de l'AFP », rédigée le 21 novembre par le SNJ-CGT, si elle accuse violemment M. Henri Figeat d'avoir ouvert une crise de confiance en cassant les accords collectifs et de s'être « disqualifié », indique néanmoins que des primes pourraient être mises en cause dans une future convention collective d'établissement des journalistes de l'AFP. Dans sa volonté de faire des propositions, l'assemblée générale de la rédaction a demandé une réunion d'urgence du conseil d'administration. Proposition sans doute vaine : accepter une négociation avec les grévistes reviendrait, pour les patrons de presse et les représentants des pouvoirs publics qui siègent majoritairement au conseil de l'Agence, à désavouer le PDG dont ils ont accepté le plan d'économie...

De son côté, la direction tient bon. Pour M. Henri Figeat, le programme d'économie de 15 millions de francs est « un minimum incompressible ». Il ne faut pas espérer que l'Etat ou les abonnés viennent combler le trou qui existe dans les finances de l'Agence, comme cela s'est produit précédemment », ajoute-t-il. Le dialogue est donc actuellement dans une impasse.

Pourtant, direction et journalistes sont condamnés à s'entendre. Le projet de budget 1986, adopté à la majorité absolue par le conseil d'administration de l'AFP, ne sera viable que si le plan d'économie est accepté par le personnel. « Soudure » ou « premier pas vers l'assainissement », selon la direction, ce plan permettrait d'augmenter les tarifs d'abonnement de l'Agence de 4,9 % dès le 1<sup>er</sup> janvier 1986 (au lieu des 4,1 % prévus) et d'obtenir une hausse des pouvoirs publics. En cas de refus, le conseil d'administration reconsidérerait son budget et promet, d'ores et déjà, de prendre « des mesures drastiques ».

Ces menaces n'ont pas empêché les journalistes de voter une troisième journée de grève, qui sera ponctuée par une nouvelle assemblée générale. Mais certains rédacteurs prennent en compte l'indignation des abonnés français, et particulièrement des journaux, exaspérés de ne pas recevoir le « fil » de l'AFP. « On ne peut pas se permettre une grève plus longue, remarque un journaliste. Ce serait suicidaire et pourrait mettre en cause des abonnements. Cela laisse aussi le champ libre à la concurrence ».



# société

## L'OUVERTURE DU SYNODE A ROME

### L'Église dans un miroir

L'ouverture à Rome, dimanche 24 novembre, d'un synode extraordinaire de l'Eglise catholique, prévu jusqu'au 8 décembre, est un événement inédit. Et d'abord, par la composition de cette assemblée épiscopale qui confirme le déplacement vers le Sud du centre de gravité de l'Eglise.

La majorité du concile Vatican II (1962-1965) était encore très largement européenne. Ses principaux témoins, comme les cardinaux Frings, Alfrink, Lienart, Suenens, etc., venaient tous du Vieux Continent. Vingt ans après, ce sont les non-Européens qui disposent d'une confortable majorité : 114 membres sur 165, dont une centaine issue de pays du tiers-monde.

Amorcée par Jean XXIII, amplifiée par ses successeurs, l'internationalisation du Sacré Collège et de la curie romaine avait déjà annoncé la fin de cet « européocentrisme » de l'Eglise catholique. Mais jamais une assemblée à ce niveau et pour un tel ordre du jour — le bilan de santé de l'Eglise post-conciliaire — n'avait eu lieu avec une majorité aussi écrasante d'évêques non-européens. D'où une question essentielle : comment concilier la pluralité des cultures avec l'unité dans l'Eglise ?

La deuxième caractéristique de ce synode extraordinaire tient à la participation des cent deux présidents de conférences épiscopales. C'est une reconnaissance explicite

*Destinée à faire un bilan de Vatican II, la réunion mondiale des évêques va se dérouler dans un contexte très nouveau.*

du rôle de ces conférences, critiquées jusque dans le récent livre du cardinal Ratzinger comme étant des bureaucraties sans fondement théologique. Mais ce système de représentation va aboutir à une survalorisation, de fait, des petites Eglises locales. Le président de la conférence des Etats-Unis (225 évêques) ne pèsera pas plus lourd que celui de Malte. C'est une inconnue de plus pour le déroulement de ce synode qui débouche sur une question plus vaste : celle du fonctionnement de la collégialité des évêques et du gouvernement de l'Eglise.

#### Un triple but

En convoquant le synode, le 25 janvier dernier, à l'occasion du vingtième anniversaire de la clôture du concile, Jean-Paul II lui avait assigné un triple but : Célébration, vérification et promotion.

Célébration, ou plutôt commémoration. Il s'agit, avait dit le pape, de « faire revivre l'atmosphère extraordinaire de communion ecclésiale qui avait été celle du concile ». L'intention est de réactiver la mémoire d'un événement qui s'éloigne dans le temps, inconnu des jeunes générations. Et cela pour permettre une « réappropriation », par tous les catholiques, de cet esprit de réformes et d'ouverture qui avait soufflé sur Vatican II.

Vérification. Ce n'est pas un exercice académique. Jean-Paul II entend « favoriser l'échange d'expériences et d'informations touchant à l'application du concile au niveau de l'Eglise universelle et des Eglises particulières ». Les conférences épiscopales ont été tenues de rédiger un rapport recensant les aspects positifs et négatifs de la réception, dans leur pays, de Vatican II. Sur 135 questionnaires adressés aux 102 conférences, ainsi qu'à des or-

dres religieux et aux Eglises orientales, une centaine de réponses sont parvenues au secrétariat général du synode. La concertation souhaitée devrait surtout se développer lors des travaux de la première semaine, consacrée aux interventions successives de délégués (à raison de huit minutes chacun) et aux *circuli minores* (groupes linguistiques).

Promotion : cette troisième direction fixée par le pape a donné lieu à équivoque. Jean-Paul II a souhaité que soit favorisée « l'approfondissement et l'engagement dans la vie de l'Eglise du concile Vatican II, à la lumière des nouvelles exigences ». Le choix des hommes qui vont animer les travaux du synode — les trois présidents, les cardinaux Willebrands (Unités de chrétiens), Malula (Zaire) et Krol (Etats-Unis), et le rapporteur général, le cardinal Danneberg (Belgique) — assure sans doute la volonté de poursuivre, sans accélérer la cadence, le renouveau conciliaire. Le résultat attendu de ce synode est bien la réaffirmation des acquis de Vatican II. Mais le débat reste entièrement ouvert sur la définition de ces « nouvelles exigences » qui justifient une actualisation et un approfondissement.

#### Des questions redoutables

Alors que Vatican II avait privilégié une vision plutôt optimiste du monde, les crises successives ayant éclaté depuis, dans les économies, la démographie, les systèmes de valeurs, les idéologies, ont fait vieillir la constitution *Gaudium et Spes* consacrée par Vatican II à « l'Eglise dans le monde de ce temps ». Les évêques réunis à Rome devront donc réaménager ce document ou en proposer une nouvelle lecture.

Par ailleurs, les cultures contemporaines soumettent la foi à des

questions redoutables et radicales sur la vie, sur la mort, sur l'âme, sur Dieu même. Quelles réponses l'Eglise est-elle en mesure de donner ?

Enfin, depuis le concile, dans le fonctionnement et la vie internes de l'Eglise, sont apparus des problèmes et des interlocuteurs nouveaux : les laïcs, notamment les femmes, qui ne se satisfont pas éternellement d'un rôle de suppléance de prêtres en diminution, particulièrement en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Quelle place sera faite au dialogue, dans l'Eglise d'abord, entre les laïcs et la hiérarchie, entre les Eglises locales et la curie romaine, entre les théologiens et les gardiens de la doctrine ? Dialogue à l'extérieur aussi, avec les chrétiens des autres Eglises, dans une période d'essoufflement de l'œcuménisme, et avec un nombre grandissant d'incroyants ?

Aurait-il le temps d'aborder toutes ces questions — en quinze jours, rien n'est moins sûr. — le synode n'aura les moyens, en toute hypothèse, de trancher sur aucune d'elles. Même « extraordinaire », cette assemblée consultative d'évêques ne peut en aucun cas être comparée à un mini-concile. Sans être

une chambre muette d'enregistrement, elle n'est pas un Parlement de l'Eglise capable de programmer un nouvel avenir, de « restauration » ou de réformes. Les discussions qui ont précédé cet événement, pour savoir si l'Eglise allait faire machine en arrière ou repartir de l'avant, doivent être ainsi ramenées à de plus justes proportions.

Cela pose de nouveau la question rituelle du document de conclusion des synodes. Faut-il laisser au pape le soin de l'établir, en faisant valoir qu'une assemblée de ce type peut difficilement se mettre d'accord sur un simple compte rendu ou un message traditionnel au monde, sans pour autant viser un caractère définitif et de référence pour l'avenir ? On prête à des évêques britanniques l'intention de poser la question, mais il est probable que les « pères » du synode ramèneront au pape leurs conclusions provisoires. A moins qu'ils ne reprennent l'idée, lancée lors du précédent synode, d'un document commun, ce qui serait une bonne façon de symboliser la relance de la collégialité.

HENRI TINGO.

#### 165 votants

Création du concile Vatican II — ou, plus exactement, reprise d'une vieille tradition de l'Eglise, — le synode est une instance de concertation et de collaboration entre le pape et les évêques.

Il existe trois types d'assemblée synodale :

● Le synode ordinaire a lieu tous les trois ans. Consacré à un thème précis, il réunit les représentants des conférences épiscopales, les patriarches des Eglises orientales, les délégués des grands ordres religieux et des évêques en proportion limitée (15 %) nommés personnellement par le pape.

● Le synode extraordinaire est convoqué lorsque des questions touchant « la vie de l'Eglise universelle exigent des réponses rapides ». Il n'y a eu qu'un seul précédent en 1969, mais avec un objet plus restreint que pour le synode qui s'ouvrira : les relations entre les conférences épiscopales et la curie romaine. Les conférences épiscopales n'y sont représentées que par leurs présidents.

● Le synode spécial est destiné à étudier une question propre à une Eglise locale ou régionale ; comme, en 1980, les synodes de l'Eglise de Hollande puis de l'Eglise d'Ukraine.

L'assemblée synodale extraordinaire qui commence le dimanche 24 novembre comprendra 165 membres à part entière, avec droit de vote. Parmi eux, on compte 102 présidents de conférences épiscopales, dont Mgr Jean Vinet pour la France : 24 préfets ou présidents de dicastères romains ; 3 représentants de l'Union des supérieurs religieux ; 14 patriarches et représentants des Eglises orientales ; le secrétaire général du synode, Mgr Jean Schott, et 21 personnalités nommées personnellement par le pape, parmi lesquelles le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

A ces « pères » du synode, se joindront une quinzaine d'invités spéciaux du pape, comme les cardinaux Marty, König et Suenens, qui ont quitté leurs fonctions d'archevêques. Enfin, dix observateurs, protestants, orthodoxes, anglicans, seront présents, parmi lesquels le pasteur français Jacques Marry, représentant le conseil œcuménique des Eglises. — H.T.

## MÉDECINE

### FAUSSES JUMELLES

Contrairement à ce que nous avons — trop rapidement — conclu dans nos éditions du 22 novembre, la « première » réalisée dans le service du professeur Carl Wood (Queen Victoria Hospital de Melbourne) n'a pas consisté à faire naître avec seize mois d'écart deux véritables « jumelles ». Les deux embryons avaient été obtenus par fécondation *in vitro* à partir de deux ovules différents. Il s'agissait donc de la naissance décalée de deux enfants — deux sœurs — dont les fécondations avaient été réalisées de manière conjointe. Un phénomène qui, lorsqu'il est observé de manière naturelle, est à l'origine des « faux jumeaux ».

● La mort de « Mr X », le Suédois au cœur artificiel. — Le Suédois Leif Stenberg, alias « M X », le premier non-Américain à avoir reçu un cœur artificiel du type Jarvik 7, est mort, jeudi 21 novembre, deux cent trente jours après avoir subi sa transplantation. Poorsuivi pour fraude fiscale et soupçonné d'être l'un des gros bonnets de la délinquance économique en Suède, M. Stenberg avait, après son intervention, bénéficié d'un non-lieu, le procureur général de Stockholm ayant refusé de jouer une personne dotée d'un cœur artificiel (le *Monde* des 11 avril et 4 mai).

Qui a dit  
petit Papa Noël!

L'Apple IIc.



Un Apple IIc + un moniteur + une souris + un sac de transport + 3 logiciels pour 9990 F TTC (prix conseillé)  
et d'importantes réductions sur l'achat de 17 logiciels. Apple et la Sovac vous proposent une formule de crédit 12 mois au taux de 12 %.\*  
Chez votre concessionnaire agréé Apple.

\* (sous réserve d'acceptation du dossier par Sovac-Carip). Du 15 Novembre 1985 au 15 Janvier 1986. Exemple : Apple IIc, prix 9990 F TTC (prix conseillé), versement comptant 1490 F et Crédit 8500 F en 12 mensualités de 755,21 F. Coût total du crédit 562,62 F TTC 12 %.





# SOCIÉTÉ

## Polémique autour du CNRS

« Il faut casser le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) », le propos peut paraître provocateur, mais il n'est pas sans fondement. Pour les uns, c'est « une institution ingérable », ou « une bastille administrative, syndicale et politique ». Pour d'autres, c'est « un organisme jacobin » ou « un établissement conservateur, dont la structure domine les activités scientifiques dans la plupart des secteurs scientifi- »

Bref, on crie à l'inefficacité, oubliant que le CNRS a pu obtenir dans le passé, et ce, sans cesse, des propositions, c'est-à-dire des réformes qui ont en cause la qualité réelle de la grande majorité de ses chercheurs.

Comment en est-on arrivé là ? A cela, il y a bien sûr des raisons « chroniques » qui tiennent à la lourdeur de la « machine », déjà stigmatisée à deux reprises par la Cour des comptes, et aux attaques constantes de ceux que le directeur général du CNRS, M. Pierre Papon, nomme les « professionnels du doute ».

Il y a aussi les traditionnels reproches de ceux qui ne manquent pas de souligner l'indigence des équipes non soutenues par le CNRS, parce que leurs recherches ne rentrent pas dans ses priorités. L'Université, disent-ils, est animée par le développement de la recherche dans les champs d'application. Dans cette affaire, le CNRS n'est qu'un symbole, et la querelle vise tout à la fois l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

De plus, certains trouvent que la direction de cet établissement « met

trop son nez dans les affaires universitaires », ce qui ne concourt guère à créer une bonne entente entre le CNRS et l'Université, et encore moins entre les chercheurs à plein temps de ces organismes et les enseignants-chercheurs. D'autant que ces derniers ont vu leurs horaires d'enseignement alourdis, « diminuant ainsi, disent-ils, leur responsabilité pour la recherche ». Enfin, l'émigration de nombreux domaines scientifiques modifie les rapports de forces au sein du CNRS, et la décentralisation donne aux régions plus d'autonomie, mais rend moins supportable la tutelle parisienne.

### Lourdeur

Ces arguments, fondés ou non, nourrissent le débat et militent pour des réformes que chacun prône à sa manière. Pour les proches de M. Jacques Chirac, par exemple, « le CNRS, tel qu'il est sous sa forme actuelle, doit disparaître ».

### 20 % DU BUDGET CIVIL DE LA RECHERCHE

Avec 8,3 milliards de francs de crédits en 1985 (9,2 milliards de francs en 1986), le CNRS dispose de 20,3 % du budget civil de la recherche et de développement technologique. L'établissement emploie 25 275 personnes, 10 175 chercheurs et 15 100 ingénieurs, techniciens et administratifs, répartis dans les quelque 1 300 unités de recherche. Il s'agit de laboratoires propres à l'organisme et de laboratoires universitaires « associés au CNRS ». Ces derniers reçoivent environ 55 % des crédits de l'établissement et accueillent les deux tiers de ses personnels. Deux instituts nationaux complètent cet ensemble.

Selon Michèle Alliot-Marie, secrétaire nationale à l'enseignement et à la recherche au RPR, cet organisme n'est pas adapté aux besoins de la recherche d'aujourd'hui. Aussi, le RPR, suivi en cela par le PR, propose-t-il que les laboratoires propres et associés du CNRS ne soient plus gérés par une structure unique et trop lourde. Ce qu'il faut, c'est offrir plus d'autonomie à des laboratoires qui seraient la « taille critique » et un « rattachement direct des autres » au milieu universitaire. Coiffant le tout, un organisme « très léger » définirait la politique et assurerait l'évaluation des résultats pour la part de crédits dispensés par l'Etat.

D'autres, dans les milieux politiques, arguent du fait que « le CNRS est un monstre ingérable », suggérant de passer la logique à son terme en transférant l'ensemble du personnel dans les universités, le financement et l'évaluation de la recherche étant assurés par une sorte d'agence d'objectifs. Mais de telles options supposent l'existence d'universités renouées, fortes, plus autonomes et capables de juger du résultat des recherches engagées, comme cela figure dans les programmes des partis politiques de l'opposition.

La critique ne touche pas seulement l'opposition. Mais, à gauche, elle paraît le fait d'individus plus que d'un mouvement d'ensemble. Certains sont partisans, par exemple, de donner leur totale autonomie aux départements scientifiques du CNRS, les transférant en autant d'instituts spécialisés. Conséquence : « un renforcement de l'esprit maison et des individualismes », et la disparition de ce qui fait « la richesse du CNRS », à savoir l'interdisciplinarité.

### Spectaculaire

Face à ces projets de réformes présentés par des partis politiques, mais aussi exprimés, au-delà de toute idéologie, par le milieu scientifique lui-même, les autorités de tutelle vont être amenées à réagir. Il ne faut pas attendre de leur part quel que bouleversement institutionnel qui leur ait permis de contribuer à transformer et à renforcer. Mais, comme le dit le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, « on ne saurait rester sourd aux critiques ». De ce point de vue, le ministre s'est opposé à laisser une plus grande autonomie aux départements du CNRS et se déclare « favorable à donner aux universités la possibilité d'être des entités fortes en matière de recherche ».

« Trop souvent, cependant, dit-il, on a tendance à assimiler des lourdeurs ponctuelles à des maux permanents ». Le ministre a-t-il une solution ? C'est pourquoi il refuse l'idée d'un éclatement du CNRS ou d'une « holding financière » gérant des départements totalement indépendants. Une politique que M. Papon partage, tout en faisant remarquer que le CNRS « s'ouvre aujourd'hui sur l'extérieur, joue la carte du partenariat avec les régions, les industriels, mais n'est plus, de ce fait, le partenaire privilégié de l'université ».

La polémique est lancée, et ce à la veille des élections législatives de mars 1986. Est-ce un hasard ? Certains ont douté et affirment que, dans la perspective d'une prochaine alternance, la réforme, voire le démantèlement, du CNRS pourrait être une opération politique spectaculaire. Le CNRS s'ouvre aujourd'hui sur l'extérieur, joue la carte du partenariat avec les régions, les industriels, mais n'est plus, de ce fait, le partenaire privilégié de l'université.

JEAN-FRANÇOIS AUGENAU et ELISABETH GORDON.

### INTERRUPTION DE LA MISSION SOVIÉTIQUE SAIKOUT-7

#### Premier rapatriement sanitaire de l'histoire spatiale

Mission interrompue pour les trois cosmonautes de la station orbitale soviétique SAIKOUT-7. En effet, à la suite de problèmes de santé de Vladimir Vasyoutine, les responsables du vol ont décidé de rapatrier rapidement les trois hommes qui étaient à bord de la station depuis le 17 septembre. Selon l'agence Tass, Vasyoutine, qui était le commandant de la mission, et ses deux compagnons se sont posés, jeudi 21 novembre à 11 h 31 (heure française), à 180 kilomètres environ au sud-est de Djirgassan dans le Kazakhstan. C'est le premier fois dans l'histoire de la conquête spatiale que l'on procède à un rapatriement sanitaire. Certes, dans le passé, nombre d'astronautes et de cosmonautes ont été indisposés au cours de leur mission, mais le plus souvent il s'agissait de problèmes bénins, même lorsque certains d'entre eux ont eu à souffrir du mal de l'espace pendant plusieurs jours. Dans le cas de Vasyoutine, l'affaire paraît plus grave : l'agence Tass précise que le cosmonaute devra être hospitalisé.

De quoi souffrait-il vraiment ? On parle d'une inflammation, sans en préciser la nature.

## Campagne électorale agitée chez les policiers

Enjeu d'une âpre bataille syndicale, les élections professionnelles dans la police ont lieu, par correspondance, du 7 au 28 novembre. On saura donc bientôt si la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), l'organisation la moins mal disposée à l'égard du ministère de l'Intérieur, redresse la barre ou enregistre un nouveau recul comme lors du dernier scrutin, en 1982.

Cette année-là, la FASP avait perdu près de dix points chez les gradés et gardiens, conservant néanmoins la majorité avec 37 % des voix. Son principal adversaire, l'Union des syndicats catégoriels de la police (USCP), lui promet une nouvelle défaite, misant sur une amélioration de son propre score (près de 22 % des voix en 1982).

La FASP est particulièrement irritée par ces écarts de mauvais augure et parle d'intoxication « pure et simple ». Son secrétaire général, M. Bernard Deleplace, a insisté, au cours d'une conférence de presse, jeudi 21 novembre à Paris, sur le « tournant historique pour la police nationale » que constituent à ses yeux les quatre ans écoulés, un tournant dont la FASP aura été, souligne-t-il, « l'artisan ».

M. Deleplace a particulièrement insisté sur le passage de l'indice de fin de carrière d'un gardien de la paix de l'échelon 380, en 1981 à l'échelon 494 en 1985 et sur la transformation profonde de l'institution policière, « jusque dans ses apparences, avec les nouveaux uniformes ».

Au cours de la campagne pour ces élections aux commissions administratives paritaires, M. Deleplace a fait un tour de France qui l'a conduit, au travers de vingt-sept meetings, devant « près de dix mille policiers ».

Son adversaire le plus constant, M. René Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la

police nationale (affilié à l'USCP), lui aussi, fait son tour de France. Révoqué de l'administration après les manifestations policières du 3 juin 1983, M. Halbwax a usé de la liberté de langage dont il bénéficie depuis lors pour traiter, au cours d'un meeting dans le Rhône, M. Pierre Joxe de « salopard », comme l'a relevé, le 15 novembre, le Progrès de Lyon.

Les critiques de l'USCP à l'égard du gouvernement sont souvent sur le même registre. M. Halbwax estime que la délinquance est devenue un « quatrième pouvoir ». Cette situation, affirme-t-il, est la conséquence de la « désorganisation » de la police, à laquelle, selon lui, le pouvoir socialiste a enlevé « toute autorité ».

M. Halbwax aurait préféré que le gouvernement s'attaquât aux « structures » plutôt que de le voir multiplier les « gadgets ». Même la loi de modernisation pluriannuelle de la police, qui a conduit à une augmentation de 22 % du budget du ministère de l'Intérieur pour 1986, ne trouve pas grâce à ses yeux. Il l'a baptisé le plan « Joxe-Deleplace », voulant souligner par là leur collusion, et a prétendu qu'« en modernisant les matériels, on a oublié les personnels et les revalorisations de carrière ».

Dans cette bataille acharnée, FO fait figure de modératrice. Son secrétaire général, M. André Bergeron, qui participait récemment à cette campagne électorale policière, a estimé que le plan de modernisation de M. Joxe allait « dans le bon sens », mais qu'il n'était pas « à la mesure des besoins des citoyens ». FO, qui avait recueilli un peu plus de 6 % des voix chez les gradés et gardiens en 1982, contre 3,5 % en 1978, espère continuer dans cette

Pour avoir malmené un photographe

## DEUX DIRIGE DE LONGO SONT COND.

(De notre correspondant)

Digne. — Roland Digas, 40 ans, et Nicolas Furet, deux des trois dirigeants de la coopérative agricole européenne Longo Mai qui étaient poursuivis devant le tribunal correctionnel de Digne pour coups et blessures volontaires, séquestration et vol, ont été condamnés, jeudi 21 novembre, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 7 000 francs d'amende. Le troisième prévenu, François Bouchard, fils du ministre de l'Environnement, a été relaxé. Tel est donc l'épilogue de l'affaire qui opposait les membres de la coopérative installée à Limans (Alpes-de-Haute-Provence) à un reporter photographe indépendant, Michel Serre, lors des débats qui ont eu lieu le 17 octobre 1985 (le Monde du 19 octobre). Il avait été établi qu'en cours de la soirée du 10 au 11 mai 1983, alors que Michel Serre, accompagné d'une journaliste du Figaro-Magazine, Isabelle Bernard, se trouvait en reportage à Limans, un différend tournant en rixe avait éclaté entre les divers interlocuteurs. Nicolas Furet et Roland Perrot avaient alors administré plusieurs gifles, ou, pour employer une terminologie qui leur est propre, des « baffes », au photographe, coupable, selon eux, de provocation. Michel Serre avait été ensuite « retenu » toute la nuit, et ses appareils photo confisqués.

Pour les trois chefs d'accusation, le ministère public avait requis dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis pour chacun des prévenus, alors que la défense avait fait valoir l'absence de provocation. Après cinq semaines de délibéré, la relaxe dont a bénéficié François Bouchard est justifiée par le fait que sa participation à l'agression de Michel Serre n'a pu être établie avec certitude, malgré les affirmations de la victime.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

## LA MORT DANS LE PARKING

### Pierre Bugny ou l'« apprenti terroriste »

L'explosion, au quatrième sous-sol, avait pourtant été entendue dans ce quartier fréquenté et bruyant : dimanche 17 novembre, 21 h 45, dans le parking George-V, aux Champs-Élysées, à Paris, une voiture flambe ; à 15 mètres, les corps des deux hommes sont déchiquetés (le Monde du 19 novembre).

L'un d'eux, Pierre Bugny, trente et un ans, est connu de la police comme son compagnon, Carlos Márquez de Silva : condamné sous les deux pour infraction à la législation sur les armes, sur les stupéfiants et pour séquestration. Des condamnations qui, pour Pierre Bugny, posent tout un passé de militant d'extrême droite.

Quand il étudie au centre Assas, à Paris, dans les années 1974-1976, Pierre Bugny se lie d'amitié avec Alain Orsoni, le militant nationaliste corse frère de Guy, disparu après avoir été probablement assassiné en juin 1983. Une amitié « à la corse » c'est-à-dire à la vie à la mort : Pierre Bugny a été pourtant pas natif de l'île. Mais sa mère s'appelle Versini, et il s'est découvert « petit cousin » des frères Orsoni. Les deux étudiants se retrouvent pour donner le coup de main dans des manifestations du GUD (Groupe universitaire droit). Le père Orsoni ne dirige-t-il pas une officine spécialisée dans le service d'ordre musclé pour opérations d'extrême droite ?

Ces années suivent le déclin des mouvements extrémistes de droite et de gauche. Une génération de militants, trop jeunes pour s'être mêlés aux événements d'Algérie, mais qui restent marqués par le souvenir, encore vif, de cette guerre qui ne disait pas son nom, cherche une nouvelle cause.

Chez Pierre Bugny, l'ombre de mai 68 subsiste jusqu'à la hantise : le moment où la gauche a cru s'emparer du pouvoir, où les derniers défenseurs de l'Occident ont failli sombrer. La nouvelle cause, il croit un moment l'avoir trouvée : ce sera la fraternité militaire dans Les gardiens du Cédre, au Liban. Il combat avec les milices chrétiennes qui anéantissent le camp palestinien de Tel-El-Zantari, en 1976. Grévement blessé à la tête par un éclat d'obus, Pierre Bugny se refait une santé en séjournant à Vero, le village de la famille Orsoni.

Nationaliste, Pierre Bugny se met de plus en plus au service du nationalisme corse. Le défenseur de la nation française se mue en partisan de l'indépendance de l'île. Question d'amitié, semble-t-il, et non de conviction. Déjà, en 1976, on a pu le voir au sein d'un groupe d'extrême-droite dans une manifestation corse à Paris : deux cents personnes protestaient contre la condamnation du docteur Simone par la Cour de sûreté de l'Etat. Quand, le 14 mai

1980, la même juridiction condamne des militants du FLNC, une voiture mitrailleuse sa car de gendarmes mobiles devant l'ambassade d'Iran à Paris. L'attentat sera revendiqué par le FLNC. A l'intérieur de la voiture, Pierre Bugny.

Il est arrêté treize jours plus tard, en compagnie d'Alain Orsoni. Celui-ci a dans sa poche le plan d'un box où sont dissimulés les armes du FLNC et surtout des rapports émanant des renseignements généraux sur les milieux d'extrême gauche (le Monde du 12 juin 1980). Le box est loué au nom de Pierre Bugny.

L'arrivée de la gauche au pouvoir rendra la liberté à Pierre Bugny en 1981. Vers quelle dérive glisse alors le mercenaire dépossédé, reconverti en vigile ? Ses adversaires de l'extrême droite lui reconnaissent du courage, un « mal d'idée », mais aussi une « volonté de travailler à l'ennemi ». A-t-il tenté de travailler à l'ennemi avec l'« internationalisme poire » des terroristes de droite ? L'enquête confiée à la brigade criminelle dirigée par le commissaire Jean Dufour tentera d'établir si la voiture du parking George-V était piégée et par qui, ou si les deux hommes manipulaient une charge explosive et pour qui. Si les hypothèses politiques ne sont pas écartées, les enquêteurs pensent plutôt à une affaire de racket. Le droit commun, point final d'une vie de militant.

CHARLES VIAL.

### « NI MERCENAIRE NI SOLDAT »

Un facteur parisien, M. Francis Bergeron, nous a adressé le texte suivant :

C'est tout naturellement en quelques lignes que votre journal a exposé la mort accidentelle d'un apprenti terroriste, Pierre Bugny, dans le parking George V, aux Champs-Élysées. Votre journal précise d'ailleurs que son nom avait été prononcé à l'occasion d'affaires de stupéfiants, d'autonomisme corse, de séquestration etc...

Mais permettez-moi de vous dire qu'il fut aussi un « petit résistant » parti à Beyrouth, à vingt et un ans, comme volontaire pour se battre en faveur des Chrétiens du Liban. Ni mercenaire, ni même soldat obéissant aux consignes de son gouvernement, il était parti pour rien, pour la beauté du geste, pour ce qu'il pensait être « l'honneur de la France ».

Ce qu'il est devenu ensuite, c'est le hasard des destinées. Mais ses amis ne laisseront pas sa vie se perdre en vain. Cette parole-là.

## LE CARNET DU Monde

### Fiançailles

M<sup>me</sup> Lucien LUCAN-MARQUE, M<sup>me</sup> Louis ZELIGSON, Les docteurs Ariol MOUILLERON, Liliane et Gary STRIKER, ont le plaisir de faire part de fiançailles de leur petite-fille, fille et belle-fille, Anne avec M. Jérôme GRAND'ESNON.

### Décès

— M<sup>me</sup> Monique CHAÛNE-CHEYROUZE n'a pu mener à bien le combat qu'elle a mené et dignement mené contre ce qu'elle-même nommait le cancer, et c'est depuis huit ans.

Elle est partie comme elle fit toujours, sans se plaindre et en voulant demain.

Gardez d'elle cette image.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 novembre 1985, à 9 heures, en l'église Saint-Romain de Sévres.

40, Grande-Rue, 92130 Sévres.

— La direction, Les ingénieurs et cadres, Et l'ensemble du personnel des sociétés Ugine-SA et Ugine-Savoie, ont le regret de faire part du décès de

Jean LAMANT, chef de service projets industriels et aide technique à l'étranger, survenu le 19 novembre 1985, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques auront lieu le 23 novembre, à 10 h 30, à Annecy, en l'église Saint-Marc.

— Les amis de

Divine SAINT-POI ROUX ont le regret de faire part de son décès, survenu à Brét, le 30 octobre 1985. Les obsèques de la fille du grand poète Saint-Pol Roux ont eu lieu à Camaret, le 31 octobre 1985.

— Le comité directeur, Les militants bénévoles et professionnels, Les adhérents de la Fédération unie des auberges de jeunesse, ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 15 novembre 1985, de

Roger TAGAULT, ancien président de la FUAJ, ancien président de l'Association départementale des auberges de jeunesse de la Vienne, médaillé d'or de la Jeunesse et des sports, titulaire des Palmes académiques.

6, rue Meunier, 75116 Paris.

— Le groupe Expansion, Sa famille et ses amis, ont le regret de faire part du décès de

Elaine ULDRY, directrice du développement-diffusion, survenue le 6 novembre 1985, dans sa quarante-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 8 novembre, à Marseille.

Une messe sera célébrée le 27 novembre, à 12 heures, en l'église Saint-Ferdinand, 27, rue d'Armaille, à Paris-17.

— Maurice VOGUE, pasteur,

a été remis à l'amour de Dieu, le 19 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les paroisses et œuvres qu'il a servies, Les compagnons de combat pour la justice et la décolonisation, sont invités à se réunir le samedi 30 novembre, à 15 h 30, au temple, 27, rue Maurice-Arnoux, à Montrouge (92).

« Heureux ceux qui ont fait et souffert de justice ! »

Heureux ceux qui procurent la paix ! »

(Mach. V.)

Il a fait don de son corps à la recherche médicale. Ni peur ni courroux : qui le désire peut effectuer un versement à la CIMADE (CCP Paris 137 11-09 S).

De la part de Anne Voge-Dumas, François et Marguerite Voge et leurs enfants, Jean-Marc, Isabelle, Yannick, Philippe, Antoine Voge, Edmond Cabrière, directeur honoraire de l'Instruction publique, Les familles Dumas, Ott, Martin, Pesson, Gauger.

11, rue Ledru-Rollin, 92240 Malakoff.

— M<sup>me</sup> veuve Léon Zeitoun, M<sup>me</sup> Danielle Zeitoun, M<sup>me</sup> Michèle Samson et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> René Zeitoun et leurs enfants, M. Eric Zeitoun, M<sup>me</sup> veuve Nahiké Zeitoun, M. et M<sup>me</sup> Edouard Lambrico et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gaston Berdahl et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Elie Zeitoun et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Clément Nahmias, Les familles Zeitoun, Aissac, Perrot et Affie, ont le regret de faire part du décès de

M. Léon ZEITOUN, survenu brusquement le 21 novembre 1985.

Les obsèques ont lieu ce vendredi

22 novembre, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

La levée du corps aura lieu à 13 h 30, 7, rue Alexandre-Cabanel, à Paris-15<sup>e</sup>.

Paris. Six.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Paul Gentil, M. et M<sup>me</sup> François Plantureux et leurs fils, M<sup>me</sup> Françoise Gentil, M. Pierre Gentil et ses enfants, Et toute la famille,

profondément touchés de toutes les marques de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès de

M. Paul GENTIL,

expriment leurs remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— Le président et les membres du conseil d'administration, Les directeurs généraux adjoints et l'ensemble du personnel de la SNCF,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont bien voulu témoigner leur sympathie lors du décès de

M. Paul GENTIL.

### Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du décès de

Alain BABILLON, général de brigade (CR),

tous ses amis ne pourront manquer de lui réserver pensées et prières en union avec les vœux émis à son intention.

— Guillaume de TARDE est heureux d'annoncer qu'il vient d'accéder à la haute dignité de coauteur.

20 novembre 1985, 1, avenue Camotus, 75116 Paris.

### Communications diverses

— Pour préparer l'édition de la biographie de Père Marcellin Pillère, mariste, fondateur, en 1935, de la Propagande pour l'Unité, une brochure, Marcellin Pillère et la violence du siècle, est soumise le mardi 26 novembre, de 18 heures à 20 heures, à la critique de ceux qui l'ont directement ou indirectement connu, au siège du mouvement Pour l'Unité, 1, place Saint-Sulpice, à Paris-6.

Nadine Gordiner dédicacera ses ouvrages parus aux éditions Albin Michel, le mercredi 27 novembre de 18 h à 19 h à la librairie du Centre Pompidou. Cette dédicace sera suivie de 19 h à 22 h d'un débat sur la situation en Afrique du Sud.



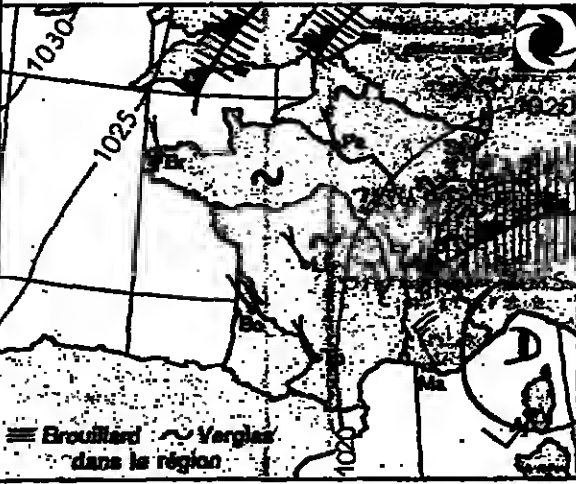
# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

ÉVALUATION LE 22-11-85 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23-11-85 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 22 novembre à 6 heures et le samedi 23 novembre à 24 heures.

Les dépressions du Sud-Est continuent à diriger vers la France des masses d'air froid provoquant quelques chutes de neige éphémères.

Samedi : Temps très nuageux et froid sur l'ensemble du pays le matin avec des gelées de -1 à -2 degrés en général dans l'intérieur et -3 à -4 degrés sur l'Est et le Massif Central.

Sur les côtes, températures légèrement positives.

À l'est de la Seine, quelques chutes de neige locales. En cours de journée sur la moitié nord-est, ciel couvert et chutes de neige éphémères.

Sur la moitié sud-ouest, encore un ciel souvent nuageux. Le vent soufflera assez fort près de la Méditerranée et quelques averses se produiront sur la Corse. Les températures des régions côtières de la Manche et de l'Atlantique atteindront 3 à 5 degrés, en bord de Méditerranée 6 à 8 degrés, dans l'intérieur 0 degré.

Dimanche : Persistance du même type de temps, mais moins de chutes de neige. Sur la moitié nord, le temps restera gris et brumeux, sur la moitié sud, le ciel sera nuageux mais de courtes éclaircies se développeront.

Le vent de nord se maintiendra sur la vallée du Rhône. Quelques ondées sur la Corse. Les chutes de neige se produiront surtout près des Vosges et du Jura.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 novembre, le second le minimum de la nuit du 21 novembre au 22 novembre) : Ajaccio, 8 et 7 degrés ; Biarritz, 5 et 4 ; Bordeaux, 2 et 2 ; Brétigny, 8 et 7 ; Brest, 7 et 4 ; Cannes, 8 et 3 ; Cherbourg, 6 et 6 ; Clermont-Ferrand, -2 et -3 ; Dijon, -1 et -3 ; Dinard, 7 et 5 ; Limoges, 1 et -1 ; Grenoble-St-Martin, 1 et -1 ; Grenoble-St-Georges, 1 et -4 ; La Rochelle, 5 et 5 ; Lille, 0 et -1 ; Limoges, -2 et -2 ; Lorient, 7 et 4 ; Lyon, 0 et -2 ; Marseille-Marianne, 4 et 1 ; Menton 3 et 5 ; Nancy, -1 et -2 ; Nantes, 3 et 5 ; Nice, 11 et 6 ; Nice-Ville, 11

(N.C.) : Paris-Montsouris, 0 et -1 ; Paris-Orly, -1 et -1 ; Pau, 4 et 2 ; Perpignan, 9 et 4 ; Rennes, 5 et 5 ; Rouen, 0 et -1 ; Saint-Etienne, -3 et -3 ; Strasbourg, -1 et -3 ; Toulouse, 1 et 1 ; Tours, 2 et 1.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 11 et 6 ; Genève, 1 et -3 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 6 et 4 ; Madrid, 9 et -6 ; Rome, 10 et 11 ; Stockholm, 0 et -2.

Information spéciale concernant les températures météorologiques :

Les températures météorologiques de la météo à Paris ont changé de nom.

Voici comment obtenir les prévisions de temps pour :

Paris et sa région... 43-69-02-02.  
Ile-de-France et Normandie... 43-69-00-00.  
La France entière... 43-69-01-01.

Ces numéros comprennent 3 tonnes de base par appel. Ils sont accessibles de Paris et de la grande couronne.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 23 novembre  
ILE-DE-FRANCE  
Chartres, 14 heures : céramiques ; 17 heures : collection de pots Jacquot et Jacqueline ; Compiegne, 14 heures : affiches de cinéma.

PLUS LOIN

Agès, 9 h 30 : bijoux, tapis, bibelots, argenterie ; 14 heures : tableaux ; Amilly, 9 h 30 : bibelots, vaisselle ; 10 h 30 : livres ; 14 heures : meubles ; Bergerac, 14 heures : meubles, faïences, argenterie, bibelots ; Graignes-lès-Vallées (07), 14 h 30 : art d'Asie ; La Rochelle, 14 heures : livres ; Limoges, 15 heures : tapisseries, tapis ; Marseille-Frédéric, 14 h 30 : objets d'art, bijoux, orfèvrerie, meubles ; Marseille-Castellane, 14 h 30 : bibliophilie ; Orléans, 14 h 30 : tableaux des dix-neuvième et vingtième siècles ; Vichy, 14 heures : tableaux, gravures, émaux, objets d'art, meubles.

Dimanche 24 novembre  
ILE-DE-FRANCE

Chartres : tableaux anciens, autographes, meubles, argenterie, bijoux ; Enghien, 14 h 30 : tableaux des dix-neuvième et vingtième siècles ; Fontainebleau, 14 heures :

objets d'art, tableaux, argenterie, bijoux, meubles ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : grands vins et vieux alcools ; Lorient, 14 h 30 : art d'Asie ; Meaux, 14 heures : meubles, tableaux, bibelots, bijoux, argenterie ; Nemours (27), 14 h 15 : bibelots, meubles ; Rambouillet, 14 h 30 : émaux, sciences, marine, armes, décoration ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : tableaux des dix-neuvième et vingtième siècles, meubles, objets d'art ; Versailles, 14 h 30 : céramiques ; Versailles-Cheval-Léger, 14 heures : tableaux anciens, meubles, céramiques, art nouveau, art déco ; 14 h 15 : dessins, tableaux, objets d'art, meubles.

PLUS LOIN

Amiens, 14 h 30 : art militaire ; Biarritz, 10 h 30 et 14 h 30 : grands vins ; Dijon, 10 heures : tableaux, bijoux, ivoires, argenterie ; 14 h 15 : meubles, tableaux, gravures ; Eperviel, 14 heures : disques anciens, calendriers, boîtes d'allumettes anciennes, cartes postales ; Fécamp, 14 h 15 : objets d'art, faïences,

bijoux, argenterie, tableaux, meubles ; Granges-lès-Valence, 14 heures : art primitif ; 16 heures : atelier Théophile-Robert ; 17 heures : bijoux du Maghreb ; La Flèche, 14 heures : tableaux, meubles, objets d'art, argenterie, bijoux, faïences ; Limoges, 15 heures : tapisseries anciennes et modernes ; Rouen, 14 h 15 : archéologie méditerranéenne ; Sancerre-en-Auxois, 14 heures : tableaux, bijoux, argenterie, meubles, grands vins ; Troyes, 14 heures : objets d'art, tableaux, argenterie, bijoux, meubles ; Vichy, 14 heures : art nouveau, art déco, affiches ; Vienne-sur-Rhône, 15 heures : objets d'art, tableaux, art nouveau, art déco, monnaies, meubles.

FOIRES ET SALONS

Bois (76) : salon de la carte postale et du vieux papier de collection (dimanche seulement) ; Bordeaux-Quai-Maison (10) (dimanche seulement) ; Lyon-Chassagnon ; Meaux (dimanche seulement) ; Metz ; Paris (tour Eiffel) ; Vézère (36).

## RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 22 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

MIREILLE MATHIEU

chante

"MADE IN FRANCE"

AROLA : 45T, 33T, CASSETTE, COMPACT DISC

20 h 35 Le jeu de la vérité : Mireille Mathieu.  
22 h 5 Feuilletton : Belphegor ou le fantôme du Louvre.  
D'après le roman d'A. Bernède, réal. J. Armand et C. Barma. Avec J. Gréco, F. Chammone, Y. Rémy, R. Dery, (Rediff.).  
Il y avait un fantôme dans le Louvre ! C'est du moins ce qu'affirme le gardien Gauriel. A-t-il son bon sens ? Le gardien-chef Sabatier enquête... Un grand succès populaire de l'ex-ORFÈ.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Tépéage nocturne.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : la Gaieté du faux.  
De P. Madral, réal. S. Kuro. Avec P. Chesnel, S. Orban, L. Caron... (2<sup>e</sup> épisode).  
Adaptation très libre du roman de la plus étrange de l'après-guerre, l'affaire Van Meegeren, ce génial faussaire qui réussit à faire authentifier par les plus grands experts internationaux quatre faux Vermeer fabriqués par lui. Philippe Madral et Stéphane Kuro se sont véritablement amusés à décrire la psychologie du personnage à la fois cabotin, mégalomane, insupportable, intelligent, tout en posant quelques questions actuelles du monde d'aujourd'hui.

21 h 35 Agoraphobie.  
Magazine littéraire de B. Frot.  
Sur le thème « Quelques épisodes du vingtième siècle », sont invités : Jean Des Cars (rédacteur en chef de Chronique du XIX<sup>e</sup> siècle), Pierre Ditz (Ce que je sais du XX<sup>e</sup> siècle), Luc Ferry et Jean-Pierre Laurant (Le Pénitencier), Jean-Luc Lemaire (De Gaulle, mon II, « La politique ») et Emmanuel Le Roy Ladurie (pour une histoire du monde moderne, de Paul Johnson).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club : la Vie à l'envers.  
Film français d'A. Jeannet (1964), avec C. Demmer, A. Cayrol, G. Saint-Jean, N. Gueden, J. Yanne, Y. Choch, R. Bouquet (NL).

Un homme rêvait à supprimer le monde extérieur par l'écriture de sa volonté, et à trouver le bonheur dans la solitude. Le premier et très étrange film d'A. Jeannet, le réalisateur prend le tournant de l'insolite avec Ch. Demmer.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

ACTION

LE MAGAZINE DU BIEN VIVRE

PROPOSÉ PAR LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

DEMAIN SUR FR 3 À 13 H 00

Les programmes du samedi 23 et du dimanche 24 novembre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

## PARIS EN VISITES

DIMANCHE 24 NOVEMBRE

« La forêt de Nanteau, randonnée, reconnaissance des arbres, visite du musée de la préhistoire de Nemours », inscriptions : 48-35-71-15 (après 19 heures) (Nanteau et Société).  
« Hôtels de la Renaissance de Montmorency de Brague, d'Aligre d'Or », 15 h 15, 24, rue des Archives (S. Barthe).  
« Aperçu de la civilisation pharaonique à travers les richesses du Louvre », 10 h 30, porte Saint-Germain l'Auxerrois (Ch. Marie).  
« La Sainte Chapelle et son ensemble de vitraux du dix-huitième siècle », 15 heures, 4, boulevard du Palais (E. Roussel).  
« Dessins hollandais et flamands du cabinet des estampes de l'université de Leyde », 14 h 30, 121, rue de Lille.  
« Le Sémi », 15 heures, angle des rues de Tournon et de Vaugirard (Arout).  
« Le musée Picasso : Picasso et la peinture du vingtième siècle, histoire de l'œuvre », 10 h 30, 5, rue de Thorigny (M. Ragueneau).  
« La Galerie d'art de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (La France et son passé).  
« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.  
« De la Cathédrale à Saint-Sigisbert : tombeaux de femmes célèbres », 14 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).  
« Art et religion en Egypte », 10 heures, Louvre, porte Saint-Germain l'Auxerrois.  
« La peinture italienne de Vinci à Caravage », 10 heures, Louvre, porte Saint-Germain l'Auxerrois.  
« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (P.Y. Jemel).  
« L'apogée médiévale de Belleville », 14 h 30, métro Télégraphe (lampes de poche).

## CONFÉRENCES

Salle Pasteur, 60, boulevard Laiton-Montmorency, 13 heures : « Sortilèges à Paris », 14 h 30 : « Japon, les chemins du sacré », 16 h 30 : « Miquel, l'art du sacré », 18 h 30 : « Afrique interdite », 14 h 30 : « Florence 1985 », 16 h 30 : « Le mariage dans le monde », 18 h 30 : « La Sardaigne et la Sicile » (M. Brumfiel).  
1, rue des Prouvaires (1<sup>er</sup> étage droit), 15 heures : « Les doctrines astrologiques de l'Egypte ancienne » (A. Motte, attaché de recherches au CNRS) ; « La symbolique des arbres » (Naty).

## PUBLICATIONS

REVUE LITTÉRAIRE ET POÉTIQUE - L'ASPREP (Association de promotion et de recherche pour l'éducation permanente), qui œuvre principalement dans la formation professionnelle, crée un spectacle littéraire et artistique. A la fin de 1985 ou au début de 1986, se sortira le premier numéro d'une revue littéraire et poétique. Les auteurs intéressés à collaborer à cette publication doivent s'adresser à L'ASPREP, Villiers 96190, Vouille.

PARIS - TOUR EIFFEL  
SALON DES ANTIQUAIRES  
22 NOV-1<sup>er</sup> DEC.  
Sous-hal chaudière  
CHAMPS DE MARS  
T.L.L. : 11 H/20 H  
V.E. : 10 H/20 H

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 20 novembre :

### DÉS DÉCRETS

« Portant publication de la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981.  
« Relatif aux commissions de concertation (éducation nationale) créées par l'article 27-8 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée.

### UN ARRÊTÉ

« Portant modification de l'arrêté du 19 mai 1975 relatif au contrôle des établissements et des centres de placement hébergeant des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page X

**berdy**  
le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) et des costards  
PARIS 12<sup>e</sup>  
86 av. Ledru-Rollin  
Tél. 46.28.18.24  
PARIS 17<sup>e</sup>  
79, av. des Ternes  
Tél. 45.74.35.13  
LYON 6<sup>e</sup>  
22 cours F. Roosevelt  
AVIGNON  
101 rue Bonneterie  
TOULOUSE  
7, rue J.F. Kennedy  
BORDEAUX  
28, rue Mabry

Franchise BERDY : agglomérations de + de 300.000 habitants  
Tél. : (1) 45.74.66.68

NATIONAL  
**LOTO** N° 47  
TIRAGE DU MERCREDI  
20 NOVEMBRE 1985

2 13 25 28 34 36 45

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 23 NOVEMBRE 1985  
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 27 NOVEMBRE 1985 ET LE SAMEDI 30 NOVEMBRE 1985 JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	16 595 660,00 F
5 BONS N° + complémentaire	85 52 320,00 F
5 BONS N°	3 299 4 235,00 F
4 BONS N°	170 792 80,00 F
3 BONS N°	2 369 987 8,00 F

N'oubliez pas : SAMEDI 30 NOVEMBRE  
**CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE**

**ODOUL** AGENT DE CREDITCO  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

**L'échappée belle en Floride.**  
Cette échappée belle au pays de Disneyworld à 5050F par personne sentend pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre. Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1 rue Scribe, 75009 Paris.

**8 JOURS 5050 F**  
Aller retour compris.  
Hôtel compris.  
2 nuits à Miami.  
5 nuits à Orlando.  
Voiture comprise.

**VACANCES FABULEUSES**  
**PAN AM**



# ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine:

**Compagnie Européenne d'Accumulateurs**  
Electronique

• JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE  
DU DÉVELOPPEMENT  
PRODUITS NOUVEAUX

Réf. VM14/4315

**KLIX**  
SYSTEME

• RESPONSABLE TECHNIQUE

Réf. VM30/1460B

• DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Réf. VM11/507BC

• Remy Martin

• CONSOLIDATION FINANCIÈRE ET  
COMPTABLE

Réf. VM8/1001F

• CHEF DES FABRICATIONS

Réf. VM4/1270H

• ADJOINT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Réf. VM14/1584A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Berri - 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISBURG LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**egor**

**SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE**  
travaillant dans le secteur des  
« LOISIRS ET DE L'AMÉNAGEMENT »  
RÉGION SUD-EST  
recherche

**UN(E) RESPONSABLE  
COMPTABLE ET ADMINISTRATIF**

IL (ELLE) sera pour tâche:  
- L'établissement des différents documents comptables et  
fiscaux en coordination avec une équipe de 4 personnes;  
- Le suivi de la gestion administrative.  
La rémunération sera fonction de l'expérience  
professionnelle et des capacités du candidat.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite sous n° 314 335 M  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

**DEMANDES  
D'EMPLOIS**

Étudiants cherchant travaux divers:  
ménages, garde, lecture, etc. Association protestante interuniversitaire, 22, place Maubert. Tél.: 43-26-77-51.

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
DÉBUTANTE cherche poste  
Écrire sous le n° 8236  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, Paris-7.

**représentation  
demandes**

**REPRÉSENTANTE**  
55 ans, sévères références,  
cherche place stable, V.N.P.,  
anglais, région parisienne.  
Écrire sous n° 8235  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, Paris-7.

**propositions  
diverses**

L'Etat offre des emplois variés, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez: une documentation (journal) sur la revue spécialisée.  
FRANCAIS 1202 (C 101)  
B.P. 402-09 PARIS

**THÉÂTRE PONTAINE**  
10, rue Fontaine, Paris-9  
Démission 24 novembre  
à 18 h pour le 41<sup>e</sup>  
anniversaire de la Libération  
de l'Alsace. L'Association  
des Amis franco-alsaciens  
présente: « Comme l'algèbre  
de nos montagnes ». Soirée  
en 1 acte et 6 tableaux  
sur des textes de V. Hugo,  
E. Hérold, L. Kienast, A.  
L. Lortie et le groupe  
théâtral alsacien, en  
scène de V. Lottmann. Ré-  
tal de musique alsacienne  
contemporaine avec And. G.  
rien, piano. Tadi Papawani,  
violin. Renato Rijo, violoncelle.  
Participation aux frais: 30 F.

## L'immobilier

appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**

**LOUVRE**  
Luxe rénovation, sec.  
Bancs studios et 2 places  
GARDI - 45-67-22-88.

**4<sup>e</sup> arrdt**

**M<sup>e</sup> SULLY-MORLAND**  
10, QDAI CELESTINS  
Vue sur Seine, face à St-Louis,  
2 ch., 2 b., 2 s., 2 w.-c.,  
belle, 2 w.-c., ch. cant. indiv.  
dual. Peu charges, soleil, bien  
aménagé, entrée, cuisine  
kitch, 14 heures à 17 heures.

**6<sup>e</sup> arrdt**

**M<sup>e</sup> MONTMARNASSE**  
Bon imm., petit 2 p., entrée,  
cuisine, 2 b., 2 s., 2 w.-c.,  
55 bis, bd Montparnasse, au  
sud, dimanche, 14 h/17 h.

**7<sup>e</sup> arrdt**

**CHAMP DE MARS**  
Inhab. standing, 4 pièces,  
2 w.-c., 2 b., 2 s., 2 w.-c.,  
kitch, 2 s., 2 b., 2 s., 2 w.-c.,  
Ag. BRANCON 45-75-75-84.

**LATOUR-MAUBOURG**  
Bon imm., rev. sur, 14h/16h  
Studio/jardin, balcon sud  
immeuble lux. 348.000 F.

**ÉCOLE MILITAIRE**  
Bel imm., pierre de t., bon  
état, 12 ch., 7 b., 7 s., 7 w.-c.,  
kitchen, 14 heures à 17 heures.

**17<sup>e</sup> arrdt**

**MONTCEAU, pierre de t.,**  
cuisine, 14 heures à 17 heures.

**19<sup>e</sup> arrdt**

**BUTTES-CHAUMONT**  
PARC 1/3 p., 2 ch., 2 b., 2 s.,  
2 w.-c., 14 heures à 17 heures.

**77**

**BOISSY-SAINT-LÉGER**  
Bel appart., 5 pièces, 100 m<sup>2</sup>  
Cuisine équipée, séjour double  
3 ch., 2 b., 2 s., 2 w.-c.,  
2 w.-c., 14 heures à 17 heures.

**94**

**Val-de-Marne**  
2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, entrée, séjour,  
cuisine, 14 heures à 17 heures.

**VINCENNES**  
2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, entrée, séjour,  
cuisine, 14 heures à 17 heures.

maisons ventes

**maisons de campagne**

**Verde à ANTRAQUES**  
(Ardèche)  
- Maison de village sur 3  
niveaux: garage, 3 chambres,  
séjour, salle de bain, w.-c.,  
320 000 F.  
- Maison avec possibilité  
commerce: rez-de-chaussée  
50 m<sup>2</sup> + cour, 4 pièces à  
l'étage, salle d'eau, 300 000 F.  
Agence Delta, S.P. 32.  
07200 Anduze, Ardèche.  
Tél.: (04) 75-35-06-76.

**pavillons**

A vendre maison à Anthony,  
très bien située, très près du  
métro, lycée, marché, dans une  
petite rue très calme, compo-  
sant: 1 sous-sol, 1 double à  
vingt avec cheminée, cuisine à  
l'américaine. Au 1<sup>er</sup> étage:  
2 belles chambres, salle de  
bain. Au 2<sup>e</sup> étage: 1 très  
grande chambre de 40 m<sup>2</sup>, lar-  
ge plet sud. Surface totale:  
245 m<sup>2</sup>. Tél. au 43-25-04-80  
(heures de bureau) ou au  
43-27-55-26 (après 18 h.).

**maisons de campagne**

**A VENDRE:**  
LAYRAC (Lot-et-Garonne)  
Libre  
100.000 F. Maison 212 m<sup>2</sup>  
au sol + 40 m<sup>2</sup> + cave  
chauffée par bois. 4000 F.  
W.-c. 5 chambres. M. Boussou  
Téléphone: (05) 93-87-07-80.

**domaines**

Achetez votre domaine, pré-  
féré. Sologne ou région Cen-  
tre. Disposition assurée.  
Mr. Hava, n° 204.088, S.P. 1619  
45008 ORLÉANS CEDEX.

**viagers**

Surfaces (Littre Ruel), beau  
pav. 6 p., jard. occupé 1<sup>er</sup>  
s. 500.000 F. 2.400 F/m<sup>2</sup>  
Vag. P. Cruz. 45-64-18-00.

**F. CRUZ 42-66-18-00**

17<sup>e</sup> Perte, beau 3 p. + par-  
cours, 500.000 F. 2.400 F/m<sup>2</sup>  
Vag. P. Cruz. 45-64-18-00.

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**  
Constitutions de sociétés et  
tous services. T. 43-55-17-60.

**STRASBOURG**  
C d'assurance tous pays: gr.  
standing, prox. Canal Europe,  
180 m<sup>2</sup> + terrasse. Loyer 900 F.  
HT au m<sup>2</sup> + charges  
Téléphone: (03) 88-25-30-07.

**locaux  
commerciaux**

**Ventes**

NICE départ retraite. Vend le  
bâtiment analyse médicale,  
bien situé, nombreux corres-  
pondants. Chiffre d'affaires  
84.1.1.1 million; chiffre  
d'affaires 84.1.1.1 million.  
Entre HAVAS, 06072 NICE  
Cedex, S.P. 346, réf. 350.

**fonds  
de commerce**

**Ventes**

A vendre cause santé bar  
proche station hiver  
Hautes-Pyrénées. Rapport  
intéressant. 350.000 F.  
Téléphone: 82-88-82-88.

Particuliers

**(offres)**

A vendre cause départ  
JUKE BOX  
mobile et console stéréo p.  
1980, 120 adhésifs, parties  
diff. Style rockabilly, corps bois  
massif, portes et abaisseurs dé-  
tecteurs, 220 V, 120 W, 120 V,  
Hennegou, tél.: 09-40-62-55.

**Particuliers**

**(demandes)**

Particulier recherche meubles an-  
ciens, même en mauvais état.  
Tél. le soir ou répondre à:  
47-71-51-00.

**Artisans**

**TOUS DÉBARRAS**  
Tous services.  
Service rapide.  
Tél. 46-44-02-66.  
Répondre: 47-36-02-66.

**Bijoux**

**ACHAT OR**

**BIJOUX ANCIENS**

MODERNES - BRILLANTS  
ARGENTÈRE - VIELLS OR  
PÉRIODIQUES JOUILLERS-ORFÈVRES  
10, rue de la République, 75001  
Paris, 37, rue Victor-Hugo  
Ventes, occasions, échanges.

**LIJANE DU PONT**  
Achète et vend les bijoux an-  
ciens à la cour aux Antiquaires.  
54, rue Saint-Hippolyte, Paris-2.  
Tél.: 42-48-22-15.

**BIJOUX ANCIENS**

BAQUES ROMANTIQUES  
se choisissent chez GILLET  
15, rue de la République, 75001  
Paris, 37, rue Victor-Hugo  
Ventes, occasions, échanges.

**ACHAT BIJOUX OR-ARGENT**

15, rue de la République, 75001  
Paris, 37, rue Victor-Hugo  
Ventes, occasions, échanges.

**Cours**

**PHILO**

PROFESSEUR  
AGRÉGÉ  
donne cours tous niveaux  
Tél. 43-68-77-00.

**MATHÉMATIQUES - PHYSIQUE**  
tous niveaux par professeur  
expérimenté. 45-58-11-71.

**Instruments**

**de musique**

A vendre SAXO ALTO SELMER  
1980, 120 adhésifs, parties  
diff. Style rockabilly, corps bois  
massif, portes et abaisseurs dé-  
tecteurs, 220 V, 120 W, 120 V,  
Hennegou, tél.: 09-40-62-55.

**Spécialités**

**régionales**

**(vins)**

**MONTOUS**

Vin blanc sec, demi-sec,  
moelleux, méthode champenoise.  
Tél. 16 471 50-80-84.

**automobiles**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

Particulier vend Super 6 TL  
1980, 120 adhésifs, parties  
diff. Style rockabilly, corps bois  
massif, portes et abaisseurs dé-  
tecteurs, 220 V, 120 W, 120 V,  
Hennegou, tél.: 09-40-62-55.

**divers**

Conces. MERCEDES BENZ  
MBAUX 77, 10 - MER-  
CEDES 820 000, 1000 km  
1984, 108.405 km, march  
météor, valeurs d'at.

**MERCEDES 190 E 2.3**

16 000 km, 1985, 12.272 km, argent cendré, cuir  
noir, toit ouvrant électrique, air-  
BAG, radio-cassette, 1000 km.  
Contacteur M. GARDON  
Téléphone: 84-53-82-82.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement contradictoire en date  
du 27 mars 1985, la 31<sup>e</sup> chambre, 2<sup>e</sup> sec-  
tion, du Tribunal correctionnel de Paris  
a condamné pour publicité mensongère,  
irrégularité du contrat exigé pour la  
vente à domicile, non-respect du délai  
de réflexion de l'acheteur, pour avoir, à  
Paris, courant 1983: 1) effectué une  
publicité comportant des allégations,  
inductions ou prétentions fausses ou de  
nature à induire en erreur sur l'oc-  
casione, la nature, la composition, les qua-  
rités substantielles des prestations de  
service offertes en faisant publier des  
annonces dans les quotidiens nationaux  
ou régionaux laissant croire qu'il recher-  
chait des pavillons, propriétés, apparte-  
ments et commerces pour une clientèle  
en portefeuille, alors qu'il n'en avait  
aucune, et se contentait de diffuser les  
ordres de vente à des agents immobiliers  
avec lesquels il n'avait aucun lien préfé-  
rentiel, s'étant contenté de recueillir  
leurs coordonnées dans le répertoire  
général des agents immobiliers de la  
FNAIM et en laissant croire qu'il était  
même de faciliter ces ventes en offrant  
des possibilités de financement total,  
alors qu'il n'en était rien et n'en avait  
nullement les moyens; 2) pratiqué en  
fait pratiquer le démarchage à domicile  
de personnes physiques pour proposer la  
vente de services, sans utiliser des  
contrats conformes à l'article 2 de la loi  
du 22 décembre 1972, à la  
c'est-à-dire comportant un formulaire  
détachable faisant partie intégrante du  
contrat et portant la mention de renon-  
ciation de sept jours (articles 4, 5  
et 6 de la loi du 22 décembre 1972), à la  
peine de six mois d'emprisonnement  
avec sursis le sieur DELELIS Jean-  
Marie Georges, né le 11 août 1949, à  
Laigneville (Manche), commerçant  
demeurant 17, rue Guillaume-  
Apollinaire, à Villejuif (Val-de-Marne).  
Le tribunal a, en outre, ordonné aux  
frais du condamné la publication de ce  
jugement par extrait dans les journaux  
« Le Monde » et « Le Figaro ». Pour extrait  
conforme délivré par le greffier soussi-  
gné à M. le Procureur de la République  
sur sa réquisition. N'y ayant appel.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement contradictoire en date  
du 19 mars 1985, la 31<sup>e</sup> chambre,  
1<sup>re</sup> section, du Tribunal correctionnel de  
Paris a condamné pour infractions aux  
mesures générales relatives à la sécurité  
des travailleurs du bâtiment - pour  
avoir à Paris, le 18 mai 1984, étant res-  
ponsable par délégation du chef d'entre-  
prise d'un chantier soumis aux disposi-  
tions du livre II, titre III du code du  
travail et à celles du décret du 8 jan-  
vier 1965, enfreint par sa faute person-  
nelle les dispositions relatives à la sécu-  
rité des travailleurs et plus spécialement  
les mesures particulières de protection  
et de salubrité applicables aux établis-  
sements dont le personnel exécute des tra-  
vaux du bâtiment, des travaux publics  
ou tous autres travaux concernant les  
immeubles, en faisant travailler deux  
salariés à la pose de précaire métallique  
de fûts sur un chantier sans qu'un  
dispositif de protection collective  
(garde-corps et planches ou auvents...)  
contre les chutes de grande hauteur  
n'ait été mis en place (article 5 du  
décret du 8 janvier 1965) - à la peine  
de DEUX amendes de 5 000 F  
(2 x 5 000 F) chacune - le sieur PAS-  
CAL Daniel Marles, né le 22 septem-  
bre 1939 à Lury (Nièvre), commis de  
ville, demeurant 13, rue Robert-Lindet  
à Paris 15<sup>e</sup>. Le tribunal a, en outre,  
ordonné aux frais du condamné la publi-  
cation de ce jugement par extrait dans  
le journal « Le Monde ». Pour extrait  
conforme délivré par le greffier soussi-  
gné à M. le Procureur de la République  
sur sa réquisition. N'y ayant appel.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné HELIAS  
Jean-Paul, né le 24 avril 1945 à Primo-  
lia (29) demeurant 1, avenue Edouard-  
Droz à Besançon (25000), à 10 000 F  
d'amende pour complicité de diffama-  
tion publique. Le tribunal a, en outre,  
ordonné, aux frais du condamné la  
publication de ce jugement par extrait  
dans les journaux « Le Monde », « L'Es-  
t Républicain », le « Pays de Montbliard »,  
le « Jura ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende  
pour diffamation publique. Le tribunal a,  
en outre, ordonné, aux frais du con-  
damné la publication de ce jugement  
par extrait dans les journaux « Le Monde »,  
« L'Est Républicain », le « Pays de Mont-  
bliard ». Le greffier en chef.

**EXTRAIT DES MINUTES DU  
TRIBUNAL DE GRANDE  
INSTANCE DE BESANCON**

**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement définitif du  
27 février 1985, le Tribunal correction-  
nel de Besançon a condamné LAMBO-  
LEY Philippe, né le 3 mars 1957 à Ve-  
soul (70), demeurant 8, rue du Cha-  
teau à Sables (25), à 5 000 F d'amende



# économie

## LE QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGT

### Cohabitation conflictuelle entre militants socialistes et communistes

« Était-ce un pauvre rêve ? Faut-il renoncer et accepter de vivre un cauchemar ? » Ces interrogations en forme de condamnations, exprimées le 5 septembre 1984 à Bordeaux, qui résument bien son attitude face au gouvernement, M. Henri Krasucki pourrait les appliquer à son propre bilan depuis 1982, alors que s'ouvre le dimanche 24 novembre, à Montreuil, le quarante-deuxième congrès de la CGT. Du discours de près de quatre heures qu'il doit prononcer devant 1 008 délégués (contre 1 900 à Lille en 1982), M. Krasucki, qui sera reconduit pour un deuxième et sans doute dernier mandat de secrétaire général, va consacrer une partie, importante — essentielle, dit-on, — à l'adaptation du syndicalisme et une autre à un bilan de l'action gouvernementale depuis 1981, vraisemblablement totalement négatif.

« La CGT ne vit certes pas un « cauchemar », car elle a encore des atouts et un appareil militant pour se ressaisir, mais depuis trois ans et demi, sa situation s'est sérieusement dégradée. « La soif de printemps », annoncée plusieurs fois par M. Krasucki et toujours attendue, risque d'être bien insuffisante. Quel bilan, en effet ? Que l'on se fie aux chiffres officiels ou aux estimations, les effectifs fondent comme neige en soleil, aucun grand secteur n'étant épargné. L'érosion électorale, quel que soit le baromètre, se poursuit : 36,81 % aux primaires en 1982 (- 5,59 points par rapport à 1979) ; 8,25 % aux élections d'assurance-maladie en 1983 ; 29,3 % pour les comités d'entreprise en 1984 (- 9,3 points par rapport à 1978).

Pis encore, dans l'opinion l'image de la CGT s'est dévalorisée et la cote personnelle de M. Krasucki n'a jamais décollé d'un niveau très bas. Et ce ne sont pas l'action de « commando » à SKI-LYV ou les opérations médiatiques des « Renault » qui ont inversé la tendance. La situation financière se ressent de ce déclin, au point

d'être devenue alarmante. La campagne « Urgence CGT », lancée pour faire face à ces difficultés, n'a pas répondu aux attentes, puis-que une base syndicale sur trois seulement y aurait participé.

Non seulement la CGT s'est très sensiblement affaiblie, mais elle n'arrive plus à peser sur les décisions gouvernementales ou... patronales.

Certes, dès le 25 août 1982, M. Krasucki affirmait que « rien ne se fera sans que les travailleurs s'en mêlent ». Mais elle est demeurée prudente tant que les ministres communistes étaient au gouvernement. M. Krasucki a « crié casse-cou » en janvier 1984 mais ce n'est qu'en décembre qu'il a lancé son idée de grève générale, non suivie d'effets. De plus, elle n'a manifesté son incapacité à mobiliser ses troupes comme le montrent les récentes grèves chez Renault et la journée nationale d'action du 24 octobre.

En porte à faux

Mais plus le raidissement de la direction de la CGT, dans le fossé du PC dont elle joue pleinement le rôle de « bras syndical », s'accroît, plus les socialistes vont se trouver en porte à faux. Dans une interview à l'AFP, M. Gaumé est allé jusqu'à critiquer la politique du gouvernement, mais il en a fixé les limites : « Cette critique du gouvernement doit être une composante et non pas un axe de notre action. Sinon, on se retrouve forcément dans une démarche de caractère plus politique que syndicale dans laquelle on oublie tout ce qui a été fait ».

Les socialistes du bureau confédéral ont, avec une double occasion de tester l'accueil réservé à leurs préoccupations. Le projet de document d'orientation (le Monde du 11 avril) qui présentait M. Viamet et jugé d'ores et déjà dépassé. Or, dans son bilan « d'années importantes », il évoquait rapidement et avec des nuances qui n'étaient pas empêchées, à l'issue de discussions serrées, son adoption à l'unanimité par la commission exécutive — les « réformes positives » engagées en 1981 et en 1982. Jusqu'à quel point sera-t-il amendé pour faire

## REPÈRES

### Dollar : orienté à la baisse : 7,87 F

Sur des marchés des changes très calmes, en fin de semaine, mais fondamentalement orientés à la baisse, le dollar a poursuivi son lent glissement, revenant de 7,90 F à 7,875 F, de 2,8875 DM à 2,8850 DM et de 202 yens à 201,70 yens. A Tokyo, on s'attend à voir le dollar tomber au-dessous du seuil des 200 yens, sous la pression des Américains, qui jugent insuffisant le recul du dollar, et, donc, la remontée de la monnaie japonaise.

### Déréglementation : en cours pour le crédit bancaire en Suède

La Banque centrale de Suède vient, de manière inattendue, de lever toutes les mesures de réglementation affectant les crédits distribués par les banques, en précisant, toutefois, que cette décision n'implique, en aucune façon, une augmentation de la distribution globale de crédits, c'est-à-dire de la création monétaire. En fait, elle fait un nouveau pas, très important, dans la voie de la déréglementation financière. Ainsi, les plafonds globaux sur les volumes de prêts sont supprimés, de même que les pénalités pour dépassement de crédits, assez lourdes, sont remplacées par un système plus progressif et plus souple. Enfin, les réserves non rémunérées que les banques doivent constituer auprès de la Banque centrale sont portées de 1 % à 3 %, ce qui marque bien la volonté des autorités monétaires de maintenir un contrôle global sur la croissance des liquidités.

### Emploi : optimisme en Allemagne fédérale

Grâce à une croissance de 3 %, quelque 300 000 emplois devraient être créés en 1986 et permettre, pour la première fois depuis des années, d'assister à une baisse du nombre des chômeurs de 80 000 personnes en RFA. Ces prévisions du groupe des conseillers économiques du gouvernement ouest-allemand, constitué par des universitaires, ne peuvent que satisfaire le chancelier Kohl. Dans leur rapport annuel, publié vendredi 22 novembre, ces experts appellent le gouvernement à continuer de résister aux pressions qui se multiplient outre-Rhin en faveur d'une relance, notamment par l'accélération de la mise en œuvre d'allègements fiscaux. Tout au plus, préconisent-ils un très léger assouplissement des objectifs de la Bundesbank, actuellement fondée sur une croissance de la masse monétaire de 3 % à 5 %. Si les possibilités de réduction du chômage paraissent modestes, l'inflation restera d'une sagesse exemplaire, au niveau actuel de 2 % en rythme annuel.

### Revenu agricole : - 7,1 %

Selon les premières estimations de la commission des comptes de l'agriculture de la nation, le revenu moyen brut par exploitation agricole diminuera cette année de 7,1 %. Cette baisse fait suite à une augmentation d'environ 4,5 % en 1984. Elle s'explique par un recul de la production en volume (- 0,7 %), une faible hausse des prix à la production (+ 1,2 %), alors que les coûts des consommations intermédiaires, quoique en décelération, augmentaient de 4 %.

## PROFESSIONS LIBÉRALES

### Les vétérinaires praticiens cherchent de nouveaux débouchés

Le Syndicat national des vétérinaires praticiens français (SNVPF) a, depuis le 21 novembre, un nouveau président, M. Marcel Lux, cinquante-huit ans, praticien à Haguenau (Landes). Il succède à René Monneret, qui fut à la tête du syndicat pendant dix-huit ans et qui n'exerce plus depuis le début de l'année. Un nouveau secrétaire général, M. Daniel Delmotte, cinquante-deux ans, de Colmar, a été élu en remplacement de M. Gérard Péziers, également démissionnaire.

Sur environ 6 500 vétérinaires exerçant en France, on compte quelque 5 000 praticiens libéraux, dont 4 500 adhérents au SNVPF, nous a dit M. Lux. La nouvelle équipe a pour ambition de rassembler sous sa bannière les différentes forces du monde vétérinaire, l'évolution de la profession ayant tendance à privilégier les praticiens des villes.

La crise agricole comme la banalisation de certains actes provoquent la chute des activités rurales. Mais le marché des villes, la « section canine », selon le vocabulaire des professionnels, devient lui-même saturé, à un moment où de nombreux jeunes entrent dans la profession et à celle-ci se féminise.

Des promotions jugées trop nombreuses à la sortie des écoles (cinq cent quatre-vingt) mais aussi la libre circulation en Europe, qui amène en

### Création d'une formule de congé politique

De notre correspondant

Lyon. — Un accord particulièrement original a été signé, le 10 octobre dernier, entre la direction et les syndicats des Laboratoires Boiron, société lyonnaise spécialisée dans la fabrication de médicaments homéopathiques. En effet, pour la première fois en France, une entreprise s'engage par voie contractuelle à consacrer un engagement politique des salariés qui le souhaitent sans compromettre leur carrière en cours ou en devenir au sein d'une entreprise.

Cette « première » est à replacer dans le contexte d'une entreprise aux résultats économiques performants et où le dialogue social a déjà débouché sur des accords sociaux étonnants : flexibilité, intéressement, expression des salariés.

La formule du « congé politique » s'appuie sur la philosophie originale du PDG, M. Christian Boiron. « Lorsqu'un homme d'entreprise souhaite exercer un mandat politique, il a peu de disponibilités pour mener à bien sa campagne et peu de garantie de réintégration à l'expiration de son mandat » : l'exposé des motifs est clair. Il s'agit bien de favoriser ce que le PDG estime vital : mieux faire communiquer le monde politique et celui de l'entreprise.

A tous les niveaux hiérarchiques et sans a priori partisan.

Quelques garanties sont fixées pour éviter les « candidatures bâties » par le passage devant une commission paritaire qui « décide ou non de donner suite au projet et détermine la nature de l'aide apportée ». En clair, le candidat à une élection (municipale, régionale, nationale) peut se voir accorder des aides conséquentes par l'entreprise : l'accès à des formations spécifiques ; l'aménagement du temps de travail (réduction totale ou partielle du temps de travail pendant trois mois — maximum — de campagne électorale et prise en charge par l'entreprise de la moitié des heures « chômées » pour cause électorale) ; une formule qui, va, en cas de succès électoral, débouche sur un aménagement du temps de travail avec réduction proportionnelle de la rémunération ; garantie absolue de réintégration à la cessation des mandats électifs.

Cet accord bouleverse bien des traditions. Il est, pour la société, très novateur, puisque aucun des 1 200 salariés des laboratoires Boiron n'a été recensé sur des listes de candidatures aux prochaines élections.

CLAUDE RÉGENT.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
ROUEN, LE

OBJET : ROCADE NORD-EST DE ROUEN  
Enquêtes publiques

### 1<sup>er</sup> AVIS

M. LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE de la Région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, informe le public que, par arrêté en date du 13 novembre 1985, il a décidé l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de ROCADE NORD-EST DE ROUEN sur la tracé des communes de ROUEN, BIHOREL, BOISGUILLAUME, SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, INNEAUVILLE et DARNETAL ;
- d'une enquête publique pour l'aménagement de la route express à la ROCADE NORD-EST DE ROUEN ;
- d'une enquête publique relative à la démolition des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- d'une enquête publique sur les modifications des Plans d'occupation des sols des communes de ROUEN, BIHOREL et BOISGUILLAUME, afin de rendre les prescriptions de ces documents d'urbanisme conformes au projet de la ROCADE NORD-EST DE ROUEN.

Les documents se rapportant à ces enquêtes, qui se dérouleront :

- Pendant quarante-huit jours consécutifs, du 9 novembre 1985 au 25 janvier 1986 inclus, seront mis à la disposition du public :
- à la mairie de ROUEN de 9 h à 16 h 45 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BIHOREL de 9 h 30 à 17 h 15 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BOISGUILLAUME de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de DARNETAL de 9 h à 12 h et de 13 h 15 à 17 h les lundis, mardis, mercredis, jeudis, de 9 h à 12 h et de 13 h 15 à 16 h ; les vendredis, de 9 h 30 à 11 h 30 les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'INNEAUVILLE de 9 h à 12 h et de 16 h à 19 h les lundis, mardis, jeudis, vendredis, et de 9 h à 12 h les samedis (mercredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— Pendant quarante-neuf jours consécutifs, du 9 décembre 1985 au 24 janvier 1986 inclus, seront mis à la disposition du public :

- à la mairie de SAINT-MARTIN-DU-VIVIER de 16 h à 19 h, tous les jours (mercredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la Préfecture de la Seine-Maritime — Service de l'organisation administrative — de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant les trois derniers jours des 23, 24 et 25 janvier 1986, les membres de la commission d'enquête seront, en personne, les observations du public à la mairie de ROUEN :

- le jeudi 23 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45 ;
- le vendredi 24 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45 ;
- le samedi 25 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h.

A compter de la date d'insertion du premier avis parus dans la presse, les documents d'enquêtes seront également déposés à la direction départementale de l'équipement, où le public pourra en prendre connaissance tous les jours de 9 h 30 à 11 h et de 14 h à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

La commission d'enquête sera présidée par :

- M. Lucien GAUDRON, représentant de l'Union nationale de la propriété immobilière, demeurant 541, rue Ménilmontant, 75012 PARIS.

Avec lequel siègeront :

- M. Robert LAYE, ingénieur de l'Institut électrotechnique de Toulouse, en retraite, demeurant 2, rue du Fauconnier, 77000 EVREUX ;
- M. Guy VAN DER LINDEN, secrétaire général de la mairie de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE, en retraite, demeurant 22, rue des Fêtes-Duval, LE VAL-D'AUVRE, 76000 DIEPPE-VAL-DE-CROISSANT ;

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée au bureau d'urbanisme de la Seine-Maritime, dans les mairies de ROUEN, BIHOREL, BOISGUILLAUME, DARNETAL, INNEAUVILLE et SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, ainsi qu'à la Préfecture de la Seine-Maritime — direction départementale de l'équipement, tel administrateur Cécile-Simon à ROUEN.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE de la Région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

POUR LE PRÉFET,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
et par délégation  
le chef de service  
des routes et des transports  
R. PATUREL.

## DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

### AVIS

D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON

DÉVIATION DU CHEMIN DÉPARTEMENTAL 180  
PARTIE COMPRISE ENTRE LA PLACE HENRI-REGNAULT  
ET LA RUE DU LIEUTENANT-COLONEL-DE-MONTBRISON

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 24-10-85, il a été prescrite une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération sur le territoire de la commune de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces du dossier concernant l'enquête seront déposées pendant 32 jours consécutifs du 20 novembre au 21 décembre 1985 :

- en mairie de RUEIL-MALMAISON de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 le samedi de 9 h à 12 h ;

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus ; elles pourront de même les adresser à M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des P.T.T. — 14, rue Mozart 92700 COLOMBES, nommé commissaire-enquêteur.

Celui-ci recevra le public en mairie de RUEIL-MALMAISON, les matins des 19, 20 et 21 décembre 1985, de 9 h à 12 h.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie de RUEIL-MALMAISON et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement — Accueil du public — niveau +1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

## CONSEIL GÉNÉRAL DE L'HÉRAULT PROPOSITION DE CONVENTION D'ASSURANCES

MAÎTRE D'OUVRAGE  
Conseil général de l'Hérault, Hôtel du département, place Aristide-Briand — 34062 MONTPELLIER CEDEX

OBJET DE LA CONVENTION  
Demande d'assurance de 59 collèges du département de l'Hérault au titre des dommages aux biens (meubles et immeubles) et responsabilité civile.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION  
PREMIER JANVIER 1986 à 0 h.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS  
LUNDI 9 DÉCEMBRE 1985 à 12 h en l'HÔTEL DU DÉPARTEMENT.

OBLIGATION DE MAINTIEN DE L'ENGAGEMENT  
DES CONCURRENTEURS POUR LEURS OFFRES  
Pendant 60 jours à compter du dépôt de l'offre.

RETRAIT DES DOSSIERS À COMPTER  
de bureau du Patrimoine, 22, rue de l'Aiguillerie, 2<sup>e</sup> étage, 34000 MONTPELLIER. Tél. : 67-52-88-88, poste 4500.

ADRESSE POUR L'ENVOI DES DOSSIERS SOUS PLI RECOMMANDÉ  
AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION  
M. le président du Conseil général — bureau du Patrimoine — hôtel du Département — place A.-Briand, 34062 MONTPELLIER Cedex — mention (appel d'offres assurances collèges) ne pas ouvrir.

MONTPELLIER, LE 18 NOVEMBRE 1985  
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL.

## AVIS AU PUBLIC

Une enquête publique est ouverte à la mairie de Collinée (Côtes-du-Nord) du 28 novembre 1985 au 28 décembre 1985 concernant le projet d'extension des capacités d'abatage et de traitement des Établissements Kermec situés dans cette commune. La production prévue pour l'abattoir est de 100 000 tonnes/an et pour la salaison-nerie de 15 000 tonnes/an.

Le rejet des effluents après traitement est prévu dans la Rance.

Dossier visible en mairie de Collinée. 22330.



# TRANSPORTS

## LA GUERRE DES PRIX SUR L'ATLANTIQUE NORD

**La direction de l'aviation civile veut imposer un minimum de 2 200 F pour un aller-retour Paris-New-York**

Deux semaines après l'annonce par Le Point de Mulhouse du lancement d'un billet d'aviation Paris-New-York aller simple au prix de 950 F, on commence à voir plus clair dans la bataille des communications qui a opposé Le Point, Nouvelles Frontières et la direction générale de l'aviation civile (DGAC).

La DGAC, qui prépare les travaux du conseil supérieur de l'aviation marchande chargé de dire si les prix et les liaisons des compagnies sont convenables, a cherché à éviter la vente de billets d'aviation à perte. Selon les spécialistes, le seuil d'équilibre se situe aux alentours de 1 900 F pour un aller et retour Paris-New-York. La DGAC s'est donc efforcée de persuader les deux « chasseurs de prix » que sont Le Point et Nouvelles Frontières de décaler une petite marge bénéficiaire.

L'accord signé la direction veut contraindre Nouvelles Frontières à décaler les consommateurs. L'agence de voyages organiserait un seul vol, le 23 novembre, au prix qu'elle avait annoncé, c'est-à-dire 1 800 F. A partir de la semaine suivante, le tarif monterait à 2 200 F et, pendant la période des vacances de Noël, un peu plus de 3 000 F. A partir du 11 janvier, le tarif reviendrait aux environs de 2 200 F. La DGAC veut obtenir une concession de taille de la part de

Nouvelles Frontières : comme cela se pratique dans le monde du charter, le billet serait obligatoirement aller et retour, alors qu'il était prévu de 900 F aller simple. La DGAC poursuit ses négociations avec Le Point pour l'amener à pratiquer à partir du 20 décembre les mêmes conditions.

Par le biais de la marque Jet'Am de sa filiale SOTAIR, la compagnie Air France est aussi entrée dans cette compétition. Jet'Am lance un unique vol charter sur New-York au prix de 2 500 francs aller-retour. Le vol sera effectué avec un Boeing 747 de la compagnie nationale, le 23 décembre (aller) et le 2 janvier (retour). Pour faire bonne mesure, l'agence de voyages propose en complément neuf nuits d'hôtel à New-York pour 1 400 francs, ce qui représente un record dans l'une des villes les plus chères du monde.

Le consommateur ne s'y retrouvera guère dans cette valse hésitation des étiquettes qui a vu passer successivement le prix d'un billet de plus de 3 000 francs à moins de 2 000 francs avant de le faire, peut-être, augmenter à nouveau. Il est à craindre que la crédibilité commerciale des transporteurs aériens n'en sorte pas renforcée.

AL F.

## Air Inter achètera vingt-quatre Airbus A-320

M. Pierre Eelsen, président de la compagnie Air Inter, a confirmé, le jeudi 21 novembre à son conseil d'administration, qu'il passerait commande, le 26 novembre, à Airbus Industrie, de dix A-320 et qu'il arrêterait des options sur quatorze autres appareils du même type.

L'annonce de ce contrat, attendu depuis plus d'un an, s'accompagne de deux bizarreries. La première tient au mode de paiement d'une facture de plus de 3 milliards de francs. Airbus Industrie est parvenu à imposer un paiement en dollar, alors qu'Air Inter, compagnie exclusivement domestique, ne dispose pas de recettes en monnaie américaine. La compagnie a seulement obtenu du ministère de l'économie et des finances la garantie de pouvoir changer le dollar à 3 F.

La deuxième concerne le pilotage de l'appareil acheté. Tout le monde sait que M. Eelsen et M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, sont partisans d'un équipage à deux et non à trois comme dans les autres appareils d'Air Inter. Tout le monde sait aussi que le constructeur a conçu le cockpit de l'A-320 dans cette optique. Pour éviter une gêne du personnel navigant technique, qui réclame la présence de deux pilotes et d'un officier mécanicien, M. Eelsen se refuse, pour l'instant, à entrer dans les détails techniques de l'aviation, alors qu'il avait annoncé à plusieurs reprises qu'il trancherait la question avant le 21 juin dernier. En signe de protestation contre cette attitude, le représentant des pilotes a quitté la réunion du conseil d'administration d'Air Inter.

# AFFAIRES

## CONTENTIEUX SUR LA CHAUSSURE ENTRE LA CEE ET LE CANADA

La Commission des Communautés européennes a menacé, le jeudi 21 novembre, de prendre des mesures de rétorsion contre le Canada, après que celui-ci ait décidé de révoquer, pour trois ans, les quotas aux importations de chaussures pour femmes et enfants.

Ainsi, la levée, fin novembre, des contingents à l'importation de chaussures ne concernera que les articles pour hommes - soit seulement 50 % des ventes. Un renouvellement injustifié, selon la CEE, les producteurs canadiens ayant déjà bénéficié, pendant huit ans, de droits de douane de 23 % - près de trois fois les taux européens.

Elle entend faire valoir ses droits aux termes du GATT (initiales anglaises de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) afin d'obtenir des compensations adéquates. Elle a déjà reçu, en 1983, 7 millions de dollars pour compenser les pertes correspondant aux quotas de l'année.

## FAITS ET CHIFFRES

### Etranger

● Chute de l'inflation et faible croissance en Grande-Bretagne. - L'inflation britannique régressera fortement, peut-être même à moins de 3 % d'ici au milieu de 1986, mais la croissance sera des plus modestes, à 1,9 %, l'an prochain. Telles sont les deux principales prévisions de l'institut national de recherche économique et sociale. Sensiblement plus optimistes qu'en août dernier, les experts de l'institut sont encore loin de croire en la possibilité d'atteindre une expansion de 3 % visée par le gouvernement de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher.

● Surechère américaine sur un contrat brésilien convoité par la France. - Un contrat portant sur 35 millions de dollars d'équipements destinés à trois hôpitaux brésiliens, telle est la première cible de la contre-offensive américaine pour suppléer une offre française. Estimant, dans un communiqué, que la « concurrence déloyale » de la France est à l'origine de la baisse de la part dont bénéficient les sociétés américaines sur le marché brésilien, le président de l'Eximbank (banque d'import-export), M. William Draper, a annoncé qu'elle assurerait un consortium Johnson and Johnson un

## PRÉSIDENT DE L'UNION DES ANNONCEURS

### M. Edme Nérot est devenu directeur général de la FNAC

C'est très discrètement que M. Edme Nérot a pris, au début novembre, ses nouvelles fonctions de directeur général de la FNAC, appelé à ce poste par le nouveau PDG, M. Michel Barois (1). Il le fait avec enthousiasme, car il ne sait pas faire les choses autrement qu'avec passion : « Je suis ravi d'entrer quotidiennement dans le monde de la culture, au lieu de n'y consacrer que mes samedis et mes dimanches. Le potentiel de la FNAC est prodigieux ».

Grand, aussi rouquin qu'on peut l'être, l'œil bien pétillant et souvent rictus, la mâchoire puissante, le verbe haut, il y a à la fois du rassurant et du défi, avec beaucoup de spontanéité, très maîtrisée, chez ce Parisien de Paris (les trois quarts de ses arrière-grands-parents étaient, comme lui, nés dans la capitale). Il vient de passer plus de trente ans de sa vie chez Unilever où il était entré le 14 janvier 1954, après IEC et une licence en droit.

PDG de la Frappaise de soie et de parfums, sous ses noms successifs

(Thibaud-Gibbs, puis Elida-Gibbs), filiale spécialisée du groupe néerlandais (2), PDG des parfums Coty, président aussi de l'Union des annonceurs (UDA), M. Edme Nérot est un homme de marketing et de publicité. Mais aussi un gestionnaire rigoureux.

Après trois courtes semaines d'expérience, il est déjà lyrique : « La FNAC, c'est un jardin fabuleux où tout pousse dans tous les sens, les plus belles fleurs et les plus beaux fruits. Il ne faut pas en faire un jardin à la française, sûr, mais il faut le transformer en un espace de liberté où chacun se trouvera bien ».

J.D.

(1) Responsable de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, qui a racheté juste avant Noël, avec le groupe britannique Habitat-Blocher, la FNAC aux coopératives de consommateurs.  
(2) Oti ou Britannique, M. Richard Finn, quarante-neuf ans, lui succède.

## Nominations

● Chez Mobil Corp., deuxième compagnie pétrolière américaine, M. ALLEN MURRAY succède, le 1<sup>er</sup> décembre prochain, à M. Rawleigh Warner, comme président-directeur général. M. Murray a commencé à travailler, en 1949, dans l'industrie pétrolière comme employé au service du courrier de nuit. En 1952, comme comptable pour y servir ensuite tous les échelons. Depuis novembre 1984, il était président et directeur adjoint de la société, poste qu'il conservera.

● A la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris, M. JOEL-MARIE MILLON a été élu président, en remplacement de M. Yannick Guiloux. Agé de trente-neuf ans, M. Millon est commissaire-priseur depuis 1970 ; il était, depuis octobre 1983, syndic de la Compagnie.

## Les étrangers jouent les valeurs françaises

(Suite de la première page.)

Que s'est-il donc passé, pour justifier un tel mouvement, absolument inattendu, d'une ampleur inconnue depuis de longues années et d'une régularité impressionnante : dix-neuf séances de hausse quasi ininterrompue, avec même une envolée de plus de 2 %, le 21 novembre, dernier jour du mois bourgeois et, habituellement, les investisseurs à découvert achètent précédemment si les plus-values sont substantielles. Tout simplement ceci : le jeudi 21 octobre, un flot d'ordres d'achat étrangers s'est mis à déferler sur les valeurs françaises, en rang serré, avec une régularité systématique. Au départ, les familles de la corbeille pesaient que ces achats se ralentiraient au bout d'une semaine ou deux, limitant à 5 % ou 6 % la hausse des cours. Eh non ! Cela a duré un mois, et certains titres comme Michelin ont progressé de plus de 40 %. Sta-

pour des professionnels, agents de change, commentateurs, et surtout, investisseurs institutionnels, qui s'étaient hâtés de vendre du « papier » à ces bons étrangers, si vraiment ils voulaient s'en payer. Stupeur et anxiété, maintenant, au début d'énigme : à quel prix pourra-t-on racheter le papier ainsi envolé ? Sans doute, on espère une réaction en baisse, bien compréhensible après cette envolée.

Mais il faut bien voir que ladite envolée ne doit rien à la spéculation au jour le jour. Cette dernière, dénotée, n'ose pas s'y risquer. Les étrangers qui viennent à Paris ont des moyens puissants, bien au-delà de ceux des investisseurs institutionnels français : ce sont les énormes fonds de placement, Unit Trusts, compagnies d'assurances, caisses de retraite et tous les autres acteurs du grand jeu financier anglo-saxon. Leurs gestionnaires « jouent » maintenant, non seulement le redémarrage de la croissance des pays européens, mais aussi la baisse du dollar qui valorise les placements en devises étrangères. Après avoir fait littéralement « sauter » les marchés allemands (plus de 50 % de hausse depuis le début de l'année, 100 % sur certaines grandes valeurs), les marchés suédois et néerlandais, ils s'attardent à Paris, où, pour eux, l'horizon est « clair » : quelle que soit l'issue du scrutin de mai 1986, avec un PS modernisé, une opposition fraîchement libérale, une économie assainie sur le chemin de la reprise, une désinflation en bonne voie et des taux d'intérêt en baisse, toutes les conditions sont réunies pour justifier un investissement. Ajoutons que, en cette fin de 1985, l'ensemble des Bourses mondiales sont orientées à la hausse, y compris Wall Street et Londres, qui battent leurs records tous les jours. Partout, on table sur l'amélioration de la situation des entreprises, objet de toutes les attentions, dans un climat général de réduction des interventions de l'Etat, tandis que l'inflation, vive le placement, pour les vieux et les moins vieux : voilà le nouveau catéchisme des investisseurs.

FRANÇOIS RENARD

## ENTREPRISES

### Le groupe Volvo envisage de prendre le contrôle de Cardo

Le groupe automobile et énergétique suédois Volvo poursuit sa diversification. Il envisage de porter de 22 % à 90 % sa participation dans le groupe suédois Cardo, suédois également. Cardo réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs et dégage un bénéfice de 440 millions de francs. Outre le sucre, Cardo a des activités importantes dans les semences, par l'intermédiaire de deux filiales, Hilteshög (betteraves et semences forestières) et Velsbolls (céréales et colza surtout), réalisant chacune un chiffre d'affaires de 675 millions de francs en 1984.

### Renault recevra 100 millions de francs de subventions en Espagne

Comme prévu (le Monde du 31 octobre 1985) le gouvernement espagnol a décidé d'accorder 2 milliards de pesetas (100 millions de francs) de subventions à Renault, pour soutenir la filiale espagnole de la Régia dans son programme de modernisation. Celle-ci devrait investir 50 milliards de pesetas de 1985 à 1987 dans le cadre du plan de restructuration de l'industrie automobile adopté fin octobre par le gouvernement espagnol.

L'Etat a demandé aux grandes banques de fournir les crédits nécessaires au plan de modernisation et s'est engagé à combler la différence entre les taux de base et ceux, normalement consentis à l'industrie automobile. Les filiales de Renault et de Peugeot - qui devraient également recevoir une

subvention - seront ainsi en mesure de mieux résister à la concurrence des constructeurs américains General Motors et Ford, arrivés plus récemment dans la péninsule ibérique et disposant donc d'installations plus modernes, aux effectifs moindres.

### Beecham rachète deux divisions de Revlon

Le groupe britannique Beecham vient de signer un accord avec la firme américaine Pantry Pride, en vue de lui racheter deux divisions de Revlon, une des plus prestigieuses affaires mondiales de cosmétiques, dont celle-ci s'était récemment rendue propriétaire (le Monde du 5 novembre). Il s'agit de la division « santé » de Revlon et de sa filiale Reheis, spécialisée dans la fabrication de produits chimiques. Le coût de la transaction est de 395 millions de dollars (3,1 milliards de francs).

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	7,578 7,578	+ 48 + 55	+ 88 + 128	+ 266 + 360
DM	5,731 5,735	- 13 - 7	- 17 - 25	- 64 - 28
FF (100)	3,983 3,987	+ 16 + 20	+ 34 + 61	+ 211 + 279
DM	3,944 3,948	+ 187 + 118	+ 284 + 228	+ 595 + 421
FF (100)	2,762 2,761	+ 66 + 75	+ 127 + 146	+ 329 + 414
SE-UL	15,978 15,983	+ 4 + 55	+ 45 + 157	+ 122 + 429
SE-UL	3,719 3,721	+ 176 + 192	+ 399 + 337	+ 960 + 928
SE-UL	4,577 4,578	- 384 - 258	- 496 - 437	- 1152 - 1062
SE-UL	11,349 11,371	- 281 - 236	- 539 - 458	- 1416 - 1220

## TAUX DES EUROMONNAIES

	7 J	1 M	3 M	6 M	12 M	18 M	24 M	36 M	48 M	60 M	72 M	84 M	96 M	108 M	120 M
SE-UL	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
FF (100)	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
SE-UL	8 1/8	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
SE-UL	35	55	16	17 1/4	14 3/4	15 3/4	13 7/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8
SE-UL	11 3/4	12	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
SE-UL	8 5/8	8 7/8	8 3/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# ACCORD PARFAIT

## TANDY 1000 ET SES IMPRIMANTES: SOLUTION INTEGRALE

L'accord parfait conduit à l'harmonie intégrale. Associés à l'ordinateur TANDY 1000 une imprimante TANDY bien choisie, c'est s'offrir l'accord parfait pour une impression parfaite. Immédiatement opérationnel, le TANDY 1000 existe en plusieurs configurations, toutes dotées du logiciel DeskMate™ qui comprend 6 programmes dont un traitement de textes très performant. De quoi gérer, analyser, compiler et imprimer en souplesse. Quant aux 3 imprimantes proposées ici, elles ont en commun leur totale compatibilité avec le TANDY 1000. Vous choisissez donc selon les besoins actuels et prévisibles de votre entreprise.

TRAITEMENT DE DONNÉES... Si l'impression rapide de listings est votre objectif principal, le modèle DWP-430 est tout indiqué. 180 caractères/seconde. Fonctionne en 3 modes : traitement de données, traitement de textes, impression de graphiques.

CORRESPONDANCE... La qualité d'impression du courrier revêt une importance particulière pour votre société ? Choisissez l'ultra-précise, la DWP-510 impose quand qualité et rendement vont de pair.

TRAITEMENT DE DONNÉES ET CORRESPONDANCE... Aucun problème de choix si une résolution tous de fois supérieure à celle d'autres imprimantes à aiguilles vous intéresse. Et à cette exceptionnelle définition, le DWP-2100P offre un niveau élevé de rapidité et de souplesse.

Quelle que soit votre choix, chez Tandy vous avez la certitude d'opter pour le meilleur rapport performances/prix.

**TANDY COMPUTERS**

...L'évidence même

Disponible dans les Centres Ordinateurs, les magasins TANDY spécialisés et chez les revendeurs agréés. Remplissez-nous le coupon-réponse ou téléphonez au (130) 73.03.15.

Je désire plus d'informations sur :  
T1000 DWP-430 DWP-510 DWP-2100P

☐ Cocher la case s.v.p.

Prénom : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Tel : \_\_\_\_\_

(ou joindre votre carte de visite)

A renvoyer à TANDY FRANCE, Division Ordinateurs  
Immeuble Les 3 Fontaines - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE.

# MARCHÉS

Les marchés financiers ont été marqués par une envolée des valeurs françaises, soutenue par les investisseurs étrangers. Les Bourses mondiales sont orientées à la hausse, y compris Wall Street et Londres, qui battent leurs records tous les jours. Partout, on table sur l'amélioration de la situation des entreprises, objet de toutes les attentions, dans un climat général de réduction des interventions de l'Etat, tandis que l'inflation, vive le placement, pour les vieux et les moins vieux : voilà le nouveau catéchisme des investisseurs.

## AUTOUR DE

Les marchés financiers ont été marqués par une envolée des valeurs françaises, soutenue par les investisseurs étrangers. Les Bourses mondiales sont orientées à la hausse, y compris Wall Street et Londres, qui battent leurs records tous les jours. Partout, on table sur l'amélioration de la situation des entreprises, objet de toutes les attentions, dans un climat général de réduction des interventions de l'Etat, tandis que l'inflation, vive le placement, pour les vieux et les moins vieux : voilà le nouveau catéchisme des investisseurs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CESSATION DE GARANTIE

Le 21 janvier 1978

Décret du 20 juillet 1972

La Banque SOFIREC SA au capital de 15 millions de F, dont le siège social est à Paris-8, 47, rue du Fbg Saint-Honoré, et le siège d'exploitation à Paris-9, 16, rue d'Agnesseau, caution des activités d'agent immobilier de la société SEROGEP SARL au capital de 20 000 F, dont le siège social est à Paris-9, 11, rue de Mogador, informe le public qu'elle dénonce la garantie donnée à la SARL SEROGEP en raison de la dissolution anticipée de cette dernière.

Cette garantie cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication, conformément aux dispositions de l'article 44 du décret du 20 juillet 1972.

La garantie reste acquise aux créanciers, s'il en existe, nées antérieurement à l'expiration de ce délai de trois jours francs, à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois à compter de la présente publication au siège d'exploitation de la Banque SOFIREC.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
AUJOURD'HUI

صكنا من الأصل







## A L'UNANIMITÉ

### L'assemblée de la SARL Le Monde a approuvé l'ouverture du capital à la Société des lecteurs

Trois pas importants ont été accomplis au cours des dernières semaines-huit heures dans le cadre du plan de redressement de notre journal :

1) L'acte de vente à la société ARC Immobilier des immeubles parisiens du Monde a été définitivement signé le mercredi 20 novembre ;

2) Un traité a été conclu le 21, entre le gérant du Monde et la PDG de la société La Monde publicité, filiale commune du Monde et de Régie-France, réglant définitivement la question des apports de notre journal à cette société. Rappelons que le Monde détient 51 % de son capital et qu'elle est présidée par Bernard Woutas, administrateur du journal ;

3) Enfin, et surtout, une assemblée générale extraordinaire de la SARL Le Monde a approuvé à l'unanimité, ce même 21 novembre, deux résolutions qui lui étaient soumises par le gérant. L'une porte le capital social, actuellement de 500 000 francs, à 570 000 francs, par la création de 140 parts nouvelles de 500 francs chacune, dont la souscription est réservée à la Société des lecteurs du Monde, constituée le 7 octobre dernier. Chaque part donnera lieu lors de sa souscription au versement d'une somme de 106 560 francs au titre de prime, au profit de la société, en dehors et en sus du capital social. Le montant total des primes versées sera porté à un compte prime d'émission, sur lequel les associés anciens et nouveaux jouiront proportionnellement des mêmes droits et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des as-

sociés. Les parts sociales nouvelles, qui seront dites « parts B », bénéficieront du droit à un dividende prioritaire égal à 6 % du montant versé lors de la souscription desdites parts (capital et prime d'émission).

La seconde résolution a approuvé diverses modifications statutaires, rendues nécessaires notamment par l'augmentation du capital. La durée de la société, qui devait expirer le 10 décembre 1984, a été prorogée par anticipation de cinquante ans.

Conformément à la législation en vigueur, la Société des lecteurs du Monde va maintenant solliciter de la Commission des opérations de Bourse, qui doit statuer à brève échéance, l'autorisation de procéder à l'appel public à l'épargne destinée à lui permettre de souscrire à l'augmentation du capital du journal. Toutes informations seront fournies en temps utile à nos lecteurs sur ce sujet.

Une nouvelle assemblée de la SARL Le Monde sera nécessaire pour arrêter les modalités de la deuxième tranche de l'augmentation du capital : celle qui doit être souscrite par des investisseurs publics et privés. Rappelons que le total de l'apport extérieur, suivant les décisions adoptées le 31 mai par l'assemblée de la SARL, sera limité à 25 % du capital, la Société des lecteurs conservant en tout état de cause la majorité de blocage pour toutes les décisions importantes : modification des statuts, augmentation de capital, nomination ou révocation du ou des gérants.

A. F.

## EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### L'assassin présumé d'Yves Tual a été arrêté

#### De notre correspondant

Nouméa. — Les gendarmes ont arrêté, le vendredi 22 novembre, à Thio (côte est de la Grande Terre), l'assassin présumé de jeune Européen Yves Tual, dix-sept ans, dont la mort, le 11 janvier dernier, avait déclenché à Nouméa des émeutes qui avaient amené M. Edgar Pisani à déclarer l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie. Maurice Moinoud, Mélanésien de dix-neuf ans, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt, depuis mars dernier, pour ce meurtre commis sur la propriété des parents d'Yves Tual à Bouloupari (côte ouest), a été appréhendé à l'aube, alors qu'il était allé rendre visite à sa fiancée dans une maison située en dehors de sa tribu de Thio-Mission.

Début août, une tentative des gendarmes pour l'arrêter à l'intérieur de sa tribu, dont les membres semblaient assurer sa protection, s'était soldée par une semaine de bagarres et d'incidents et le départ de Thio-Mission d'une trentaine d'Européens et de Wallisiens.

D'autre part, à quelques dizaines de kilomètres de Thio, dans la nuit de jeudi à vendredi, une patrouille de gendarmes circulant près de Canala a essuyé deux coups de feu, qui n'ont atteint personne, et des jets de pierres. A l'un des contrôles routiers mis sur pied pour tenter de retrouver les auteurs de cette action, les gendarmes ont interpellé Michel Jordé, frère de M. Léopold Jordé, président (indépendantiste) de la région centre de la Nouvelle-

Calédonie, secrétaire général de l'Union calédonienne. Michel Jordé était recherché pour des vols avec violence et avec armes, faits pour lesquels il venait d'être condamné, par défaut, à un an de prison.

Dès l'annonce de son arrestation, des groupes de Mélanésiens ont mis en place des barrages faits de branches et de cocotiers coupés, qui ont été démolis au fur et à mesure par les gendarmes mobiles. Ces derniers attendaient des renforts au fin de journée, vendredi, mais des contacts visant à rétablir le calme devaient avoir lieu avec M. Léopold Jordé.

— (Indéfini.)

#### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à St-Nazaire-La Baule (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

VENDREDI 22 NOVEMBRE

Le P. Alexandre MINKOWSKI sera

face au « Monde »

avec CHRISTIAN VILLAIN

et JEAN-MARIE DUPONT

LUNDI 25 NOVEMBRE

Allo « le Monde »

47-20-52-97

préparé par

FRANÇOIS KOCH

Les comas

de laboratoire

avec JEAN-YVES NAU

et FRANCK NOUCHÉ

(Publié)

**Pantalons**

**DOUBLES, POUR HOMME,**

**en flanelle :**

**189 francs !**

Une très belle vente en Paris, 780 F, un costume en deux pièces à partir de 990 F, etc. Pourquoi ces prix incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Ambert sont désormais vendues, même les grandes tailles jusqu'à 62, en direct, par les Entrepôts du Monde, 14 St-Sébastien-Pierret, 3, r. du Port-sur-Cherbourg, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

Le numéro du « Monde »

daté 22 novembre 1985

a été tiré à 503 505 exemplaires

A B C D E F G

## L'ACCORD PS-MRG POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### Les radicaux de gauche pourront présenter leurs propres listes dans vingt départements

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche a approuvé, le jeudi 21 novembre, par 121 voix contre 76 et 2 blancs, les termes d'un accord électoral avec le Parti socialiste qui devait être officiellement présenté au siège de celui-ci vendredi par MM. Lionel Jospin et François Douhin, respectivement premier secrétaire du PS et président du MRG.

Les résultats des premières discussions avec le PS avaient été le comité directeur du MRG, le 13 novembre dernier, jugés insuffisants. La demande avait été formulée d'une renégociation, qui a été menée jusqu'à tard dans la nuit du 20 au 21 novembre. Les exigences des membres du comité directeur du MRG n'ont pas, loin sans fait, été dans leur intégralité satisfaites. Les socialistes avaient, d'ailleurs, publiquement fait savoir que nombre d'entre elles étaient inacceptables au regard des sacrifices déjà consentis.

Deux points sont apparus insolubles au cours des ultimes discussions. D'une part, le PS a refusé que M. Bernard Charles, député sortant, soit autorisé à conduire une liste autonome, dans le Lot, face à M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, désigné pour conduire la liste aux élections législatives. D'autre part, la demande de création d'un dixième siège à Mayotte, pour permettre à M. Jean-François Hory de tenter de conserver son siège, impliquait le vote d'une loi organique ce qui n'a été retenu ni par l'Assemblée ni par M. Jospin.

Le volet de l'accord consacré aux élections pour les législatives n'a donc pas subi de modification. Conduisant des listes communes avec le PS dans les trois départements suivants : l'Ardennes, le Nord, le MRG (MM. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, en Charente-Maritime, et Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, dans le Tarn-et-Garonne), le président du MRG (M. Douhin dans l'Orne, où il est conseiller municipal de la petite commune de Solignac-la-Trippe), deux députés sortants (MM. Nicolas Alfonsi en Corse-du-Sud et Jean Rigal, maire de Villefranche-de-Rouergue, dans l'Aveyron) et M. Emile Zuccarelli, fils du député sortant de Haute-Corse, M. Jean Zuccarelli.

Le MRG est assuré de deux députations places sur des listes communes : l'une pour M. Alain Bonnet, député sortant, en Dordogne, l'autre dans l'Ain, sans doute pour M. Louis Janel, conseiller général, maire de Montreuil-en-Bresse. M. Roger Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat aux universités, figurent en troisième position sur la liste commune de la Val-de-Marne.

En outre, pour les législatives, le MRG est autorisé à présenter des listes autonomes dans vingt départements. Ont été ajoutés à la précédente liste, qui en comptait dix-sept (1), le Gers, l'Hérault et, in fine, la Haute-Saône.

Pour les élections régionales, à ces vingt départements, où les fédérations du MRG sont en situation d'autonomie, s'ajoutent une dizaine de départements dans lesquels les radicaux de gauche pourront défendre seuls leurs propres couleurs. Il s'agit des Hautes-Alpes, de la Haute-Corse, de la Drôme, du Finistère, des Landes, de la Loire, du Lot-et-Garonne, de la Mayenne, de la Saône-et-Loire et dans l'Indre, le choix est laissé entre une place d'éligible sur la liste commune avec le PS ou l'autonomie. Les radicaux de Saône-et-Loire sont favorables à la seconde solution.

Enfin, dans dix-huit départements (2), des radicaux de gauche figureront en position d'éligibles sur

les listes communes régionales, ce qui, selon le MRG, devrait lui assurer quelque trentecinq élus régionaux, qui viendront s'ajouter à ceux qui seront élus sur des listes autonomes. La conclusion de l'accord ne signifie pas, pour autant, la disparition des difficultés, internes au MRG ou dans les rapports avec son allié. Des dissidences menacent une bonne application de l'accord : côté MRG, dans le Lot et le Rhône ; côté PS, dans l'Orne et le Tarn-et-Garonne.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Allier, Côte-d'Or, Eure, Eure-et-Loir, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Oise, Pyrénées-Atlantiques, Haute-Pyrénées, Somme, Vaucluse, Vendée, Yonne et Hauts-de-Seine.

(2) Dans les dix-huit départements suivants, le MRG aura un candidat ou plus en position d'éligibilité sur les listes régionales : Ain, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente-Maritime, Corse-du-Sud, Creuse, Dordogne, Haute-Garonne, Gironde, Indre-et-Loire, Marne, Nord, Pas-de-Calais, Haut-Rhin, Rhône, Savoie, Seine-Maritime et Tarn.

## AU SÉNAT

### L'opposition conteste la valeur des résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation

Trop tard ! La politique de rigueur appliquée depuis 1983 ne peut couvrir le « laxisme » des deux années précédentes. Telle est l'opinion de l'opposition, qui, majoritaire au Sénat, a commencé, à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances pour 1986, à dresser un bilan particulièrement critique de la politique économique, sociale et financière de la législature ouverte en 1981.

Certes, la majorité sénatoriale est obligée de tenir compte d'indicateurs qui ne sont pas tous, loin s'en faut, défavorables au gouvernement. Ainsi de l'inflation, mais M. Adolphe Chauvin (Val-d'Oise) conteste que le gouvernement ait « réussi à juguler durablement ce mal chronique ». Le président du groupe de l'Union centriste attribue, en outre, ce qu'il appelle « le ralentissement de la hausse des prix » à des causes externes, telles la hausse du dollar, ou, encore, celle du prix des matières premières. Dans la même veine, M. Christian Poncelet (Vosges), porte-parole du groupe RPR, affirme que le taux réel de l'inflation est de deux points supérieur aux 5 % officiellement annoncés, en raison du contrôle des prix et des « manipulations de tarifs publics ».

A l'exception de M. Tony Larue (PS, Seine-Maritime), qui, seul orateur du PS à prendre la parole pour la première journée de la discussion budgétaire, a pu justifier du bien-fondé de la politique gouvernementale, les intervenants ont prononcé des réquisitoires dans lesquels la nuance trouvait peu de place. M. Maurice Rini (Ua, contr., Ardennes), rapporteur général de la commission des Finances, pour qui « l'austérité, imputable à l'investissement, c'est-à-dire destructrice d'avenir, sanctionne le laxisme des années 1981-1982, est la raison des illusions dont la France a été bercée

## Sur le vif

### Ouf !

Ce que vous pouvez être co-sardes, c'est pas croyable ! Allez, allez, ne me racontez pas d'histoires, je sais très bien à quoi m'en tenir. Vous finissez par se sur à ce mec qui dans : le besoin d'aurore, moi, quand ça me prend, je me couche et ça passe. Vous, c'est pareil. Vous ne mettez pas un pied devant l'autre. Vous prenez votre bagnole pour aller acheter le journal. Vos activités physiques, on connaît : pousser un caddy, le samedi, dans les supermarchés et faire dix fois le trajet tripartite, le soir après le dîner. Ouais, ouais, je sais, vous promenez le chien deux fois par jour : tu vas te décider, oui ? Pourquoi il te plaît pas, ce lampadaire ? C'est déjà le deuxième que tu faisais. Allez, grouille-toi je te prie, moi !

Depuis que vous avez appris que l'inventeur du jogging est tombé raide mort, plus question de courir ni même de marcher. Attention, danger. La gym-tonic, terminée. Ça se passe trop, c'est mauvais pour le dos. Alors, Jane Fonda, lire ses conseils, ça va ; les suivre, bonjour les dégâts. Les deux rames qui vous inclinaient, à vous ramener devant votre écran le dimanche matin ne font plus un strappington. On les a vidées dans un coin de la grille où ça se voit, même. Maintenant, le mode est à la gymnastique

douce : ça permet de s'allonger... sur un tapis moelleux et de s'étirer... en bâillant.

Quant aux salles, je sais de quoi je parle, j'y vais tous les jours, où partement, c'est le tunnel. On entre, on sort. On s'inscrit, on s'écoule : collant, maillot, guêtres. D'abord, on s'accroche, c'est très chouette. Ensuite, on décroche, c'est trop cher, c'est trop loin, c'est trop chiant. Mais on racroche, juré, craché, après les fêtes... Bon, alors avant les vacances.

Remarque, aux États-Unis, patte du body-building, les chiffres de l'Institut Gallup viennent de tomber lourdement : 80 % des Américains ne font pas assez d'exercice. Contrairement à ce qu'on croyait il y a encore deux ans, au lieu d'augmenter, le nombre des sportifs a légèrement diminué. Activités favorites : le bain... de soleil. Et la pêche à la ligne.

Pourtant la forme, ça n'a pas de prix. Savez-vous ce qu'ils ont imaginé, les gros plans de sous, en Californie ? Ils font venir les appareils et le moniteur à domicile. En caravane spécialement aménagée pour. Le gymnase ambulante.

Plus la peine de se délester. C'est toujours ça de gagné.

CLAUDE SARRAUITE.

● Prix de détail : 6,4 % en un an selon la CGT. — La hausse des prix de détail a été de 0,6 % en octobre par rapport à septembre selon l'indice de la CGT. Par rapport à octobre 1984, la hausse des prix est de 6,4 %. En octobre, les principales hausses ont concerné l'habillement (+ 1,1 % en un mois), l'hygiène-santé (+ 0,8 %) et l'alimentation (+ 0,7 %).

**M. PHILIPPE SÉGUIN**  
invité du « Grand Jury RTL - Le Monde »

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - Le Monde », dimanche 24 novembre, de 18 h à 19 h 30.

Le maire d'Epinal, qui conduira dans son département une liste d'union de l'opposition en mars 1986, répondra aux questions d'André Fauveret et de François Grandclercq du Monde et de Paul-Jacques Trauffen et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balaud.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
AUJOURD'HUI

ilias LALAOUNIS

METAMORPHOSES

Couronné par l'Académie des Beaux-Arts  
à l'Institut de France le 13 novembre 1985

Dans son livre, **METAMORPHOSES**, Ilias Lalaounis analyse les sources d'inspiration, les méthodes de travail, la créativité de l'artiste moderne.

Chaque des dix-neuf collections de bijoux et objets d'art, inspirée de l'histoire, de la nature ou de la technologie, est présentée en couleur et commentée par son créateur.

Pour Ilias Lalaounis, chaque bijou a son histoire.

**ilias LALAOUNIS**

384, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>re</sup>) - Tél. : 42-61-55-65  
Athènes - New-York - Zurich - Genève - Londres - Hongkong - Tokyo